ROBERT BARCIA
alias HARDY

LA VÉRITABLE HISTOIRE DE LUTTE OUVRIÈRE

Entretiens avec Christophe Bourseiller

DENOËL

Robert Barcia, alias Hardy

La véritable histoire de Lutte ouvrière

Entretiens avec Christophe Bourseiller

DENOËL
IMPACTS

Ouvrage publié sous la direction
de Guy Birenbaum

© 2003, by Éditions Denoël
9, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris
ISBN : 2-207-25422-4
B 25422.9

SOMMAIRE

Préface : Une famille méconnue
par **Christophe Bourseiller**……..……7

1. Pourquoi ce livre……..19
2. Les premières années……...…33
3. La première expérience politique……41
4. Le groupe Barta…….……..83
5. La grève chez Renault…….……..115
6. La crise de l'Union communiste…….……..137
7. La traversée du désert……..……..151
8. Voix ouvrière et les étapes de la reconstruction……177
9. Mai 1968 et l'interdiction de Voix ouvrière……..209
10. Lutte ouvrière……219
11. Arlette Laguiller……291
12. Aujourd'hui... et demain……311

Chronologie…….325

Préface

Une famille méconnue

Pourquoi moi ?

Je ne suis pas membre de Lutte ouvrière. On pourrait s'étonner à bon droit de me voir préfacer un ouvrage d'entretiens avec Robert Barcia, dit Hardy. Ne serais-je au final qu'une « taupe » de LO, ou encore un discret « compagnon de route » ? Le lecteur verra qu'au fil des pages Hardy me critique, m'attaque, me persifle et que nos entretiens n'ont rien de complaisant.

La vérité est toujours plus simple que les ragots. Lorsque Robert Barcia m'a contacté de son propre chef, dans le dessein de réaliser le présent livre, je n'ai pas hésité une seconde. L'Union communiste (c'est le nom véritable de Lutte ouvrière) incarne à mes yeux une indéniable fidélité à des principes que je respecte.

Si je devais définir cette famille méconnue du trotskisme, j'emploierais spontanément trois termes : intégrité, discrétion et ténacité. Encore ce jugement louangeur n'est-il pas exempt de réserves. Lutte ouvrière n'est-elle pas en définitive une organisation terriblement austère et « grise », qui semble marquée depuis l'origine par un discutable goût du secret ?

On pourrait certes rétorquer que l'UC a toujours maintenu un cap invariable. En dépit des vents contraires, des marées montantes et des sirènes de la mode, elle est demeurée fidèle à un trotskisme pur ou, si l'on préfère, à un « communisme », que l'on peut estimer ou bien haïr, mais qui n'en demeure pas moins authentique.

C'est là que gît sans doute le malentendu. Voici Arlette Laguiller. Celle-ci multiplie les succès électoraux depuis les années soixante-dix et jouit d'une popularité plus grande que bien des ministres et autres secrétaires d'État. Mais la plupart des électeurs d'Arlette ignorent les méandres de la micro-histoire trotskiste. Que savent-ils de Lutte ouvrière et de son destin à part ?

L'Union communiste est aujourd'hui la cible de nombreuses attaques. Robert Barcia est particulièrement mitraillé. S'agit-il d'un « milliardaire » de l'industrie pharmaceutique ? Règne-t-il en despote sur une armée de moines-soldats ? L'Union communiste n'est-elle au fond qu'une secte politico-religieuse, composée de clones dociles maniant la langue de bois ?

Qu'en est-il en fin de compte de ce mystérieux groupe trotskiste, sur lequel courent tant de rumeurs baroques ?

Je voudrais en peu de mots situer les enjeux et retracer le destin d'un courant particulièrement méconnu. Sans doute percevra-t-on en fin de compte à quel point le « style politique » de l'Union communiste n'est pas dû au hasard.

Dans les premières années, notre récit se confond avec la vie d'un militant roumain nommé David Korner. Né le 19 octobre 1914 en Roumanie, mort le 6 septembre 1976 dans la région parisienne, David Korner adhère au Parti communiste roumain en 1933 et participe dès l'année suivante à la création d'un groupe trotskiste clandestin. Il s'installe en France à partir de 1936 et rallie le Parti ouvrier internationaliste. À la fin 1938, il soutient la thèse de l'adhésion collective au Parti socialiste ouvrier et paysan, de Marceau Pivert. Il rejoint effectivement le PSOP en février 1939, en compagnie d'un petit groupe trotskiste dont font partie Jean Rous et Yvan Craipeau. Il est membre du comité de rédaction de *La Voie de Lénine*, qu'édite ce groupe d'avril à juin 1939.

En septembre 1939, David Korner quitte le groupe pour des raisons incertaines, sans véritablement formuler de désaccord politique.

Il lance alors son propre cénacle. Il s'agit d'un cercle minuscule, rassemblant moins de dix personnes, qui se distingue par deux traits : un souci d'authenticité et une volonté de concentrer l'activité vers la classe ouvrière.

D'octobre 1939 à janvier 1940, Korner publie une feuille de propagande : *L'Ouvrier*. Le groupe n'a pas de nom. Ce n'est pas tout à fait fortuit. Cet anonymat correspond en réalité à un triple constat :

1) Les menaces staliniennes forcent les trotskistes à demeurer souterrains.

2) L'occupation allemande renforce le souci de prudence.

3) Korner ne cède jamais à un optimisme excessif. Il rejette les appellations ronflantes. Pas question de lancer « sur le marché » une nouvelle organisation, lorsqu'on ne représente en réalité qu'un noyau minuscule.

Nous touchons un point essentiel. À la différence de bien des groupuscules, qui pèchent par excès d'optimisme et ne cessent de claironner l'imminence du « Grand Soir », la famille regroupée autour de David Korner se distingue d'emblée par sa patience et sa modération. Ni paillettes ni dorures, mais la ténacité de militants opiniâtres, qu'aucun revers ne dégoûte jamais.

David Korner enterre sa véritable identité sous divers pseudonymes : Barta, Albert ou Mathieu. C'est le premier nom qui demeure le plus notoire. On se réfère ainsi au « groupe Barta ». Mais peu importent les noms propres. L'individuel n'est qu'une parcelle du collectif.

En octobre 1942, le « groupe Barta », qui intervient dans une clandestinité d'autant plus stricte que la plupart de ses membres sont juifs, lance une feuille de propagande, *La Lutte de classes*, qui se présente à l'origine comme l'organe du « Groupe communiste (IV^e^ Internationale) ». Le groupe intervient sous d'autres étiquettes : « Collection IV^e^ Internationale », ou « Un groupe de militants communistes ». Pendant la totalité du conflit, il dénonce les belligérants, appelle à la fraternité à la base, martèle les slogans communistes...

En octobre 1944, *La Lutte de classes* annonce l'existence d'une organisation nommée l'Union communiste (IV^e^ Internationale). Paris vient d'être libéré. La

presse renaît et toutes les opinions s'expriment. La naissance effective de l'Union communiste marque-t-elle dans ce contexte un « saut qualitatif », un « grand bond en avant », un « changement d'étape » ? Dans un texte interne de 1948, *La Politique ouvrière de l'UC (jusqu'à 1947)*, on glane ces lignes édifiantes : « L'UC existe depuis 1939 (déclaration de guerre) (...) Depuis sa formation, notre groupe a axé l'essentiel de son travail vers les ouvriers. »

Ainsi donc, l'UC a toujours existé ? En réalité, les sigles n'ont aucune importance. Seule prévaut l'intervention patiente et méthodique d'un groupe indifférent aux titres.

1944 est marquée par le retour progressif à une certaine légalité. Mais l'UC doit encore se défendre. En septembre 1944, Mathieu Bucholz est assassiné par des staliniens, tandis que Pierre Bois échappe de peu à la justice expéditive et orientée de certains FTP. 1944, c'est enfin l'année qui voit adhérer un jeune garçon nommé Robert Barcia. Mais peut-on réellement parler d'adhésion ? Le groupe ne compte pas plus d'une dizaine de personnes. On s'y adjoint, sans autre forme de procès.

Petit à petit, la discrète et marginale organisation progresse. Elle impulse çà et là des noyaux d'entreprise, qui tentent de secouer la férule stalinienne. L'usine Renault-Billancourt devient un bastion. Non que le groupe trotskiste y soit pléthorique, mais parce qu'il est composé d'une poignée d'agitateurs déterminés, dont le plus talentueux est Pierre Bois. Tous les

révolutionnaires de Renault ne sont pas trotskistes. Il y a aussi des bordiguistes, des libertaires, des « ultra-gauche » antiléninistes. Ce qui les soude, c'est la volonté de résister aux staliniens. Depuis octobre 1945, l'Union communiste édite un « bulletin inter-usines », *La Voix des travailleurs*, qui est rédigé par Barta.

En avril-mai 1947, le noyau Renault parvient à mener la grande grève qui paralyse les usines de Billancourt. Dans la foulée de la grève, Bois et ses camarades lancent en juin 1947 un Syndicat démocratique Renault, qui devient dans l'entreprise une force importante.

L'Union communiste demeure minuscule. Elle détient pourtant maintenant un levier. C'est dans un tel contexte que couve une crise décisive. Deux sensibilités s'affrontent à partir de l'automne 1947 : une tendance dont Pierre Bois paraît être le leader et qui défend le bilan du Syndicat démocratique Renault ; et un groupe qui reste fidèle à David Korner.

En 1949, au terme d'un long et complexe débat interne, l'Union communiste se scinde en deux entités. Barta et les siens maintiennent l'Union communiste et poursuivent l'édition de *La Lutte de classes* jusqu'au 30 mars 1950. Le groupe sombre ensuite dans une certaine somnolence.

Quant au cercle de Pierre Bois, il demeure fidèle au travail à la base et poursuit faiblement ses activités, en usant d'un nouveau sigle : le Groupe révolutionnaire communiste. Il édite quelques bulletins : *Le Bulletin d'information et d'éducation* (n° 1, 3 janvier 1950), *La Lutte révolutionnaire* (n° 1, 3 décembre

1951), *Le Travailleur émancipé* (n° 1, avril 1953). Robert Barcia appartient au groupe de Pierre Bois.

À Renault, Bois et ses camarades ne restent pas inactifs. En liaison avec des antiléninistes membres de Socialisme ou Barbarie, ils lancent en mai 1954 un nouveau bulletin d'entreprise, qui rencontre un large écho : *Tribune ouvrière.*

Dans cette période, le groupe parvient à s'étoffer. Il diffuse dans plusieurs entreprises des bulletins *Tribune ouvrière.* Une dynamique paraît s'initier. Progressivement, les bulletins *Tribune ouvrière* cèdent la place à un réseau de feuilles d'usine : *Voix ouvrière.*

Plutôt qu'une organisation structurée, Voix ouvrière n'est au départ qu'une mouvance de petits noyaux. L'organisation Voix ouvrière n'est officiellement créée que le 24 novembre 1956. Elle regroupe une trentaine d'adhérents. Mais doit-on véritablement parler d'une « organisation » ? Les fondateurs restent fidèles à l'esprit et à la manière du groupe Barta : discrétion, pragmatisme, attachement à la base. David Korner ne l'entend pas de cette oreille. Il refuse de parrainer la nouvelle structure.

Dans un souci d'apaisement, Robert Barcia, Pierre Bois et les autres font cependant appel à lui. Ne pourrait-il oublier les rancœurs d'antan et s'agréger à la dynamique ? Il accepte finalement de publier une nouvelle série du bulletin *La Lutte de classes* (n° 1, 24 novembre 1956). Mais il se retire définitivement en 1957.

En 1960, Voix ouvrière édite d'ores et déjà trente-deux bulletins d'entreprise, auquel s'ajoute, en 1962, un journal national éponyme. Le sigle de l'Union

communiste n'a pas disparu pour autant. Il apparaît dans les publications internes. Voix ouvrière n'est qu'une façade, une étiquette commode, un sigle. Elle se développe avec régularité tout au long des années soixante.

Mai 1968 déboule comme un coup de tonnerre et modifie la donne. Le 12 juin 1968, la plupart des organisations d'extrême gauche sont interdites par le gouvernement. Voix ouvrière n'échappe pas à la règle. La mesure paraît cependant bien inutile, puisque Voix ouvrière... n'existe pas. Peut-on dissoudre un sigle ? En vingt-quatre heures, les feuilles d'entreprise changent de nom. Exit *Voix ouvrière.* Place à *Lutte ouvrière.*

Dans son *Dictionnaire de l'extrême gauche de 1945 à nos jours*[1], Roland Biard observe que Lutte ouvrière est « probablement la plus mal connue des organisations de l'extrême gauche ». Il la dépeint avant tout comme « ouvrière » et « bolchevique ». Le trait est un peu forcé, mais il vise juste.

Car l'Union communiste revendique la plus rigoureuse des orthodoxies léninistes et endosse à sa façon l'héritage du mouvement communiste. Elle est cependant confrontée à une situation entièrement nouvelle. À l'instar de la plupart des mouvements trotskistes, elle bénéficie des retombées de mai 1968 et voit affluer de jeunes recrues, certes pétulantes, mais fort instables.

1. Roland Biard, *Dictionnaire de l'extrême gauche de 1945 à nos jours*, Pierre Belfond, Paris, 1978.

Or l'UC n'a rien d'un groupe soixante-huitard. Elle refuse de s'implanter dans les facultés et s'intéresse peu aux revendications « désirantes » des scolaires, visant à révolutionner la vie quotidienne et à accéder aux dortoirs des filles. Elle n'altère en aucune façon son « style ». Contre toute attente, cette indifférence aux vents de la mode va se révéler payante.

Dans *Le Mouvement trotskiste en France*, Yvan Craipeau observe que Lutte ouvrière « est le seul groupe " trotskiste " à base prolétarienne, qui progresse à partir de l'expérience des luttes vers une stratégie d'ensemble [1] ».

La montée en puissance de l'Union communiste est lente et discrète. Elle s'amorce en 1968. Mais il faut attendre les années quatre-vingt pour la voir réellement progresser, dans une période où de nombreux groupes issus de Mai périclitent ou s'effondrent.

Quoi qu'il arrive, Lutte ouvrière demeure fidèle à la base et poursuit son patient travail d'implantation dans les entreprises. À partir de 1970, elle développe en parallèle un activisme politique relativement classique. Elle participe notamment à la plupart des consultations électorales, partielles ou nationales.

1973 est à marquer d'une pierre blanche. Lors des élections législatives, la porte-parole de l'organisation trotskiste est une employée du Crédit Lyonnais, parfaitement inconnue du public : Arlette Laguiller.

1. Yvan Craipeau, *Le Mouvement trotskiste en France*, Éditions Syros, Paris, 1971.

En 1974, Arlette Laguiller se présente aux élections présidentielles. Elle est la seule candidate, dans un scrutin dominé par le genre masculin, et recueille un score remarquable : 2,33 % des suffrages.

L'Union communiste ne crie pourtant pas victoire. Comme à l'accoutumée, elle ne verse ni dans le triomphalisme ni dans le messianisme, et apprécie avec prudence les résultats électoraux. Le score de 1974 témoigne certes d'une percée significative. Mais Lutte ouvrière demeure une formation marginale. Dans les années soixante-dix, la classe ouvrière est encore acquise au Parti communiste. La direction de l'Union communiste a en outre remarqué que Lutte ouvrière avait déjà recueilli lors des législatives de 1973 une moyenne de 2,29 % des voix, dans les circonscriptions où elle s'était présentée.

Quoi qu'il en soit, la percée est réelle. L'Union communiste s'enracine dans le paysage politique.

Il s'agit bel et bien d'un mouvement de « marathoniens », qui parient sur le long terme, en s'appuyant non seulement sur le charisme d'Arlette Laguiller, mais encore sur un patient labeur de fourmi, au cœur des entreprises et des quartiers.

À partir de 1981, l'audience et l'impact de Lutte ouvrière ne cessent de se renforcer. L'organisation bénéficie successivement de la déception d'une partie du « peuple de gauche » après l'élection de François Mitterrand en 1981, puis de l'écroulement de l'Union soviétique, qui coïncide avec la chute du PCF...

Lors de l'élection présidentielle de 1995, Arlette Laguiller rassemble 5,30 % des suffrages. Jamais un

groupe trotskiste n'a encore affiché un tel score. Le Parti communiste est directement « menacé » sur sa gauche. C'est son électorat qui bascule principalement.

À bien des égards, Lutte ouvrière représente maintenant une menace. Ne pourrait-elle exercer un « pouvoir de nuisance », préjudiciable aux partis de « l'arc constitutionnel » ? Des rumeurs de plus en plus insistantes courent les rédactions. Le dirigeant de Lutte ouvrière, Robert Barcia, serait-il en réalité un « businessman » de l'industrie pharmaceutique ? L'Union communiste fonctionne-t-elle à la façon des « sectes religieuses » ? Prohibe-t-elle les enfants ? Interdit-elle en son sein tout débat démocratique ?

Alors même que Lutte ouvrière fait l'objet d'un nombre grandissant d'attaques, Arlette Laguiller apparaît comme un personnage populaire. On la voit dans les magazines « people ». Elle passe à la télévision, à la radio et ne refuse pas les émissions de variétés.

Lors des élections européennes de 1999, la liste commune Lutte ouvrière-Ligue communiste révolutionnaire recueille encore 5,18 %. Arlette Laguiller obtient enfin 5,72 % à la présidentielle de 2002.

Paradoxale Lutte ouvrière. La voici archi-commentée et parfois calomniée. Mais que sait-on réellement d'un courant de pensée qui plonge ses racines non dans l'extrémisme religieux, mais dans la plus stricte orthodoxie communiste ?

L'Union communiste n'est évidemment pas une « secte » au sens où l'on évoque des sociétés religieuses fermées, exerçant sur leurs membres d'intolérables pressions psychologiques ou financières.

Il s'agit d'un mouvement politique, qui s'est constitué dans la période la plus noire de notre histoire et a résolu de faire face, contre vents et marées, dans le but de s'inscrire dans la durée.

L'Union communiste est tributaire de son histoire. Elle s'inscrit certainement dans une lignée singulière.

À la différence des autres groupes trotskistes français (Ligue communiste révolutionnaire, Organisation communiste internationaliste...), elle est toujours restée fidèle à une certaine pénombre.

Par choix. Par souci d'assurer la sécurité de militants exposés à la vindicte éventuelle de leurs employeurs. Par devoir de mémoire.

Le long terme. Tel est l'horizon. Les individus passent et les sigles trépassent. J'ai été frappé par la modestie de Robert Barcia. Il ne se prend pas pour un vétéran. Il n'est pas escorté par une escouade de gorilles. Appartient-il à une espèce révolue ? Est-il le dernier dépositaire d'un idéal ?

Peu importe, au fond. L'Union communiste n'a manifestement pas l'intention de s'arrêter en chemin. Le temps ne joue-t-il pas en sa faveur ?

CHRISTOPHE BOURSEILLER

1.

Pourquoi ce livre

CHRISTOPHE BOURSEILLER : *Vous ne souhaitez pas, m'avez-vous dit, que l'ouvrage se cantonne au genre biographique. Il existe pourtant à votre égard une grande curiosité. Cela m'amène naturellement à la première question : pourquoi prenez-vous aujourd'hui la décision de vous confier à quelqu'un qui n'est ni membre de Lutte ouvrière, ni même trotskiste ? Pourquoi vous exposez-vous à la lumière, alors que vous pourriez très bien vous maintenir dans cette pénombre qui fascine tant les journalistes ?*

ROBERT BARCIA : Je dois dire que la pénombre est très relative. Je ne fais pas de déclarations à la presse, mais je ne me cache pas. On peut, tous les ans, me voir circuler dans les allées de la Fête de Lutte ouvrière et bavarder avec un militant, un sympathisant, un ex-camarade ou un autre. Nombre de ceux-là me connaissent bien, certains depuis trente ans et plus. Et si les journalistes l'avaient voulu, cela fait longtemps qu'ils auraient pu me rencontrer.

En fait, ils ne s'intéressent à moi que depuis une date récente et, vraiment, par le petit bout de la lorgnette.

C.B. : *Encore aurait-il fallu qu'ils vous découvrent. J'ai moi-même longtemps ignoré votre existence.*

R.B. : Qu'est-ce que cela prouve ? Les journalistes ont-ils cherché, en mai 1968 et plus tard, qui dirigeait Voix ouvrière ? Ont-ils demandé à Pierre Frank, à Pierre Lambert [1], à Alain Krivine, qui ils connaissaient parmi les dirigeants de Voix ouvrière ? Arlette Laguiller alors n'était absolument pas connue. Se sont-ils intéressés à ce qu'était devenu Pierre Bois, le plus ancien de notre organisation, celui sans lequel elle n'aurait pas pu voir le jour, celui qui a dirigé la grève des usines Renault en 1947 – grève qui a fait chasser les ministres communistes du gouvernement ?

Par la suite, c'est la presse qui a médiatisé Arlette Laguiller. En dehors d'Arlette Laguiller, les journalistes se sont-ils intéressés aux autres dirigeants de Lutte ouvrière ? Non ! À chaque fois qu'un journaliste souhaitait une interview d'Arlette Laguiller et qu'on lui répondait qu'elle n'était pas libre parce qu'elle travaillait mais qu'il pouvait rencontrer un autre responsable, le journaliste battait en retraite. Quant à Pierre Bois, aucun journaliste ne s'est jamais intéressé à lui. Pourtant son nom a toujours figuré dans l'annuaire. Ils auraient pu lui demander, en 1974 ou après, si ce n'était pas lui qui était « derrière » Arlette. Ils ne l'ont pas fait.

Si les journalistes s'étaient alors intéressés aux dirigeants de Lutte ouvrière, j'aurais sûrement répondu

1. Pierre Frank : principal dirigeant de l'organisation trotskiste à laquelle avait adhéré Alain Krivine. Pierre Lambert : l'actuel dirigeant du Parti des travailleurs.

volontiers à leur attente. Mais lorsque a débuté une campagne malveillante et mensongère, en 1995, puis carrément calomniatrice en 1998, contre Lutte ouvrière et moi-même, je n'avais pas envie de servir la carrière de certains journalistes et de répondre à des interviews débouchant sur des calomnies auxquelles on ne m'aurait pas laissé la possibilité de répondre. Pourtant, en 1995 ou 1996, j'avais accepté un rendez-vous à la Fête de Lutte ouvrière avec une journaliste du *Monde*... mais je l'ai attendue vainement car c'est elle qui n'est pas venue.

Arlette Laguiller a été choisie comme notre porte-parole. Elle se présente aux élections. Il est normal qu'elle accepte de répondre aux journalistes. Moi, je ne suis pas le porte-parole de Lutte ouvrière même si j'en suis, depuis le décès de Pierre Bois, le plus ancien militant et l'un des dirigeants.

Si je prends la décision aujourd'hui de dialoguer avec vous qui n'êtes ni membre de LO, ni trotskiste, c'est parce que je vous crois sincère. Bien sûr, vous êtes quelquefois tombé dans le travers d'écrire sur la base de ouï-dire. Je sais bien qu'en citant des propos d'après une interview, certains journalistes déforment allégrement ce qui a été dit. Mais j'ai cependant pu lire sous votre plume, dans *L'Événement du Jeudi* du 26 mars-1er avril 1998 que Voix ouvrière était « l'organisation écran de l'Union communiste ».

Je ne pense pas que, de votre part, ce soit de la malveillance, mais il faut comprendre l'histoire autrement que par quelques sous-titres qui apparaissent ou disparaissent. *Voix ouvrière* a porté le sous-titre « Organe de l'Union communiste » à partir de

novembre 1967. Nous n'avons pas repris ce nom d'organisation plus tôt car nous ne nous considérions pas, jusque-là, comme une telle organisation et nous ne nous sentions pas le droit de reprendre le nom de celle de Barta. C'est lorsque nous avons compris qu'il l'avait abandonné définitivement que nous l'avons fait. Ensuite, la dissolution de Voix ouvrière en juin 1968 nous a empêchés de conserver ce nom au risque d'être inculpés de reconstitution de ligue dissoute. Nous avons repris le nom d'Union communiste en 1987, et si ce fut avec un tel retard, c'est que, en 1972, Barta nous avait accusés de vouloir lui voler le passé qu'il avait abandonné. Mais ni Voix ouvrière ni Lutte ouvrière n'ont été des « organisations écrans » de l'Union communiste.

De 1942 à 1947-1948, dans tous les milieux d'extrême gauche, on se référait au groupe Barta, c'est-à-dire à l'Union communiste, en l'appelant le « groupe Lutte de classes », du nom de son organe politique. Car c'est souvent l'habitude d'appeler les petits groupes du nom de leur publication. C'est ainsi que *Rouge*, surtout au début, fut aussi utilisé, par facilité, en lieu et place de « Ligue communiste révolutionnaire ».

Dans le même article, on vous fait parler de ce qui serait notre « puritanisme ». Or nous ne sommes pas spécialement puritains. En 68, contrairement à ce que vous écrivez, nous ne craignions pas la libération sexuelle, nous condamnions seulement les excès de ceux des groupes gauchistes qui, sous prétexte de « droit des enfants – y compris très jeunes – à la liberté sexuelle » et de leur « droit à la sexualité »,

avec des adultes bien sûr, défendaient ce que l'on ne peut désigner autrement que sous le nom de pédophilie. Nous tracions donc des limites avec les mouvements qui ne les traçaient pas et acceptaient en leur sein ou chez leurs voisins des idées de cet ordre. Alors, « puritains » si vous voulez, mais nous préférons « puritains » à « pédophiles ».

Vous parlez aussi de ce qui serait l' « exclusion d'un couple accusé d'avoir fait l'amour dans une caravane de propagande ». Bien entendu, comme beaucoup d'autres, vous répétiez cela d'après vos confrères. Je peux cependant vous affirmer, à vous comme aux autres, que nous n'avons jamais exclu ou empêché qui que ce soit de faire l'amour, où que ce soit. Et pas même reproché. Certes, on dit de nous que nous ne reculons devant aucune difficulté mais je gage que, si cela avait été notre attitude, notre recrutement se serait immédiatement tari! De ce point de vue comme de bien d'autres, nous sommes des gens normalement constitués. Nous n'avons rien reproché au couple en question. Les reproches, nous les avons adressés au responsable local qui avait, de fait, placé ce couple à la direction de la caravane.

C.B. : *Qu'entendez-vous par là?*

R.B. : Nous voulons être des professionnels n'exerçant pas nos responsabilités en couple.

Chacun ou chacune de nos militants est placé à des responsabilités en fonction de ce qu'il est. Ils ne partagent pas leur responsabilité avec leur compagnon ou leur compagne. Car la compétence ne se transmet

pas ainsi. Au niveau des responsabilités, mais seulement sur ce point, nous dissocions effectivement chacun des éléments d'un couple. Dans quelque métier que ce soit, un professionnel n'exerce pas ses responsabilités de juge, de chirurgien ou de journaliste, en compagnie de son compagnon ou de sa compagne, sauf – c'est semble-t-il la mode – certains ministres.

Par ailleurs, vous dites (du moins on vous le fait dire) que je serais le « secrétaire » de Lutte ouvrière, ce qui est faux car, pas plus qu'à la LCR, cette fonction n'existe à LO.

Dans un autre article, dans un quotidien (*France Soir*, 15 janvier 1999), vous parlez de moi avec ce commentaire : « Arlette, elle est à ses ordres et il existe entre eux un rapport quasi religieux. » Mais où donc avez-vous pris cela !

Vous parlez aussi, à propos de Lutte ouvrière, de « l'esprit du groupe clandestin de 1939 qui n'a jamais varié ». Or le groupe Barta, dans lequel certains des fondateurs de LO avaient milité, n'a pas vraiment été créé en 1939, même si Barta s'est séparé à cette date des autres trotskistes. Il n'a vraiment été fondé qu'en 1942 en pleine guerre. Et Lutte ouvrière n'est pas l'héritière du groupe Barta, il nous a lui-même « déshérités ».

C'est vous dire qu'en m'adressant à vous, je n'ai pas choisi de m'adresser à un laudateur de notre organisation, quelqu'un de suspect de sympathie envers elle ou envers moi-même. Cependant je me suis adressé, parmi tous ceux qui avaient écrit ou parlé de nous, à vous qui n'aviez, de loin, dit ou écrit, au total, aucune déformation volontaire et fielleuse ou hypocrite, et j'en ai conclu que vous n'étiez pas un journaliste à

sensation, cherchant à tout prix à se faire un nom en inventant des détails qui font vendre.

Je vous ai donc promis de répondre sincèrement à toutes vos questions, sans exception, même celles qui fâchent, et de vous raconter l'histoire de Lutte ouvrière et, accessoirement, en parallèle, l'histoire de ma vie puisque vous m'avez dit que c'était indispensable.

Je souhaite dire simplement la vérité sur l'Union communiste et Barta, au moins tels que je les ai connus et ce que j'en sais, sur Pierre Bois, sur l'effondrement de la première Union communiste, sur la naissance de Voix ouvrière et le développement de Lutte ouvrière.

Quand j'ai lu, lors du décès de Pierre Bois, dans un grand journal du soir, que c'est moi qui aurais provoqué la scission de l'Union communiste en 1949 [1], j'ai été partagé entre le sourire et le mépris. D'autant que la journaliste qui a écrit cela nous a dit, après, qu'elle avait bien lu la biographie de Pierre Bois publiée dans *Lutte ouvrière* [2], mais qu'elle avait « préféré la version » de François Koch [3]. À quoi bon dire la vérité à de tels journalistes ! D'autant que les faits réels sont aisément vérifiables car publiés par des témoins autres que nous et, en particulier, par Barta lui-même [4]. Sans parler de toutes les inepties qui ont été

1. *Le Monde*, « Pierre Bois, figure historique de Lutte ouvrière », par Caroline Monnot, 25 février 2002.

2. *Lutte ouvrière* du vendredi 22 février 2002.

3. Version qu'elle a cru lire dans un article de François Koch, « Docteur Barcia et Mister Hardy », *L'Express*, 8 octobre 1998.

4. David Korner, *Mise au point concernant l'histoire du mouvement trotskiste en France*, éditions Spartacus, 1972.

écrites à propos des obsèques de Pierre Bois, que nous n'aurions pas annoncées parce qu'il aurait été un opposant, ou bien parce que nous ne voulions pas que la presse photographie les dirigeants de Lutte ouvrière. Pourtant la rubrique nécrologique du *Monde* est remplie d'annonces se terminant par « les obsèques ont eu lieu le..., dans la plus stricte intimité ».

La vérité est que nous ne souhaitions voir, à ses obsèques, que ceux des camarades qui l'avaient connu et qui regrettaient sincèrement sa disparition. Les corbeaux et les vautours, nous n'en voulions pas. Plusieurs centaines de camarades furent présents à ses obsèques, dont bon nombre d'anciens camarades qui n'étaient plus dans nos rangs mais qui avaient été prévenus.

Je n'ai donc pas envie de répondre, ni ici ni ailleurs, à des propos que leurs auteurs seraient bien en peine de prouver. Mais je veux, pour tous ceux qui se demandent ce qu'est Lutte ouvrière, d'où elle vient et ce que sont ses militants, raconter son histoire. Ceux qui voudront dénaturer les faits le feront toujours, mais ceux qui veulent réellement connaître les faits et la vérité les y trouveront.

C.B. : *Je ne pense pas que nous devions instruire ici le procès de la presse en général. En ce qui me concerne, je me place effectivement dans l'espace d'un regard critique. Ce regard se tient néanmoins dans l'ouvert. J'ai envie de mieux vous connaître. Il y a donc deux niveaux. Ce livre aura nécessairement une dimension historique. Nous allons évoquer votre courant et*

son devenir. Mais il y aura aussi une face journalistique. On vous a notamment accusé d'être un « patron de sociétés paramédicales »... Que répondez-vous aujourd'hui ?

R.B. : Loin de moi l'idée de faire le procès de la presse et des journalistes en général, mais comment pouvez-vous me demander de répondre à de telles choses sans mettre en cause le sérieux de ceux qui ont écrit cela ?

Il y avait dans le passé un ouvrage du Parti communiste, édité en 1931 par la Librairie du Travail, qui s'appelait *L'Abominable Vénalité de la presse.* Aujourd'hui j'aurais tendance à écrire : « l'abominable ignorance de la presse ». Dans la presse, pourtant dite d'information, certains journalistes ne sont pas capables de vérifier leurs sources ou n'en ont pas la volonté. Ils se contentent de répéter sans aucune vérification ce qu'ont écrit leurs confrères, le plus souvent en ajoutant sans vergogne une petite déformation pour faire mieux.

Je n'ai jamais été « patron de sociétés paramédicales ». Vous reprenez là, j'espère que ce n'est pas à votre compte, une ânerie utilisée par un journaliste et reprise par nombre de ses confrères. Les activités paramédicales, ce sont celles exercées par les infirmières, les kinésithérapeutes, les orthophonistes, etc., qui exercent le plus souvent en libéral ou bien sont salariés d'hôpitaux ou de cliniques.

On dit aussi, c'est voisin, que je posséderais des « sociétés parapharmaceutiques », c'est-à-dire, si toutefois l'adjectif existe, des entreprises commerciali-

sant des produits d'hygiène vendus ou non en pharmacie. Aucune des sociétés auxquelles j'ai participé n'était de ce type. Ce n'étaient pas non plus des sociétés industrielles fabriquant quoi que ce soit, ni médicament ni produit pharmaceutique. Ceux qui écrivent – et souvent répètent – de telles choses ne vérifient ni leurs sources ni même n'ouvrent un *Petit Larousse*. C'est peut-être une nouvelle éthique du journalisme !

J'ai été le gérant d'une SARL, qui n'était ni une telle société évidemment, et encore moins un laboratoire pharmaceutique. Cette société concevait et éditait des documents destinés à la formation médicale des visiteurs médicaux, qu'elle vendait à des laboratoires pharmaceutiques. Elle n'était donc qu'un simple fournisseur. Elle n'était, de plus, qu'une très petite société prestataire de services, ce qui ne signifie pas « être au service » de l'industrie pharmaceutique. Je n'étais ni « au cœur » de l'industrie pharmaceutique, ni même « aux côtés [1] », comme on l'a écrit, mais à sa lointaine périphérie.

C.B. : *Nous reviendrons sur cet aspect. Il est clair que vous désirez contre-attaquer, face aux multiples articles vous concernant. On dit : « Lutte ouvrière est une secte dont Hardy est le gourou. » Vous niez que Lutte ouvrière présente des caractéristiques sectaires. J'avoue partager sur ce point votre sentiment. Je ne pense pas que votre organisation puisse être sérieusement jugée à l'aune des « nouveaux mouvements reli-*

1. François Koch, « Docteur Barcia et Mister Hardy », *cit.*

gieux ». Mais vous pourrez difficilement faire passer Lutte ouvrière pour un mouvement transparent...

R.B. : Je ne désire pas contre-attaquer qui que ce soit. Ce combat ne m'intéresse pas et ce serait un combat sans fin, que je n'ai pas envie de livrer, car il faut moins de temps et d'efforts pour multiplier les calomnies que pour les réfuter.

Hardy est effectivement mon pseudonyme depuis bien longtemps, depuis février 1944 exactement. Je suis connu sous ce nom depuis au moins plusieurs dizaines d'années de tous les dirigeants trotskistes. Je porte un pseudonyme comme nombre de militants trotskistes ou anarchistes, et aussi comme beaucoup d'acteurs, d'écrivains, ou encore de journalistes. Pour ces derniers il est impossible d'obtenir leur véritable identité. Il n'y a qu'un juge d'instruction qui le peut. Lutte ouvrière est un mouvement beaucoup plus transparent qu'on ne le dit. Mais surtout pas moins que les autres organisations comparables.

Tous nos camarades utilisent des pseudonymes mais nous ne sommes pas les seuls dans les organisations trotskistes. Même Lionel Jospin n'était, paraît-il, connu que par un pseudonyme au sein de l'Organisation communiste internationaliste, aujourd'hui « Parti des travailleurs », l'organisation de Pierre Lambert. En cela il ne faisait qu'appliquer une habitude commune. Dans la LCR, il en va de même, et la quasi-totalité des militants de la LCR utilisent des pseudonymes à l'intérieur de leur organisation (et cela après avoir, en congrès, par deux fois depuis trois ans, décidé d'abandonner cette règle).

Pour le reste, Lutte ouvrière n'est évidemment pas une secte. Ceux qui disent ou suggèrent hypocritement cela seraient bien en peine d'expliquer en quoi notre mouvement aurait les caractéristiques d'une secte.

Nous ne lavons pas le cerveau de nos adhérents, nous ne les faisons pas rompre avec leur famille, nous ne nous approprions pas leurs biens, s'ils en ont. Chacun d'eux peut nous quitter quand il le veut sans qu'aucune pression s'exerce sur lui avant ou après. Nous ne vivons pas en collectivité. Nous n'avons pas inventé une religion à nous, plus ou moins ésotérique ou mystique.

Nous sommes au contraire des athées militants, des matérialistes convaincus, étrangers à toute idée religieuse quelle qu'elle soit, que ce soit les grandes religions ou les chapelles protestantes aux États-Unis ou encore, bien sûr, les élucubrations de charlatans. Si toutefois, sur le plan des idées défendues, on peut faire la distinction entre les unes et les autres.

C'est à ceux qui affirment que nous sommes une secte de le justifier, plutôt qu'à nous de prouver le contraire. Mais ceux-là jouent sur le fait qu'un mensonge qui ne repose sur rien de concret et de tangible est d'autant plus difficile à démonter et à réfuter. Et un mensonge répété et repris mille fois passe pour une vérité.

J'ai vu, dans la grande presse il y a quelque temps, Aimé Jacquet appelé « le gourou de l'équipe de France ». Si lui ne se fâche pas d'être affublé d'un tel qualificatif, je ne vois pas pourquoi je ne prendrais pas cela comme un compliment ou une plaisanterie.

Tout ce qu'on a écrit sur LO et moi-même est de ce style.

C.B. : *Vous ne pouvez vous en tenir à une telle défense. Vous savez très bien qu'il existe dans le courant trotskiste une solide tradition de clandestinité. Il est vrai que vous avez été longtemps pourchassés, réprimés, parfois exécutés. Il n'empêche que Lutte ouvrière a toujours été en pointe sur la question de la clandestinité. J'ai le sentiment qu'en prenant la parole dans ce livre, vous rompez avec une certaine tradition, selon laquelle les dirigeants révolutionnaires devraient en permanence se tenir sur la réserve.*

R.B. : Cette affirmation est loin d'être vraie car, dans les dernières années, presque tous les dirigeants trotskistes ou ex-trotskistes ont écrit des ouvrages sur leur vie ou le mouvement trotskiste. Pierre Lambert, du Parti des travailleurs, est le dernier en date à l'avoir fait [1]. Et, avant que notre ouvrage paraisse, rien ne dit qu'il n'y en aura pas d'autres.

Il existe depuis longtemps des traditions de prudence dans le courant trotskiste. Il y en avait aussi, il n'y a pas si longtemps, au Parti communiste, mais ce n'était pas sans raison. Se mettre en avant, pour un dirigeant, ou se tenir sur la réserve n'est pas une tradition, c'est un choix circonstanciel.

C.B. : *On dit surtout que Lutte ouvrière est un groupe clandestin.*

R.B. : Quant à la clandestinité, il faudrait définir ce qu'on entend par là. Nous ne sommes pas clandestins.

1. Daniel Gluckstein, Pierre Lambert, *Itinéraires*, Éd. du Rocher.

Être clandestin, c'est vivre sous une fausse identité, ce qui n'est le cas d'aucun de nos camarades et ne l'a jamais été depuis la guerre. Le siège de Voix ouvrière et de Lutte ouvrière n'a jamais été secret. Soit il était dans le journal, durant certaines époques, soit les journalistes pouvaient le trouver facilement. Et tous ceux qui voulaient nous rencontrer ne s'en sont pas privés.

Quant à dire que Lutte ouvrière serait « en pointe » sur cette question, c'est faux ! Comment pouvez-vous dire que le Parti des travailleurs est moins opaque que nous, ou même que la LCR ne nous ressemble pas sur beaucoup de points ?

Nous sommes parfaitement légaux. Par exemple, nos finances sont contrôlées chaque année par l'administration, qui publie notre bilan, comme celui de toutes les organisations politiques, au *Journal officiel*. De plus, nous touchons une subvention proportionnelle aux voix obtenues aux législatives. Comment l'État subventionnerait-il un « groupe clandestin » ? Et à quelle adresse ?

2.

Les premières années

CHRISTOPHE BOURSEILLER : *Venons-en à l'histoire de votre courant de pensée. Il est important d'effectuer des allers et retours entre le devenir des groupes politiques auxquels vous avez appartenu et votre propre cheminement. Pourriez-vous me dire à quelle date vous êtes né ? Dans quel milieu avez-vous grandi ?*

ROBERT BARCIA : Je suis né le 22 juillet 1928, dans le 14e arrondissement de Paris, mais pas « derrière la gare Montparnasse », contrairement à ce qu'un spécialiste autoproclamé du mouvement trotskiste a écrit pour avoir l'air bien renseigné [1].

Pour ceux qui connaissent Paris, la gare Montparnasse n'est pas dans le 14e mais dans le 15e arrondissement. Surtout, à l'époque de ma naissance, l'ancienne gare n'était pas encore démolie et à sa place ne s'élevaient pas une tour et un magasin des Galeries Lafayette. De plus, « derrière » la gare, il n'y avait alors que des voies ferrées qui ne furent recouvertes que lors de la construction de la tour Montparnasse. Il faut dire, pour sa défense, que cet auteur

1. Christophe Nick, *Les Trotskistes*, Fayard, 2002, p. 396.

n'est pas le seul à avoir utilisé ce style consistant à enjoliver les faits à sa façon.

Mes parents, donc, habitaient le 1er arrondissement, dans les Halles, et ma mère, comme beaucoup de femmes de milieu populaire de cette époque, a accouché à la maternité Baudelocque située, elle, dans le 14e arrondissement. Mes parents logeaient au 39, rue Étienne-Marcel, à l'angle de la rue Montmartre, près de l'église Saint-Eustache et du carreau des Halles. Ils occupaient deux chambres de bonne au sixième étage. Nous n'y montions pas par le grand escalier avec ascenseur. Nous étions forcés de prendre l'escalier de service. Il n'y avait ni électricité ni gaz, et les w.-c. à la turque et l'eau courante sur le palier desservaient une quinzaine de chambres. Mes parents s'éclairaient avec une lampe à pétrole. Les deux chambres étaient communicantes et nous y vivions à quatre : mes parents, mon frère aîné et moi.

Mon père venait d'Espagne. Il était né à la limite des Asturies et de la Galice. Mais mes grands-parents paternels allèrent vivre, alors qu'il n'avait que quelques mois, à Bilbao. Il apprit le métier de marbrier, c'est-à-dire qu'il faisait des pierres tombales, des devantures de boulangeries ou des étals de bouchers... Comme un étal de boucher et surtout des pierres tombales sont faits pour durer, le travail manquait.

Mon père est donc venu en France après la Première Guerre, pour raisons économiques. Il était sympathisant du Parti socialiste ouvrier espagnol et était aussi très lié aux milieux anarchistes. La révolution russe l'a, comme bien d'autres, beaucoup remué.

C.B. : *Il est devenu communiste ?*

R.B. : Mon père a, là aussi, sympathisé. Il était étranger – avec une carte de séjour provisoire – et même s'il avait eu la fibre militante il aurait craint de courir le risque de s'engager politiquement et d'être expulsé.

Il n'a donc pas adhéré au PC. Il a tout de même adhéré aux idées communistes. À partir de cette époque, tous ses amis, les gens qu'il fréquentait, qu'on voyait chez mes parents, étaient ou des anarchistes ou des communistes. Le mouvement anarchiste était très fort en Espagne, de même que les mouvements nationalistes, surtout au Pays basque. De plus, le régime du roi Alfonse XIII était rien moins que démocratique et, à partir de 1923, il y eut la dictature militaire de Primo de Rivera. Tout cela maintenait une certaine effervescence dans l'immigration espagnole, qu'elle soit économique ou déjà politique.

C.B. : *Et votre mère ?*

R.B. : Ma mère était française. Elle était née à Asnières-sur-Oise, une petite commune, de Seine-et-Oise à l'époque, aujourd'hui le Val-d'Oise, située non loin de Presles, où se déroule chaque année la Fête de Lutte ouvrière. Elle avait deux sœurs et deux frères.

C.B. : *Dans quel milieu a-t-elle grandi ?*

R.B. : Ma grand-mère maternelle ne travaillait pas. Elle a eu sept enfants. Deux d'entre eux sont morts en

bas âge. Mon grand-père travaillait comme ouvrier à l'usine Delacoste, une usine importante située à Asnières même, spécialisée dans les articles de caoutchouc. Je ne l'ai pas connu, il est mort juste avant ma naissance d'un abcès au poumon pour avoir respiré des vapeurs d'acide sulfurique utilisé pour la vulcanisation. L'usine fabriquait des jouets en caoutchouc. Durant la Première Guerre et en 38-39, elle fabriqua des masques à gaz.

C.B. : *C'est votre père qui vous a initié à la politique ?*

R.B. : Oui et non. Mon père sympathisait, je vous l'ai dit, avec les idées communistes. En 1936, j'avais huit ans et mon père m'emmenait à la Librairie de l'Humanité qui était située alors près de chez nous, rue Montmartre, mais je n'en conserve pas vraiment de souvenir. Pour moi, juin 1936, c'est cette librairie, mais étant donné ma taille à l'époque je n'ai gardé que le souvenir des jambes de ceux qui s'y pressaient. Mais ma mère m'a fait lire, dès mon plus jeune âge, énormément de romans. D'abord Alexandre Dumas, Walter Scott et autres, puis par la suite des romans sociaux de Balzac, de Zola et bien d'autres, dont les frères Paul et Victor Margueritte, auteurs féministes que ma mère appréciait tout particulièrement. Deux des romans de Victor Margueritte, *La Garçonne* et *Ton corps est à toi*, eurent un retentissement considérable. D'ailleurs, après la parution de *La Garçonne*, nombre de femmes se firent couper les cheveux... dont ma mère.

C.B. : *En 1939, vous aviez onze ans. Viviez-vous toujours rue Étienne-Marcel ?*

R.B. : Non. Lorsque j'ai eu huit ou neuf ans, nous avons déménagé au 163, rue Saint-Denis. C'était un logement plus grand avec l'eau, l'électricité... Mais mes parents n'ont pas pu continuer à payer le loyer de la rue Saint-Denis, et nous avons atterri, en 1939, au 57, rue Quincampoix, dans le 4e arrondissement, toujours dans le quartier des Halles.

C.B. : *Votre mère travaillait ?*

R.B. : Oui, lorsqu'elle s'est mariée elle était brodeuse. Elle réparait des tapisseries anciennes pour un antiquaire. Elle le faisait avec de vieilles laines, récupérées sur des tapisseries anciennes en trop mauvais état pour pouvoir être restaurées, mais ainsi la réparation n'était pas apparente. Après son mariage, elle a cessé ce métier. Elle est devenue, avec l'une de ses sœurs, marchande des quatre-saisons. Elle achetait aux Halles le matin les produits qu'elle vendait ensuite sur les marchés parisiens et, plus tard, ceux de la banlieue nord.

C.B. : *Qu'est-ce qu'elle vendait ?*

R.B. : Surtout des fruits et, en particulier, ce que nous appelions à l'époque des fruits exotiques : en l'occurrence, des bananes. Mon père à ce moment-là était manœuvre aux Halles dans une mûrisserie de bananes.

L'immeuble dans lequel nous avons emménagé en 1939 était du XVIII^e siècle, à la limite du taudis. Je ne dirais pas que c'était vraiment un appartement. À notre étage, le deuxième, il y avait quatre minuscules pièces, deux sur rue et deux sur cour, dont une avec une demi-fenêtre. Il fallait traverser le palier, prendre l'escalier et monter un demi-étage pour avoir accès à une toute petite cuisine et aux waters. Nous n'avions pas d'eau chaude et aucun chauffage, à part un poêle dans la salle à manger.

C.B. : *Quand la guerre a éclaté, êtes-vous restés à Paris ?*

R.B. : En 1938, il y a eu une première mobilisation générale. Mes parents m'ont alors envoyé chez un de mes oncles à Morangis, en grande banlieue. Ensuite, il y a eu Munich, la démobilisation de l'armée puis, en septembre 1939, la guerre proprement dite. Cette fois, ma famille n'a pas bougé de Paris, nous n'avions ni où aller, ni les moyens de fuir.

C.B. : *Vous vous souvenez de l'entrée des Allemands dans Paris ?*

R.B. : Oui, bien sûr ! J'avais à peine douze ans mais c'est quand même un souvenir qui m'a marqué. D'abord on a vu passer les réfugiés, des Belges, des habitants du nord de la France. Ensuite, on a vu passer des bataillons entiers de l'armée française en déroute, où ma mère cherchait désespérément ses deux frères sous les drapeaux...

Quand les Allemands sont arrivés, ils ont fait une démonstration de force en faisant défiler des troupes fraîches dans tout Paris. Je me souviens les avoir vues défiler avec armes et équipements sur le boulevard Sébastopol. Beaucoup de gens étaient sur les trottoirs où il régnait un silence triste. Surtout qu'après avoir vu les soldats français sales, épuisés, parfois aux uniformes déchirés, on voyait là de beaux jeunes gens, aux bottes astiquées, bien nourris. Ils n'avaient pas l'air méchant mais dégageaient une telle impression de puissance que tous les spectateurs étaient atterrés.

C.B. : *Les conditions de vie se sont-elles rapidement dégradées ?*

R.B. : Oui, assez rapidement. Mais le pire fut l'hiver 1941-1942, surtout pour les plus pauvres : le gel et la glace jusque dans les logements, ce qui nous privait parfois d'eau, la nourriture qui manquait, presque pas de viande, pas de fruits et pas de féculents. Nous ne pouvions, même proches des Halles, nous procurer que de rares légumes, carottes, navets, betteraves et surtout rutabagas. Ils avaient le plus souvent gelé dans les transports immobilisés. Au collège, au moins, j'étais un peu nourri à la cantine.

3.

La première expérience politique

CHRISTOPHE BOURSEILLER : *Vous étiez, pendant l'occupation allemande, un tout jeune homme. Vous m'avez dit avoir croisé la route du groupe Barta en février 1944. Dans quelles circonstances et par quel cheminement ?*

ROBERT BARCIA : Pour répondre précisément à cette question, il faut un léger retour en arrière. En effet, mon premier contact avec l'activité militante remonte à avril 1943. À cette époque je n'avais pas quinze ans et, assez souvent, lorsque j'étais libre, je fréquentais le square de la tour Saint-Jacques, non loin d'où j'habitais, et qui, même s'il était tout petit, représentait quand même un îlot de verdure dans un quartier qui n'en possédait pas d'autre. À cette époque, les écologistes auraient pu être heureux car ce n'était pas la circulation automobile qui polluait l'atmosphère. Les vélos étaient infiniment plus nombreux que les rares voitures, et les piétons bien plus que les vélos aux pneus impossibles à remplacer.

Toujours est-il qu'un certain nombre de jeunes, garçons et filles, se retrouvaient dans ce square, pour discuter, flirter, préparer des sorties camping du

week-end ou, pour certains, faire un peu de marché noir, « sport » très à la mode à l'époque pour qui le pouvait.

Je ne sais plus comment cela s'est fait, mais un membre de ce groupe m'a adressé une fois la parole et je me suis trouvé admis sans formalité.

J'étais bien plus jeune que tous ceux-là, dont les plus jeunes avaient dix-huit ans, et trois ans de différence à cet âge-là c'est énorme.

Certains, pour faire du marché noir, avaient monté une petite combine qui nécessitait un peu de sang-froid ou d'inconscience. Régulièrement des travailleurs français en Allemagne arrivaient à la gare de l'Est, en permission d'une quinzaine de jours, et ils avaient droit à la ration de tabac correspondante. Un imprimé récapitulatif, avec leur nom et un tampon, permettait à l'un d'entre eux d'aller au bureau de tabac le plus proche de la gare de l'Est, de prendre toutes les rations et de revenir les distribuer.

Les jeunes dont je parle s'étaient procuré de tels imprimés, avaient falsifié les tampons, les remplissaient d'identités inventées, allaient acheter au prix « officiel » dix, quinze ou vingt rations de tabac – une dizaine de paquets par ration – qu'ils revendaient au marché noir. Évidemment, il fallait que le buraliste ne soit pas physionomiste et en changer de temps à autre ou changer de commissionnaire.

Mais dans ce groupe, d'autres jeunes avaient un autre comportement. L'un d'entre eux entreprit un jour de discuter avec moi en se disant « gaulliste ». C'était l'expression consacrée pour dire qu'on était opposé à la collaboration. Tout naturellement je lui dis que moi aussi.

En principe, cela ne signifiait pas grand-chose puisque assez peu de gens se disaient « collaborateurs » et, à cette époque, pas mal se disaient « gaullistes », sans que cela dépasse cette déclaration. Mais au fil des discussions, il finit par me dire qu'il appartenait à une organisation de résistance, toujours gaulliste.

Je sus plus tard qu'il s'agissait de « Défense de la France ». Bien entendu, il ne m'annonça pas tout cela. Ce qu'il me dit, c'est qu'il lui arrivait de diffuser des tracts et de coller des affiches pour montrer à la population qu'il y avait une opposition. Je me déclarai partant, sans savoir vraiment ce que cela pouvait signifier car, encore une fois, si mon jeune âge n'expliquait pas forcément ma naïveté, il y était quand même pour quelque chose.

Après avoir fait plus ample connaissance, il me cuisina un peu, il n'y a pas d'autre mot, sur les opinions politiques de mon père et je ne lui cachai pas qu'il était, avant-guerre, un sympathisant communiste et qu'aujourd'hui il conservait ces idées-là mais, comme il le disait lui-même, « on n'a plus le droit de lever le poing, mais on peut le tenir serré au fond de sa poche ». Du coup, ce camarade me dit qu'il était en fait communiste et que, vis-à-vis de l'extérieur, il se disait simplement « gaulliste », car on trouvait plus de sympathies en s'affirmant gaulliste qu'en avouant être communiste et que, de plus, l'heure était à l'union contre l'occupant et que, même communiste, on était gaulliste.

Du coup je me retrouvai à diffuser clandestinement, en plus de *Défense de la France*, *L'Humanité*,

Front national (cette organisation portait le même nom qu'une organisation connue aujourd'hui, mais n'était pas du tout de la même obédience), et quelques autres.

Avant cela, ce camarade me demanda de recruter deux copains, en me disant que parmi mes camarades du quartier il y en avait sûrement certains de mon âge qui étaient, comme moi, enfants d'Espagnols communistes – ce que je réussis à faire sans trop de mal. L'un d'eux, Michel Aucejo, était un garçon, de parents espagnols, que j'avais connu à l'école primaire de la rue Saint-Merri. Il habitait près de chez moi dans une rue au nom pittoresque : rue de la Grande-Truanderie. Mon contact nous présenta alors un de ses camarades, un peu plus âgé apparemment. Ils nous expliquèrent qu'il fallait former un « groupe de trois », qui était le modèle de fonctionnement du parti clandestin pour éviter la répression car il ne fallait pas être plus nombreux pour travailler ensemble. Ils nous expliquèrent aussi que la structure du Parti, à tous les niveaux, était constituée de groupes de trois.

Nos camarades insistèrent sur la façon dont nous devions garder le contact. Plus question de nous rencontrer, après avoir engagé une activité. Nous ne devions plus nous voir qu'en prenant des précautions extrêmes. Il fallait les respecter à la lettre. N'avoir qu'un seul contact : chaque membre du « groupe de trois » n'avait, à l'étage supérieur, le contact qu'avec un seul camarade. Les rendez-vous entre eux étaient ignorés des autres. Même lorsqu'on se connaissait bien il ne fallait utiliser, dans l'activité, que des pseudonymes.

Les rendez-vous devaient être fixés dans des lieux inconnus, loin de nos domiciles. Des rues courtes de préférence, où il n'y avait pas à stationner. On se rencontrait en marchant. Il ne fallait pas attendre plus de trois minutes et cela était impératif. Si l'un des deux ne venait pas, il y avait un « repêchage » le lendemain ou le surlendemain à une autre heure, à un autre endroit. Si le repêchage ne fonctionnait pas, il n'y en avait pas d'autre, le contact était alors perdu et cela pouvait peut-être signifier une arrestation. Il fallait alors prévenir les deux autres membres du groupe qui pouvaient le signaler. Les rendez-vous étaient cependant rapprochés, entre deux jours et une semaine. Il y avait des risques opposés : trop rapprochés, cela augmentait les risques, trop éloignés, cela ne permettait pas de se rendre compte d'une disparition. Il fallait faire des rapports sur son activité mais, bien sûr, jamais écrits. Il ne fallait pas non plus noter les rendez-vous. Lorsqu'il était indispensable de le faire, le jour noté devait être le lendemain ou le surlendemain (au choix de chacun) du véritable rendez-vous et, pour l'heure, c'était le même principe : une ou deux heures plus tard que l'heure réelle. Si la police trouvait le papier et voulait tendre un piège, le rendez-vous était passé depuis au moins vingt-quatre heures.

Une distribution de tracts, à l'époque, cela ne se faisait évidemment pas de la main à la main. Il y avait d'abord la répression, et puis les gens, pouvant penser à une provocation, auraient eu peur de prendre les tracts. Nous distribuions donc nos tracts ou nos journaux dans les boîtes aux lettres, en nous cachant des concierges encore nombreuses à l'époque. La règle

était de commencer par les étages les plus élevés et jamais l'inverse. Sinon on courait le risque d'être en haut lorsqu'un locataire d'un autre étage hostile à nos idées trouvait le papier et nous barrait la route. Il ne fallait pas non plus distribuer dans des escaliers proches les uns des autres.

Mais on nous enseigna d'autres méthodes plus spectaculaires, par exemple la diffusion à la volée. Nous préparions une telle diffusion, ainsi qu'on nous l'avait recommandé, en pliant nos feuilles en quatre et les comprimant pour en faire un petit paquet, les coins du pliage au même endroit. Le paquet tenait alors dans les deux poches d'une veste lors du transport. Au moment de la diffusion, nous les portions sous les bras où ils tenaient parfaitement... si on ne levait pas les bras évidemment !

C'est ainsi que je fis ma première diffusion « publique », rue aux Ours, dans un cinéma où nous allions assez souvent d'ailleurs, parce qu'il possédait un balcon.

Nous devions regarder une première fois le film et repérer la dernière image avant que la salle ne s'allume. Du premier rang du balcon, à ce moment, en serrant bien notre petit paquet, nous le jetions en l'air au-dessus de la salle et, lui donnant de l'effet, les papiers montaient en silence dans le noir sans se déplier et descendaient en se déployant et en faisant du bruit. La plupart des gens ne pouvaient voir qui avait lancé ces papiers et ils regardaient ce que c'était. Il fallait alors se mêler tout naturellement à la foule qui sortait.

C.B. : *Qu'avez-vous ressenti, lors de cette toute première diffusion publique ? J'imagine que vous deviez avoir peur ?*

R.B. : Plus que peur. C'était une angoisse terrible. Au fur et à mesure que nous voyions défiler les images du film et sa fin approcher, l'angoisse montait, à tel point que je suis bien incapable de vous dire de quel film il s'agissait. Lorsque vint le moment de jeter nos tracts, ce fut comme si nous nous étions jetés à l'eau. Par contre, lorsque nous vîmes que ça marchait et que nous pouvions sortir tranquillement, noyés dans la foule des spectateurs, on aurait pu écarter les murs !

Une fois, les responsables de la « section » organisèrent une diffusion à la sortie de l'un des deux plus grands cinémas parisiens, qui n'existe plus, le Gaumont-Palace de la place Clichy, à l'angle des rues Caulaincourt et Forest, je crois.

La technique consistait à se tenir près de la sortie, à sortir non les premiers mais dans les premiers et à envoyer les tracts suivant la même technique. Au bruit que cela faisait en redescendant, les gens levaient la tête mais ne pouvaient pas distinguer grand-chose car c'était le black-out et, en sortant d'une salle éclairée, ils devaient mettre du temps à s'accoutumer. Dans bien des cas, les gens s'exclamaient que c'étaient des avions anglais qui avaient lancé ces tracts (ils le faisaient quelquefois !).

Bien sûr, nous ne recommencions jamais deux fois la même chose. Alors, tout l'été nous fîmes un certain nombre de choses comme cela, ou nous fûmes associés

à d'autres, où il fallait plus de monde, qui consistaient par exemple à envoyer, en plein jour, un pavé dans la vitrine d'une organisation pro-allemande. Seules les organisations d'extrême droite non armées étaient choisies. Il fallait plus de monde car il fallait repérer à l'avance un ou deux parcours de fuite pour l'auteur du geste et prévoir, sur ces itinéraires, des quidams, des couples qui mettraient du temps à s'écarter devant des poursuivants éventuels, ou, sous un porche, une fille qui tenait, par exemple, un imperméable clair si les vêtements du camarade étaient foncés.

Nous collions aussi des affiches. La technique était simple : chez soi, enduire de colle le dos de l'affiche, puis la plier en deux, colle contre colle, et enfin un autre pli pour pouvoir la transporter plus facilement. Pour coller, nous prenions l'affiche, la dépliions et la collions sur le mur, sans avoir besoin de pinceau. Cela allait très vite et sans grand risque si un ou deux camarades masquaient le colleur.

Voilà donc ma résistance.

Cela dura jusqu'à un matin du mois de septembre 1943 où, avec mon camarade Michel (alias Mickael, bien sûr; avec le même manque d'imagination, mon pseudo était Bob !), nous devions faire un collage, le matin de bonne heure.

Pour cela, nous devions attendre que nos parents respectifs soient partis travailler. Son père, comme le mien, partait de très bonne heure, et nos mères un peu plus tard. Lorsqu'il arriva devant chez moi, je n'étais pas prêt car ma mère était encore là. Nous avions un petit coup de sifflet en signe de reconnais-

sance mais, de la fenêtre, je ne pouvais pas lui expliquer le problème (j'habitais au deuxième). Jusqu'au moment où, coup de sonnette chez moi, ma mère ouvre et se trouve nez à nez avec deux gardiens en uniforme, des agents cyclistes – que les Parisiens nommaient poétiquement des « hirondelles » à cause de la grande pèlerine qui les protégeait et qui volait au vent lorsqu'ils pédalaient (dans l'argot parisien, c'était des « vaches à roulettes ») – qui encadraient mon camarade. Ils demandèrent à ma mère si elle le connaissait. À quoi elle répondit oui, puisque depuis des années c'était mon camarade le plus proche, connu à l'école primaire de la rue Saint-Merri. Ils lui demandèrent si elle savait ce qu'on allait faire si tôt le matin. C'était peu de temps après la fin du couvre-feu et elle n'eut pas de mal à prétendre qu'elle l'ignorait absolument. Les policiers insistèrent un peu mais nous ne sûmes pas ce qu'ils pensèrent de la chose. Mais en revanche, pour nous, c'était l'affolement. D'autant plus que ma mère ne savait pas ce que nous voulions faire, et que c'est moi qui avais les affiches avec, en prime, un paquet de près de 4 kilos de tracts et de journaux cachés dans ma chambre.

Nous fûmes pris d'une panique indescriptible. Nous voyions déjà la police revenir dans l'heure pour perquisitionner et notre avenir sous la forme d'un peloton d'exécution, puisque nous voyions de temps en temps des affiches annonçant l'exécution d'otages communistes !

Nous ne savions pas quoi faire de ces tracts. L'immeuble où j'habitais était, comme je l'ai dit, un très vieil immeuble, d'au moins un siècle sinon plus. Il

possédait quatre ou cinq étages de caves, comme beaucoup d'immeubles du quartier. D'ailleurs, la mûrisserie de bananes où travaillait mon père était située dans de telles caves.

Je me souvenais que vers le premier ou le deuxième sous-sol, je ne sais plus, j'avais vu une grande caisse posée au sol, dont le dessus était ouvert. Pas d'électricité dans la cave, il aurait fallu pour y descendre s'éclairer avec une lampe électrique, introuvable à l'époque, ou une bougie, guère plus facile à se procurer, et nous n'avions ni l'une ni l'autre. Nous sommes donc descendus avec notre paquet, en nous brûlant les doigts à des allumettes. Arrivés, avec bien du mal sur ces marches de pierres inégales, jusqu'à la caisse, nous y jetâmes notre paquet que nous eûmes la surprise et le désespoir d'entendre dégringoler deux ou trois étages plus bas. Les quatre côtés de ce que nous prenions pour une caisse étaient destinés à protéger, pour empêcher les chutes, un grand trou d'aération dans le sol ! Nous décidâmes donc de revenir plus tard pour évacuer ces tracts qui, pensions-nous, allaient inévitablement conduire la police à nous.

Donc nous y retournâmes dans l'après-midi, après nous être procuré de l'argent pour acheter une grosse boîte d'allumettes. Nous essayâmes de reconstituer un paquet convenable avec le papier d'origine et des vieux journaux, et en renouant tant bien que mal la ficelle, pour aller le jeter le plus loin possible de nos domiciles. Nous traversâmes le terre-plein Beaubourg car, en face de chez moi, la rue de Venise, une toute petite rue, y conduisait. C'était à l'époque une grande

étendue non bitumée, en fait des gravats laissés là par les démolisseurs de 1937 et où les immeubles à loyer modéré qui devaient y être construits ne le furent jamais. En traversant cette esplanade, à la hauteur du métro Rambuteau, la ficelle lâcha, le paquet s'ouvrit et un assortiment de tracts et de bien d'autres journaux à faucille et marteau se répandirent sur le sol. Il faut dire qu'en ce temps-là la ficelle n'était pas en chanvre mais en papier.

Au même moment, les sirènes annoncèrent une alerte, ce qui ne diminua pas notre angoisse. Un bombardement commença sur la banlieue et nous nous jetâmes littéralement dans les bras de deux policiers en civil des Brigades spéciales.

C.B. : *Vous étiez de petits amateurs, mais vous ne manquiez pas de courage !*

R.B. : Je n'appellerai pas courage ce qui était panique. Arrêtés, nous fûmes emmenés à la Préfecture de police, dans les locaux des Brigades spéciales. Là, on nous installa dans des grandes salles (du moins grandes dans mon souvenir), où il y avait d'autres détenus menottés à un radiateur ou à un gardien en uniforme. Radiateur ou gardien, il y avait toujours un gardien pour chacun car nous n'avions pas le droit de parler entre nous.

Il fallait dormir sur le banc où nous étions assis dans la journée, toujours menottés au radiateur, et toujours en compagnie d'un gardien pour nous empêcher de communiquer. Comme nourriture, un peu de pain, une gamelle de soupe. La première nuit, j'étais

trop angoissé pour dormir. Les nuits suivantes, je ressentais de plus en plus mal l'inconfort du couchage, la paire de menottes qui nous retenait au radiateur m'empêchait de me retourner et, lorsque la fatigue me faisait m'endormir, je tombais du banc et les menottes servaient au moins à me retenir.

Dans la salle où j'étais, il y avait un jeune gars qui, je l'appris de la bouche du policier, était un membre de la JOC (pour ceux qui ne connaîtraient pas, la Jeunesse ouvrière chrétienne). La JOC avait été dissoute mais un certain nombre de ses membres avaient maintenu une activité en tant qu'organisation de résistance. En m'introduisant dans la salle, ce policier lui jeta : « Tu vois ce que font tes amis les cocos, ils utilisent des mômes de quinze ans. » À quoi l'autre répondit, de très haut, ce qui m'impressionna : « C'est pas pire que vous, qui les arrêtez. »

La pression était principalement d'ordre psychologique et moral : menaces de coups, menaces sur les parents, quelques gifles présentées comme un avant-goût, propos sur la déportation... Mais nous n'eûmes à subir aucune véritable torture physique, contrairement à bien d'autres.

Après un court séjour dans ces locaux, nous fûmes envoyés au « dépôt » dans les sous-sols du Palais de Justice. Pour la première fois depuis notre arrestation, nous pûmes nous parler, mon copain et moi. Dans les cellules du dépôt, nous étions dix ou douze, adultes et adolescents mélangés. En guise de lit, il y avait un bat-flanc fixé aux murs sur trois côtés, d'environ 1,80 m de large. Sur ce bat-flanc, il y avait des paillasses qui vomissaient par tous leurs trous leur paille et leur

crin, mais pas de couvertures. Les détenus devaient dormir côte à côte, plus ou moins serrés selon leur nombre. Lumière allumée toute la nuit, ce qui me permit, puisque je dormais peu, de contempler les défilés de punaises sur le cou de mes voisins et de sentir celles qui exploraient le mien.

Nous y passâmes une nuit. Le lendemain, nous fûmes présentés successivement à un juge d'instruction qui nous déclara que nous allions être incarcérés et qui signa un « mandat de dépôt » qui devait nous envoyer aux Tourelles, une sorte de camp de détention pour jeunes près de la porte des Lilas. Immédiatement après, on nous fit monter, avec d'autres, dans un « panier à salade ». Ce n'était pas du tout une voiture grillagée comme on pourrait le croire, mais une voiture fermée avec un couloir central, où se tenait un agent, et, de chaque côté, des placards où l'on pouvait juste se tenir debout mais pas s'asseoir, aérés par des fentes dirigées vers le bas qui permettaient à peine de voir une mince bande de l'extérieur, ou plutôt de la chaussée. Je reconnus cependant le boulevard Saint-Michel, qui n'était pas à sens unique à l'époque, puis des rues que je ne connaissais pas, pour me retrouver dans le sas d'entrée de ce que je compris être une prison. Lorsqu'on ouvrit les portes de nos placards et qu'on nous fit descendre un par un, et courir entre deux rangées de gardiens, je ne savais pas encore que c'était la prison de la Santé.

Pendant des jours, nos parents ne surent pas où nous étions car on leur disait que nous étions aux Tourelles et, aux Tourelles, on ne nous connaissait pas. Jusqu'au jour où nos avocats, car on nous désigna

d'office un avocat, écrivirent à nos parents pour leur dire où nous étions et quelles formalités ils devaient accomplir pour venir nous voir, nous envoyer des vivres ou du linge propre.

Je passai, comme tous ceux du convoi, au greffe où, chacun à notre tour, on nous demanda de décliner notre identité, nom et prénom, ceux du père, de la mère, et où on nous fit remettre tout ce que nous possédions. On m'expliqua par la suite que c'était pour éviter qu'un détenu prenne la place d'un libéré. Cette mesure avait ses limites, comme on l'a vu bien des fois et encore récemment.

Puis nous fûmes introduits dans ce qu'un habitué des lieux nous dit être une « cellule de passage ». Passage court, heureusement ! C'était presque aussi affreux que la cellule du dépôt. Les besoins, c'était un seau dans un coin mais pas d'eau. Le matin, un « auxi », c'est-à-dire un détenu admis à travailler, changea la tinette et nous, nous fûmes envoyés à la douche et nos vêtements à la désinfection. Il n'y avait pas d'insecticides à l'époque, on les passa donc à l'étuve. Moi qui n'ai jamais été porté sur l'élégance et qui d'ailleurs n'avais que des vêtements en piteux état, un pantalon de golf reprisé aux genoux, cela ne me gêna pas trop qu'ils en sortent comme des serpillières.

Puis destination une cellule du « quartier bas », un peu plus confortable que la cellule de passage. Un lit en fer relevable contre un mur, deux paillasses et – j'oubliais – les deux couvertures élimées qu'on nous avait remises à chacun, ainsi que des draps et un mouchoir. Le mouchoir était tout un symbole.

Nous avons su, grâce à nos mandats de dépôt, que nous étions à la « 12-4 », c'est-à-dire la cellule n° 4 de la 12e division. Ce mandat de dépôt servait de pièce d'identité à l'intérieur de la prison. C'est la première chose qu'un gardien nous demandait lorsque, admis à circuler, nous allions soit à la promenade, soit au parloir, soit voir notre avocat. Tout cela n'arrivait pas souvent, évidemment.

Ce fut la période la plus difficile car nous étions dans un quartier de la prison où il n'y avait que des droits communs.

C'est au bout de quelques jours ou une semaine, je ne me souviens plus, que nous fûmes transférés au « quartier haut », le quartier « moderne », à la cellule « 14-17 », où les cellules étaient plus confortables. Il s'agissait d'une cellule du rez-de-chaussée, avec une grande fenêtre donnant sur la cour mais aux verres dépolis, qui ne s'ouvrait pas et bien évidemment munie de barreaux. Dans la cellule précédente nous avions deux petites fenêtres en hauteur qui s'ouvraient mais, la charnière étant à la partie inférieure, la fenêtre, le vasistas devrais-je dire, basculait à partir du haut où elle était stoppée par une tige métallique, ce qui fait qu'elle ne s'ouvrait, pratiquement au ras du plafond, que d'une dizaine de centimètres environ. Dans le « quartier haut », grand luxe, nous avions des W.-C. et l'eau courante par un robinet placé au-dessus de la cuvette des W.-C.

Non seulement nous étions bien mieux mais, surtout – changement considérable – le quartier regroupait uniquement des détenus politiques, pour la plupart des militants communistes. Le lendemain de

notre arrivée, deux d'entre eux se débrouillèrent pour nous rencontrer, lors d'une promenade. Il faut dire que les promenades n'étaient pas collectives. La cour de promenade était divisée par des murs, en parts de camembert. Le « toit » était grillagé. Le grand côté était fermé par une grille et au niveau des « faîtes » un mirador permettait à un gardien de surveiller toutes les courettes en même temps. En principe les habitants d'une même cellule n'avaient droit à prendre l'air que dans la même courette. Mais parfois, surtout avec les politiques, les gardiens se montraient compréhensifs, soit parce que la place manquait, soit par sympathie, soit pour d'autres raisons, et permettaient de se rencontrer.

Toujours est-il que nous fûmes interviewés séparément par ces camarades, les premiers que nous rencontrions. Ils voulaient savoir quelles activités nous avions faites avant notre arrestation et où. Devant ma résistance à avouer que j'étais communiste, ils me dirent : « Ne t'en fais pas, nous le sommes tous ici. » Ils s'intéressèrent aussi et très en détail aux conditions de notre arrestation, dans le but de confronter nos déclarations. Notre nom, où nous habitions, ce que faisaient nos parents. Un véritable interrogatoire de police, au moins aussi professionnel, car pour eux il était vital de déceler d'éventuels indicateurs infiltrés parmi le groupe de prisonniers. Cela pouvait être en effet des droits communs, anciens communistes ou pas, auxquels on aurait promis des indulgences.

Sur ce terrain, ils ne parurent pas craindre grand-chose de notre part mais ils ne nous firent grâce de rien. Nous eûmes un peu de gêne à raconter notre

affolement, les bêtises que nous avions faites et qui, ajoutées les unes aux autres, nous avaient conduits à la catastrophe. Là-dessus, ils se montrèrent compréhensifs et nous dirent qu'ils y étaient presque tous passés et, surtout, qu'étant donné que nous n'avions pas eu de formation sur quoi faire en cas d'arrestation, nous avions eu une réaction partagée par bien d'autres.

Parmi les détenus, il y avait un homme âgé, toujours en sabots fourrés, dont je sus très vite le nom car il s'agissait d'Émile Dutilleul, l'ancien trésorier du Comité central du Parti communiste. Il avait été arrêté en octobre 1941 et resta jusqu'à la Libération à la Santé, d'où heureusement il sortit vivant.

D'ailleurs, nous eûmes la surprise, dans les deux jours de notre arrivée dans le quartier politique, de recevoir, par un camarade, un petit paquet de biscuits, comme nous n'en avions pas vu depuis longtemps. Ce n'étaient que des biscuits de la guerre, mais cela nous fit doublement plaisir, d'abord que Dutilleul ait pris sur ses propres vivres pour nous les envoyer, ensuite, bien sûr, en adolescents que nous étions, de les manger.

Un autre jour, la porte s'ouvrit sur deux camarades et se referma derrière eux. Ils nous dirent, en substance et pas du tout gentiment : « Votre cellule est une vraie porcherie, vous allez la nettoyer à fond. Nous reviendrons demain et, si vous ne l'avez pas fait, nous vous mettrons la pire dérouillée de votre vie. Le gardien va vous donner un seau, une balayette, une serpillière, un doigt d'ersatz de lessive et une brosse en chiendent et vous allez ranger votre cellule et net-

toyer votre plancher. » Il s'agissait d'un plancher de pin à peine raboté qui, surtout mouillé, se salissait extrêmement vite. Ils nous dirent : « Nettoyez d'abord, on verra après. »

Le lendemain, ils arrivèrent avec une petite bouteille vide passée en fraude. Ils nous expliquèrent qu'avec le cul de la bouteille, en frottant le bois très fort dans le sens des fibres, on écrasait ces dernières, on rendait le bois brillant, dur, lisse, et la poussière n'y accrochait plus. Évidemment il ne fallait pas d'eau mais seulement de l'huile de coude. Ils nous donnèrent encore vingt-quatre heures et c'était d'autant plus impératif que – nous dirent-ils – « Si vous vous faites prendre avec cette bouteille, vous allez au mitard (le cachot) et nous aussi ». Nous avons donc frotté et frotté encore et, finalement, nous fûmes bien contents du résultat avec un plancher brillant comme un parquet de chêne bien ciré.

C.B. : *J'imagine que vous ne risquiez pas simplement le mitard.*

R.B. : Si vous pensez à la déportation, non ! Pas comme une sanction pour inobservation du règlement de la prison. Une telle décision n'était ni du ressort du directeur de la prison, ni de celui d'un gardien, mais du ministère, voire, plus généralement des autorités allemandes. Et effectivement, périodiquement, un certain nombre de détenus étaient déportés tandis que d'autres étaient envoyés à Fresnes, directement sous administration allemande, et risquaient soit la déportation, soit, pire, les fossés du Mont-Valérien.

Cela ne nous rassurait pas et nous faisait, à nous et aux autres détenus, apprécier notre sort comme un privilège.

L'attitude des gardiens, les surveillants, en langage administratif – les « gaffes » comme nous les appelions –, envers les prisonniers politiques était très tolérante par rapport au règlement de la prison. Par exemple, il était bien entendu interdit de faire des graffitis sur les murs de la cellule. Ils étaient périodiquement comptés et, normalement, si on en trouvait un de plus, les occupants allaient faire un tour au mitard. Nous ne tenions aucun compte de cela. Nous avions écrit au haut du mur « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » en belles lettres calligraphiées avec du fusain.

Avec du fusain aussi, nous avions fait, de mémoire, un grand portrait de Joseph Staline. Nous en étions très fiers jusqu'au jour où un gardien âgé, que nous appelions entre nous « casse-croûte » car il quémandait toujours un peu de nourriture aux détenus – il était veuf et vivait avec sa fille de quinze ans qui lui volait tout son argent –, nous dit, en examinant le portrait : « Il y a une chose que je ne comprends pas : vous êtes des communistes ? – Oui », répondîmes-nous en chœur. « Mais alors, pourquoi avez-vous fait un portrait de Pierre Laval ? » Nous n'étions plus fiers du tout de notre œuvre et nous nous empressâmes de l'effacer. Il faut dire que leur grosse moustache leur donnait une certaine ressemblance et que cela faisait plusieurs années que nous n'avions pas vu un portrait ou une photo de Staline.

Je n'avais aucune culture politique, d'autant qu'à l'époque ce n'est pas à la bibliothèque de mon collège

qu'on pouvait se procurer des ouvrages socialistes ou communistes. Mais c'est cependant à la Santé que je lus *Le Talon de fer* de Jack London. Le bibliothécaire était un droit commun. C'était un médecin condamné à une assez longue peine pour avortement « criminel » comme on disait alors, et il avait obtenu ce poste privilégié. Bien sûr, les détenus n'allaient pas à la bibliothèque, c'est lui qui passait de cellule en cellule avec un petit chariot et un choix de livres. C'est pourquoi il nous le présenta en disant : « Je l'ai choisi pour vous. » Il nous dit que cet ouvrage avait dû échapper à la vigilance des censeurs qui avaient certainement dû considérer que Jack London n'avait écrit que des histoires de chiens ou de chercheurs d'or dans le Grand Nord et que c'était de la littérature enfantine. Malheureusement, c'était le seul livre tant soit peu intéressant de cette bibliothèque. Moi qui étais assoiffé de lectures, je me rabattis sur une traduction de *L'Iliade* et de *L'Odyssée*, sur l'Ancien et le Nouveau Testament et sur des lectures aussi édifiantes que *L'Illustration*, une revue illustrée de photographies mais dont les numéros dataient de la deuxième moitié du XIX^e^ siècle. Je me souviens d'illustrations de la colonisation en Afrique, où l'on voyait des pyramides de têtes de Noirs coupées. Cela aussi avait dû échapper à la vigilance des censeurs.

Sur le plan politique, cependant, c'est en prison que j'ai lu, pour la première fois, le *Manifeste du parti communiste* de Karl Marx et Friedrich Engels. Toujours par le biais d'un camarade se faisant introduire dans notre cellule, je reçus un cahier où le *Manifeste* était manuscrit et l'on me dit : « Tu peux et tu dois le

lire, mais il faut penser aux autres et tu dois le recopier. » Nous avions de l'encre et un porte-plume sergent-major, et il me remit un autre cahier, vierge. Inutile de dire que je le lus, sinon attentivement, du moins avec la joie de tourner la répression. Pensez ! Lire Karl Marx en prison ! Et la joie aussi de rendre service à des camarades inconnus !

Malheureusement je n'ai pas pu aller plus loin dans ma culture politique.

C.B. : *Que faisiez-vous de vos jours ?*

R.B. : La journée ne se passait pas qu'à lire car mon codétenu aimait beaucoup moins que moi la lecture et elle le rebutait. Vu ce que je lisais, je le comprends. Heureusement, les camarades, toujours, nous apprirent comment fabriquer un jeu d'échecs et nous dirent de demander un manuel au bibliothécaire. Ils nous donnèrent le conseil de fabriquer des pièces avec de la mie de pain. En effet, notre pain se travaillait aisément, comme de la pâte à modeler ou plutôt de la glaise, et une fois sec, ce qui arrivait rapidement, il devenait dur comme de la pierre. Les pièces noires étaient tout simplement enduites d'encre. Chacun travailla d'arrache-pied à fabriquer ses pièces et, tout fiers de notre œuvre, nous commençâmes à jouer.

Le lendemain matin même, elles avaient disparu : les rats les avaient appréciées plus que nous. Les camarades avaient omis de nous avertir de placer nos pièces en hauteur. Ils vinrent à notre secours à nouveau et nous transmirent un peu de carton et de la colle (dans la prison, il y en avait pour ceux qui accep-

taient de travailler à coller des sacs) et nous fîmes à nouveau nos pièces, en carton cette fois, au grand désespoir des rats.

Nous devînmes ainsi extrêmement forts aux échecs... surtout parce que nous ne pouvions jouer que l'un contre l'autre et que nous n'avions aucun mal à anticiper ce que l'autre pouvait faire. Et nous aurions pu tirer les parties à pile ou face, à terme le résultat était rigoureusement moitié moitié. Pour pimenter le jeu, nous pariions des « diabolo-menthe » à la saccharine pour « après la sortie ».

C.B. : *Vous arriviez à vous nourrir correctement?*

R.B. : Sur le plan de la nourriture, tant que nous n'avons pas pu recevoir de colis de nos parents, nous avons souffert du régime alimentaire de la prison, malgré l'aide des camarades.

Le menu journalier était simple : le matin, très tôt, 6 ou 7 heures, café noir, enfin un liquide noir sans sucre, et une demi-boule de pain qu'on ne pouvait garder trop longtemps sans qu'elle durcisse abominablement. Pourtant il fallait essayer de tenir la journée avec, pour que le ventre ne crie pas famine, en plus du bruitage de la dysenterie. Entre 11 heures et midi, une soupe avec de rares légumes plus ou moins cuits et un bouillon clair que nous disions « cyclope » car les yeux n'y étaient pas difficiles à compter, agrémenté une fois par semaine d'un petit morceau de viande avec plus ou moins d'os. Il faut dire que la ration « dehors » était de 120 grammes de viande avec os par semaine. Alors, en prison !

Nous disions souvent, par dérision, que dans le langage populaire la prison était abusivement appelée la « maison des haricots », mais nous en aurions bien voulu !

Le soir, re-soupe avec plus ou moins de légumes suivant que la marmite de l'auxiliaire en était au début ou à la fin.

Il faut dire que, comme nous étions « J3 », c'est-à-dire adolescents en termes de cartes d'alimentation, nous avons eu un régime de faveur.

Et à notre total ahurissement, nous avons eu droit en tant que tels à notre ration mensuelle de « chocolat », celle que nous aurions eue au-dehors ! C'était une espèce de chose sucrée – ce qui n'était déjà pas si mal – en forme de bâtonnet enrobé d'une mince couche de chocolat.

Et puis, sur l'intervention du sous-directeur qui avait d'ailleurs, cela dit en passant, fait obstruer les trous de rats, nous eûmes droit, le midi, à une soupe un peu plus copieuse et épaisse – peut-être contenait-elle du tapioca ou quelque chose de ce genre – mais en tout cas nous la trouvions très bonne, tant pour le goût que pour la plénitude de l'estomac. Tous les moins de dix-huit ans qui se trouvaient incarcérés à la Santé – nous avions été les premiers – eurent droit à ce même régime.

Toutes les trois semaines, les membres de notre famille ayant obtenu une autorisation du juge pouvaient nous rendre visite au parloir. Trois minutes... après une heure de queue. Imaginez un couloir où circulait un gardien et fermé par un grillage à mi-hauteur sur chaque côté. Dix chaises de chaque côté

face au grillage et vingt personnes, dix détenus et dix visiteurs, hurlant pour essayer de se comprendre. On y allait avec joie, on en sortait démoralisé.

Toutes les trois semaines aussi, nous avions droit à un colis de vivres de notre famille qui crevait de faim à l'extérieur et essayait malgré cela de faire plus pour nous que pour eux. Enfin, toutes les trois semaines encore nous avions le droit d'échanger un colis de linge sale contre un colis de propre. Et pour nos mères, c'était à chaque fois des heures de queue.

La prison se déroula ainsi pendant environ deux mois. Certains gardiens étaient plus sympathiques que d'autres. Une nuit, nous fûmes réveillés par deux gardiens chargés de la ronde de nuit, que nous avions connus de jour au début. Nous apprîmes ainsi que les gardiens ne restaient que trois semaines dans chaque poste, matin, soir, ronde de nuit, et dans des quartiers différents de la prison, en grande partie pour éviter un contact de longue durée avec les détenus. Ils nous avaient apporté quelques friandises, ce qui nous toucha au-delà de toute expression, et c'est de leur marque de sympathie dont, soixante ans après, je me souviens encore.

Puisque je parle de cela, il y avait à la Préfecture, dans la salle des Brigades spéciales, un gardien en tenue qui était particulièrement gentil. Il fut successivement avec chacun de nous. Nous nous jurâmes de nous souvenir de son matricule pour le remercier « après ». Nous n'avons pas eu la possibilité de le chercher ni de le retrouver mais nous l'appelions entre nous deux « Trois Six Neuf », et je me souviens donc encore du gardien au matricule « 6669 ». Si

jamais il pouvait lire ces lignes, qu'il sache que nous avons souvent pensé à lui.

Mais revenons à la Santé. La ronde de nuit consistait à allumer l'ampoule de la cellule, qui se commandait de l'extérieur, et à jeter un œil par le judas pour vérifier que les occupants étaient au complet. Le nombre d'occupants était inscrit à la craie sur un petit carré d'ardoise sur la porte, car évidemment cela variait.

Un jour nos avocats nous avisèrent qu'ils avaient obtenu que nous soyons jugés et que ce soit par le tribunal pour enfants. Un matin, fouille, panier à salade et direction le dépôt. Pas dans les mêmes cellules mais dans des cellules dont les grilles découpaient des petits carreaux munis de vitres, peut-être transparentes à l'origine, mais quasiment opaques à cette époque. J'appris sur place que les habitués appelaient ces cellules les « 36 carreaux ». Et puis, en début d'après-midi, des gardes du palais vinrent nous chercher un par un. Ils nous tenaient par une chaîne serrée autour du poignet, avec une poignée à chaque extrémité. Il leur suffisait d'un tour de la main tenant les poignées pour nous projeter selon leur choix, soit à genoux, soit tordus en arrière, et cela quelle que soit notre corpulence. Ce gentil instrument était appelé du nom très évocateur de « cabriolet ». Nous, quand même, nous avions droit à ce que le « cabriolet » ne soit pas trop serré. Mais les gardes du Palais, habitués aux tentatives d'évasion, faisaient malgré tout attention.

Enfin, par un dédale de couloirs et d'escaliers étroits, nous arrivâmes dans un espace large, décoré,

lumineux. C'étaient les accès aux salles d'audience. La salle d'audience elle-même n'a sûrement pas changé depuis cette époque. Les juges en robe noire ou rouge, les avocats en robe noire. Toujours est-il qu'après une admonestation sévère du président, nous fûmes acquittés à cause de notre jeune âge. À la sortie de la salle, nos avocats nous prévinrent que nous n'allions pas être libérés pour autant. Notre détention préventive se transformait en détention administrative et nous devions retourner à la Santé pour une durée indéterminée. Nous ne fûmes guère déçus car nous nous y attendions et nous craignions pire. Retour en panier à salade, re-fouille et re-cellule.

Et puis, un jour, vers la mi-novembre 1943, la porte s'ouvrit sur un jeune muni des effets qu'on lui avait laissés. C'était un jeune communiste, comme nous, tout juste un peu plus âgé cependant. Évidemment, avoir un nouveau compagnon nous remplit de joie, mais cela nous donna surtout l'occasion de l'entendre raconter d'autres histoires que les nôtres, ressassées des centaines de fois.

Il s'appelait Roger Freslon, était d'une famille de militants communistes. Ses parents avaient été arrêtés en 1939, sa mère internée et son père déporté. L'un de ses frères, comme son beau-frère, militait aussi.

Puis, quelques jours plus tard, nous vîmes arriver, dans les mêmes conditions, un quatrième compagnon, à peine plus âgé que nous mais bien plus costaud. Il s'appelait Julien Lauprêtre, dit Lolo, ouvrier miroitier – biseauteur sur verre, disait-il – lui aussi communiste et issu d'une famille de communistes.

Ce dernier, le plus âgé, le plus formé d'entre nous, fut aussi un apport considérable à notre petite communauté car c'était un garçon simple, posé, gentil, très courageux. Étant donné sa personnalité, je pense qu'il est resté tout cela, malgré le temps, d'autant qu'il a milité toute sa vie et a exercé et exerce encore d'importantes responsabilités sociales.

Dans notre cellule, nous étions donc assez nombreux pour arrêter les parties d'échecs obligatoires et pour passer à la belote permanente, car nous fabriquâmes évidemment un jeu de cartes.

Nous reçûmes, fin janvier 1944 je crois, un cinquième codétenu. C'était un nombre encore réduit par rapport aux cellules des « droits communs », où ils étaient jusqu'à six ou sept et où le dernier arrivé, si ce n'était pas un cogneur, se retrouvait avec la tête auprès des W.-C. car la cellule contenait difficilement six paillasses.

C'est en effet en rentrant de promenade – il était interdit aux gardiens de faire entrer un détenu dans une cellule vide de ses occupants habituels – que nous trouvâmes devant la porte un garçon assis par terre, l'air malade, qui se releva vivement lorsque nous lui demandâmes qui il était, pour nous dire fièrement : « Marcel Broucxau, militant communiste. » Et il entra donc avec nous, nous demandant tout de suite où il pouvait s'allonger. Il avait été sérieusement torturé lors de son interrogatoire et souffrit pendant des jours.

À ce moment-là, nous réalisâmes que, depuis que nous étions là, nous vivions en quelque sorte dans un cocon car, finalement, nous n'étions pas très mal-

heureux par rapport à d'autres ni même par rapport aux conditions de vie à l'extérieur, mis à part l'absence de liberté. Il y avait bien sûr la menace de la déportation, mais c'était aléatoire... Peut-être la Libération interviendrait-elle assez tôt.

Il faut dire aussi qu'à partir des Brigades spéciales les politiques ne suivaient pas tous la même voie. Il y avait ceux qui, pour leur malheur, étaient envoyés à Fresnes, une prison qui était directement sous l'administration allemande et le contrôle direct de la Gestapo. Les autres étaient envoyés, comme nous, à la Santé ou bien aux Tourelles pour les plus jeunes, et les femmes à la prison de la Petite-Roquette. Ceux qui étaient à Fresnes connaissaient le pire sort.

J'appris bien plus tard que la déportation n'était pas toujours vers l'Allemagne. Elle pouvait être, pour ceux qui relevaient de l'administration pénitentiaire française, un internement administratif dans des camps situés en France.

Marcel Broucxau était un excellent camarade, gai et capable de réconforter les autres. Malheureusement il fut déporté et fut l'un de ceux qui ne revinrent pas. Aujourd'hui, à Bobigny où il habitait avec ses parents, une rue porte son nom.

Le dirigeant du Parti à l'intérieur était peut-être Émile Dutilleul, mais cela n'apparaissait pas. Celui qui tenait apparemment cette place était un étudiant en médecine du nom de Bernard Ridoux. Chaque soir, de sa fenêtre, après l'extinction des feux, il donnait les dernières informations qui avaient pu lui parvenir sur la guerre et sur l'avancée des troupes russes et américaines. C'était « le communiqué » et, à

chaque fois que les nouvelles étaient très bonnes, nous chantions *L'Internationale*. La Santé était le seul endroit de Paris où l'on pouvait chanter *L'Internationale* à haute voix sans risquer grand-chose. Étant donné la tournure de la guerre et les événements extérieurs, la discipline se relâchait en effet quelque peu parmi les surveillants de la prison.

Les rares nouvelles de la guerre qui nous parvenaient étaient réconfortantes. L'offensive soviétique se poursuivait quasiment sans discontinuer depuis la capitulation, le 31 janvier 1943, de la VI[e] Armée allemande de Von Paulus à Stalingrad, après des mois d'un siège meurtrier. Dans le Pacifique, les troupes américaines reprenaient, île par île, tout ce que les Japonais avaient conquis. En Italie, les alliés continuaient à progresser après leur débarquement en Sicile. Tout cela nous remplissait de joie, bien sûr, mais en même temps l'inquiétude croissait, parmi les quelques centaines de prisonniers communistes, à l'idée que les Allemands risquaient, au dernier moment, de massacrer tous ceux qui étaient détenus dans les prisons.

C.B. : *Dans quelles circonstances avez-vous finalement été libérés ?*

R.B. : C'est vers la mi-février que Bernard Ridoux se fit enfermer avec moi dans une cour de promenade et me dit en substance : « Les organisations de Résistance ont essayé de négocier, par un intermédiaire étranger, avec le Préfet de police (ou le Préfet de la Seine, je ne sais plus) ainsi qu'avec le directeur de la

Santé pour qu'ils libèrent tous les prisonniers politiques avant que cela ne devienne dangereux pour eux. C'est impossible dans l'immédiat car cela risque de déclencher des représailles de la part de la Gestapo, mais c'est accepté en principe dès l'instant qu'il y aura un réel danger [1]. Par contre, il a été obtenu que la quinzaine de jeunes de moins de dix-huit ans qui sont ici soient dès maintenant libérés en rapportant la décision administrative de les garder à la Santé. »

Ridoux m'avertit que cela pouvait très bien ne pas se réaliser, et qu'à la sortie nous pouvions être conduits « administrativement » au camp des Tourelles, qui serait alors une étape avant la déportation. « Surtout, nous dit-il, si vous êtes transférés là-bas, tentez de vous évader. Ce sont des gardes mobiles qui gardent le camp : soit ils vous tireront dessus, soit ils tireront à côté, ou en l'air, et il y a une chance. Si vous êtes déportés, vous n'en aurez aucune. Michel et toi, vous serez les deux premiers. Nous voulons être prévenus si vous êtes libres. J'ai un copain de fac, a-t-il ajouté, qui m'a fait savoir par ma famille qu'il était en contact avec le Parti. Je lui fais transmettre ton nom et ton adresse et je lui fais dire d'aller te rendre visite sous prétexte de t'apporter des livres de médecine puisque, plus tard, tu veux faire médecine. »

1. Tous les détenus politiques de la Santé ont été libérés le premier jour de l'insurrection parisienne, le 19 août 1944, en chaussettes – me raconta-t-on – et en silence, sur la demande du directeur, pour ne pas provoquer une émeute parmi les « droits communs ».

Cela ne traîna pas. Le surlendemain, le gardien qui accompagnait l'auxi du petit déjeuner nous dit de préparer nos affaires pour partir. Il est difficile de vous dire l'émotion, l'excitation et l'inquiétude, mais aussi la peine de quitter nos camarades les plus proches et cette collectivité réunie au sein de la prison. Nous passions de la joie aux larmes et des larmes à la joie, sans discontinuer, le tout pimenté de pas mal de peur à cause de ce que Bernard Ridoux nous avait dit.

Peu de temps après, on nous appela pour la levée d'écrou. On nous rendit nos malheureuses affaires qui étaient restées au greffe et on nous fit monter dans un panier à salade qui nous amena à nouveau à la Préfecture de police. Là, les policiers qui nous avaient interrogés nous accueillirent en nous disant qu'on avait une chance énorme et que nous aurions tort de lui tourner le dos en ne nous tenant pas tranquilles. Puis, sans autre forme de procès, on nous libéra et c'est à pied, bien sûr, que nous rentrâmes à nos domiciles tout proches.

Immédiatement après mon arrivée chez moi, je repris contact, accompagné de ma mère, avec le proviseur du collège, duquel je reçus un accueil sinon enthousiaste du moins très compréhensif, et qui me dit qu'il ferait tout pour me faciliter les choses, même si je commençais l'année scolaire au mois de février. La plupart des profs eurent la même attitude, sauf un qui était connu de tous les élèves comme partisan de la collaboration. Aucun des professeurs n'était prévenu et la plupart s'étonnaient d'avoir un élève tellement retardataire. Ils me demandèrent chacun leur tour d'expliquer pourquoi j'arrivais si tardivement. À

quoi je répondis, n'ayant pas grand-chose à perdre, que je sortais de prison et, après avoir attendu qu'ils me demandent pourquoi, j'ajoutai que j'avais été arrêté pour fait de résistance, ce qui me valut une certaine considération de la classe comme de presque tous les enseignants, considération qui, il faut le dire, ne me déplaisait pas.

C.B. : *Avez-vous été décoré pour faits de résistance ?*

R.B. : Après la guerre, on me donna le droit de porter les décorations de combattant volontaire de la résistance, d'interné résistant et de combattant, droit que je n'ai jamais utilisé.

Le premier jeudi qui suivit ma libération – à l'époque c'était le jeudi et non le mercredi qui était le jour de congé de milieu de semaine –, je vis arriver chez moi un jeune gars souriant, sympathique, bien plus âgé que moi, qui se présenta comme un étudiant en médecine ami de Bernard, lequel lui avait demandé de m'apporter des cours de médecine puisque je voulais me préparer à ces futures études.

Bien entendu je savais ce qu'il était, même si, à ses propos et aux polycopiés de la fac qu'il m'apportait, je me convainquis qu'il était réellement étudiant en médecine. Nous fixâmes un rendez-vous hors de chez moi et il me demanda comment s'était passée ma libération. Je m'attendais aussi à cette question. Je le revis je ne sais plus combien de fois, moi très heureux de retrouver quelqu'un d'extérieur, et lui, me semble-t-il, très heureux d'entendre parler de la vie dans la prison. D'ailleurs il m'emmena très vite chez les

parents de Bernard Ridoux pour que je leur donne des nouvelles directes de leur fils. Et j'entrepris de moi-même le tour des parents de certains camarades dont j'avais l'adresse, en particulier la famille de Roger Freslon, qui habitait le 20e arrondissement, et les parents de Marcel Broucxau qui vivaient à Bobigny. Mais à l'époque je ne savais rien de ce que serait son sort ultérieur, et tout ce que j'ai pu leur dire, c'est qu'il allait bien, qu'il avait le moral, moral qu'il communiquait aux autres.

Rapidement, l'étudiant en médecine, qui me dit de l'appeler « Thibaut », me proposa de me présenter à quelqu'un d'autre. Je pensai tout naturellement que ce quelqu'un d'autre était un membre du Parti.

Thibaut était vraiment un sympathisant du PC, croyant en toute bonne foi que celui à qui il voulait me présenter était, lui, un membre du PC.

Je vis donc ce camarade qui me dit s'appeler « Pamp ». En réalité, il s'appelait Mathieu Bucholz, ce que je ne sus que bien plus tard, après la Libération de Paris. Il me fit lui aussi raconter toute mon histoire, ce à quoi je m'attendais évidemment. Il me demanda de lui présenter Michel Aucejo, ce que je fis, et me dit que la première des choses, pour un jeune communiste, était de s'instruire et de savoir ce qu'étaient réellement le marxisme et le communisme. Je ne pouvais qu'approuver. Michel, de son côté, interrompit assez rapidement leur relation car il n'avait pas l'intention de continuer à militer. Ce qui ne nous empêcha pas de nous fréquenter pendant vingt ou trente ans.

Pamp me prêta une petite brochure. C'était le *Manifeste du parti communiste*, de Karl Marx, que

j'avais lu en prison mais dans de bien plus mauvaises conditions.

Depuis 1939, il était interdit d'éditer, de transporter ou de lire ce genre d'ouvrage, et cette brochure devait avoir été éditée par le PC avant la guerre.

Il me prêta un certain nombre d'autres ouvrages politiques, dont j'ignorais même jusqu'à l'existence et qui, pour certains, me parurent bien difficiles à lire.

On se voyait généralement dans la rue, ou bien on allait s'asseoir dans un square. On se voyait aussi au jardin du Luxembourg. Parfois, on se donnait rendez-vous à la bibliothèque Sainte-Geneviève, place du Panthéon. Mais on évitait les cafés pour ne pas être entendus des voisins.

C.B. : *Mathieu Bucholz n'était pas un militant du PCF, mais un trotskiste. Lors de la toute première entrevue, vous l'a-t-il révélé ?*

R.B. : Non, il est resté très neutre. Moi je n'ai pas posé de questions. D'autant que je n'aurais pas su alors ce que le mot « trotskiste » signifiait.

C.B. : *Lors de ces premiers échanges, au cœur de la guerre, Mathieu Bucholz a-t-il adopté à l'égard du PC une posture critique ?*

R.B. : Pas du tout. Lors des premiers entretiens, il a surtout essayé de me cultiver. Il me faisait lire des classiques du marxisme, de Marx, d'Engels, de Plékhanov, de Lénine. Je compris plus tard que c'était pour que je voie, au travers d'écrits d'auteurs indis-

cutables, quelle différence il y avait entre Marx et Lénine, et la politique de Staline et du PC.

Une anecdote en passant : j'avais un jour sous le bras un ouvrage que Pamp venait de me prêter, intitulé *Le Programme socialiste*, de Karl Kautsky, traduit de l'allemand par je ne sais plus qui, lorsque je fus interpellé par des miliciens. « Qu'est-ce que tu lis ? – Oh, un livre traduit de l'allemand, voyez, et cela parle du national-socialisme. – Ah ! Très bien ! Il en faudrait beaucoup comme toi. » Je partis bien évidemment sans me retourner, et me disant que Joseph Darnand recrutait des gens heureusement aussi incultes politiquement que moi.

C.B. : *Sur un plan personnel, avez-vous éprouvé de la sympathie pour Pamp ?*

R.B. : Oui, de la sympathie et du respect.

Je sais maintenant qu'il avait alors vingt-deux ans. Dans mon souvenir, il me paraît très grand. Il avait des cheveux blonds coupés en brosse, les yeux bleus, je crois. Il parlait l'allemand couramment. On pouvait le prendre pour un Allemand. Il était juif mais je ne le sus qu'après sa mort. Il ne portait pas l'étoile jaune, heureusement pour lui ! Il était très sérieux, très ferme, à cheval sur les principes.

Le premier contact avec lui, ce devait être dès février 1944. Nos relations ont duré jusqu'en août, mais j'ai été associé à certaines activités du groupe à partir de mars ou d'avril 1944.

C.B. : *Vous voici donc associé à un groupe de militants. Pamp était-il votre unique contact ?*

R.B. : C'était mon seul contact proprement dit. Mais je me souviens de ma première « mission » : je devais porter un petit paquet (en fait des exemplaires du journal *La Lutte de classes* – ce que je ne savais pas) en banlieue parisienne, à Courbevoie, pour le remettre à un ouvrier qui habitait un pavillon. C'est Pierre Bois (nom que j'ignorais, car son pseudonyme était « Vic ») qui m'a remis ce paquet. Je le rencontrai sur le quai d'une station de métro et il me remit, avec le rendez-vous de Courbevoie, le paquet dont la toute petite taille m'étonna. J'avais été habitué à utiliser des quantités bien plus importantes de journaux clandestins. Outre Bucholz, j'ai donc eu plusieurs contacts avec Pierre Bois, Vic, pour moi.

Un jour je vis le grand gaillard de Julien Lauprêtre faisant les cent pas devant chez moi, dans la rue étroite qu'était la rue Quincampoix, ce qui était contraire à toutes les règles. Je me précipitai et lui demandai : « Pourquoi ne m'as-tu pas attendu chez moi ? » Il me répondit : « C'était absolument intenable, ta mère me prenait pour un flic ! » Il venait aux nouvelles puisque Bernard Ridoux lui avait dit que j'étais en contact avec le Parti. Julien me demanda à être lui aussi mis en contact, ce que je fis. Nous nous revîmes une ou deux fois mais nous interrompîmes notre contact personnel pour ne pas multiplier inutilement des rendez-vous dangereux. Jusqu'au jour où Julien vint me voir en me déclarant en substance : « Tu sais, j'ai eu d'autres contacts avec le Parti. Les consignes sont de rejoindre le maquis et ton copain qui me fait lire est bien gentil, mais ce

n'est peut-être pas le temps de la lecture et je préfère suivre les consignes du Parti. Alors, à après la Libération ! »

Il faut dire qu'à ce moment-là je n'étais toujours pas au courant de l'appartenance réelle de Pamp, et d'ailleurs j'ignorais presque tout de Trotski et absolument tout du « trotskisme ». Sur *La Lutte de classes*, que Pamp m'avait fait lire, j'avais bien vu « IV^e^ Internationale », mais pour moi la III^e^ Internationale étant dissoute, que l'on crée la IV^e^ c'était après tout normal. De plus, *La Lutte de classes* portait une faucille et un marteau. Bien sûr, le ton n'était pas forcément celui de *L'Humanité*, mais à l'époque je n'avais plus les *Huma* clandestines et je ne pouvais guère comparer. Et l'aurais-je pu que cela n'aurait pas forcément retenu mon attention.

Roger Freslon fut libéré de la Santé quelque temps après nous. Je l'appris par sa famille. Je ne le voyais pas car il militait avec l'un de ses frères. Jusqu'au jour où, s'étant fait de nouveau arrêter avec son frère, dans une souricière tendue dans un ancien local des Auberges de la jeunesse, il repassa par les Brigades spéciales, fut envoyé aux Tourelles et, de là, transféré dans une sorte de maison de redressement, à Saint-Mandé, je crois, d'où il s'évada. Ne sachant où aller, il vint chez Michel Aucejo, dont les parents l'hébergèrent. Je le présentai lui aussi à Pamp, qui s'occupa de son éducation politique, le fit lire, l'emmena à la bibliothèque.

C'est à peu près à cette époque que j'appris, ou plutôt compris car il ne me l'avait pas vraiment caché, que Pamp n'était pas un membre du Parti. Il m'a alors expliqué, en mettant les points sur les « i », qui avait

été Léon Trotski, ce qu'avait été son combat contre le stalinisme, et me fit lire certains de ses ouvrages, dont le premier fut *La Révolution trahie.*

C.B. : *Vous avez donc découvert que Pamp était un opposant et un militant trotskiste ?*

R.B. : Je ne l'ai pas découvert par moi-même, c'est lui qui me l'a expliqué avec insistance. Mais ce fut pour moi une grave crise morale. Les idées, à l'âge que j'avais, comptaient, bien sûr, mais n'étaient pas le centre de ma vie et ne me tenaient pas à cœur ou aux entrailles. Par contre, ce qui comptait énormément, c'étaient les liens affectifs que j'avais noués avec les camarades du PC, cette collectivité nombreuse où j'avais été admis – car j'avais côtoyé des dizaines d'internés à la Santé, il y en avait plusieurs centaines je crois, dont certains ont été déportés. J'avais admiré des hommes, peut-être promis à la déportation, qui se mettaient à apprendre à lire ou à écrire. J'avais ressenti au fond de moi-même la solidarité, l'affection, le respect mutuel qui existaient entre eux tous et qu'ils m'avaient fait partager. J'avais tissé des liens plus ou moins étroits avec certains d'entre eux, comme mes camarades de cellule, Broucxau, Freslon et Lauprêtre, auxquels je me sentais infiniment lié et sentimentalement attaché. Je le suis d'ailleurs toujours, malgré le temps passé et la séparation.

Par contre, je n'avais pas encore tissé de tels liens avec les deux camarades que je connaissais du « Groupe communiste », à part Pamp qui pour moi était un personnage extraordinaire. Alors cette

rupture politique, ce choix entre deux filiations, fut pour moi dramatique.

Ce qui m'avait réellement donné une vocation militante et engagé moralement dans l'activité, était le lien affectif avec les camarades connus à la Santé.

Ce qui me fit définitivement basculer dans le trotskisme, c'est qu'à la Libération Pamp fut assassiné par des militants du Parti communiste qui l'accusaient d'être nazi. Pour moi qui le connaissais, le faire passer pour un nazi et l'assassiner, c'était vraiment un crime injustifié, inexplicable et impardonnable. Je n'accusais pas ceux des militants du PC qui, comme moi, étaient plus ou moins conscients, mais la politique de leurs dirigeants. Même si ce n'était pas forcément eux tous qui avaient personnellement donné l'ordre. Et puis la décision ne pouvait avoir été prise qu'à un haut niveau. C'est leur politique qui avait encouragé et justifié un tel geste, qui ne fut pas, d'ailleurs, en cette période, un geste isolé. D'autres trotskistes furent aussi assassinés.

C.B. : *L'assassinat de Mathieu Bucholz a donc joué un rôle décisif dans votre décision de devenir trotskiste. Que s'est-il passé exactement ?*

R.B. : Indirectement et involontairement, je fus à l'origine de la situation qui le conduisit à la mort. En effet, c'est Roger Freslon qui, en toute bonne foi, présenta Pamp à des sympathisants et des militants du Parti auxquels Pamp entreprit, au travers de réunions, d'enseigner le marxisme. Cependant, juste après la Libération de Paris, des responsables du Parti plus

avertis reconnurent, dans ses propos, la marque du trotskisme. Et c'est ainsi qu'un jour Roger accourut me voir en disant : « Tu sais, ton copain faisait un cours marxiste en face de chez moi et des gars du PCF portant des brassards FFI sont venus l'arrêter. Je suis venu te prévenir car tu ferais bien de te cacher. » Je ne me cachai pas car je n'en avais ni le besoin ni les moyens, mais je prévins les camarades du groupe. Plus tard, j'appris que Pierre Bois et son frère avaient été enlevés un peu avant, dans des conditions similaires, et conduits au siège des Jeunesses communistes. Mais heureusement, Pierre avait été relâché et Jean s'était échappé.

En ce qui concerne Mathieu Bucholz, on sait seulement que son cadavre a été retrouvé dans la Seine.

Cette chasse aux trotskistes, qui n'hésitait pas à aller jusqu'à l'assassinat, me poussa à chercher à comprendre comment la politique des dirigeants du Parti communiste pouvait les amener à cela. C'est pourquoi, à partir de là, je me mis à étudier avec bien plus de détermination, avec mes tripes, l'histoire du Parti communiste, celle de la III[e] Internationale, celle de l'URSS depuis la Révolution russe, jusqu'à cette fin de la Seconde Guerre mondiale; à étudier la nature des changements qui avaient conduit l'Armée rouge, de ses officiers ne portant aucune distinction sur leur uniforme, à des maréchaux dont la poitrine pourtant épaisse était trop petite pour y accrocher les dizaines, voire plus, de décorations dont ils étaient fiers.

Et c'est alors que je devins définitivement trotskiste, car c'était la seule façon de ne pas renoncer au marxisme, au communisme, à la conviction qu'il fallait

remplacer la société capitaliste par une société plus communautaire. La conviction aussi que c'étaient les travailleurs en général qui seraient les seuls à même, par leur situation dans la production et leur concentration sur les lieux de travail, d'exercer démocratiquement le pouvoir politique, sans avoir besoin d'un appareil militaro-policier pour le faire.

Ma rupture avec le PC fut complète à ce moment-là, mais n'alla pas sans déchirements : la perte des camarades, et la perte de leur amitié. Par exemple, les parents de certains de mes compagnons de prison auxquels j'allais rendre visite refusèrent de me recevoir en apprenant que j'étais trotskiste. Je ne comprenais pas davantage que des voisins, des amis communistes, qui n'avaient pas milité durant l'Occupation mais qui, du fait que j'avais été emprisonné, me manifestaient énormément de sympathie, et qui ne mirent des brassards FFI qu'au quatrième jour de l'insurrection, menaçaient de me faire la peau. Cela me choquait, me peinait. Mais j'avais déjà suffisamment vécu pour savoir que, dans la vie, il faut faire des choix et s'y tenir.

Je continuai donc à militer au sein du groupe Barta. Je l'appelle ici le « groupe Barta », du pseudonyme de son fondateur, même si à l'époque on ne nommait pas ce dernier ainsi mais Albert (quant à son identité véritable, je ne l'appris qu'à sa mort). De fait, entre nous, nous nous appelions plus simplement le « groupe Lutte de classes », et les autres groupes nous désignaient également ainsi.

4.

Le groupe Barta

CHRISTOPHE BOURSEILLER : *Dans la galaxie trotskiste de l'époque, le groupe Barta est l'un des plus mal connus. En quoi consiste-t-il et d'où provient-il ?*

ROBERT BARCIA : L'histoire événementielle du groupe Barta pourrait tenir en quelques lignes, mais l'originalité politique de Barta fut considérable.

David Korner, alias Barta (puis Albert, puis Mathieu), est né en 1914 en Roumanie. Il est décédé en 1976 en région parisienne.

Barta militait, depuis 1936, dans l'organisation trotskiste, officielle dirons-nous, le POI (Parti ouvrier internationaliste). Il avait milité auparavant dans la Jeunesse communiste clandestine en Roumanie et y avait créé ou contribué à créer un groupe de jeunes trotskistes.

Fin 1938, il fut de la minorité du POI qui, sur les conseils de Léon Trotski, entra au PSOP (Parti socialiste ouvrier et paysan), créé et dirigé par Marceau Pivert. La majorité du POI refusa.

Le 26 septembre 1939, toutes les organisations communistes et trotskistes furent dissoutes par Daladier. La mobilisation générale ayant fait des trous dans

leurs rangs, comme dans les rangs de toutes les autres organisations politiques, les trotskistes furent très peu à pouvoir continuer à militer. Certains avaient abandonné. L'activité militante devint clandestine. Barta rompit avec les dirigeants du POI, presque immédiatement après la dissolution, pour une raison tout à fait apolitique. Il écrivit plus tard qu'au lendemain de la déclaration de la guerre, au jardin du Luxembourg, Roux et Craipeau voulurent le rendre responsable du non-tirage d'un tract, ce qui, selon lui, était faux. Il quitta cette réunion et, à partir de ce moment-là, rompit avec le POI [1].

Avec trois autres camarades, sa compagne Louise [2], mais aussi Lucien, Fanny, il édita quelques tracts. Mais c'est en septembre 1940, après le début de l'occupation allemande, qu'il publia le premier texte qui marquait son originalité politique. C'était une brochure intitulée *La Lutte contre la deuxième guerre impérialiste mondiale* et portant en sous-titre « Collection IV^e^ Internationale ». C'était un exposé de la nature de la guerre et de la situation créée par l'Occupation, et il y analysait ce que pouvaient être la suite des événements et quelle politique devaient défendre des militants révolutionnaires. C'était en même temps une critique formelle de la position de Marcel Hic, le principal dirigeant du POI. Ce dernier prétendait que la France,

1. Lettre de Barta à Yvan Craipeau du 28 avril 1968, correspondance privée. L'épisode est relaté un peu différemment par Craipeau dans *Mémoires d'un dinosaure trotskiste*, L'Harmattan, 2002, p. 152.

2. La compagne de Barta porta successivement les pseudonymes de « Louise », au POI, et de « Irène » au sein du groupe Lutte de classes.

occupée par les Allemands, était devenue une nation opprimée, quasi colonisée, et qu'à ce titre les révolutionnaires devaient envisager de s'allier à la bourgeoisie française – comme il l'écrivait, « aux bourgeois pensant français ». En résumé, il recommandait l'unité nationale entre la classe ouvrière et la bourgeoisie.

Là, il y eut une rupture politique définitive entre Barta et le POI. Par la suite, en 1941, Barta publia un tract de soutien à l'Armée rouge, au moment de l'entrée en guerre de l'Allemagne contre l'URSS. Puis, à partir du 15 octobre 1942, il édita une feuille politique intitulée *La Lutte de classes*, qui était une simple feuille polycopiée recto verso, presque hebdomadaire.

Le groupe s'était renforcé de quelques unités et, comme il fallait bien, sans doute, relever un drapeau, même faible, cette feuille portait en sous-titre : « Organe du Groupe communiste IV^e^ Internationale. » Barta voulait, en effet, se placer dans cette filiation en considérant qu'il l'incarnait bien plus que ceux qui avaient abandonné la position de Trotski sur la guerre.

Vers la fin 1942, Barta voulut prendre contact avec un militant grec, ancien dirigeant du POI, Raptis, alias Pablo, pour lui soumettre ce que le groupe faisait et obtenir son avis. Comme ce camarade se soignait d'une tuberculose à Saint-Hilaire-du-Touvet, c'est-à-dire en zone dite « libre », et qu'il fallait franchir la ligne de démarcation, Barta y envoya Pierre Bois qui avait conservé son brassard de cheminot lui permettant de circuler. Peu de temps après, en novembre 1942, les Allemands occupèrent toute la France et, quelques mois plus tard, Raptis, rentré à Paris, donna pour le groupe des cours d'éducation marxiste au domicile de

Jacques Ramboz, alias Lucien, rue de la Grande-Chaumière.

Dans un texte intérieur daté de juillet 1943, Barta s'explique sur ses objectifs. Il y expose que la composition petite-bourgeoise des organisations de la IV^e^ Internationale en France a été prouvée par leur attitude devant l'occupation allemande du pays après juin 1940. Derrière Hic, elles ont quasiment abandonné la position internationaliste de Trotski. Il ajoute que se justifie ainsi la rupture qu'il a accomplie en 1939 d'avec tous ces éléments « pour se délimiter d'un milieu petit-bourgeois aux pratiques social-démocrates et non communistes ». Selon lui, si les idées de Trotski n'ont pas pu pénétrer parmi les travailleurs, c'est à cause de l'emprise de la SFIO et du PC, ce dernier se parant du prestige de la révolution russe. Ces idées ont été adoptées essentiellement par des intellectuels manquant de traditions communistes, ce qui a conféré à ces organisations un caractère petit-bourgeois, c'est-à-dire velléitaire, qui a rendu impossible leur développement au moment des grandes luttes ouvrières de 1934 à 1938.

Barta explique aussi dans ce texte que, depuis le début de la guerre, il s'est engagé dans la création d'une organisation de type révolutionnaire bolchevique et que, pour cela, il faut un contact réel et étendu avec la classe ouvrière et la participation quotidienne à ses luttes.

Barta était réellement un militant politique ayant non seulement une formation politique importante, mais aussi des capacités d'analyse et de jugement sur les situations et, plus encore, un certain talent.

Sans lui, la grève Renault de 1947 n'aurait absolument pas eu lieu, et ni Voix ouvrière ni Lutte ouvrière

n'auraient existé, car ces organisations ont été créées par des militants qui avaient appartenu à l'ancien groupe de Barta. Cette dernière affirmation – en fait un hommage – ne signifie pas que nous voulons voler son passé ou nous approprier son héritage, comme il l'a lui-même déclaré plus tard.

C.B. : *Barta semble partagé entre deux conceptions antagoniques : la volonté de créer une organisation strictement prolétarienne, et l'envie de privilégier la formation, la réflexion théorique.*

R.B. : Pourquoi serait-ce incompatible ? Au contraire. Recruter des militants ouvriers, cela veut dire les former. Les partis socialistes français et allemands l'ont montré au XIX^e^ siècle, et nombre de partis communistes l'ont montré dans la première moitié du XX^e^.

De plus, je voulais vous faire remarquer que l'objectif assigné dans ce document, le « Rapport sur l'organisation » de juillet 1943, était de militer pour la construction d'un large parti prolétarien et de défendre d'ores et déjà la ligne et les objectifs sur lesquels on pourrait construire un tel parti.

Barta était conscient du fait que la question du parti ne pouvait être résolue par les seules forces de son petit groupe et qu'en 1943 cette question restait ouverte. Mais pour ce travail en direction d'un parti, l'indépendance était vitale car il ne pouvait commencer à former des militants communistes qu'en dehors des organisations trotskistes existantes.

Dans ce sens, la sélection qu'il opérait, en tant que groupe opposé aux autres, devair faire place, plus tard,

à une nouvelle sélection des éléments réellement révolutionnaires à l'intérieur d'une seule et même organisation. Enfin, il disait que la tâche de son groupe était, entre autres, de démontrer à tous les éléments ouvriers ayant rejoint le POI – la principale organisation trotskiste – l'opportunisme de leurs dirigeants et de leur présenter une organisation et des méthodes organisationnelles qui inspirent confiance.

C.B. : *N'y avait-il pas une certaine tentation d'élitisme ?*

R.B. : Justement pas du tout ! On ne peut pas dire cela. Il s'agissait de constituer un parti capable de se diriger grâce à la participation de nombreux membres qualifiés et non de créer une organisation de type *carbonari.*

On peut parler d' « élitisme » pour les groupes prochinois ou Action directe qui, dans les années qui ont suivi 1968, voulaient par des attentats spectaculaires stimuler ou réveiller la classe ouvrière ici, ou la paysannerie dans les pays sous-développés.

La IV^e^ Internationale, dont fait partie la Ligue communiste révolutionnaire, est aussi tombée dans cette tentation de prendre les travailleurs ou les masses populaires comme une masse inconsciente qu'on doit réveiller par des actions exemplaires, qui ont eu le plus souvent le résultat inverse. C'est ainsi que Jeannette Habel, membre fondatrice de la LCR, rappelle la période guérillériste du Secrétariat unifié de la IV^e^ Internationale à laquelle la LCR appartenait : « En gros, tu prenais ton sac à dos, tu t'entraînais un peu sur

le plan militaire, tu partais dans la montagne, tu commençais quelques combats. Si le combat était victorieux les paysans se ralliaient à toi, et puis petit à petit tout cela se développait de plus en plus, gagnait des villes, insurrection urbaine, grève générale, et tu prenais le pouvoir. Je schématise et j'exagère mais le schéma était celui-là [1]. »

L'attitude morale de Barta était l'inverse. On doit former des cadres politiques, certes, mais pas des gens qui pensent pour les masses. Il faut un parti qui éclaire les masses, pas qui tente de les manipuler.

En février 1944, quelque temps après que le texte dont je parle fut écrit, trois organisations trotskistes clandestines, le Parti ouvrier internationaliste – la plus importante –, le Comité communiste internationaliste et le groupe Octobre, s'unifièrent. Contacté, le groupe Lutte de classes refusa de s'associer à cette unification qui donna naissance au PCI, Parti communiste internationaliste. Le PCI n'était pas une organisation exclusivement parisienne comme l'était le groupe Lutte de classes, il avait surtout des militants dans quelques endroits en province. Mais sous l'Occupation il comptait très probablement moins d'une centaine de membres.

C.B. : *Pourrions-nous revenir un instant sur la période de la guerre ? Pendant toute la durée du conflit, le groupe Barta renvoie dos à dos les belligérants. Donc, il ne soutient pas la résistance.*

1. France Culture, « Fragments d'un discours révolutionnaire à l'école des trotskismes français », par Jean Birnbaum, le 22 août 2002.

R.B. : Barta, tout comme Trotski, faisait parfaitement la différence entre un régime politique fasciste et un régime politique démocratique. Mais il disait que le fascisme était issu d'un régime démocratique et qu'il ne s'agissait pas de deux mondes différents. Plus la guerre menaçait et s'approfondissait, plus les démocraties ressemblaient à des dictatures. Aux États-Unis, en Angleterre et ailleurs, la réglementation du travail, surtout dans les usines d'armement, était un embrigadement s'imposant à une main-d'œuvre sans défense, le plus souvent féminine.

Et puis les meilleures des démocraties, si l'on peut dire, comme les démocraties anglaise ou française, étaient des États colonialistes, dans les colonies desquelles la pire oppression pouvait régner. Il y avait, aussi bien en Indochine que dans les colonies anglaises ou hollandaises, des bagnes qui n'avaient rien à envier aux camps de travail de l'Allemagne. Là où il fallait produire du caoutchouc, par exemple, on exploitait à mort une main-d'œuvre forcée.

Alors, sur le fond, Barta renvoyait dos à dos les belligérants car, même s'il y avait des nuances entre eux, fondamentalement ils étaient les mêmes et appliquaient les mêmes méthodes. L'Allemagne construisait ses camps en Pologne plus qu'en Allemagne, les Alliés les construisaient dans leurs colonies.

Au nom du combat contre le fascisme, on engageait les militants à soutenir les capitalismes français, anglais, américain... et même allemand, qui avaient été responsables, à un moment ou à un autre, de l'arrivée de Hitler au pouvoir. On peut le vérifier aujourd'hui. Ce n'était pas une guerre des démocraties contre le fascisme, comme on disait à l'époque.

Mais entendons-nous : Barta était absolument partisan de la lutte contre le nazisme. En février 1944, il a d'ailleurs écrit un article de solidarité avec les fusillés de l' « Affiche rouge [1] ». Ses écrits exhortaient les travailleurs à engager une telle lutte. Mais avec leurs propres méthodes, sous leur propre drapeau et pas sous la bannière d'un général réactionnaire, ni de grandes puissances qui ne dédaignèrent pas d'investir des capitaux dans des entreprises allemandes travaillant pour la guerre et le nazisme [2].

Comme une grande partie des trotskistes de l'époque, Barta considérait la guerre comme une guerre entre impérialismes, une guerre qui était déjà inscrite dans le traité de Versailles. En 1921 déjà, l'Internationale communiste affirmait : « Les rapports internationaux, tels qu'ils s'établissent comme résultat de la guerre et du traité de Versailles, rendent la situation sans issue. (...) La dernière guerre a de la sorte été la préface européenne à la guerre véritablement mondiale qui décidera de la domination impérialiste exclusive [3] », domination impérialiste exclusive qui fut celle des États-Unis sur le monde entier. Barta considérait que les militants de la résistance étaient malheureusement abusés par des dirigeants au service des impérialismes français, anglais et américain.

1. « Défense des terroristes », *La Lutte de classes*, n° 25, 23 février 1944.

2. *Historia*, n° 669, septembre 2002, « Révélations : Hitler financé par les firmes US ».

3. *Manifestes, thèses et résolutions des quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale communiste*, Bibliothèque communiste, Librairie du Travail, juin 1934, p. 89 et 90.

C.B. : *N'est-ce pas une position dangereuse, eu égard à l'extrême virulence du microbe hitlérien ?*

R.B. : Vous voulez parler de l'antisémitisme ? Il ne s'agit pas d'un microbe qui provoquerait une infection dans un corps sain. Le fascisme était apparu en 1921 en Italie, avec Mussolini. Hitler l'a imité bien plus tard. Le fascisme en Italie ne s'est pas construit, comme le nazisme, sur l'antisémitisme, lequel n'est pas un produit caractéristique du fascisme. Mais les deux régimes étaient semblables par bien des aspects. Comme Mussolini a eu en Italie le soutien des milieux dirigeants, Hitler a eu le soutien des plus hautes autorités militaires et civiles de la République de Weimar, de même que le soutien de la grande bourgeoisie allemande. C'est l'impérialisme, le capitalisme en dégénérescence, qui engendre le fascisme. C'est un type de régime qui menace presque inéluctablement, dans certaines circonstances. Son idéologie utilise essentiellement les préjugés nationalistes. Le fascisme est un régime très particulier de destruction totale et systématique de toutes les organisations politiques, syndicales et associatives du mouvement ouvrier. Il a existé et il existe, en effet, bien des dictatures de par le monde, mais toutes les dictatures n'ont pas ce même caractère et, pour antidémocratiques qu'elles soient, elles ne sont pas pour autant fascistes.

C.B. : *Sans doute, mais il existait, comme vous savez, une spécificité meurtrière du nazisme. C'est cette spécificité qui explique le génocide.*

R.B. : Le génocide, certes, mais pas la guerre !

Le nazisme a eu une spécificité, une spécificité horrible, mais avec la complicité des Krupp, Siemens, IG Farben (les laboratoires Bayer et Hoechst d'aujourd'hui), des trusts qui voulaient avant tout remettre en cause le traité de Versailles, en allant jusqu'à la guerre si nécessaire.

Pendant la guerre, quoi qu'on en dise, l'existence des camps d'extermination – je ne parle pas des camps de concentration – n'était pas connue du public. Sauf au plus haut niveau, personne ne savait. Même les soldats russes et américains ! Souvenez-vous de leur surprise lorsqu'ils ont découvert ces camps.

Le pape et certains services secrets alliés étaient sans doute au courant, mais ils n'ont rien dit, ce qui est une forme de complicité. Les rares informations qu'on cite aujourd'hui, parues dans la presse suisse par exemple, n'étaient pas accessibles en France.

C.B. : *Mais quand vous les avez eues, vous n'avez pas changé d'avis pour autant.*

R.B. : Vous voulez dire en avril-mai 1945 ? Mais non ! Nous n'avons pas changé d'avis ! Parce que le génocide fut une conséquence, épouvantable mais logique, du fascisme allemand. Hitler s'est appuyé sur l'antisémitisme pour parvenir au pouvoir. Il lui fallut garder par la suite cet « ennemi intérieur ».

Le fascisme a été une conséquence de la crise du capitalisme. Il pourrait revenir, sous une forme ou sous une autre, y compris aussi horrible, dans une situation de crise économique comme celle que le monde entier

avait connue après 1929, et plus particulièrement l'Allemagne, le pays d'Europe le plus puissant économiquement à l'époque.

C.B. : *Si je vous entends bien, vous considériez qu'il n'y avait pas de danger fasciste. Il n'existait en quelque sorte qu'un « danger capitaliste ».*

R.B. : Mais si, il y avait un danger fasciste. Le danger fasciste, nous, à l'époque, nous le vivions. La Gestapo était partout présente. Mais nous ne pensions pas, et nous ne pensons toujours pas, que c'est en se jetant dans les bras des représentants de la bourgeoisie que l'on se protège du fascisme. Au contraire. En cas de réel danger d'extrême droite en France, ceux qui compteraient sur Chirac, ou sur n'importe quel autre homme de la bourgeoisie, pour se protéger risqueraient de se fourvoyer cruellement.

Beaucoup de militants trotskistes, comme Barta ou Bucholz, étaient juifs. Il y avait, à l'époque, surtout pour eux, plus qu'une menace de fascisme. Le fascisme concret était là, à notre porte.

Le fascisme est une forme crue de l'oppression capitaliste. Le capitalisme peut s'accommoder de différentes formes de régimes politiques. La démocratie, par exemple, que nous connaissons ici aujourd'hui parce que nous avons des droits politiques, le droit de vote, de réunion, d'expression. Mais cette démocratie, elle n'a de démocratique que le nom parce que ce n'est guère le peuple qui conduit les affaires.

Le capitalisme peut aussi gouverner grâce à des dictatures militaires comme il y en a eu et il y en a encore

de par le monde. Par exemple, le régime Salazar ou le régime franquiste, pendant longtemps, au Portugal ou en Espagne. Les colonels grecs étaient bien vus de toutes les puissances occidentales. En Turquie, ce n'est pas exactement la démocratie.

On a tendance à l'oublier, mais ce sont aussi les militants socialistes, les militants communistes, les militants syndicalistes qui ont été les victimes du fascisme. Ce sont eux qui ont inauguré les camps, dont le fronton portait la devise *Arbeit macht frei* (le travail rend libre), alors qu'il aurait dû porter « La mort par le travail ». Les militants n'ont pas inauguré les chambres à gaz, qui sont apparues plus tard, mais c'était quand même l'anéantissement par les conditions de vie et de travail...

C.B. : *À propos de dictature, j'ai lu* [1] *que vous aviez peut-être séjourné dans les geôles de Franco. Cette rumeur est-elle fondée ?*

R.B. : Ce n'est pas une rumeur, c'est une des nombreuses âneries racontées sur mon compte. « Journalistique », comme vous diriez ! Une invention pure et simple. Je ne suis, comme bien d'autres, allé en Espagne qu'en vacances !

C.B. : *Revenons aux années quarante. J'imagine que le groupe Lutte de classes avait le plus grand mal à faire entendre sa « différence » ?*

1. François Koch, *cit.*

R.B. : Dans les quelques mois qui précédèrent la Libération, le groupe Lutte de classes, à l'initiative de Barta, avait comme orientation de tenter de recruter parmi les militants du PCF [1]. Bien sûr, auprès de ceux qui étaient réellement engagés dans l'appareil du PCF, c'était impossible ou presque. Mais parmi les sympathisants coupés de l'appareil, il n'en allait pas tout à fait de même. Certains, en 1943-44, étaient encore sous le coup des retournements à cent quatre-vingts degrés de la politique du PCF dans l'avant-guerre et la guerre.

En 1944, ceux qui étaient sympathisants du PCF depuis dix ans, et qui avaient entre vingt-cinq et cinquante ans, avaient connu la période antifasciste qui avait commencé en 1934 avec la montée des organisations d'extrême droite françaises : ligues, Croix-de-Feu, etc. Après le pacte Laval/Staline, initié en 1934, ils avaient connu aussi un nouveau virage du PC avec le début de la « lutte des démocraties contre le fascisme », lié à l'alliance entre la France et l'URSS.

En septembre 1939, avec la dissolution des organisations communistes, le PC passa dans la clandestinité. À cette époque, il parlait de fraternisation avec les soldats allemands et sa politique était dirigée contre l'Angleterre. « C'est la faute de l'Angleterre si nous avons la guerre », tel était son slogan.

En 1941, avec l'opération Barbarossa, c'est-à-dire l'offensive allemande, sans avertissement, contre

1. Avant l'invasion de l'URSS par Hitler et avant la dissolution de l'Internationale communiste par Staline, le Parti communiste s'appelait encore SFIC, Section française de l'Internationale communiste. Après, il changea son nom pour PCF – Parti communiste français, ce qui était bien plus nationaliste et patriotique.

l'Union soviétique, retournement à cent quatre-vingts degrés du PC. Les Allemands deviennent « les Boches », la lutte des « démocraties » contre le nazisme redevient la priorité, devant laquelle tout le reste doit s'effacer. Il faut unir les patriotes français contre les Allemands. L'Angleterre devient alors l'alliée privilégiée, précédant de peu les États-Unis.

Et puis, pendant la guerre, ce fut la dissolution par Staline, pour rassurer les Alliés, du Komintern, l'Internationale communiste, et pour ceux qui arrivaient à recevoir les émissions de Radio Moscou, le remplacement, comme hymne soviétique, de *L'Internationale* par un chant inconnu de tous.

Vers la fin, ce fut « à chacun son Boche », un slogan affiché sur les murs de Paris, et le soutien aux attentats terroristes non seulement contre des officiers allemands ou des hommes politiques français compromis avec les nazis, mais aussi contre de simples soldats et des trains de permissionnaires qu'on faisait sauter ou dérailler, les jetant ainsi dans les bras de leur propre état-major et les faisant se resserrer autour du régime. Nous voyons aujourd'hui que de tels attentats, quelles que soient leurs motivations, ont toujours le même résultat.

Tout cela pour dire que bon nombre de sympathisants communistes n'avaient plus de repères. Oh, bien sûr, pour la population, la pression dominante allait dans le sens de faire confiance aux Alliés pour vaincre l'Allemagne et l'hitlérisme. Mais quand même, certains dans les classes populaires se posaient des questions sur le type de société que l'on pourrait construire en France après la guerre afin de ne plus revivre ce qu'on avait vu.

Le groupe Barta s'efforçait donc de gagner des militants communistes en leur faisant découvrir ou redécouvrir des écrits de Marx et, surtout, de Lénine, dont les écrits lors de la Première Guerre mondiale éclairaient singulièrement ce qui se passait alors, seulement vingt-six ans après la Révolution russe.

L'activité des camarades de Lutte de classes consistait surtout à faire lire ces ouvrages et à organiser des cours politiques, des cercles de discussion. C'est en tenant une telle réunion, quelques jours après la Libération, que Mathieu Bucholz fut enlevé par des FFI en armes. Personne ne le revit ! Sa trace s'est presque perdue. Tout ce qu'on sait, c'est qu'on retrouva son corps dans la Seine, criblé de balles.

C.B. : *Après la mort de Bucholz, Pierre Bois est devenu votre contact privilégié. Mais il a été à son tour la cible des staliniens. Est-il vrai qu'il a été kidnappé par le PCF ?*

R.B. : Pierre Bois fut enlevé dans des circonstances semblables à celles de Mathieu Bucholz, et emmené au local de l'Avant-garde, qui était occupé par des FFI du PCF. On essaya de l'intimider, mais ses geôliers n'osèrent pas l'exécuter et le relâchèrent rapidement.

Son frère, Jean Bois, fut enlevé dans d'autres circonstances. N'étant pas « réfractaire » au STO, il vivait chez ses parents à Goussainville, où il était très connu. Peu après l'enlèvement de Bucholz, il fut enlevé chez lui, emmené à un siège de FFI, rue de Châteaudun, où on lui demanda s'il connaissait Bucholz. Il nia. Après

dix jours, enfermé dans une cave, il réussit à s'échapper grâce à un FFI gaulliste, qui n'était pas membre du PCF.

C.B. : *Comment réagissiez-vous face aux staliniens ? Vous vous défendiez ? Étiez-vous armés ? Aviez-vous des gardes du corps, des chiens ?*

R.B. : Pour des gardes du corps, il aurait fallu que nous soyons nombreux et nous ne l'étions pas. De plus, répondre à l'assassinat par le meurtre, même pour nous défendre, aurait été absolument contraire à nos idées. Être armé, c'eût été donner prise aux accusations car les militants du PCF prétendaient que nous étions des miliciens. Et puis Bucholz, Pierre Bois et son frère Jean étaient seuls au moment de leur enlèvement. Ils ne se méfiaient pas.

Pour Bucholz, dès son enlèvement, son père a porté plainte et a demandé à des dirigeants socialistes d'intervenir, en particulier à Le Troquer – avocat et dirigeant socialiste –, mais ils n'ont pas bougé. Il y eut d'autres militants trotskistes assassinés, sans qu'on le sache alors car les dirigeants trotskistes avaient gardé le silence, volontairement paraît-il, d'après Albert Demazière [1], pour ne pas attaquer le PCF.

Par exemple Pietro Tresso, alias Blasco, un des fondateurs du Parti communiste d'Italie et qui avait été à la fondation de la IV^e^ Internationale. Il fut assassiné fin octobre 1943, avec trois autres militants trotskistes,

1. France Culture, « Fragments d'un discours révolutionnaire à l'école des trotskismes français », par Jean Birnbaum, émission du 9 août 2002.

Jean Reboul, Abram Sadek et Maurice Segal, dans un maquis FTP de la Haute-Loire.

Après l'assassinat de Mathieu Bucholz, Barta s'était adressé au PCI, infiniment plus puissant que le groupe Lutte de classes, mais le PCI refusa de s'en mêler, là encore pour ne pas s'en prendre au PC.

C.B. : *Qu'entendez-vous par là ? À combien s'élevaient les effectifs du groupe Lutte de classes ?*

R.B. : Nous devions être moins d'une dizaine pendant l'Occupation et à la Libération, et une quinzaine en 1945-46, en tout cas moins de vingt-cinq.

C.B. : *C'était un mini-groupuscule. À titre de comparaison, le Parti communiste internationaliste rassemblait combien de personnes ?*

R.B. : Sans doute sept cents en 1945-1946. Il avait vu alors croître ses forces. Le PCF, lui, s'est gonflé, d'après ses dires, jusqu'à un million de membres.

C.B. : *Ne fallait-il pas être incroyablement orgueilleux pour espérer faire la révolution à dix ?*

R.B. : Nous n'espérions pas faire la révolution. Barta espérait qu'au décours de la guerre en Europe, tous les pays européens, y compris l'Allemagne, verraient leur État s'effondrer.

Toute une partie de l'Europe occidentale était presque directement gouvernée par l'administration militaire allemande.

Dans l'est de l'Europe, la Tchécoslovaquie avait été disloquée : la Slovaquie était un État « indépendant » sous protection hitlérienne, tandis que la Bohême-Moravie était un protectorat intégré au Reich et ne disposait donc plus d'un appareil d'État propre, pas plus que la Pologne. La Roumanie et la Hongrie, en tant qu'alliées de l'Allemagne, échappèrent à l'administration allemande directe. Mais, vers la fin de la guerre, l'appareil d'État de la Hongrie fut maintenu à bout de bras par l'Allemagne. Quant à la Roumanie, si son retournement de dernière minute et son passage dans le camp des Alliés lui permirent de fabriquer pour le roi une aura de démocrate, son appareil d'État était largement disloqué.

Nous pensions qu'avec la défaite de l'État allemand, le régime de tous ces pays ne pouvait que disparaître, s'effondrer et laisser la place au vide... et pourquoi pas à des mouvements révolutionnaires.

La Yougoslavie et les groupes de partisans qui furent capables de se débarrasser eux-mêmes non seulement de l'armée allemande, mais de l'État fantoche croate qu'elle tenait en laisse, ont donné un exemple de ce qui était possible. Bien que la prise du pouvoir titiste n'ait pas été une révolution sociale et encore moins socialiste.

En Grèce, ce fut la même chose, sauf que l'Angleterre voulut, en fonction des traités signés avec Staline, imposer le retour d'une monarchie vomie par la population. Les organisations de résistance s'opposèrent à ce retour et ce furent les troupes anglaises qui intervinrent pour rétablir leur ordre.

En Italie, dès le débarquement anglo-américain en Sicile, les instances dirigeantes prirent peur et jetèrent

Mussolini par-dessus bord en espérant s'en sortir ainsi. Elles le placèrent en résidence mais il fut libéré par des parachutistes allemands. Il essaya ensuite de recréer une République fasciste dans le nord de l'Italie mais, de toute façon, l'armée allemande envahit l'Italie car le roi Emmanuel avait signé une paix séparée avec les Alliés. Mussolini finit pendu par les pieds à un crochet de boucher, comme un porc.

L'analyse selon laquelle des révolutions politiques et sociales pouvaient se produire, ou même devaient immanquablement se produire, n'était pas utopiste. Cependant le principal facteur contre-révolutionnaire à l'Est ne fut pas les armées alliées. C'est l'Armée rouge qui joua ce rôle.

En effet, au lieu de faire appel aux peuples opprimés par l'Allemagne, aux soldats allemands démoralisés et commençant à développer une haine fantastique contre le régime hitlérien, la propagande stalinienne consista à couper les soldats russes des soldats allemands. Au lieu de préconiser la fraternisation et la révolution, Staline préconisa la victoire des Alliés et conserva le slogan « à chacun son Boche ».

Alors, l'armée allemande se battit le dos au mur, en ne cédant qu'à la force et surtout sans se tourner contre ses propres oppresseurs.

Ensuite, les Alliés, aussi bien russes qu'américains, anglais ou français, se servirent des hommes et de l'administration allemande pour gouverner et la population allemande retrouva les mêmes policiers, les mêmes juges, les mêmes fonctionnaires qu'elle avait connus, si arrogants, sous Hitler.

En France, on remplaça les responsables politiques, on exécuta même quelques-uns d'entre eux, comme

Pierre Laval, on remplaça certains responsables administratifs, manifestement trop compromis. Mais, à part ces derniers, l'administration et la police restèrent en place. Certains, comme Papon, furent même utilisés et réutilisés très longtemps.

Il n'y eut donc pas, au décours de la Seconde Guerre mondiale, de vague révolutionnaire tant soit peu comparable à celle qui avait bouleversé l'Europe à la fin de la Première Guerre.

Barta ne comptait pas faire la révolution à lui tout seul, mais il voulait former des militants qui comprendraient cette situation, qui apprendraient de lui ce qu'il aurait fallu que les partis ouvriers fassent, qui comprendraient à quel point ces partis trahissent les intérêts de l'humanité en ne cherchant pas à renverser le capitalisme à l'échelle de l'Europe.

Cependant, dans certaines situations, il n'est point besoin d'être nombreux pour être le facteur déclenchant d'un mouvement énorme, l'étincelle qui embrase tout.

C.B. : *Certes. Mais vous n'étiez que dix, alors que le PCI rassemblait tout de même sept cents membres. Pourquoi ne vous êtes-vous pas unis à lui ?*

R.B. : Plus tard, en 1945-46-47, les divergences entre Barta et le PCI devinrent plus nettes et eurent des conséquences plus importantes.

En effet, le PCI avait une attitude suiviste par rapport au PCF. Il s'alignait bien souvent sur lui. Une différence primordiale était que les militants du PCI considéraient qu'il fallait s'adresser en priorité à ce

qu'ils appelaient « la fraction la plus consciente de la classe ouvrière ». Cela désignait ceux des travailleurs qui étaient organisés dans les syndicats et au PCF. Il était impossible d'intervenir à l'intérieur du PCF, mais ils essayaient de le faire à l'intérieur de la CGT. Ils ne critiquaient jamais publiquement, vis-à-vis de l'ensemble des travailleurs, la politique de cette dernière, ce qui revenait à ne jamais critiquer publiquement la politique du PCF.

Bien sûr, *La Vérité*, l'organe politique du PCI, publiait des articles critiques, mais *La Vérité* n'avait qu'une diffusion restreinte et ces critiques ne touchaient qu'un milieu très réduit de travailleurs.

Barta disait au contraire qu'il fallait s'adresser à l'ensemble des travailleurs, à tous ceux qui subissaient l'exploitation, ceux qui étaient à la CGT ou n'y étaient pas, ceux qui étaient au PCF ou n'y étaient pas. Il fallait absolument critiquer, devant tous, la politique du PCF au gouvernement, sa politique sociale, sa politique qui empêchait les travailleurs de réagir.

En effet, le PCF à cette époque était non seulement au gouvernement, mais il était l'allié objectif de la droite de ce gouvernement, c'est-à-dire de De Gaulle et de la bourgeoisie. Il exerçait une pression énorme, par l'intermédiaire des délégués et des militants syndicalistes, sur les travailleurs pour augmenter la production, supprimer l'absentéisme, ne rien revendiquer afin de ne pas entraver la reconstruction, et cela non seulement dans les entreprises nationalisées mais dans toutes les entreprises privées.

Les travailleurs retrouvèrent les anciens contremaîtres, ce qui n'était pas toujours grave, mais, à côté

d'eux, de nouveaux contremaîtres en la personne des militants du PCF.

On ne peut imaginer aujourd'hui la chape de plomb qui pesait sur les travailleurs dans les entreprises à cette époque. Il fallait « produire d'abord, revendiquer ensuite ». Le défilé du 1er mai 1945 fut un carnaval où se succédèrent sans fin des chars montrant les ouvriers au travail, tapant sur des enclumes aux accents de *La Marseillaise* et parmi une floraison de drapeaux tricolores. La grève y était condamnée comme étant « l'arme des trusts ». Les murs du métro étaient couverts d'affiches de la CGT : « Retroussons nos manches, ça ira encore mieux. » Mais les prix ne cessaient d'augmenter.

L'analyse de Barta après 1945 était que le PCF allait forcément entrer en conflit avec la classe ouvrière parce qu'il était devenu un auxiliaire du pouvoir. Pour relever son économie et retrouver ses profits, la bourgeoisie avait besoin d'exploiter à mort les travailleurs. Donc, ça allait forcément exploser. Les délégués CGT et les membres du PCF n'allaient pas pouvoir éternellement jouer les gardes-chiourmes dans les entreprises.

C.B. : *Pourriez-vous m'en dire un peu plus sur ce groupe minuscule qu'animait David Korner ? Vous étiez tous très jeunes ?*

R.B. : J'avais seize ans. J'étais le plus jeune. Les autres avaient à peu près l'âge de Pierre Bois : vingt-deux ans en 1944, et les plus âgés, comme Barta, trente ans.

C.B. : *Qui était Barta ? Comment se comportait-il au quotidien ?*

R.B. : Je peux vous dire qu'il m'a beaucoup impressionné. Il savait décortiquer les événements, les textes et les éclaircir. Par exemple pendant toute cette période, entre 1944 et 1945, je lisais tout autant l'organe du PCI, *La Vérité*, que notre journal, *La Lutte de classes*, et je dois avouer que je ne voyais pas vraiment les différences. Mais lorsqu'on discutait avec Barta, tout devenait clair et les différences sautaient aux yeux.

C.B. : *Il était le chef indiscutable ?*

R.B. : « Chef » n'est pas le mot que j'emploierais. C'était plutôt le dirigeant indiscuté. Nous discutions pour comprendre, certes, mais nous n'avions ni le besoin ni les capacités de critiquer ce qu'il affirmait : il était le plus âgé, le plus expérimenté, celui qui avait, de très loin, une culture et une stature politiques supérieures aux autres. C'est par ces capacités qu'il rencontrait l'acquiescement de tous. Il savait en tout cas convaincre les quelques militants que nous étions. De plus, pour nous il n'était pas le seul dirigeant. Il y avait à ses côtés sa compagne, une camarade que nous appelions Irène, cultivée, compétente et qui, réellement, faisait fonctionner le groupe. La première fois que j'ai rencontré Barta, c'était juste après la Libération. Je ne savais pas qu'il était le principal dirigeant. Je voyais seulement qu'il était plus vieux que Mathieu Bucholz et Pierre Bois.

C.B. : *Il incarnait une certaine autorité. Possédait-il un charisme particulier ? Avait-il des talents d'orateur ? Prenait-il la parole dans les meetings publics ?*

R.B. : Autorité, oui ! Talents d'orateur, je ne sais pas, je n'ai jamais eu l'occasion de l'entendre car l'époque ne se prêtait guère à des meetings. Quant au charisme, sûrement pas, son crédit ne reposait absolument pas sur un quelconque ascendant ou sur une fascination. Son autorité et son crédit reposaient sur ses qualités intellectuelles, que nous étions fort capables d'apprécier.

Sous l'Occupation, personne ne tenait de meeting public. La guerre ne s'est terminée qu'en mai 1945, huit mois après la Libération de Paris, et il nous était difficile de tenir meeting pour dire ce que nous avions à dire. Et même plus tard, en 1946, pour organiser une réunion publique, il fallait une audience que nous étions, à quinze ou vingt, bien incapables de rassembler, d'autant que le PCF utilisait la violence. Le PCI, bien plus fort, l'a fait, mais ses meetings étaient souvent attaqués et dispersés par le PCF.

C.B. : *En dépit de votre petit nombre, étiez-vous déjà très structurés ?*

R.B. : Si vous voulez parler d'une hiérarchie de responsables, pas du tout ! On ne peut, et ce serait ridicule, à une douzaine, avoir de telles structures. Nous étions seulement organisés en deux, peut-être trois cellules, je ne sais plus. Barta participait à une cellule. Irène à une autre. Il y avait en quelque sorte une direction politique dans chaque cellule.

C.B. : *Il y avait des débats internes, des courants ?*

R.B. : Des discussions oui, mais des courants, à douze, cela n'a pas de sens. Je sais bien que l'on s'est longtemps moqué des trotskistes en disant qu'à deux ils faisaient un parti et à trois une scission, mais nous étions trop peu nombreux pour que des courants existent et, en outre, nous étions très jeunes et pas prétentieux du tout. Nous écoutions, nous essayions de comprendre et d'apprendre.

C.B. : *Vous ne doutiez jamais ? Vous n'étiez pas tentés par les autres organisations, les autres courants ?*

R.B. : Vers la fin de la guerre, il y avait une grande effervescence politique. Chacun sortait de son trou. J'ai rencontré des gens de tous les bords. J'étais extrêmement curieux. Je suis allé à la permanence de la Fédération anarchiste pour prendre contact. Même chose au PCI. J'ai eu des discussions suivies avec des camarades du PCI pendant les années 1945 et 1946. On tentait mutuellement de se convaincre. Nous avions tous largement la possibilité de faire nos armes politiques en confrontant nos idées les uns aux autres.

C.B. : *Pourquoi le groupe Lutte de classes décide-t-il, en 1944, de se nommer Union communiste ?*

R.B. : Quand Barta a commencé à publier *La Lutte de classes*, en 1942, le premier numéro du journal clandestin portait en sous-titre « Organe communiste – IV^e^ Internationale ».

À partir du numéro 3, *La Lutte de classes* est devenu l'organe du « Groupe communiste-IV^e^ Internationale » et le resta jusqu'au numéro 36, en date du 19 septembre

1944, juste après la Libération de Paris. Mais dès le numéro suivant, en date du 10 octobre 1944, on a vu apparaître « Union communiste-IV[e] Internationale ».

En réalité, à ce moment, le groupe a changé de nom pour une raison politique. « Groupe communiste », cela convenait pendant l'Occupation mais, après, cela évoquait trop un groupe fermé, pas du tout ouvert à l'extérieur. Barta a préféré nous rebaptiser en « Union communiste ». Il ne voulait pas utiliser le terme de « parti », car pour s'appeler « parti » il fallait, selon lui, le mériter. Il fallait avoir une direction politique qualifiée et un nombre suffisant de militants pour être réellement en relation avec la classe ouvrière ou les autres classes exploitées, tout connaître de leurs sentiments, de leurs réactions devant les événements politiques et sociaux.

C'est une conception qui nous est restée. On ne s'appelle pas « parti » et encore moins « Internationale » lorsque cela n'existe que sur le papier.

Je rappelle qu'entre nous ou vis-à-vis des autres, nous ne nous appelions ni « groupe Barta » évidemment, ni Groupe ni Union communiste, mais plus simplement groupe « Lutte de classes ». C'est également ainsi que le PCI et quelques autres nous appelaient.

C.B. : *Vous vous faisiez connaître par votre journal. C'est encore le cas aujourd'hui. Dans les mois qui ont suivi la guerre, l'Union communiste s'est-elle étoffée ?*

R.B. : Oui, mais très peu. Nous avons peut-être doublé nos effectifs, mais dix multiplié par deux, c'est presque comme zéro multiplié par deux, c'est toujours

zéro. La liberté était plus ou moins revenue (je rappelle que nous étions, jusqu'à mai 1945, en état de guerre), mais les staliniens nous pourchassaient et le PCF disposait d'une force militante énorme.

Nous avons dû, assez longtemps, prendre des précautions.

Pour qu'un journal soit légalisé, il fallait prouver, ou au moins déclarer sur l'honneur, qu'on avait eu une « attitude patriotique » durant l'occupation. Le PCI, pour légaliser *La Vérité*, a accepté. Barta s'est refusé à une telle déclaration et Lutte de classes n'est donc pas devenue officiellement légale. Dès lors, le journal s'est maintenu dans la clandestinité, mais une clandestinité très relative.

C.B. : *À quel moment êtes-vous sortis de la clandestinité ?*

R.B. : Il n'y a pas eu un « avant » et un « après ». Nous en sommes sortis de fait, progressivement et naturellement, lorsqu'il y a eu le nom et l'adresse de Jacques Ramboz dans le journal.

C.B. : *À la naissance de l'Union communiste en 1944, qui composait le Bureau politique ?*

R.B. : C'est une question bien formelle. Union ou Groupe communiste, il n'y avait eu qu'un changement de nom et cela ne changeait rien pour nous. Nous n'étions guère plus nombreux et il n'y avait pas de Bureau politique. La direction politique, c'était Barta, Irène, et personne d'autre.

C.B. : *Et vous ? En quoi consistait votre engagement ?*

R.B. : J'essayais de recruter des jeunes, et en particulier des jeunes communistes dans mon milieu.

En 1945, nous avions réussi à créer deux ou trois cellules. J'étais dans une cellule rattachée à des militants qui travaillaient chez Gnome et Rhône, une usine fabriquant des moteurs d'avions, l'ancêtre de la Snecma. On diffusait des tracts et on essayait de vendre *La Lutte de classes* à la porte de l'entreprise. Les staliniens étaient extrêmement nombreux. Ils nous traitaient de fascistes, de nazis, de miliciens. Au départ, nous effectuions nos diffusions de tracts, un peu à la façon dont le PC le faisait pendant l'Occupation. On venait très tôt et on éparpillait nos tracts par terre. Il y avait une passerelle qui enjambait, du métro à l'usine, le boulevard Kellerman. On y répandait nos tracts pliés en quatre pour qu'ils soient aisément ramassables. Un jour, un jeune camarade, ex-JC qu'on venait de gagner, est arrivé en retard. Mais il était interdit de rater une diffusion. Et comme les ouvriers commençaient à débouler du métro, il s'est mis à les donner de la main à la main. Il ne s'est pas fait casser la figure. À partir de ce moment, on a diffusé nos tracts de la main à la main. Mais les staliniens ont fini par se réveiller. Chaque fois que nous venions à la porte de l'usine, nous étions reçus par un comité d'accueil. Mais on a fini par gagner, à l'usure.

C.B. : *Qui composait le comité d'accueil ?*

R.B. : Eh bien, des militants du PCF ! Ils nous traitaient de fascistes. Ils essayaient de nous arracher nos

tracts, de nous chasser. On se défendait comme on pouvait. On revenait encore. On démontrait aux travailleurs que c'était nous les agressés, et non les agresseurs. On amenait rarement des renforts, limités à deux ou trois camarades en plus, car nous ne voulions pas avoir l'air de provoquer. Barta nous enseignait que les véritables cogneurs n'étaient jamais qu'une petite minorité, les autres se tenant à l'écart. Il fallait se défendre précisément contre les cogneurs, dans ce cas les autres n'attaquaient plus et bien vite nous avions la sympathie des travailleurs, et les militants du PCF ne pouvaient plus s'opposer à nous par la violence.

C.B. : *Lutte ouvrière est aujourd'hui un groupe qui se caractérise par une certaine retenue. Vous ne clamez jamais victoire prématurément, même lorsque vos candidats recueillent des scores importants. Ce relatif pessimisme s'inscrit-il dans la continuité du message de Barta ?*

R.B. : Ce n'est pas du pessimisme, même relatif. Cela veut être une juste appréciation des événements et des forces en présence. Ni pessimisme comme vous dites, ni bluff pour faire croire à ce qu'on n'est pas. Barta, en paraphrasant Lénine, disait : « Seule la vérité est révolutionnaire. » Il ne se faisait pas d'illusions et il nous demandait de n'en nourrir aucune. Jamais il n'a surestimé une situation. Il avait souvent à la bouche l'exemple de l'insurrection allemande de 1923, déclenchée par le PC allemand sous les ordres de l'Internationale communiste, et qui fut massacrée parce que décidée bureaucratiquement, trop tard, alors que la

5.

La grève chez Renault

CHRISTOPHE BOURSEILLER : *À la fin des années 1940, la Régie Renault à Boulogne-Billancourt devient assez vite un « bastion » du groupe Barta. Comment expliquez-vous cette pénétration ?*

ROBERT BARCIA : Il ne faut rien exagérer. À aucun moment Billancourt n'a été un « bastion » du groupe Barta, si l'on excepte les semaines pendant lesquelles a duré la grève en 1947. De plus, c'était alors plutôt un bastion des travailleurs en grève. Pierre Bois assurait la direction de la grève sur le terrain, et Barta les orientations politiques de cette dernière.

Pour comprendre cette grève, il faut rappeler que, depuis la fin de la guerre, la situation de la classe ouvrière s'était aggravée constamment. La ration de pain, de 350 grammes par jour et par personne – car c'était encore le rationnement –, tomba en 1946 à 250 grammes. L'inflation tournait autour de 50 % par an et les salaires ne suivaient pas. De l'indice 100 en 1944, à la Libération, le pouvoir d'achat tomba à 67 en octobre 1946 et baissa encore en 1947.

Plusieurs ministres communistes étaient au gouvernement et la CGT était la courroie de transmission

des volontés du gouvernement au sein de la classe ouvrière. De Gaulle rendra, dans ses Mémoires, un hommage indirect au PCF en écrivant que, tant qu'il a gouverné, il n'y a pas eu une seule grève.

En 1946, les dépenses militaires représentent 43 % du budget de l'État. La direction du PCF proclame inlassablement qu'il faut « produire d'abord, revendiquer ensuite ». L'appareil de la CGT appelle toujours à « retrousser nos manches », dénonce les « tire-au-flanc » et remplit le rôle d'une maîtrise *bis*. Il muselle les revendications, brise les tentatives de grève, y compris en s'y opposant physiquement.

Un certain nombre de grèves éclatent spontanément, à Nantes, à Dijon, à Bordeaux, à Saint-Nazaire, puis chez les postiers, ou bien sous la direction de sections locales de la CGT. Mais ces grèves ne durent pas, l'appareil s'emploie immédiatement à les stopper. Les semaines de travail de 50 à 60 heures, avec samedis travaillés, sont la norme, comme chez Renault.

Début 1946, une grève des rotativistes de presse éclate. Le ministre communiste du Travail, Ambroise Croizat, calomnie les grévistes.

Pour décrire la politique du PCF, je ne peux faire mieux que vous citer un discours prononcé par Maurice Thorez à Waziers, dans le département du Nord, le 22 juillet 1945 : « Je dois vous dire, camarades, que je ne suis pas tout à fait convaincu des raisons qu'on donne pour justifier les absences au travail... On fait tort à ses camarades et pour quelles raisons ? Parfois pour une égratignure. Je dis que c'est un scandale... c'est de l'anarchie, de l'encouragement à la paresse.

Voici un autre cas : on m'a signalé l'autre jour que dans les puits de l'Escarpelle une quinzaine de jeunes gens, des galibots, ont demandé de partir à six heures pour aller au bal. Je dis que c'est un scandale, inadmissible, impossible... Je le dis en toute responsabilité, il est impossible d'approuver la moindre grève. »

Notre camarade Pierre Bois est entré en mai 1946 à la Régie Renault. Il fut affecté au département 6, qui fabriquait principalement des pignons, c'est-à-dire des engrenages. Ce département faisait partie, avec le département 18, de ce qu'on appelait chez Renault le « secteur Collas ». Dans *L'Humanité* du 28 août 1946, le secrétaire général de la CGT, Benoît Frachon, demandait « de faire échec à toutes les tentatives des excitateurs pour qui les revendications ne sont qu'un prétexte ». En janvier 1947, nouvelle grève dans la presse, suivie de celle des ouvriers du Livre, en mars-avril.

C'est dans ce contexte que fut déclenchée la grève de l'usine Renault de Billancourt, en avril-mai 1947, qui eut une importance considérable dans cet après-guerre, en particulier parce qu'elle fit chasser les ministres communistes du gouvernement.

La CGT et le PCF essayèrent d'empêcher la grève mais ils ne purent le faire. Ils savaient cependant que s'ils se coupaient complètement des travailleurs, ils n'auraient plus aucune utilité pour la bourgeoisie, donc au gouvernement. En fait, écartelé, le PCF choisit, au moins en parole, de soutenir la grève publiquement, mais dans le même temps la CGT s'efforçait par tous les moyens de faire reprendre le travail.

Paul Ramadier, président du Conseil, c'est-à-dire chef du gouvernement, posa ce qu'on appelait la

« question de confiance » sur la politique salariale, que les députés du PCF ne pensèrent pas possible de voter étant donné la situation. Ils ne pensaient certainement pas que cela allait obliger les ministres communistes à quitter le gouvernement, mais Auriol, par un décret du 5 mai 1947, les en chassa.

C'est ainsi que *France Dimanche* titra, le 11 mai 1947 : « Un petit ouvrier de vingt-cinq ans a forcé Auriol à " révoquer " Thorez. »

C.B. : *Ce petit ouvrier, c'était donc Pierre Bois. Comment la grève fut-elle déclenchée ?*

R.B. : Entre son arrivée au département 6 en mai 1946 et avril 1947, Pierre Bois s'efforça d'inciter les travailleurs à se défendre eux-mêmes, sans compter sur les délégués et même contre eux s'il le fallait. Les ouvriers étaient en partie payés au rendement. Bien souvent les machines, usées, ne permettaient pas de tenir les temps et, comme on disait alors, ils étaient « coulés »... et la paie aussi. Pierre Bois imposa la révision de sa machine et le rattrapage de son salaire. Autre exemple : dans tous les ateliers, les toits étaient des sheds, c'est-à-dire des toits en dents de scie dont des versants étaient vitrés et les autres recouverts de tuiles. En été, le soleil s'ajoutant à la chaleur de l'atelier, aux vapeurs d'huile chaude, l'atmosphère devenait intenable. Dès le mois de février, avec un certain nombre de travailleurs, Bois demanda qu'on peigne en blanc les vitres en prévision de l'été. La revendication avait été déposée. La direction étudiait la question mais au mois de juillet rien n'avait été fait. Alors

Bois dit aux travailleurs autour de lui : « Puisqu'ils ne bougent pas, on va agir. » Et avec deux ou trois camarades, ils montèrent sur le toit et enlevèrent les tuiles d'un côté du shed. Ce fut évidemment un scandale, mais très vite les peintres sont arrivés car la maîtrise eut peur qu'en cas d'orage il pleuve sur les machines.

Il faut dire que, dans cet atelier, il n'y avait pratiquement que des ouvriers spécialisés [1], c'est-à-dire la catégorie au plus bas de l'échelle et tous n'étaient pas des ouvriers d'usine d'origine. L'un était un ancien représentant en vins, un autre avait travaillé dans l'hôtellerie, un autre était coiffeur, un autre encore boulanger... La plupart n'avaient aucune intention d'avoir à vie, dans le dos, le losange Renault. Ils revenaient des camps de prisonniers, ils devaient faire d'urgence bouillir la marmite et, avant de retrouver quelque chose de mieux, ils étaient entrés chez Renault.

Notre groupe publiait *La Lutte de classes*, ainsi qu'un journal présenté comme un journal d'opposition syndicale au sein de la CGT, *La Voix des travailleurs*. Il éditait aussi des tracts ponctuels, sur différents sujets.

Le 13 février 1947, le groupe publia le premier numéro de *La Voix des travailleurs de chez Renault*, hebdomadaire, bien entendu diffusé discrètement de la main à la main ou vendu à la porte. Renault était nationalisé depuis fin 1944 et son P.-D.G., Lefaucheux, appartenait au PCF.

1. On les appelait ainsi parce que, contrairement aux manœuvres, ils travaillaient sur des machines, sur lesquelles ils n'avaient aucun geste qualifié à faire, uniquement des réglages.

Comme partout, l'appareil de la CGT se comportait en police auxiliaire de la production, s'activant sans cesse sur le dos des ouvriers. En 1945, un de nos camarades avait déjà tenté une activité revendicative aux Fonderies mais, suite à la distribution d'un tract dénonçant la diminution des rations à la cantine, des délégués CGT l'avaient traîné à la direction, qui l'avait licencié sur-le-champ.

Depuis, la situation avait mûri et le mécontentement montait. En janvier 1947, la CGT claironna avoir obtenu 2 francs de l'heure de prime progressive de production, qui était hiérarchisée, ce qui provoqua surtout l'indignation. Au département 6, Pierre Bois et les quelques militants de l'UC de l'usine, réunis avec des ouvriers, firent circuler une pétition contre la prime en question. Ils recueillirent 850 signatures sur 1 200 travailleurs.

En un an, la production avait bondi de 150 %, mais les salaires n'avaient augmenté que de 22 % tandis que les prix avaient grimpé de 60 %.

À l'usine, les camarades de l'UC organisèrent des réunions (fort discrètes étant donné la chasse à laquelle se livrait l'appareil stalinien), mais regroupant quand même 10, 12 puis 15 ouvriers. Il existait dans l'usine des représentants d'autres petites organisations, mais elles ne firent pas grand-chose et avaient moins d'influence que les militants de l'UC. Ces derniers ont été les seuls à faire de l'agitation sur les 10 francs d'augmentation de l'heure, un chiffre qui était celui proposé au Bureau confédéral de la CGT (mais qui n'avait rien organisé pour les obtenir). Les autres groupes n'avaient aucune activité de ce type, si

l'on excepte la Confédération nationale du travail (syndicat d'obédience anarchiste) qui avait collé des papillons sur lesquels le mot « Grève ! » était inscrit en caractères de plus en plus gros, sans autre explication.

Mi-mars, des ouvriers d'un atelier voisin ayant débrayé, Bois et ses camarades tentèrent d'étendre la grève à leur secteur. Les grévistes se réunirent en un meeting de 500 à 600 participants, mais les délégués réussirent à faire reprendre le travail.

Le groupe de l'UC, avec d'autres travailleurs, organisa la signature d'une pétition réclamant 10 francs de l'heure. Partout où la pétition circulait, elle recueillit un grand nombre de signatures. Mais la CGT subtilisa les listes de signatures, les ouvriers réclamèrent un autre moyen de lutte : la grève. Le 17 avril 1947, les militants de l'UC et les travailleurs à l'origine de la pétition organisèrent un meeting à la sortie de la cantine. À ce meeting, Pierre Bois appela à la grève, sans masquer les difficultés d'une telle lutte, en rappelant que les dirigeants de la CGT s'y opposeraient au maximum. Après discussion, il fit voter sur le principe de la grève puis sur l'élection d'un comité de grève. Ce comité de onze membres annonça qu'il allait déposer les revendications à la direction – laquelle ne répondit évidemment pas.

Le 23 avril, le comité de grève tint un meeting devant 700 travailleurs, pour rendre compte de sa délégation et proposer de voter à nouveau sur la grève qui fut décidée à une écrasante majorité. Puis, par souci démocratique, il invita la CGT à donner son point de vue. Ses représentants se firent huer. Un

second vote donna mandat au comité pour déclencher la grève au moment le plus opportun.

Ayant constaté que le travail reprenait, la direction, le PCF et la CGT crurent l'affaire enterrée. Le soir même, le comité se réunit discrètement pour décider que la grève débuterait le surlendemain, après la paie qui, à l'époque, se faisait en liquide, tous les quinze jours, ce qui assurait une quinzaine tranquille aux travailleurs. Et cela en tenant la date secrète pour profiter de l'effet de surprise.

Chacun des membres du comité se chargea de trouver cinq ouvriers de confiance pour le matin du jour prévu, en ne leur parlant que d'une répétition. En attendant, le comité vérifia comment contrôler les secteurs clés et couper la haute tension pour que ni la direction ni la CGT ne puisse relancer les machines.

Le jour dit, le vendredi 25 avril, au petit matin, les piquets distribuèrent un court tract titré « ordre de grève ». Il rappelait les revendications et la composition du comité de grève. À 8 heures, en assemblée, Bois demanda aux présents de confirmer leur choix et à ceux qui refusaient la grève de se déplacer à droite. N'y allèrent que les délégués et les membres du PCF ! La grève était totale aux départements 6 et 18, c'est-à-dire tout le secteur Collas. Des groupes de grévistes se répandirent dans d'autres ateliers pour appeler à l'élargissement du mouvement. Les débrayages se succédèrent alors. À midi, sur la place Nationale devant l'usine, le secrétaire du syndicat CGT harangua les travailleurs en déclarant : « Ce matin, une bande d'anarcho-hitléro-trotskistes a voulu faire sauter l'usine. » Cela provoqua l'étonnement et plus

souvent l'indignation. Le week-end se passa à occuper les deux secteurs en grève et, le lundi, le comité appela à un meeting place Nationale à midi. Avec au moins trois mille travailleurs grévistes, le meeting fut un succès. D'autant plus que le PCF, qui avait amené des voitures sono pour saboter le meeting, en fut pour ses frais, car le comité de grève avait un matériel de sonorisation bien plus puissant.

Le comité de grève fut ensuite submergé par des délégations de travailleurs de toute l'usine, y compris des départements entiers ayant cessé le travail. Le soir du 28 avril, dix mille travailleurs étaient en grève. Le lendemain, ils furent douze mille. Le comité de grève du secteur Collas, rejoint par d'autres secteurs et départements, devint l'âme et l'organisateur d'un mouvement engageant des milliers de grévistes. De fait, il agit comme un comité central de grève, à l'échelle de tout Renault qui était alors la plus grande entreprise métallurgique de la région parisienne.

Le 1er mai, lors du défilé, le comité de grève diffusa un tract, tiré gratuitement à cent mille exemplaires par des ouvriers de la presse, qu'il distribua le long du cortège, malgré des accrochages souvent violents avec le service d'ordre cégétiste qui s'en prenait aux diffuseurs. Le lendemain, le comité envoya de nombreuses délégations aux portes d'autres entreprises pour appeler leurs salariés à la lutte. Chez Renault même, la CGT organisa une consultation sur la grève : il y eut plus de vingt et un mille votants. Une bonne majorité ayant décidé la poursuite de la grève, la CGT dut s'incliner, mais elle multiplia les consultations associant cadres et non-grévistes, jusqu'à obtenir

un vote de reprise, qui ne se produisit cependant que le 9 mai. La CGT obtint, enfin, une majorité des 3/5 pour la reprise, après avoir annoncé une augmentation de la prime de production. Mais le secteur Collas, d'où était partie la grève, continua la lutte. Le 12, le jour où les autres secteurs reprirent le travail, une collecte fut organisée dans l'usine. Elle rapporta cinquante mille francs aux grévistes, preuve que les travailleurs du reste de l'usine les soutenaient. Le 16 mai, la direction céda, pas sur les dix francs, mais sur le paiement des jours de grève pour tous.

Les grévistes décidèrent de ne reprendre le travail que le 19, par principe, pour montrer qu'ils reprenaient la tête haute. Ils étaient loin d'être déçus. Avec les indemnisations des jours de grève (mille six cents francs pour tous les grévistes, plus une avance de neuf cents francs), leurs camarades des autres secteurs n'avaient pas vraiment perdu d'argent. Quant à eux, s'ils avaient perdu un peu plus d'argent, cela fut compensé par les collectes. Mais, surtout, les grévistes avaient le sentiment d'avoir vaincu les obstacles, d'avoir fait céder la direction malgré l'hostilité ouverte de la CGT et du PCF. Ils avaient réussi à s'adresser à tous leurs camarades de Billancourt et su les entraîner. Ils avaient su aussi aller devant d'autres entreprises, en y rencontrant la solidarité de travailleurs qui se mettaient parfois en grève après leur passage. Et il n'y a pas que sur le plan de l'organisation de la solidarité (auprès des commerçants, des ouvriers d'autres usines) et de la répartition de ses fruits entre les grévistes que les travailleurs, des ouvriers du rang, syndiqués ou non, avaient pris les choses en main :

c'est leur propre grève qu'ils avaient organisée, menée et dirigée démocratiquement, d'un bout à l'autre.

Cette grève a joui d'une énorme sympathie dans toute la classe ouvrière, qui s'exprima, entre autres, sous forme de dons, de collectes, à tel point que même la CGT se sentit obligée de verser un million aux grévistes et son organe, *La Vie ouvrière*, cent mille francs. Quant à celui de la SFIO socialiste, *Le Populaire*, il collecta un million, ce qui fit que le président du Conseil – membre de la SFIO – lui reprocha de soutenir la grève ! Celle-ci avait en effet ouvert la voie et, dès les premiers jours de mai 1947, les travailleurs de nombreuses entreprises – usine Beghin, Messageries laitières, pêcheurs de Saint-Malo, sidérurgistes de Saint-Dizier, mineurs d'Hénin-Liétard et d'Armentières, ouvriers du Livre du Puy, ensemble des travailleurs de Montluçon et bien d'autres – se lancèrent dans l'action.

Pendant la grève, certains des organisateurs les plus actifs s'étaient rapprochés du groupe de l'UC. Quelques-uns y avaient ensuite adhéré. Une fois la grève terminée, d'autres, bien plus nombreux, sans être prêts à franchir le pas pour rejoindre une organisation révolutionnaire, attendaient d'elle qu'elle propose de maintenir les liens collectifs forgés dans la grève. Pour les militants trotskistes qu'étaient Pierre Bois et ses camarades, l'idéal était de le faire au sein de la CGT, syndicat largement majoritaire et de loin le plus influent dans la classe ouvrière. Mais, dans le secteur Collas, la direction de la CGT refusait de reconnaître la section CGT locale tenue par les animateurs de la

grève. D'autre part, de nombreux travailleurs du secteur Collas et d'ailleurs ne voulaient plus rester à la CGT (en 1947, elle perdit 50 % de ses cotisants). Combattre au sein de la CGT aurait été possible et nécessaire en période de grande mobilisation des travailleurs, mais c'était voué à l'échec alors que l'enthousiasme retombait. En outre, rester à la CGT privait les militants, même s'ils représentaient l'immense majorité de leurs camarades de travail, de toute possibilité d'expression, ne serait-ce que du fait de la discipline syndicale.

Les militants de l'UC, opposés par principe aux syndicats indépendants, hésitèrent beaucoup. Barta et Pierre Bois allèrent voir Pierre Monatte, un vieux militant syndicaliste révolutionnaire, qui leur conseilla de ne pas hésiter à créer un syndicat. Finalement, ils penchèrent vers un tel choix, d'autant que les militants du comité de grève et les ouvriers actifs dans la grève étaient pour. Ces derniers décidèrent donc la création d'un syndicat, le SDR, Syndicat démocratique Renault.

Le SDR, qui comptait quatre cent six syndiqués en septembre 1947, organisa jusqu'à plusieurs centaines de travailleurs.

En juin 1947, n'étant pas reconnu, il ne put présenter de candidats aux élections de délégués du personnel. En effet, la loi Ambroise Croizat (le ministre PCF du Travail) accordait un monopole en la matière aux seules organisations syndicales reconnues « représentatives ». À ces élections de délégués de 1947, l'abstention avait quasi doublé par rapport à celles de 1946, atteignant 31,41 %. La CGT perdit en outre

près de 15 % de ses voix. En 1948, la direction refusait toujours au SDR le droit de présenter des candidats. En juin 1949, le SDR put enfin se présenter après des mois et des mois de batailles juridiques, de sanctions et de menaces contre ses militants de la part de la direction.

Pierre Bois fut mis à pied sans solde en octobre 1947 et, dans la foulée, la direction entama une procédure de licenciement – qui se termina heureusement par un échec – contre lui et contre d'autres militants, Yvon Adelle, Jacques Pasquier, Julien Jacquet, Marcel Nouet, Pierre Faynsilberg, mais, peu avant les élections de 1949, un autre militant du SDR, Schwartzmann, lui, fut licencié.

Entre-temps, depuis la grève, la situation internationale avait changé. C'était le début du plan Marshall et en réplique, l'URSS annonça, le 5 octobre 1947, qu'elle avait créé un bureau de liaison entre les différents partis communistes européens, le Kominform, réplique édulcorée du Komintern. Le PCF, représenté par Duclos, fut sommé à cette réunion de faire son autocritique pour son attitude conciliante en 1944 – détail tragi-comique, le procureur fut Tito. Thorez la fera fin octobre 1948, devant le Comité central du PCF. Pourtant, c'était bien sous les ordres de Staline que le PCF avait agi ainsi, mais cela ne faisait rien. Le dictateur russe n'était pas à la condamnation d'un innocent près.

La situation sociale avait bien changé aussi.

Chassé du gouvernement en mai 1947, le PCF voulut faire payer son éviction et aussi soutenir l'URSS en ce début de guerre froide ; en même temps, il eut

les mains plus libres pour se lancer dans une politique « radicale » sur le terrain des luttes. Aux yeux des travailleurs, il cessa d'apparaître comme s'opposant aux grèves, au contraire.

Dès le mois de juin 1947, des grèves et des émeutes se succédèrent : grève des transports en commun, des fonctionnaires, des banques. En août, la ration de pain fut réduite à 200 grammes par jour (elle était de 275 grammes en janvier 1942 pendant l'Occupation, en pleine guerre). Les problèmes de ravitaillement provoquèrent la grève chez Berliet, puis chez Michelin et des émeutes à Alençon. En septembre 1947, à Verdun, des manifestants s'opposèrent au passage de deux péniches chargées de sucre à destination de l'Allemagne. En octobre, nouvelle grève des transports parisiens. En novembre, grève des transports à Marseille, de violents incidents avec la police firent un mort. Il en ira de même durant les années 1948 et 1949 où le PCF participa à tous ces mouvements et en particulier à la grève des mineurs du Nord, qui s'étendit au Centre et à l'Est après avoir débuté le 4 octobre 1948. Le gouvernement réquisitionna sans succès le personnel des Houillères, et le ministre de l'Intérieur, le socialiste Jules Moch, fit occuper houillères et cokeries par six mille CRS. Le 11 octobre, pour venir à bout des mineurs, le gouvernement envoya l'armée et rappela les réservistes. Des scènes de guerre eurent lieu un peu partout, et la « reconquête » des corons et des carreaux de mine fit deux morts par balles. Le travail ne reprit que le 2 novembre mais la grève se solda par deux mille licenciements.

Ce n'était pas la seule grève. Et dans tous ces conflits, le PCF et la CGT étaient en première ligne,

même lorsqu'ils ne faisaient pas tout ce qu'il fallait pour unifier les luttes dispersées afin d'obliger le gouvernement à céder.

C'est dire qu'en 1949, deux ans après la grève Renault de 1947, quand le SDR obtint enfin le droit de présenter des candidats, le PC et la CGT avaient regagné du crédit, au moins relatif. La grève de 1947 était en grande partie oubliée, d'autant que pas mal de travailleurs avaient quitté l'entreprise.

En juin 1949, aux élections de délégués du personnel (collège ouvrier), le SDR ayant enfin été reconnu représentatif, sur 26 700 inscrits pour toute l'usine et 22 674 votants, la CGT obtint 17 368 voix, FO 2 032, la CFTC 1 485, le SDR 1 283. Le SDR eut 7 élus (3 titulaires et 4 suppléants), dont Pierre Bois. La CGT, qui avait voulu l'écarter de toute activité syndicale, fut obligée de siéger avec lui et d'accepter la présence des délégués du SDR. Pour autant, elle n'a jamais cessé ses calomnies. En septembre 1947, *L'Acier*, journal du PCF Renault, publia un article sur le secteur Collas intitulé « Canailles ! » où on lisait : « Le Syndicat démocratique, de triste mémoire, n'est plus réduit qu'à sa plus simple expression. Mais P. Bois tend à continuer d'une autre façon sa besogne de vil stipendié. Il déverse sa bave de fourbe, il injurie (...) ! Pauvre " mannequin " ! » Peu après, un tract CGT laissait entendre qu'il serait aidé par la direction puisque, à en croire la CGT, il se serait déplacé « en toute liberté dans divers ateliers ».

Mais, du fait de son implantation centrée surtout sur le secteur Collas – ce qui nuisait à son rayonnement dans le reste de l'usine – et plus encore du fait

que, juste après la grève, quand la sympathie des travailleurs fut acquise aux animateurs du comité de grève, le SDR n'avait pu la capitaliser faute d'être autorisé à présenter des délégués, l'influence du SDR resta limitée.

C.B. : *J'observe que, depuis le début, nous citons Pierre Bois. C'est son véritable nom. De même apparaît dans vos journaux le nom de Jacques Ramboz. La plupart des militants avancent pourtant affublés de pseudonymes.*

R.B. : « Affublés », c'est un terme bien curieux. Mais, même si nous avions à subir à la fois la répression patronale et celle de l'appareil du PCF, nos camarades apparaissaient sur leur lieu de travail sous leur véritable identité. Les pseudonymes n'étaient utilisés, comme encore aujourd'hui, qu'au sein de l'organisation.

En ce qui concerne Renault, un de nos camarades entré juste avant Pierre Bois avait été licencié pour avoir diffusé un tract. Les responsables du PCF quant à eux n'hésitaient pas à utiliser les menaces, voire les coups, c'est-à-dire des provocations pouvant conduire au licenciement. Mais je répète que, comme tous les autres militants trotskistes de cette époque, si les camarades n'étaient connus au sein de l'organisation que par un pseudonyme, dans leur milieu, c'est-à-dire sur leur lieu de travail, ils étaient connus sous leur véritable identité, même s'ils ne l'étaient pas toujours en tant que trotskistes. Pierre Bois était connu dans notre organisation sous le nom de « Vic », mais il était

Pierre Bois à l'usine depuis qu'il y était entré. Il ne faut pas confondre cette situation avec la « clandestinité » de l'Occupation où nombre de militants vivaient dans des « planques », sous une fausse identité, avec de faux papiers.

Lorsque, chez Renault, Pierre Bois dirigea le comité de grève, il devint évidemment, en plus, un homme très public. Quant à Ramboz, si son nom figurait sur certaines publications du groupe, c'est que d'une part il ne pouvait être licencié (il était travailleur indépendant), et d'autre part, les staliniens ne pouvaient pas grand-chose contre lui. On n'était plus à l'époque où ils pouvaient assassiner impunément les trotskistes.

C.B. : *Avez-vous joué à titre personnel un rôle quelconque dans le mouvement de grève de 1947 ?*

R.B. : Absolument pas ! Je n'étais même pas présent lors de sa préparation et de son déclenchement. J'étais hospitalisé depuis le début de l'année pour tuberculose en sanatorium, à Briscous dans les Basses-Pyrénées. En principe pour six mois. Mais il se trouve que je suis venu à Paris pour régler des problèmes de prise en charge par la Sécurité sociale juste au moment de la grève. Du coup, je ne suis reparti me soigner qu'au mois de mai, lorsque la grève fut terminée.

C.B. : *Vous avez donc participé à la grève, quoique de façon périphérique ?*

R.B. : J'ai aidé l'organisation du mieux que j'ai pu pour toutes les tâches extérieures, mais je n'ai absolument pas participé à la grève. Et encore moins à ses aspects les plus importants : sa préparation, sa conduite et les innombrables tâches qui se sont posées dans les semaines qui ont suivi.

Je n'ai repris ma place dans l'organisation qu'à l'automne 1947.

C.B. : *Qu'avez-vous ressenti, lorsque vous avez remis les pieds à Paris au beau milieu du conflit de Renault ?*

R.B. : J'ai rencontré des camarades qui m'ont expliqué la grève. Ils m'ont emmené à un meeting devant l'usine, place Nationale, où Pierre Bois prenait la parole devant une foule énorme. Cela m'a fait un choc... Il y avait au moins trois mille grévistes.

C.B. : *C'est quand même un sacré résultat, pour un groupe de dix-huit militants.*

R.B. : Oui. J'étais effaré. En arrivant et en entendant de loin la sono, j'ai cru que c'était les militants du PCF qui sabotaient le meeting. En réalité, ils essayèrent bien mais leur sono était trop faible par rapport à celle que les Jeunesses socialistes avaient prêtée au comité de grève. J'étais ému, retourné... Je n'osais y croire... Lors du 1er Mai qui suivit, les diffuseurs des tracts du comité de grève se sont fait méchamment casser la figure par les staliniens. J'étais là aussi.

C.B. : *Vous vous êtes fait souvent casser la figure ?*

R.B. : Quelquefois. Enfin, pas au point d'avoir des fractures. Mais j'ai été jeté à terre, avec quelques coups de pied.

C.B. : *La présence de Pierre Bois à la tête du comité de grève Renault a-t-elle eu un impact sur votre petite organisation ?*

R.B. : D'abord, à ce moment-là, nous avions plusieurs camarades dans l'usine, et tous élus au comité de grève.

D'autres travailleurs de Renault nous rejoignirent politiquement, mais très peu. Par contre beaucoup sont venus au SDR, qui a eu jusqu'à plusieurs centaines d'adhérents.

C.B. : *Mais le SDR n'avait rien de politique.*

R.B. : Nous ne sommes pas pour créer des syndicats révolutionnaires. Un syndicat a comme objectif de défendre les intérêts moraux et matériels des travailleurs. Et il doit regrouper sur cette base le maximum de travailleurs, quelles que soient leurs opinions politiques.

Le SDR s'est formé, comme tout syndicat, sur une base revendicative.

C.B. : *Il y avait un abîme entre le Syndicat démocratique Renault, qui était public, et la petite Union communiste, qui restait arrimée à une certaine clandestinité.*

R.B. : Ce mot n'est pas juste. Plutôt que « clandestinité », je dirais « discrétion ». Nous vivions à notre domicile. Nous n'utilisions pas de faux papiers. Nous travaillions et vivions dans notre milieu sous notre véritable identité. Pendant l'Occupation, certains militants étaient clandestins, mais là nous n'étions pas illégaux. Nous avions juste à protéger nos camarades de la répression patronale, des dénonciations des staliniens auprès des patrons, voire de représailles physiques ou morales envers nos camarades. Cela dans toutes les entreprises où ils pouvaient identifier un trotskiste.

Et, par ailleurs, tous les syndiqués au SDR ne se flattaient pas, publiquement, pour les mêmes raisons, d'avoir la carte de ce syndicat dans leur poche.

C.B. : *Discrets et disciplinés. Ce sont les deux traits qui me semblent caractériser l'Union communiste.*

R.B. : « Discrets », cela n'en était qu'un aspect, somme toute technique, partagé par les autres organisations, trotskistes ou autres. Quant à « disciplinés », il faut s'entendre, nous rejetions surtout l'amateurisme qui régnait au PCI. Mais nous n'étions pas et n'avions pas, et nous n'avons toujours pas, une organisation militaire.

Ce qui nous caractérisait, et encore aujourd'hui, ce sont nos orientations, nos choix politiques différents des autres groupes trotskistes.

C.B. : *À l'époque, vous éditiez, entre autres, un journal nommé* La Voix des travailleurs de Renault. *Dans*

le numéro du 18 juin 1947 et dans les suivants, je lis qu'on peut « adresser toute correspondance à Jean Bois ».

R.B. : C'est le frère de Pierre Bois. Celui qui avait été enlevé après lui. Il avait participé à la direction de la grève, au comité de grève, et il était normal que ce soit le nom d'un travailleur de Renault, membre du comité de grève et connu des autres travailleurs, qui figure sur un tel bulletin.

Au SDR, on trouve d'autres militants. Ils sont évidemment connus de leurs camarades de travail sous leur identité réelle. Schwartzmann, Faynsilberg, Michel Bucholz, le frère de Mathieu, Goudelin, Gustave Gelé, Jules Pichot et bien d'autres encore. Il y avait même, à la direction du SDR, une camarade du nom de Hardy, et c'était son nom véritable.

La grève de Renault a été une période d'enthousiasme. Et même après. Nous nous sentions pousser des ailes. Nous pensions que, parmi tous les adhérents du SDR, il était invraisemblable qu'il n'y en ait pas beaucoup qui, au bout d'un certain temps, passent du terrain strictement revendicatif au terrain politique.

Cette période d'après la grève fut faste. Mais à terme elle s'avéra décevante car l'Union communiste n'eut pas, sur le plan politique, militant, de renforts.

6.

La crise de l'Union communiste

CHRISTOPHE BOURSEILLER : *Est-il possible d'évoquer la crise de 1949, qui a provoqué l'éclatement de l'Union communiste ?*

ROBERT BARCIA : Bien sûr ! Il est vrai que, depuis l'été 1948, je n'étais plus membre de l'UC car j'avais démissionné par lassitude, et que je n'ai pas vécu cette crise et n'en ai donc pas de souvenirs personnels ; j'ai cependant eu bien des conversations avec les camarades qui venaient de la vivre et je possède de nombreux documents et témoignages écrits par ceux qui en furent les acteurs.

Au début de l'année 1947, l'Union communiste publiait deux périodiques. L'un était *La Lutte de classes*, son organe politique depuis 1942, l'autre était *La Voix des travailleurs*, publiée depuis novembre 1945 et qui devint, début 1947, *La Voix des travailleurs de chez Renault*. Cette dernière était, comme son nom l'indique, destinée à un public un peu différent de celui de *La Lutte de classes*, moins politisé peut-on dire.

C.B. : *Barta s'occupait entièrement de l'édition du journal ?*

R.B. : Oui, avec Irène il écrivait intégralement *La Lutte de classes* et même, en majeure partie, *La Voix des travailleurs*. À la mi-mai 1947, Barta cessa de faire paraître *La Lutte de classes*, le journal politique, étant donné les tâches énormes pendant les semaines qui suivirent la grève. Seule *La Voix des travailleurs de chez Renault*, une feuille imprimée recto verso, format A3, continua alors de paraître.

En principe, l'arrêt de *La Lutte de classes* ne devait être que tout à fait provisoire. Or, au moment de la crise de l'été 1949, *La Lutte de classes*, à l'exception de trois numéros de février à avril 1949, n'était toujours pas reparue. Même *La Voix des travailleurs* était arrêtée, depuis le 18 mai 1948, soit depuis plus d'un an. C'est-à-dire qu'en 1949 le groupe n'avait plus du tout de journal politique. Dans ces années cruciales, l'absence d'un journal politique se faisait cruellement sentir.

Bien sûr, les camarades avaient parfaitement compris l'interruption de *La Lutte de classes* lors de la grève, car la faire paraître devenait une tâche impossible pour Barta, et cette disparition était secondaire par rapport aux urgences d'une situation qui évoluait de jour en jour, chez Renault et dans le pays.

C.B. : *Barta a donc cessé de s'occuper de* La Lutte de classes *en 1947, alors que l'organisation se trouvait dans une phase relativement ascendante : n'est-ce pas contradictoire ?*

R.B. : Si l'influence de l'organisation se trouvait dans une phase relativement ascendante, ce n'était pas le cas de l'organisation elle-même, qui ne se ren-

forçait pas en proportion. De plus, il faut comprendre aussi que dans les semaines, voire les mois, qui ont suivi la grève, c'était une tâche quasi impossible pour deux militants, Barta et Irène, de suivre l'évolution de la situation chez Renault et ailleurs pour être susceptibles de conseiller les camarades pas à pas et, en même temps, de faire vivre un journal politique conséquent. Cela ne demandait pas seulement de rédiger des articles, mais de comprendre et d'analyser la situation, aussi bien en France que dans le monde, et elle évoluait vite en ces années qui marquaient le début de la guerre froide.

Cependant les camarades de l'usine comprirent plus mal que *La Lutte de classes* tarde à reparaître et finalement ne reparaisse pas pendant deux ans. Ils comprenaient de moins en moins, au fil du temps, que Barta et Irène ne continuent pas, malgré tous les problèmes, à faire ce qu'ils avaient fait durant des années dans des conditions bien plus difficiles encore. Ils ne leur faisaient pas de reproches, au contraire, ils les estimaient trop pour penser qu'ils n'en étaient pas capables.

Les camarades comprenaient mal qu'ayant affirmé en juillet 1948 que, « à force d'être plongés dans les questions syndicales, les camarades perdent un peu de vue la situation générale [1] », Barta ne consacrât pas toutes ses forces à faire reparaître *La Lutte de classes* et que, au contraire, il ne s'occupât plus que du Syndicat démocratique Renault.

Barta avait justifié cela par avance, en juillet 1948, en écrivant, dans le texte cité, qu'il n'y avait pas eu le

1. Texte intérieur de Barta du 26 juillet 1948.

renfort de militants politiques aptes à traiter « les problèmes à l'échelle nationale et internationale », ce qui entraînait « l'absence, pour faire contrepoids idéologique (au travail syndical) d'une fraction qui, par son activité, impulse l'organisation du point de vue politique et idéologique ».

Bien sûr, Barta était une aide précieuse à la direction du SDR. Mais il arrivait aussi que ses décisions soient prises par-dessus la tête des militants du SDR et ne soient pas tout à fait conformes à la situation. Ainsi il est parfois advenu que le bulletin du SDR, rédigé par les camarades du SDR mais revu par Barta en dehors des camarades, prenne des positions qui ne correspondaient pas du tout à la situation dans l'usine, ou encore contraires à la politique du SDR, politique pourtant approuvée par Barta.

Ce fut le cas, par exemple, en mai 1949, à propos de la participation du SDR à un cartel syndical CGT, CTFC, FO, CGC. Pendant des semaines, le SDR, avec l'accord de Barta, avait publiquement critiqué ce cartel syndical. Et la crise a éclaté lorsqu'un bulletin syndical du 23 juin 1949, modifié par Barta, proposa aux autres organisations la participation du SDR à leur cartel.

C.B. : *Barta plaçait donc les dirigeants du SDR en porte à faux. Pourquoi a-t-il agi de la sorte ?*

R.B. : Ce n'était pas un autocrate. Il avait dirigé seul le groupe pendant des années. Il était politiquement supérieur à tout le monde, par sa formation et son ancienneté. Il avait donc un peu l'habitude de décider seul.

C.B. : *Vous voulez dire qu'en l'occurrence Barta avait tout simplement changé d'avis sur la question du cartel et omis d'en discuter avec ses camarades ?*

R.B. : Oui, il avait changé d'avis. Et il a estimé qu'il pouvait le faire sans en référer aux militants du SDR. À la réunion de la direction du SDR du 1er juillet 1949, il y eut une discussion orageuse, en particulier entre Pierre Bois qui demandait des comptes et Barta. Sur le fond, Pierre Bois se laissa convaincre de la justesse du choix de Barta concernant le cartel, mais il n'était toujours pas d'accord sur la forme, d'autant plus que des tracts du SDR critiquant le cartel syndical avaient été distribués dans l'usine.

À la réunion suivante de l'Union communiste, Barta accusa Pierre Bois d'avoir rompu la discipline de l'organisation et proposa purement et simplement la dissolution de l'UC. Même si Pierre Bois avait réellement commis un acte d'indiscipline, ce qui n'était pas le cas, comment Barta pouvait-il envisager de dissoudre l'organisation qu'il avait créée sans que, manifestement, il ne tienne plus à militer ? Irène, absente, avait proposé l'exclusion de Pierre Bois.

Et la tension monta entre, d'un côté, Pierre Bois et la majeure partie des militants de Renault, et, de l'autre côté, Barta.

Il faut dire que Barta avait une attitude assez souvent choquante envers les autres camarades. Il utilisait parfois des formules du genre : « Il faut que les camarades réfléchissent, mais évidemment chacun ne peut le faire que selon ses moyens. » Il écrivit plus tard, à propos de ces faits : « (...) Le rythme rapide et

changeant des événements m'a obligé à prendre des décisions qui n'étaient pas toujours comprises (je ne pouvais évidemment pas limiter notre action à ce qui était compris ou non par Pierre Bois) ; cela a créé à la longue une situation intenable pour lui [1]. »

Cependant, même si les difficultés dues à la faiblesse et au manque d'expérience au sein du groupe s'étaient accrues du fait de la croissance des tâches, avec la responsabilité du syndicat et avec le fait que le nombre de militants ne croissait pas de façon correspondante, ces heurts, ces désaccords, ces difficultés se résorbaient jusque-là facilement, du fait de la confiance qui régnait entre les camarades et surtout de tous les camarades envers Barta et Irène.

Dans les derniers mois qui ont précédé les vacances 1949, les heurts ont été de plus en plus nombreux et violents. Barta, qui déclarait qu'il ne lui était pas possible d'assumer l'aliment politique et théorique nécessaire sans renforts et sans aide, intervenait directement dans les décisions du syndicat.

Les camarades de l'usine, de leur côté, assumaient une tâche au-dessus de leurs forces car ils n'avaient pas non plus reçu de véritables renforts parmi les ouvriers pour faire vivre le syndicat et répondre à tous les problèmes qui se posaient à eux.

Que l'Union communiste, en tant que telle, n'ait pas reçu de renforts militants de la part des travailleurs, c'était évident. Mais ces renforts n'auraient de toute façon pas été aptes à assumer immédiatement toutes les responsabilités d'une direction politique et, même s'ils avaient frappé en nombre à la porte, ils

1. *Mise au point concernant..., op. cit.*

n'auraient pas résolu le problème qui se posait. D'autant que Barta considérait, en substance, que les militants de l'UC chez Renault n'en étaient pas capables et que les rares jeunes intellectuels n'en étaient pas capables non plus. Il aurait donc fallu aux nouveaux des années de formation politique.

Par ailleurs, rappelons que l'UC ne représentait qu'un nombre infime de militants, très proches les uns des autres, et tous savaient que Irène et Barta vivaient, depuis l'été 1947, une situation personnelle difficile et douloureuse. Mais la façon qu'avait Barta de justifier un certain retrait personnel par de hautes considérations politiques nuisait considérablement à la confiance qu'ils avaient en lui. Tous les camarades connaissaient ses problèmes, qui durèrent toute l'année 1948 et une partie, au moins, de 1949. S'il n'avait pas cherché à expliquer par des raisonnements « à l'échelle nationale et internationale » les conséquences d'une situation qui se déroulait dans un cercle réduit, les camarades n'auraient certainement pas eu la moindre perte de confiance dans la valeur de ses explications. Mais son attitude fut inverse.

Le niveau politique, de conscience sociale, de la classe ouvrière n'avait pas fondamentalement varié depuis qu'en 1944-45-46 Barta s'était engagé dans une politique ouvrière volontariste. Les renforts politiques n'avaient surgi à aucun moment et les rares qui vinrent n'étaient pas vraiment issus de la classe ouvrière. Cela n'avait pas empêché alors Barta de continuer.

Peut-être a-t-il eu de faux espoirs sur ce qu'allaient apporter à l'Union communiste le succès de la grève

Renault et ses suites. Mais il ne pouvait pas sérieusement espérer que surgiraient immédiatement, du sein de la classe ouvrière ou d'ailleurs, des militants politiques tout armés, susceptibles de contribuer à assumer réellement une direction politique.

J'ignore s'il aurait pu continuer, avec Irène, à offrir aux camarades des aliments politiques tels que ceux qu'ils avaient apportés dans les années précédentes. Toujours est-il que, même s'il considérait que la non-parution du journal politique constituait « un très grave danger [1] », il n'a pas repris cette parution. Plutôt que de laisser disparaître le journal, le maintenir envers et contre tout aurait eu cependant, à terme, plus de chances de former des militants ouvriers et des militants intellectuels pour qu'existe un jour une direction politique valable, susceptible de développer sans déséquilibre un travail d'entreprise.

La classe ouvrière n'était pas, sur le plan politique, plus consciente sous l'Occupation, lors de la Libération ou dans les années du « produire d'abord, revendiquer ensuite », qu'elle ne l'était en ces années 1948-49 où de grandes grèves secouaient le pays. Et les années 1949 et 1950, marquées successivement par la victoire de Mao Tsé Toung et la guerre de Corée, furent celles d'événements internationaux qui aggravèrent la division en blocs rivaux et firent craindre, en ce qui concerne l'opinion publique française, une troisième guerre mondiale imminente. Les magasins se vidèrent de tous les produits alimentaires qui pouvaient se conserver.

1. Texte intérieur de Barta du 26 juillet 1948.

Bien sûr, les grèves en France étaient dirigées par la CGT et le PCF, et de ce fait n'avaient pas pour effet d'élever la conscience des travailleurs. Mais c'était peut-être aussi l'époque, pour un groupe politique, où il aurait fallu tenter, contre vents et marées, de continuer à exister. Il faut dire que, dans cette période de 1948 à 1952, toute l'extrême gauche s'était effondrée et le groupe Barta n'a pas fait exception. C'est pourquoi, quelle que soit l'importance de cette crise, qui entraîna le retrait de Barta et la disparition de l'Union communiste, il ne faut pas la surestimer.

La grève de 1947 s'était inscrite dans une situation particulière. Il y eut pendant, après et dans les années 1948, 1949 et 1950, d'autres grèves, bien plus importantes par leur durée, par le nombre de travailleurs en lutte, par la dureté des conflits, que la grève Renault de 1947. La caractéristique et l'importance réelle de la grève de 1947 furent que celle-ci avait été préparée et dirigée par des trotskistes, et même, si l'on veut simplifier, par un seul, Barta, contre les bureaucraties syndicales, contre le Parti communiste alors parti de gouvernement, et de les avoir obligés à reculer.

Je ne peux redire toute l'histoire de ces années-là, mais l'éclatement de l'Union communiste n'en a pas changé le cours.

Par contre, si l'UC avait continué à s'exprimer et à défendre pied à pied son existence, peut-être aurait-elle connu, dans toute cette période, un minimum de croissance et de qualification susceptible de la faire sortir de son état groupusculaire. Mais il lui aurait fallu pour cela sa direction politique. Malheureusement, Barta n'était plus le même homme. Il ne croyait

plus, comme il l'écrivit plus tard [1], aux idées qu'il avait défendues jusqu'alors. Des idées dont il avait convaincu un certain nombre de jeunes militants qui, eux, ont continué à croire à ce qui n'était plus, selon lui, que des simulacres.

Des années plus tard, Barta développa ce type d'explication. Du fait que la classe ouvrière s'était révélée incapable, en 1947 et 1948, de fournir à l'UC des militants politiques ouvriers tout armés, c'est que « (...) l'arbre prolétarien rejetait en fin de compte la greffe révolutionnaire [2] ».

Même dans des circonstances de crise sociale importante mais cependant limitée, comme la période 1947-48, il est abusif de parler de l'activité de deux militants révolutionnaires, et surtout d'un seul, comme étant une « greffe révolutionnaire » sur « l'arbre prolétarien ». Bien petit greffon sur un bien gros arbre !

Ce n'est pas parce qu'une poignée de militants, une douzaine ou une douzaine et demie, se sont séparés que la face du monde pouvait changer. Selon moi, ce qu'il faut noter cependant, c'est que la plupart des camarades qui sont restés avec Pierre Bois, et en particulier ceux de l'usine, continuèrent à militer longtemps, certains jusqu'à la création de Voix ouvrière, et d'autres plus longtemps encore, jusqu'à celle de Lutte ouvrière.

C.B. : *À titre personnel, quelle part avez-vous prise dans ce conflit ?*

1. Lettre à Jean-Paul Boussac du 8 mai 1976.
2. *Mise au point concernant..., op. cit.*

R.B. : C'était essentiellement un conflit entre des camarades de l'UC, dont Pierre Bois. Mais pas seulement. C'était aussi un renoncement de Barta. Quant à moi, je n'ai évidemment pris aucune part à ce conflit.

Quand je lis aujourd'hui, sous la plume d'une journaliste « spécialisée dans l'extrême gauche [1] », que c'est moi qui, à l'époque, aurais provoqué la scission ou même qu'il y aurait eu un conflit entre Barta et moi, je plains ses lecteurs si le reste de ce qu'elle écrit est de la même eau. Mais il y a des documents accessibles à tous où ces faits sont évoqués par les intéressés eux-mêmes [2].

C.B. : *Vous aviez démissionné en 1948 par lassitude. Avez-vous été victime, par la suite, d'un certain ostracisme de la part des militants de l'Union communiste ?*

R.B. : Non, pas du tout ! Ne vivant pas dans les mêmes milieux, nous n'avons simplement pas eu l'occasion de nous rencontrer. À la fin de l'année 1949, j'ai entendu parler de la scission, au hasard d'une rencontre dans un train. C'est alors que j'ai décidé de rejoindre ceux des camarades qui étaient aux côtés de Pierre Bois.

C.B. : *À ce moment-là, il y avait deux groupes. Pierre Bois s'organisait de son côté, tandis que Barta maintenait l'Union communiste et poursuivait tant bien que mal l'édition du journal* La Lutte de classes *?*

1. Caroline Monnot, *Le Monde, cit.*
2. *Mise au point concernant..., op. cit.*

R.B. : Plus ou moins deux groupes. Barta n'a pas maintenu l'Union communiste. Début 1950, elle n'existait plus.

Barta a publié *La Lutte de classes* du 12 janvier 1950 au 30 février 1950, soit pendant un mois et demi. Puis, au début 1951, il a fait une nouvelle tentative avec Gustave Gelé et Jules Pichot, qui se limita à trois numéros de *La Voix des travailleurs* parce que, dira-t-il, ceux-ci ne voulurent pas continuer. Puis il n'a plus rien fait jusqu'à sa mort en 1976. Malgré notre insistance pour le faire revenir, il a déclaré que : « (...) Les différentes organisations trotskistes et autres n'ont jamais manifesté le moindre intérêt pour les idées et l'expérience dont il était porteur, " Lutte ouvrière " – les continuateurs ! ! ! pas plus que les autres [1]. » Ce qui, pour notre part, est faux.

C.B. : *Comment s'est effectué votre retour à la politique ?*

R.B. : Je suis revenu au tout début 1950. J'ai retrouvé Pierre et Jean Bois, Michel Bucholz et quelques autres. À cette date précise, la situation était confuse.

Il y avait chez Renault des camarades qui étaient du côté de Barta et d'autres du côté de Pierre Bois. Sept délégués du SDR avaient été élus en 1949. Quatre étaient avec Barta et trois avec Pierre Bois. Mais par contre, au niveau du SDR, c'était Pierre Bois qui avait le crédit et l'autorité morale, même si, en fait, c'était l'UC qui avait dirigé le SDR et inspiré son activité.

1. *Mise au point concernant..., op. cit.*.

Celui qui avait le plus d'influence parmi les camarades de l'usine et plus généralement les travailleurs, c'était Pierre Bois. Par contre, du côté de Barta, les camarades extérieurs aux entreprises étaient les plus nombreux. N'oubliez pas qu'alors il n'y avait pas besoin des doigts des deux mains pour compter tout le monde.

Personnellement, je trouvais que la rupture était une catastrophe. Et, à tort ou à raison, je pensais que si Barta en avait assez d'être tout seul, si on arrivait à recoller les morceaux et à recruter de nouveaux jeunes, il reviendrait. Comme quoi je n'avais pas les capacités de jugement d'un dirigeant politique car j'avais été bien incapable de percevoir les raisons profondes de son retrait. Je ne les ai d'ailleurs comprises qu'après m'y être heurté, par deux fois, l'une en 1956, l'autre en 1964, lorsqu'il refusa, les deux fois, de revenir prendre sa place à la direction de Voix ouvrière.

Cela dit, je pensais que les camarades qui se trouvaient avec Pierre Bois avaient plus besoin d'aide extérieure que ceux qui étaient avec Barta.

Et c'est ainsi que j'ai repris du service, en me sentant coupable d'avoir, moi aussi, abandonné. Et cela à un moment crucial. Mais bien que cela ne m'excuse ni ne soulage en rien ma conscience, il faut bien dire que ma présence, lors de cette crise, n'aurait strictement rien changé.

7.

La traversée du désert

CHRISTOPHE BOURSEILLER : *Vous m'avez dit avoir démissionné de l'Union communiste pendant l'été 1948 et n'être revenu qu'à Noël 1949. Qu'avez-vous fait durant ces dix-huit mois ?*

ROBERT BARCIA : J'ai repris mes études. J'ai aussi cherché du travail parce que je n'avais aucun revenu. Je faisais quelques boulots d'étudiant, mais je ne savais vraiment pas quoi faire pour concilier un revenu salarié régulier et des études.

En juillet 1949, j'ai trouvé ma première place de visiteur médical, par l'intermédiaire de Jacques Léglise, l'ex-Thibaut, qui, n'ayant pas encore terminé ses études de médecine, travaillait à temps partiel comme documentaliste au laboratoire Toraude, dont le siège était alors place de la Sorbonne.

C'est qu'à la rentrée 1948 j'avais renoué avec le Quartier latin et je voyais souvent Jacques Léglise. De temps à autre, nous déjeunions dans un restaurant grec de la rue de l'École-de-Médecine dont le nom était *Gaudeamus*, « réjouissons-nous », je crois, en latin. Ce restaurant me convenait car la portion de boulettes grecques n'y était pas plus chère que le

resto-U. Je vous dirais que, malgré le manque d'argent, ce fut pour moi une époque heureuse. J'avais vingt ans ! J'étais au Quartier latin. J'avais quitté l'atmosphère lourde depuis un an déjà au sein de l'UC entre Barta et Irène. Et Thibaut, mon aîné de sept ou huit ans, me fit connaître bien des choses inconnues de moi comme les futurs films « culte », *Citizen Kane*, les films avec Marlon Brando, *Les Enfants du Paradis*, et bien d'autres encore ; il me fit faire connaissance avec les non-sens comiques d'*Helzapoppin.*

Thibaut me décrivit le métier de visiteur médical et me le conseilla, en insistant sur la souplesse des horaires et en affirmant que c'était tout à fait compatible avec mes études.

Sur son intervention, un autre médecin de Toraude me recommanda à un tout petit laboratoire qui s'appelait Derambure, avec lequel il avait travaillé, qui m'embaucha malgré mon trop jeune âge – guère plus de vingt ans. Je visitai donc, à partir du 1er juillet 1949, pour ce laboratoire, les médecins de la moitié des arrondissements parisiens, du 1er au 10e. Je n'avais pas de véhicule et faisais donc mon travail en bus ou en métro. Le salaire était faible par rapport à ceux de la profession, mais c'était, pour la première fois, un revenu régulier.

C.B. : *Cette activité consistait à aller voir des médecins pour leur proposer les médicaments du laboratoire pour lequel vous travailliez ?*

R.B. : Le travail de visiteur médical consistait, et consiste toujours, du moins en principe, à informer

les médecins pour les inciter à prescrire les produits de votre laboratoire plutôt que les produits similaires d'autres laboratoires. Évidemment l'éthique, pas toujours respectée, surtout à l'époque, impose de ne pas mentir, pas même par omission. En fait, il s'agit essentiellement de vanter les mérites de ses produits. Les visiteurs médicaux ne sont pas des représentants, car ils ne vendent rien, mais on les juge cependant sur l'importance des prescriptions dans leur secteur. Souvent, et surtout aujourd'hui, ils reçoivent des primes, représentant une partie importante de leurs revenus, liées plus ou moins ouvertement à leurs résultats.

C.B. : *Il ne fallait pas avoir une formation de médecin pour être visiteur médical ?*

R.B. : Non, à part de rares laboratoires, deux je crois, qui n'engageaient l'un que des médecins et l'autre que des pharmaciens, quasiment tous les laboratoires à l'époque considéraient que ce n'était absolument pas nécessaire. Au contraire ! Peu de médecins auraient été prêts à aller « tirer les sonnettes » des confrères. Quant à ces derniers, ils auraient considéré qu'un médecin visiteur médical dévalorisait le diplôme.

À l'époque, on trouvait de tout, chez les visiteurs médicaux : des représentants, des veuves de médecin, des militaires en retraite...

En ce qui me concerne, malgré ce que m'avait dit Thibaut, et bien qu'elle me plût beaucoup, cette profession n'était pas tout à fait compatible avec mes

études et je quittai ma place en décembre 1949, au bout de cinq mois. Ce fut là ma première expérience de l'industrie pharmaceutique.

C.B. : *Revenons à votre retour, à la toute fin 1949, dans le petit groupe de Pierre Bois. Pierre Bois avait-il le charisme de Barta? Le jeune militant que vous étiez redevenu pouvait-il se dire : « J'ai milité dans le groupe Barta, et je milite désormais dans le groupe Bois? »*

R.B. : Cela fait deux fois que vous employez le terme de « charisme ». Ce n'était pas cela le ciment. J'ignore absolument ce que cela pourrait signifier par rapport à Barta et j'ignore tout autant ce que cela pouvait signifier pour Bois. D'ailleurs, à l'époque, j'ignorais sûrement jusqu'au sens de ce mot.

Barta et Bois étaient différents! Sans Barta, la grève de 1947 chez Renault n'aurait pas eu lieu, parce qu'il l'a dirigée politiquement, et à chaque étape. Mais sans Pierre Bois, elle n'aurait pas eu lieu non plus. Pierre Bois était un ouvrier, un véritable militant ouvrier, capable d'affronter tous les aléas de la lutte. Vous savez, c'est une tâche difficile de diriger une grève importante et dure et de faire face à tous les problèmes qui se présentent sans vous laisser le moindre répit. Je ne peux faire mieux que de citer intégralement ce qu'écrira Barta en 1975 sur Pierre Bois : « qui fut l'âme de cette grève, car cela est conforme à la stricte vérité historique. La grève n'aurait pas eu lieu à ce moment-là et à plus forte raison sous notre direction sans P. Bois. Il ne suffit

pas, pour qu'une organisation joue un rôle dans les événements, qu'elle ait une stratégie juste, qu'elle fasse de la propagande et de l'agitation au moyen de " mots d'ordre " justes (correspondant au rapport de forces et au niveau de conscience des masses). Il faut sur le terrain des hommes capables d'inspirer une entière confiance aux ouvriers du rang pour que ceux-ci passent à l'action ! Et le Bois de l'époque a été pleinement à la hauteur de la situation par son activité et son courage. Car le plus grand courage n'est pas comme on l'imagine celui des barricades ou des prisons. C'est celui d'aller ouvertement contre le courant, dans la vie de tous les jours, au milieu des camarades de travail, soumis non seulement à certaines violences, mais risquer d'être incompris sinon écharpé par ceux à qui on s'adresse. Une anecdote peut illustrer cette situation. Après la première réunion, que Bois mentionne dans sa brochure, il m'a posé la question suivante : " Qu'est-ce qu'on fait maintenant ? " (Sous entendu : " On déclenche la grève ? ") Et ma réponse a été : " Le pire ce n'est pas de se trouver en prison pour une grève réussie. Le pire c'est d'appeler les ouvriers à faire grève et se retrouver à quelques-uns au milieu de la cour ! " À la suite de quoi une deuxième réunion fut prévue.

« C'est en travaillant durement du matin au soir, soumis aux pressions et parfois aux violences des staliniens que nos camarades en usine et particulièrement P. Bois ont lutté contre le courant (incompréhension des ouvriers pendant la première phase de notre travail). Mais si la grève a été dirigée par l'organisation politiquement, c'est à Bois que

reviennent toutes les initiatives pratiques dans l'usine, où il fallait, la grève déclenchée, se comporter comme un capitaine sur un bateau à voiles dans une tempête...

« Si son inexpérience nous a valu par la suite l'échec de la manifestation autour de la Chambre des députés et de la première élection de délégués et si sa myopie politique nous a menés en fin de compte à une scission que je considère comme humiliante fin 1949 (en raison des " arguments " employés), il reste acquis que P. Bois a joué un rôle historique décisif dans la grève Renault 1947, où il a tenu, pour l'organisation, le rôle le plus difficile, moralement [1]. »

C.B. : *J'ai l'impression que Pierre Bois était beaucoup moins un théoricien que Barta.*

R.B. : Barta n'était pas vraiment ce qu'on peut appeler un théoricien, mais il avait une expérience déjà longue et des réflexes politiques, « un don (...), pas seulement une culture [2] », dira Irène. Pierre Bois était un ouvrier et pas un intellectuel. Il était évidemment beaucoup moins compétent politiquement que Barta, mais il l'était plus que bien d'autres militants de l'UC ou d'autres groupes, y compris intellectuels, et, en tout cas, comme je vous le disais, c'était un militant ouvrier, ayant le sens des intérêts de sa classe sociale, capable de se dévouer, de s'entourer

1. Lettre de Barta à Jean-Paul Boussac du 30 juin 1975.
2. France Culture, « Fragments d'un discours révolutionnaire à l'école des trotskismes français », par Jean Birnbaum, émission du 13 août 2002.

et de susciter l'enthousiasme autour de lui, un enthousiasme qui n'était pas sans fondement.

Et la principale différence est que Barta a pratiquement cessé de militer en 1949-50 ou, si l'on veut, dans les deux premiers mois de 1951, en se retirant à l'âge de 37 ans, après dix-huit ans d'activité politique plus ou moins intense, alors que Pierre Bois a milité pendant plus de soixante ans sans interruption, activité que seule la mort a interrompue.

C.B. : *En rejoignant le petit groupe de Pierre Bois, qui n'a même pas de nom, vous renouez d'une certaine façon avec les origines.*

R.B. : Il n'y a pas besoin de nom pour exister et un nom, même ronflant, cache souvent le vide.

Les origines, c'était Barta. Les gens autour de Pierre Bois étaient des militants ouvriers, des militants simples mais engagés, qui étaient connus des travailleurs, qui étaient en butte à l'hostilité des staliniens. Ils ne pouvaient pas laisser tomber le combat, à moins de quitter l'usine et d'abandonner ceux qui leur avaient fait confiance.

C.B. : *Quels étaient les rapports entre les deux courants ? C'était la guerre ouverte entre le groupe Barta et le groupe Bois ?*

R.B. : La guerre ouverte, non ! Mais il y a eu, juste au moment de la séparation, quelques problèmes sordides d'argent, de partage du matériel, d'une malheureuse ronéo, des problèmes de dettes pour le

tirage des publications. Toutes choses difficiles à vivre, mais malgré tout pas graves car fréquentes dans les ruptures ou les divorces.

C.B. : *La période qui suit l'éclatement de l'Union communiste est l'une des moins connues. L'Union communiste maintenue se désagrège en 1950. Quant à votre tendance, elle publie le 3 janvier 1950 un* Bulletin d'information et d'éducation, *qui constitue une sorte de trait d'union interne. Qui le rédige ?*

R.B. : C'était des ex-camarades de l'UC, à peu près de ma génération, et moi-même qui le rédigions. Nous voulions maintenir une activité pour que l'UC réapparaisse un jour.

C.B. : *Vous apparaissez très vite sous un nouveau sigle : le Groupe révolutionnaire communiste.*

R.B. : On s'est donné un nom sur le papier parce qu'il le fallait bien, avec une adresse, comme bien des militants l'ont fait avant nous ou le feront après. L'adresse et le nom qui figuraient sur le *Bulletin d'information et d'éducation* étaient les miens.

C.B. : *Robert Barcia. Vous apparaissez donc dès 1950, de manière publique, sous votre véritable identité. Avec Pierre Bois, vous formez alors une sorte de tandem.*

R.B. : Sûrement pas un tandem. Pierre Bois était plus âgé, plus expérimenté et avait, à juste titre, bien

plus de crédit que moi auprès des autres camarades. Ce qu'en a dit Barta, plus tard, correspondait à ce qu'en pensaient tous les camarades. J'étais en quelque sorte une pièce rapportée et quelqu'un qui avait abandonné pendant la période la plus cruciale pour le groupe.

Par ailleurs, s'il n'y avait eu que moi, nous n'aurions pas publié d'organe politique. Parce que je ne nous croyais pas capables d'être un véritable groupe politique. Pour se prétendre cela, il aurait fallu un capital, une expérience politiques, que nous n'avions pas.

Mais Pierre Bois tenait à ce que nous ayons un lien politique entre nous et avec ceux qui étaient autour.

C.B. : *Vous étiez combien ?*

R.B. : Une douzaine.

Je vais vous raconter une anecdote. Vous avez vu que mon adresse figurait sur nos bulletins. Un soir, j'ai entendu sonner à ma porte. J'ai vu arriver le leader du PCI et de la IV^e^ Internationale : Pierre Frank. Je le connaissais déjà. On s'était vus quatre ans auparavant, en 1946 je crois, lors d'un rendez-vous auquel j'avais été envoyé par Barta qui voulait montrer ainsi qu'il considérait comme une injure qu'on lui envoie Pierre Frank, le dirigeant du PCI, en guise de membre du Secrétariat international, supposé arbitrer les différends entre l'UC et le PCI.

En fait, depuis 1945 et même 1944, il y avait eu des rencontres et des pourparlers entre l'UC et le

PCI, pourparlers qui n'avaient pas abouti. Il faut dire que, pendant toute cette période, les critiques de Barta envers le PCI étaient majeures.

Lors de cette rapide entrevue de 1946, Frank m'avait dit que nous étions avec Barta sur une voie sans issue, que le temps n'était plus à convaincre les gens un par un « en les tenant – ce fut son expression – par le bouton de la veste », que les gens affluaient, selon lui, vers le trotskisme et qu'il fallait maintenir les portes grandes ouvertes. Cela avait l'apparence d'une évidence car, à l'époque et cela depuis 1945, le PCI était infiniment plus puissant que l'UC, avec plusieurs centaines de militants sur toute la France, sept cents au moins à l'apogée. Quand je rapportai cela à Barta, il me répondit que le nombre n'était pas le facteur le plus déterminant, que le PCF était mille fois plus puissant et que ce qui était important c'était sur quelles bases politiques venaient les militants et quelle était l'organisation dans laquelle ils entraient.

Cependant, lorsqu'en 1950 j'ai vu Pierre Frank monter mes six étages sans ascenseur pour venir chez moi voir qui nous étions, je dois dire que mon premier sentiment, en dehors de la surprise, a été de l'admiration. Que ce camarade, qui avait connu Trotski, qui dirigeait le PCI – même si en 1950 le PCI avait perdu la plupart de ses militants –, soit venu aux nouvelles simplement parce qu'il avait vu un nom et une adresse sur un petit bulletin ronéotypé qui se disait communiste révolutionnaire, m'a impressionné !...

Pour qu'il m'identifie, je lui rappelai notre entrevue de 1946. Il a essayé de me convaincre qu'il était

illusoire d'espérer redémarrer à un si petit nombre, et que nous n'avions pas la taille minimum pour survivre. Il me dit que nous ferions mieux d'entrer au PCI, dans lequel nous pourrions nous exprimer et trouver un milieu politique plus large et plus riche.

Pour nous, malgré cela, il n'était pas question d'accepter. Nous avions appris de Barta et pu vérifier que, si on pouvait plus ou moins discuter à l'intérieur du PCI, il n'était pas question de s'exprimer politiquement de façon indépendante vis-à-vis de l'extérieur. La discipline politique était de règle, ce qui est d'ailleurs normal, mais nous tenions à notre liberté. Nous étions toujours convaincus que le PCI, qui avait mené et menait une politique évoluant entre la phrase révolutionnaire et l'opportunisme sans principe, ne pouvait déboucher sur un parti tel que nous le souhaitions.

Nous ne savions pas très bien, à l'époque, ce que nous comptions faire. Mais certains camarades et moi-même espérions bien que les petits bouts de l'UC allaient se recoller pour que, surtout, Barta revienne à l'activité et reprenne sa place à notre tête.

C.B. : *Le* Bulletin d'information et d'éducation *cesse de paraître dès 1950. En 1956, vous créez une véritable organisation : Voix ouvrière. Que faites-vous entre ces deux dates ?*

R.B. : Nous avons essayé de maintenir une vie politique avec les anciens de l'UC mais surtout, chez Renault, Pierre Bois est resté très actif.

En ce qui me concerne, j'ai essayé de gagner quelques jeunes de milieux socialistes ou du PCF. Ce fut

limité mais pas inutile pour la suite, quand nous fûmes en mesure de reprendre une activité.

Sur le plan personnel, fin octobre 1950 j'ai rechuté de la tuberculose. C'était bien plus grave qu'en 1947. À l'époque, la tuberculose était infiniment plus répandue qu'aujourd'hui et faisait des milliers de morts car les moyens thérapeutiques n'étaient pas ce qu'ils sont devenus.

J'ai été hospitalisé début novembre 1950 à l'Hôtel-Dieu, dans un service spécialisé. On m'a fait un pneumothorax thérapeutique. C'est un traitement que l'on n'utilise plus. Il s'agit en substance de laisser l'air entrer entre les feuillets de la plèvre afin de « collaber » le poumon, c'est-à-dire d'en provoquer l'affaissement, pour rapprocher les parois des cavernes afin qu'elles cicatrisent. Mais cette cicatrisation demande beaucoup de temps et on gardait en principe un pneumothorax pendant cinq ans, avec des insufflations fréquentes.

Dans les hôpitaux comme l'Hôtel-Dieu, on en était encore aux salles communes. Imaginez de grandes salles, aux hauts murs, des fenêtres hautes sur chaque côté et quatre rangées de lits, deux rangées les têtes tournées contre les murs et les fenêtres et, au milieu, deux rangées tête-bêche. Plus d'une quarantaine d'hommes, pour la plupart tuberculeux. Les infirmières travaillaient à la chaîne et, comme beaucoup de malades étaient plus ou moins grabataires, elles avaient énormément de choses à faire : passer les bassins, vider les urines, faire les soins, vider les crachoirs car un tuberculeux à l'époque crachait beaucoup, et parfois du sang. Et puis, de temps

en temps, mettre des paravents autour d'un lit pour isoler celui qui allait mourir des regards des autres. Des W.-C. à la turque, mais des lavabos comme je n'en avais encore jamais vus, énormes, en faïence, aux bords très épais et très larges, avec deux énormes robinets en cuivre, l'un pour l'eau glacée, l'autre pour l'eau quasi bouillante, à charge pour chacun de choisir car le mélange était impossible.

Personnellement, je n'étais pas trop surpris, je connaissais déjà les salles communes et, pour le confort, j'avais connu la prison et l'hôpital était quand même nettement mieux.

Le pire, c'était la fatigue due à la maladie, c'était le pneumothorax et c'était l'inquiétude sur son évolution. Les moyens de la mesurer étaient le thermomètre qui, dès qu'il montait, faisait grimper l'inquiétude en même temps, les analyses de crachat à la recherche de bacilles de la tuberculose et le seul examen biologique, la vitesse de sédimentation, qui indiquait une infection en évolution. Les pancartes accrochées au pied des lits étaient décorées de croix rouges ou de traits bleus suivant qu'on était « positif » ou « négatif », c'est-à-dire qu'on avait ou pas trouvé, dans nos expectorations, des BK, pour « bacille de Koch », du nom du grand médecin microbiologiste allemand Robert Koch qui avait découvert, en 1882, le bacille de la tuberculose, et aussi celui du choléra, et qui reçut en 1905 le prix Nobel pour ces travaux.

Les deux mois que je passai à l'Hôtel-Dieu en attendant une place en sana me parurent bien longs

et bien tristes car, avec la fatigue, on n'a même pas envie de lire ni de faire quoi que ce soit d'autre que de rester alité, ce qu'on nous recommandait d'ailleurs, d'abord à cause de la maladie pour laquelle il fallait du repos, et ensuite et peut-être surtout pour ne pas gêner les infirmières.

À ma sortie de l'hôpital, je suis entré, au tout début janvier 1951, au Sanatorium universitaire de la MNEF (Mutuelle nationale des étudiants de France) à Bouffémont, dans le Val-d'Oise. J'ai passé toute l'année 1951 en sanatorium. Puis durant toute l'année 1952, je suis resté à la postcure universitaire rue Quatrefages, à Paris, à côté de la mosquée. Soit deux ans en tout à l'écart, en continuant à être insufflé tous les dix jours.

Je me souviens que lorsque j'arrivai au sana, au tout début janvier 1951, ma première impression, à l'entrée dans le grand parc de l'établissement, fut de pouvoir enfin respirer.

Je passerai sur l'accueil par l'infirmière-major, qui fut sympathique mais ferme, sinon c'était le même régime qu'à l'hôpital : cure le matin, c'est-à-dire repos au lit, cure de silence en début d'après-midi avec interdiction de parler, et re-cure en fin d'après-midi avant le dîner. Pour le reste, nous étions libres. À part la cure de repos, mon traitement c'était les insufflations toutes les semaines.

Je n'avais jamais connu de ma vie un tel confort. Des sanitaires qui, pour être collectifs, étaient plus que propres, une salle à manger magnifique et décorée « arts déco », des tables de huit, des serveurs en veste blanche. Il faut dire que cet établissement était

un ancien internat pour jeunes filles de familles riches. Je ne pouvais que me féliciter de l'existence de la Mutuelle des étudiants.

Les chambres étaient à deux lits. Mon premier cothurne, Jean C., avait dix-sept ans et était déjà en fac. Les discussions politiques avec lui furent nombreuses. Pour les résumer, je dirai qu'un jour il me dit : « Bon, Staline n'est pas communiste ! Tito n'est pas communiste ! Mao ne l'est pas non plus ! Thorez encore moins ! Donc il n'y a que toi qui l'es ! »

Bien sûr, nos discussions ne s'arrêtèrent pas là, mais des années plus tard, en 1956, au moment de la publication du rapport Khrouchtchev, je reçus une carte de visite à son nom – il était alors professeur d'histoire dans un grand lycée parisien – avec ces quelques mots : « Cela doit être bien difficile d'avoir aussi longtemps raison tout seul ! » Ces quelques mots me touchèrent beaucoup et me firent apprécier encore plus les intellectuels honnêtes.

C.B. : *Ces aléas de santé expliquent-ils partiellement l'interruption du* Bulletin d'information et d'éducation *?*

R.B. : Pas du tout. Nous l'avions interrompu bien avant cette rechute, il n'était paru que de janvier 1950 à mai 1950.

En 1951, je n'ai pas du tout été impliqué dans l'organisation. En 1952, en postcure, rue Quatrefages au Quartier latin, j'ai pu avoir quelques rendez-vous pour discuter avec les quelques jeunes que nous avions rencontrés. Comme il y en avait peu, cette

activité politique ne me prenait pas beaucoup de temps, même si elle demandait de l'énergie. Nos rendez-vous s'étageaient principalement du Grand Cluny et du Petit Cluny (le grand Q et le p'tit Q pour les intimes), en bas du Quartier latin, jusqu'à la rue Soufflot, au Capoulade (Le Capou) et au Mahieu, qui n'avaient pas encore succombé face aux fast-foods triomphants. Et je me souviens de cette année 1953 où les discussions dans les cafés étaient encore plus difficiles car Georges Brassens, interdit sur les antennes publiques, hurlait « Gare au gorille » de toute la puissance des juke-boxes des cafés du quartier ! Cela dura ainsi, pour moi, jusqu'en octobre 1953 où je trouvai enfin du travail.

Entre 1950, 1951 et 1952, seul Pierre Bois avait continué, vaille que vaille, chez Renault.

Dans les années 1951 et suivantes, Pierre Bois fit circuler quelques comptes rendus politiques ou d'activité, parmi les camarades qui étaient à l'UC et des anciens du SDR. Puis il participa à un petit journal chez Renault, *Démocratie prolétarienne*, avec des membres du PCF en rupture de parti, et tenta même de sortir un bulletin politique, *La Lutte révolutionnaire*, qui ne parut qu'une fois, le 8 décembre 1951.

En avril 1953, Pierre Bois publia un nouveau bulletin, *Le Travailleur émancipé*. Sept numéros furent publiés, d'avril à novembre 1953.

L'activité principale du petit groupe de camarades étudiants ou travailleurs était, en dehors de l'usine, de faire des cours sur le marxisme, sur l'histoire du mouvement ouvrier ou sur des sujets culturels. Plus tard, c'est au sortir d'un de ces cours que j'ai appris,

le 7 mai 1954, par la radio la chute de Diên Biên Phu, et j'ai cru que ce serait la fin de la guerre d'Indochine. Le mois suivant, le 12 juin 1954, Pierre Mendès-France devenait chef du gouvernement et, dans son discours d'investiture devant la Chambre, il parla de la nécessité d'une « paix négociée ». Puis ce fut la partition du Vietnam, mais pas la fin de la guerre pour ce pays.

Du point de vue personnel, en 1953, à ma sortie de postcure, je vivais avec ma mère. En effet, en 1948, lorsque j'avais vingt ans, mes parents s'étaient séparés. Mon père était resté rue Quincampoix. Ma mère était allée vivre chez sa sœur au 320, rue Saint-Martin, laquelle décéda en 1952. Quand je suis sorti de postcure, je devais chercher du travail, il m'a semblé que la rue Saint-Martin était une adresse plus présentable. Nous habitions au sixième étage sans ascenseur, sous les toits, des pièces en partie mansardées. Mais, de l'intérieur comme de l'extérieur, c'était plus présentable comme adresse que la rue Quincampoix.

Sans un sou, il fallait absolument que je trouve du travail. Et je vous rappelle que j'étais tuberculeux, que je devais subir un traitement astreignant : j'étais « insufflé » tous les dix jours. Ma mère travaillait alors comme femme de chambre dans l'hôtellerie.

C.B. : *Vous étiez malade et sans le sou. Comment avez-vous « fait face » sur un plan professionnel ?*

R.B. : Depuis décembre 1949, date à laquelle je quittai le laboratoire Derambure, j'avais séjourné

deux mois à l'hôpital, douze mois au sanatorium, puis douze mois en postcure. Ce qui fait que je n'ai eu, dans ces années-là, aucune activité professionnelle, à part quelques petits boulots d'étudiant dans les rares mois où je n'étais ni à l'hôpital ni en sana.

En 1953, je n'avais donc que six mois de références dans un tout petit laboratoire, et qui dataient de presque quatre ans. C'était mieux que rien mais quand on me demandait, comme vous, ce que j'avais fait entre-temps, j'avais contre moi le fait d'être tuberculeux, et je ne pouvais cacher ni le fait que j'avais été réformé ni mon pneumothorax lors des visites médicales d'embauche, quasi systématiques à cette époque. Il faut dire qu'être tuberculeux était alors aussi mal vu qu'avoir le sida aujourd'hui. D'ailleurs je ne pouvais à l'époque entrer ni dans l'administration ni dans l'enseignement, quel que soit le poste, et cela définitivement.

C.B. : *En parallèle, vous militiez ?*

R.B. : L'année 1953, oui, je vous l'ai dit. C'était difficile, car j'étais préoccupé par des problèmes matériels. Cela consistait à gagner des nouveaux et surtout à essayer de réunir les anciens, à recoller les morceaux... Mais au dernier trimestre 1953, j'étais presque inactif, et au premier semestre 1954, par la force des choses, je l'étais totalement. En effet, après bien des déboires, j'avais pu être engagé, en octobre 1953, comme visiteur médical par un laboratoire qui s'appelait Ucépha. Mais à peine venais-je de commencer qu'au bout de trois mois, vers

Noël 1953, je rechutai à nouveau et je dus retourner en sanatorium à Bouffémont pendant six mois. À ma sortie, je croyais être définitivement débarrassé du bacille de Koch, mais je me trompais car j'aurais encore affaire à lui.

C.B. : *À ce moment-là, le groupe n'avait plus de nom. Cela fonctionnait un peu comme une famille.*

R.B. : Pas besoin de nom pour être unis par les mêmes choix politiques, surtout quand on est peu nombreux, et pas besoin de fonctionner comme une famille, qui ne sont pas forcément toutes unies.

En 1954, notre petit groupe a recruté des jeunes, lycéens et étudiants, sympathisants ou militants du PCF et de la SFIO, ainsi que des jeunes juifs de l'Hachomer Hatzaïr. Les uns et les autres étaient indignés par le régime politique de l'URSS, de même que par la politique du PCF et de la SFIO dans la guerre d'Indochine. On organisait rapidement les nouveaux venus en cellules, en cercles... Nous souhaitions seulement qu'ils aient la volonté de s'instruire, d'apprendre ce qu'étaient le marxisme, l'histoire du mouvement ouvrier, afin de savoir de quoi ils parlaient. On discutait beaucoup, à l'époque, de la nature de l'URSS, des pays du glacis soviétique, du schisme yougoslave, de la Chine... C'étaient des discussions plus longues qu'approfondies. Tout le monde remettait en question l'analyse trotskiste de l'URSS à propos de n'importe quel nouvel événement.

En avril 1954, Pierre Bois fut contacté par des militants de « Socialisme ou Barbarie », un groupe

« capitaliste d'État », dont Daniel Mothé et Raymond Hirzel, qui lui proposèrent de participer à un organe politique de plusieurs pages, ronéotypé, qui voulait, à l'échelle de la Régie Renault, donner la parole à des travailleurs du rang. Pierre Bois accepta et ce bulletin se nomma *Tribune ouvrière.*

En fait, aucun travailleur du rang n'avait envie de se donner la peine de rédiger quoi que ce soit et les rédacteurs ne se recrutèrent que parmi les fondateurs.

Le premier numéro sortit en mai 1954. Puis, Hirzel et Mothé étant partis faire un voyage autour du monde, la responsabilité de la parution reposa uniquement sur Pierre Bois et, à partir de là, ce périodique exprima davantage un point de vue trotskiste qu'un point de vue « capitaliste d'État ».

Pendant ce temps, Pierre Bois et les camarades d'autres entreprises que Renault, ainsi que des camarades intellectuels, éditèrent d'autres types de publications. En effet, les publications comme *Tribune ouvrière*, plusieurs feuilles agrafées avec de longs articles politiques, ne pouvaient être diffusées qu'individuellement, à des gens déjà personnellement connus, de la main à la main, ce qui impliquait un public extrêmement réduit, surtout dans la période.

C.B. : *Qu'est-ce qui vous gênait, dans* Tribune ouvrière *?*

R.B. : Il faudrait leur demander, à eux, ce qui les gênait dans l'orientation que Pierre Bois lui avait donnée.

Encore une fois : ce n'était pas un périodique trotskiste. Il était « capitaliste d'État », avec tout ce que cela implique comme attitude vis-à-vis du PCF, des syndicats, des revendications... Pour les camarades de Socialisme ou Barbarie, l'économie de l'URSS était certes entièrement nationalisée mais était une forme de capitalisme. Le PCF était l'agent d'un pays capitaliste et les syndicats étaient des appareils de la bourgeoisie. Nous n'avions pas la même vision.

C'est pourquoi nous avons considéré qu'il valait mieux faire de simples feuilles recto verso, qui seraient largement diffusées aux portes des entreprises où nous avions des camarades ainsi que, discrètement, à l'intérieur.

En effet, bien qu'on parlât déjà de la dépolitisation des travailleurs, nous étions certains que les ouvriers s'intéressaient à la politique plus qu'on ne le disait, à condition que ce qu'on dise de politique soit direct, exprimé dans un langage concret et corresponde à leurs préoccupations.

C'est ainsi que nous mîmes peu à peu au point une formule comportant un éditorial politique d'un côté de la feuille d'entreprise, et des « brèves » au verso, parlant en quelques lignes des faits et méfaits de l'exploitation dans l'entreprise elle-même. C'était du « vieux langage », des « vieilles idées » comme on dirait aujourd'hui, mais elles rencontrèrent un succès immédiat. Et lors des distributions aux portes des entreprises, ces papiers étaient bien mieux accueillis par les travailleurs que les tracts syndicaux, ou ceux du PCF (et ils le sont encore aujourd'hui).

Mais cela demanda des efforts, de la persévérance

et, surtout, de vaincre bien des difficultés dues tant au patronat qu'au PCF.

C.B. : *À partir de 1956, vous publiez un nombre grandissant de feuilles : déjà plus de vingt bulletins. Pourquoi avez-vous décidé d'abandonner la référence à* Tribune ouvrière *?*

R.B. : Au tout début, nous avions intitulé ces feuilles *Tribune ouvrière*, suivi du nom de l'entreprise. Nous avons abandonné ce nom tout simplement parce que cette référence appartenait moralement à Mothé et Hirzel qui, lorsqu'ils revinrent de leur voyage, contestèrent l'orientation donnée à *Tribune ouvrière Renault* par Pierre Bois. Pierre Bois rompit avec eux en 1956 mais *Tribune ouvrière Renault*, publiée par Hirzel et Mothé, continua sous la même forme jusqu'en avril 1960.

Cela dit, quand nous avons cessé d'utiliser ce titre pour nos bulletins en novembre 1956, notez que nous étions loin d'en publier dans vingt entreprises.

Mais à partir de ce moment-là, des bulletins *Voix ouvrière* furent édités dans des entreprises chaque année plus nombreuses. Ils paraissaient régulièrement, toutes les deux semaines le même jour, sous la même forme.

Les travailleurs prirent vite l'habitude de notre régularité et appréciaient qu'il ne s'agisse pas d'une presse sporadique, comme ils en avaient vu tant d'autres fleurir au printemps, s'interrompre aux vacances pour disparaître à l'automne.

À cette époque, notre groupe avait rallié progressivement, depuis 1953, un certain nombre de mili-

tants ouvriers de la Régie Renault et d'entreprises comme Citroën, Chausson, la SNCF et quelques autres, ainsi qu'un bon nombre de jeunes lycéens ou étudiants.

Les bulletins *Voix ouvrière* n'auraient pas pu exister sans la présence des plus jeunes camarades. Car les militants d'entreprise ne pouvaient absolument pas diffuser leurs bulletins à la porte. Seuls des militants étrangers à l'entreprise pouvaient le faire sans risquer les foudres de la direction ou les représailles des militants du PCF. De plus, les responsables des entreprises appelaient un peu systématiquement la police qui embarquait nos diffuseurs et les gardait plusieurs heures. Pour des travailleurs, cela aurait pu leur valoir des sanctions pour absences injustifiées. Dans un tout autre ordre d'idées, c'est ce qui nous contraignait, pour protéger nos militants d'entreprise, à utiliser des pseudonymes à l'intérieur de l'organisation.

C.B. : *Aviez-vous encore, à cette date, des contacts avec d'anciens membres du groupe Barta?*

R.B. : Depuis 1951, nous avions gardé des relations et des contacts avec Irène et certains camarades qui étaient restés avec elle, comme Gustave Gelé, qui travaillait à la Thomson Gennevilliers et qui nous amena un jeune camarade de travail de dix-huit ans, Jean-Claude Hamon. Barta, lui, avait cessé toute activité depuis le début de l'année 1951.

À partir de 1956, Irène et d'autres camarades nous aidèrent à publier les premiers bulletins *Voix*

ouvrière. Irène nous amena aussi l'une de ses collègues de travail – elles étaient secrétaires à l'Unesco – et nous aida de façon importante pour l'édition des bulletins. Elle nous apporta une aide politique déterminante. À partir de 1960, elle aida à faire paraître tous les numéros de *La Lutte de classes.* Elle participa à notre organisation et fut membre d'une de nos cellules jusqu'en 1966, date à laquelle elle se retira pour raison de santé, mais elle resta toujours proche de nous jusqu'au début de l'année 1972.

Sans elle, tout comme sans Pierre Bois, nous n'aurions absolument pas pu, en 1956, créer l'organisation Voix ouvrière, car lorsque nous l'avons fait, le véritable ciment moral et politique c'était elle et Pierre Bois, qui seuls avaient le pouvoir d'unifier des camarades qui s'étaient séparés depuis longtemps.

Mon seul crédit était d'amener un certain nombre de jeunes qu'avec d'autres camarades intellectuels j'avais pu gagner dans la période.

C.B. : *En 1956, alors même que vous éditiez de nombreux bulletins, vous n'étiez pas encore réellement structurés. À quel moment* Voix ouvrière *a-t-elle pris corps ?*

R.B. : D'abord, nous étions un très petit groupe, exclusivement parisien, et nous pouvions tous ensemble nous réunir quasiment une fois par mois. C'était une forme de démocratie directe que nous avons d'ailleurs conservée, le plus possible en tout cas, à l'échelon des sections et des villes.

Nous nous sommes dotés d'un semblant de Comité exécutif en novembre 1956, lorsque nous avons consacré le groupe par une assemblée générale de « fondation », laquelle s'est tenue dans une salle des Sociétés savantes, rue Serpente, au Quartier latin. Certains camarades refusèrent cette nouvelle organisation et démissionnèrent sur-le-champ.

En fait, c'est bien plus tard, à partir de notre extension en province dans les années qui suivirent 1960, que nous eûmes besoin de nous structurer.

8.

Voix ouvrière et les étapes de la reconstruction

CHRISTOPHE BOURSEILLER : *Voix ouvrière devient votre nouvelle appellation publique. Êtes-vous l'homme clef de ce redémarrage ?*

ROBERT BARCIA : Pas du tout ! Comme je vous l'ai dit, j'avais du crédit auprès d'un certain nombre de camarades, mais pas autant que Pierre Bois et d'autres camarades car certains de l'ancienne UC partageaient ce crédit. De plus, Irène était à nos côtés. Par ailleurs, mais c'est un détail, *Voix ouvrière* n'était encore que le nom des bulletins mais n'était pas encore devenu un nom d'organisation. Je ne dirigeais absolument pas le groupe.

C.B. : *Je remarque quand même que le binôme Pierre Bois-Hardy ressemble un peu au binôme Arlette Laguiller-Hardy, même s'il y a évidemment d'énormes différences. Pierre Bois est un leader public, populaire, tandis que vous restez dans l'ombre, pour construire une organisation politique...*

R.B. : Vous ne pouvez pas dire cela. Pierre Bois avait été très remarqué lors de la grève mais, neuf ans

après, il n'était plus connu du grand public et aucun journaliste ne cherchait à le rencontrer. Il n'était alors ni public ni populaire. Mais il était écouté et respecté au sein de notre organisation. Même lorsque, en 1997, la presse a rappelé le cinquantième anniversaire de cette grève, personne n'a cherché à interviewer Pierre Bois. Il vivait pourtant au vu et au su de tous et son nom figurait dans l'annuaire. Mais aucun journaliste ne s'en est soucié. Même en 1998, lorsque les journalistes s'intéressèrent à la direction, supposée clandestine, de Lutte ouvrière, ils ne le recherchèrent pas davantage. Pour eux, il n'était sans doute pas un dirigeant.

Aujourd'hui la popularité d'Arlette Laguiller est sans commune mesure avec celle de Pierre Bois en 1956.

Quant à moi, à l'époque, à la création de Voix ouvrière, si j'étais dans l'ombre, cela n'avait rien de volontaire, et l'ombre n'est pas la situation la plus propice pour construire une organisation politique. C'est tout simplement parce que j'aurais pu vainement téléphoner à tous les journalistes possibles pour leur dire que Voix ouvrière venait de naître et était promise, il fallait qu'ils me croient, à un brillant avenir... quarante ans plus tard.

En 1956, il n'y avait qu'une direction de fait, qui comprenait quatre ou cinq camarades dont Pierre Bois et moi-même.

C.B. : *Pouvez-vous me donner les noms de ces camarades ?*

R.B. : Dans la mesure où ils ne sont plus chez nous, je ne pourrais le faire sans leur accord.

C.B. : *Vous pensez qu'ils pourraient avoir honte d'avoir été membres de Voix ouvrière ?*

R.B. : Je ne le crois pas, mais je n'en sais rien. Certains, après avoir rompu avec nous, ont fait carrière et ce passé pourrait les gêner, bien qu'aucun n'ait fait une carrière politique et n'ait été ministre ou chef de gouvernement !

C.B. : *Comment expliquez-vous le relatif bond en avant de Voix ouvrière, après des années de stagnation ?*

R.B. : Ce n'était pas exactement, à notre échelle, des années de stagnation, mais des années de préparation. Nous n'avons jamais cessé de militer et de recruter, soit des étudiants, soit des travailleurs.

Avec Voix ouvrière, nous voulions démontrer qu'il était possible de créer des bulletins politiques qui auraient du succès auprès des travailleurs. Et il a suffi de le décider pour le faire avec les camarades que nous avions déjà regroupés avant.

On a créé des bulletins *Voix ouvrière* pour montrer à des militants d'entreprise qu'ils étaient capables d'intervenir politiquement par eux-mêmes. Dans une situation politique de recul des idées de gauche, les militants se sont aperçus à l'usage, non seulement qu'ils pouvaient réaliser un bulletin politique, mais qu'ils pouvaient en outre rassembler des travailleurs

autour de ce bulletin. Les travailleurs fournissaient des informations et on pouvait les réunir dans une sorte de comité de rédaction.

Et puis il y avait la situation politique : la guerre du canal de Suez, l'intervention d'Israël, de la France et de l'Angleterre en Égypte, l'intervention soviétique en Hongrie, le rapport Khrouchtchev dénonçant les crimes de Staline, et l'envoi des « rappelés » en Algérie, les classes qui venaient juste de terminer leur service militaire, par le gouvernement socialiste de Guy Mollet qui venait d'être élu en promettant la paix en Algérie et auquel les députés communistes avaient voté les pleins pouvoirs.

C.B. : *En 1956, considériez-vous que vous refondiez l'Union communiste ?*

R.B. : En 1956, nous étions connus sous le nom de Voix ouvrière. Nous voulions effectivement recréer l'Union communiste dès cette époque. Nous nous inscrivions dans la filiation ancienne. Mais, en l'absence de Barta, nous ne le pouvions pas. Et la première chose que nous avons faite, c'est d'aller voir Barta pour lui demander de revenir prendre sa place.

C.B. : *En 1956 ?*

R.B. : Oui, en décembre 1956. L'un de nos buts, en recollant tous les morceaux de l'ancienne organisation, en recrutant des jeunes entre 1950 et 1956 malgré les aléas, était de faire revenir Barta. Parce que nous avions besoin d'une direction politique. Je suis

allé le voir en lui disant que nous avions réuni un groupe de militants plus nombreux que l'ancienne Union communiste, que tous les camarades souhaitaient qu'il reprenne sa place à la direction. Il l'a pris d'assez haut et m'a dit en substance : « Je ne cherche pas à diriger, mais je veux bien vous aider à faire un journal politique. » J'ai dit que cela me semblait insuffisant, mais j'ai tout de même accepté. Beaucoup de camarades étaient choqués qu'il ne veuille pas revenir.

C.B. : *La rancœur était encore présente...*

R.B. : De notre part, ce n'était pas de la rancœur car nombre de camarades, sinon la majorité, recrutés entre 1950 et 1956, ne le connaissaient qu'au travers des stages où nous expliquions qu'à l'origine de notre tendance il y avait deux camarades venus de Roumanie et ayant appartenu au POI avant-guerre. Nous expliquions que c'étaient eux qui avaient écrit tous les textes que nous faisions lire, et en particulier *La Lutte de classes*, la brochure de novembre 1940 et le rapport intérieur de 1943, et qu'ils avaient dirigé politiquement l'organisation jusqu'à la rupture. Nous évitions de nous prononcer sur les causes de cette rupture. Et nous ne serions pas allés chercher Barta si ceux qui avaient vécu cette période en avaient gardé la moindre rancœur. Quant à ce que lui pensait, rancœur ou pas, je n'en sais rien.

C.B. : *Il a quand même accepté de relancer* La Lutte de classes.

R.B. : Pas vraiment. Seulement d'y participer! Nous remettre un article tous les quinze jours, ce n'était pas nous aider politiquement dans tous les domaines. *La Lutte de classes* était une simple feuille ronéotée, hebdomadaire, qui comprenait deux articles, l'un au recto, l'autre au verso. L'un était écrit par Barta, l'autre par l'un d'entre nous.

C.B. : *C'est-à-dire ?*

R.B. : Le plus souvent, c'était moi. Au bout du onzième numéro, après trois mois de participation, au premier trimestre 1957, il en a eu assez. Et *La Lutte de classes* a dû cesser de paraître. Des années plus tard, en 1964, Pierre Bois demanda de nouveau à Barta de reprendre sa place à la direction de l'organisation, ce que Barta refusa à nouveau. De la même façon hautaine que précédemment, il n'accepta qu'une collaboration à la rédaction de *Voix ouvrière.* Malheureusement, il n'était pas libre à la seule heure possible pour le comité de rédaction étant donné les délais de fabrication imposés par l'imprimerie. Nous aurions pu rechercher d'autres moyens de collaboration politique, mais il n'y tenait manifestement pas [1].

C.B. : *À quel moment avez-vous de nouveau fait référence dans vos textes internes au sigle de l'Union communiste ?*

1. *Barta, lettres à un jeune camarade (1975-1976)*, « Correspondance Barta-Pierre Bois », Les publications du GET, 1997, p. 34-36.

R.B. : Dans nos textes publics nous n'en parlions pas. Mais entre nous, nous parlions tout le temps de l'Union communiste et, dans certains textes internes et dans nos stages, nous expliquions notre filiation et le rôle de Barta et Irène.

On ne s'est pas dit non plus : « On crée Voix ouvrière. » On réveillait les anciens militants. On voulait refaire une organisation fidèle aux idées de l'Union communiste.

C.B. : *En 1960,* La Lutte de classes *reparaît sous la forme d'une revue et se présente comme l'organe de « l'Union communiste internationaliste ». Pourquoi avoir modifié le sigle ?*

R.B. : Nous voulions nous affirmer aussi internationalistes que tous ceux qui prétendaient être une véritable Internationale.

Bien que cela ne change rien – pas plus que de se dire abusivement une Internationale, comme toutes les organisations trotskistes le prétendaient –, nous voulions quand même marquer notre attachement à l'internationalisme, surtout en cette période de guerre d'Algérie et, plus largement, de guerre froide. Mais nous ne voulions pas créer un simulacre d'Internationale de plus.

C'était d'autre part pour ne pas reprendre exactement le nom de l'organisation de Barta. À l'époque, j'avais demandé à Irène si elle pensait que nous pouvions reprendre le titre de *Lutte de classes.* Elle m'avait répondu : « Un drapeau abandonné appartient à celui qui le ramasse. »

C.B. : *À l'époque où vous développez Voix ouvrière, la situation du trotskisme français est quelque peu ubuesque, puisqu'il existe deux partis communistes internationalistes concurrents. Ces deux groupes divergent, entre autres, sur la question de l'« entrisme ». Quelle est votre position sur cette question délicate ?*

R.B. : En effet, en 1952, le parti trotskiste, c'est-à-dire le PCI-Section française de la IV^e^ Internationale, subit une grave crise.

L'un des dirigeants, que nous avons déjà rencontré dans cette histoire, Raptis alias Pablo, construisit une théorie selon laquelle nous allions vers des sociétés de plus en plus bureaucratisées, où l'économie pourrait prendre un nouvel essor sur la base d'une étatisation et d'une planification. L'URSS était le premier échantillon de cette nouvelle société, qui n'était ni socialiste ni communiste. Les partis communistes et même sociaux-démocrates, tout comme les syndicats, représentaient l'aile marchante de cette évolution. La société qui en découlerait serait progressiste et pourrait même durer trois siècles.

La conclusion était qu'on ne pouvait pas s'opposer à cette évolution et que, si l'on voulait jouer un rôle, il fallait s'y intégrer. C'est là que Pablo demanda aux militants de la IV^e^ Internationale d'entrer dans les partis communistes, et dans les partis socialistes là où, comme en Angleterre, le Parti communiste ne représentait pas grand-chose face au Labour Party, pour permettre cette évolution et la hâter. C'est ce qu'il baptisa du nom d' « entrisme *sui generis* » pour le dis-

tinguer de l'entrisme dans la SFIO française qu'avait recommandé Trotski en 1934, un entrisme tactique à l'époque, qui n'était destiné qu'à trouver un milieu. En effet, en 1934, l'organisation trotskiste en France était composée presque exclusivement d'intellectuels et pas toujours très engagés (quelques années auparavant, vers 1929, l'un des principaux dirigeants de l'organisation française, Maurice Paz, avait répondu à Trotski qu'il ne pouvait pas créer un hebdomadaire car sa charge d'avocat lui prenait trop de temps !). Trotski recommanda donc à ses camarades français d'entrer dans la SFIO pour y trouver un milieu ouvrier, quitte à en sortir après.

Cela, c'était donc l'entrisme tout court.

L'entrisme que préconisait Raptis-Pablo était un entrisme « en soi », définitif, sincère. Il s'agissait d'intégrer réellement les partis en question, sans avoir comme objectif d'en ressortir plus forts ultérieurement. C'était donc un entrisme au sens propre, d'où le *sui generis*.

C'était une vision extrêmement pessimiste de l'avenir, qui ne s'expliquait que par la situation de l'époque. En 1952, la guerre de Corée durait toujours, la guerre d'Indochine aussi. Staline dirigeait l'URSS d'une main de fer (il est mort en 1953). Le mouvement ouvrier français était en pleine régression. Le PCF paraissait inébranlable. Le Parti gaulliste, le RPF, rassemblait ses forces et commençait à avoir l'allure d'un parti d'extrême droite.

Le parti trotskiste français se divisa donc sur la question de l'entrisme. D'un côté, Pierre Frank suivit Pablo, de l'autre côté, Pierre Lambert s'opposa fer-

mement à cette orientation. Il faut dire que, du côté de Frank, il y avait plutôt les intellectuels et, du côté de Lambert, plutôt les militants ouvriers du PCI qui, aux prises avec les staliniens dans les entreprises, ne voyaient pas comment ils pourraient intégrer *sui generis* le Parti communiste et comment les nervis staliniens pourraient, de leur côté, les accepter *sui generis* sans douter de leur sincérité.

Toujours est-il qu'il y eut une scission, qui donna naissance à deux PCI symétriques, tous les deux se réclamant de la IV^e^ Internationale. C'est ainsi que l'on put voir, lors d'élections législatives à Paris, côte à côte sur les panneaux électoraux, les affiches de deux PCI-IV^e^ Internationale se présentant concurremment et consacrant une grande partie de leur programme affiché à critiquer le PCI d'en face.

C'était effectivement ubuesque *sui generis*.

Ils ne se réunifièrent jamais.

Bien sûr, pour notre part, nous ne partagions pas du tout les vues de Pablo, qui étaient une construction absolument artificielle, sur des schémas sans base réelle, sur un sujet qui paraît, avec le temps, incompréhensible. Donc, en 1952 et les années suivantes, nous étions peu enclins à nous tourner vers ces deux morceaux du PCI qui, d'ailleurs, avaient à l'époque perdu une grande partie de leurs militants.

À l'époque où nous avons commencé à développer Voix ouvrière, en 1956-57-58, les problèmes entre ces deux partis étaient loin d'être réglés. Ils se disputaient surtout les sections de l'Internationale et on assista alors à un chassé-croisé, à l'échelle internationale, de groupes qui s'associaient, se divisaient, se réasso-

ciaient autrement, mais sans augmenter leur nombre ni leurs forces militantes. Et ce n'est pas cela qui pouvait nous inciter à renoncer à notre indépendance.

C.B. : *Comment Voix ouvrière est-elle devenue une véritable organisation ?*

R.B. : Par étapes. Il y a d'abord eu un développement assez rapide. Une fois qu'on a eu démontré qu'il était possible de publier des feuilles d'entreprise, tous les camarades ont été convaincus. Les bulletins permettaient d'organiser les travailleurs du rang, de remettre en activité des travailleurs déçus, voire isolés. Cela provoquait des discussions politiques. Très vite, il y a eu un éditorial central, commun à toutes les feuilles. L'éditorial générait des débats. Autour de chaque bulletin, il y avait une réunion de rédaction pour les camarades de l'entreprise, nous les appelions « réunions échos ».

C.B. : *Vous aviez un local ?*

R.B. : À Paris, nous avions un local vers la République, qui n'était pas loué au nom de Voix ouvrière mais qui nous était prêté. Il donnait sur cour, place Bonsergent, et n'était pas bien grand, mais on pouvait s'y réunir et il y avait une machine à ronéoter. Plus tard, quand les bulletins sont devenus plus nombreux, on a dû les éditer dans un lieu plus confortable, d'autant que nous avons centralisé la confection des bulletins (ce que nous appelons le « technique ») par économie de forces. Les stencils furent alors tapés

chez une camarade, Lucienne, ex-Jeanne, de son véritable nom Fanny... Elle avait été arrêtée avec Irène en 1939 et toutes deux avaient été libérées en mai 1940. Elle habitait aux Halles, rue Pierre-Lescot, et travaillait comme dactylo chez Renault à Billancourt. Pendant des mois, voire des années, Irène est venue taper les bulletins tous les quinze jours.

C.B. : *Tous les bulletins étaient tapés à Paris ? Même ceux de Marseille ?*

R.B. : Oui, mais nous n'avons eu de bulletins en province qu'à partir de 1960. C'étaient alors des camarades parisiens qui allaient les diffuser, le plus souvent en stop faute d'argent. Et comme c'était la guerre d'Algérie, ce n'était pas toujours simple. Il ne fallait pas se faire arrêter par la gendarmerie sur la route. Mais ça a fonctionné.

C.B. : *Vous est-il arrivé de fournir un appui logistique aux indépendantistes algériens ?*

R.B. : À Marseille, on avait des contacts en milieu algérien. On n'a pas vraiment fourni d'appui logistique, mais on a caché des Algériens pendant quelques jours.

C.B. : *Si je vous entends bien, les premières années de Voix ouvrière sont marquées par une nette croissance. Vous étiez un groupuscule, vous devenez une petite organisation, majoritairement composée de salariés.*

R.B. : Cette étape de croissance se situe entre 1956 et 1957. Mais l'année 1958 est marquée par l'arrivée de De Gaulle au pouvoir après des années de convulsions politiques.

C.B. : *En même temps, la guerre d'Algérie correspond à l'entrée en politique d'une nouvelle génération, qui soutient justement l'opposition algérienne.*

R.B. : La guerre d'Algérie a effectivement vu une nouvelle génération entrer en politique, choquée de la guerre que la France menait là-bas.

Il y avait eu le choc du 1er novembre 1954, des attentats et de l'envoi de plus en plus de troupes qui ratissaient le pays. Cela venait d'ailleurs après des événements semblables au Maroc et en Tunisie. Lors des insurrections qui éclatèrent en Tunisie, la répression par l'armée française fut si féroce, en particulier dans le nord du pays, que pendant longtemps on parla des « ratissages du cap Bon » pour désigner le comportement colonialiste de l'armée française.

Mais en ramenant le sultan du Maroc sur le trône et en accordant l'indépendance à la Tunisie, le gouvernement français évita que l'ensemble du Maghreb entre en rébellion.

En Algérie, ce qu'on appela pudiquement une « simple opération de police » devint rapidement une véritable guerre.

En 1956, le Parti communiste, la SFIO et quelques autres partis du centre gauche formèrent le « Front républicain », dirigé par le socialiste Guy Mollet. Aux élections législatives de 1956, toute la campagne de ce

Front, et en particulier de Guy Mollet, se fit autour de la promesse d'arrêter la guerre d'Algérie. Le Front républicain remporta les élections. Guy Mollet fut désigné comme Premier ministre. Le PCF ne fut pas invité à participer au gouvernement mais le soutint.

Le premier geste de Guy Mollet fut de demander les pleins pouvoirs, ce que l'Assemblée lui vota, le 11 mars, avec les voix du Parti communiste. Et le 11 avril Guy Mollet décidait d'envoyer non seulement le contingent, mais aussi de rappeler ceux qui venaient de terminer leur service depuis deux ans et qui étaient encore dans ce qui s'appelait la « réserve ». Dès avril, soixante-dix mille réservistes furent ainsi rappelés sous les drapeaux. Dans le même temps, la durée du service militaire fut portée à 27 mois. Entre janvier et juillet 1956, les forces armées en Algérie passèrent ainsi de deux cent mille à quatre cent mille hommes.

De nombreux jeunes se révoltèrent, arrêtèrent les trains mais, n'étant pas soutenus par les partis de gauche et encore moins par le PC, ils durent partir et se retrouvèrent, pour la plupart, dans des bataillons plus ou moins disciplinaires.

Ces jeunes étaient moins des étudiants que des travailleurs. Les étudiants qui furent rappelés étaient des sursitaires dont le sursis venait à échéance mais qui, du fait de leurs études, arrivèrent avec des petits grades car il fallait encadrer toutes ces troupes. Toujours est-il que cela créa une certaine agitation dans la jeunesse.

La population française ne s'insurgea pas, en grande partie parce que la gauche, une fois de plus, pesait dans l'autre sens.

Des réseaux de soutien au FLN se constituèrent. Le plus important de ces « porteurs de valises » – qui surtout transportèrent vers l'Algérie (via la Suisse ou l'Espagne) des fonds collectés parmi les ouvriers algériens en France – fut le réseau Jeanson, dont le procès – qui fit du bruit – eut lieu le 6 septembre 1960.

Des universitaires, des intellectuels, des artistes signèrent bien des pétitions et cela contribua à mobiliser l'opinion.

Après quatre ans de politique répressive en Algérie, des mouvements de pieds-noirs d'extrême droite de l'armée d'Algérie entrèrent plus ou moins en rébellion. C'est alors que le président de la République, René Coty, fit appel à de Gaulle, resté « en réserve de la République » depuis plusieurs années. C'est Guy Mollet qui, en chemise de bure, à genoux et les clés du gouvernement à la main, alla chercher de Gaulle, lequel, dans sa retraite, condescendit à accepter.

C'est dire que cette période fut troublée et qu'un grand nombre de jeunes de tous les milieux et de toutes les conditions condamnèrent, quand ils étaient de gauche, la politique de la SFIO et du PC et se tournèrent vers les organisations d'extrême gauche, ou encore soutinrent le FLN.

La guerre dura encore deux ans, avant que de Gaulle engageât des négociations avec le FLN et qu'un putsch de généraux eût lieu à Alger, putsch que de Gaulle était le seul à pouvoir réduire.

Un parti surtout gagna une popularité importante mais ne joua aucun rôle politique décisif : le Parti socialiste unifié. Le PSU recruta beaucoup de jeunes

en cette période. Mais le PSU était un parti composite... Je me souviens d'une campagne d'affiches. Personne n'arrivait à se mettre d'accord sur le slogan. Finalement, le PSU a collé des affiches avec seulement, si je me souviens bien : « Et l'Algérie ? »

Pour notre part, nous étions alors la seule organisation politique à distribuer à la porte des usines des feuilles d'entreprise soutenant la lutte d'émancipation du peuple algérien. Nous critiquions certaines caractéristiques réactionnaires du FLN mais nous le soutenions quand même. Ce n'était pas à nous de choisir quels dirigeants le peuple algérien se donnait.

Le PCF se déconsidérait à cause de l'URSS. La social-démocratie se déconsidérait à cause de son passage au pouvoir, de la guerre d'Algérie, de Guy Mollet, des rappelés... Le PSU aspirait toute une partie de la jeunesse.

C.B. : *C'est à cette époque que vous avez démarré une collaboration politique avec le groupe trotskiste de Pierre Lambert ?*

R.B. : Début 1959, dans cette période troublée, marquée par l'arrivée de De Gaulle au pouvoir (en mai 1958), j'ai eu une entrevue avec Pierre Lambert. Il me dit qu'auparavant il n'était pas d'accord avec notre stratégie. Il déplorait notamment que sur nos bulletins il n'y ait pas de nom d'organisation. Il n'y avait qu'un titre : *Voix ouvrière*. Lambert m'a expliqué qu'il n'avait pas changé son opinion sur nos bulletins, mais qu'avec l'arrivée de De Gaulle il fallait revenir à une certaine clandestinité, et que les mili-

tants de son parti avaient bien besoin de feuilles d'entreprises comme les nôtres. Or, le PCI-Lambert avait pas mal de travailleurs dans ses rangs.

Le groupe Lambert n'était pas le seul à voir dans l'arrivée de De Gaulle au pouvoir une menace de dictature. C'était ce que pensait l'immense majorité de la gauche, du PCF et du PSU, et même une partie des militants du PS, sans oublier tous les groupes d'extrême gauche. Il est vrai qu'après avoir démissionné de la direction du gouvernement provisoire, en janvier 1946, de Gaulle s'était vite présenté en champion d'un régime autoritaire. Il ne cachait pas alors son hostilité au régime parlementaire : « Le jour va venir où, rejetant les jeux stériles et réformant le cadre mal bâti où s'égare la Nation et se disqualifie l'État, la masse immense des Français se rassemblera sur la France », déclara-t-il le 30 mars 1947 devant cinquante mille personnes lors d'une cérémonie en mémoire de la Résistance, à Bruneval, en Seine-Maritime.

Deux semaines plus tard, le 7 avril, à Strasbourg, de Gaulle annonçait la naissance du RPF (Rassemblement du peuple français) : « Il est temps que se forme et s'organise le Rassemblement du peuple français qui, dans le cadre des lois, va promouvoir et faire triompher, par-dessus les différences des opinions, le grand effort de salut commun et la réforme profonde de l'État. »

Par bien des côtés, le RPF, avec son service d'ordre musclé, ses provocantes concentrations de militants dans les banlieues ouvrières, son anticommunisme violent, ressemblait bien plus à un parti d'extrême droite qu'à une simple machine électorale.

Avec près de 22 % des suffrages aux élections législatives de juin 1951, le RPF aurait pu paralyser la IV^e^ République... si tous ses élus s'en étaient tenus à l'attitude d'opposition systématique que préconisait son fondateur. Mais dès 1952, une bonne partie d'entre eux préféra « aller à la soupe », suivant l'expression de De Gaulle. Et en mai 1953, prenant acte de l'échec du RPF, de Gaulle rendit leur liberté à ceux qui s'étaient fait élire sur son nom.

Que cinq ans plus tard certains aient pu voir dans le retour au pouvoir de De Gaulle la menace d'une dictature est donc compréhensible. Ce n'était cependant pas notre opinion, car le principal problème qui se posait alors à la bourgeoisie française était la sortie de la guerre d'Algérie, « une guerre imbécile et sans issue », comme avait dit, en 1956, le secrétaire général du Parti socialiste, Guy Mollet... avant de capituler devant l'extrême droite qui avait fait de « l'Algérie française » son cheval de bataille, et d'intensifier la guerre. De la même manière qu'il avait fallu un homme « de gauche » pour envoyer des centaines de milliers de jeunes appelés ou rappelés combattre en Algérie, alors que les couches populaires s'étaient majoritairement prononcées pour la paix lors des élections de janvier 1956, seul un homme de droite pouvait faire accepter à l'état-major de l'armée et à la fraction la plus réactionnaire de l'opinion l'inéluctable indépendance.

C'est en tout cas l'analyse que nous fîmes dès mai 1958, et la mise en place de la V^e^ République ne nous apparut jamais que comme la simple continuation de la politique antérieure du RPF.

Mais ce n'est évidemment pas parce que nous divergions avec le groupe Lambert sur l'analyse de la situation que nous ne pouvions pas travailler ensemble.

Il y avait autour de Lambert des gens comme Gérard Bloch ou Daniel Renard, que je connaissais déjà, et d'autres que je connaissais moins. Pierre Bois et Renard étaient tous deux chez Renault lors de la grève de 1947 et se connaissaient parfaitement, quoique Renard n'ait pas joué un rôle majeur dans la grève. À l'été 1959, nous avons donc décidé de créer des bulletins *Voix ouvrière* dans toutes les entreprises où des militants du PCI-Lambert le voudraient. Ce fut en particulier le cas à la CAF (Caisse d'allocations familiales) de la rue Viala, où Pierre Lambert travaillait, chez Lavalette à Saint-Ouen, où militait Daniel Renard, et dans des entreprises de province comme Brissonneau à Nantes, Michelin à Clermont-Ferrand, aux Câbles de Lyon à Lyon, et quelques autres.

Nous avons établi un accord selon lequel les feuilles seraient calquées sur le modèle des bulletins *Voix ouvrière*. Elles seraient impérativement régulières, toutes les deux semaines à jour fixe, et elles seraient distribuées à la porte de l'entreprise et, dans la mesure du possible, à l'intérieur, clandestinement. Nous avons accepté qu'elles soient distribuées par des militants de VO quand le PCI n'avait pas les moyens de le faire, ce qui était souvent le cas. Le technique, c'est-à-dire la dactylographie des stencils et les tirages, c'est nous qui nous en chargions, mais une militante du PCI, Annie Cardinal, participait à ces tâches.

Il y avait des conditions politiques : les militants de chaque entreprise étaient maîtres de tout ce qu'ils écrivaient sur l'entreprise, mais nous rédigions l'éditorial commun. Évidemment, Lambert ou Renard avaient un droit de regard. Mais en cas de désaccord, c'était notre avis qui prévalait. Pierre Bois ou moi, nous nous sommes alors rendus avec Lambert dans différentes villes de province, comme à Nantes où nous avons rencontré des camarades du PCI, et le dirigeant de l'Union départementale de FO, Alexandre Hébert.

C.B. : *Je ne comprends pas pourquoi les lambertistes ont accepté un accord à ce point contraignant.*

R.B. : Le groupe de Lambert sortait d'une crise. En fait, chacun y a trouvé son compte. Eux, pour remettre leurs camarades en activité. Nous, parce que cela allait augmenter le nombre de bulletins et, surtout, cela pouvait nous donner une ouverture sur la province. Tout cela s'est réalisé.

Un peu après, en décembre 1962, nous publiâmes notre premier périodique imprimé. Jusque-là, nous nous servions, pour recruter, pour expliquer ce qu'étaient les bulletins d'entreprise et montrer ce que nous faisions, d'un assemblage de ces bulletins, présenté avec l'éditorial politique en première page et tous les échos d'entreprise sur les pages suivantes. Nous parlions alors de l' « agrafage ».

Donc, à sa sortie en décembre 1962, *Voix ouvrière* imprimée comportait, en guise d'éditorial, l'édito des bulletins d'entreprise et, sur quatre pages, un choix

des échos des entreprises. Cela a marqué pour nous une étape, cela nous servait à convaincre des travailleurs, des jeunes, et à développer notre influence. Ce périodique paraissait tous les quinze jours et portait notre adresse à Corbeil-Essonnes. Comme on voit, nous n'avons pas « toujours été clandestins ».

Par la suite, en novembre 1963, un autre progrès fut de faire paraître un « huit pages » : les quatre pages supplémentaires contenaient des articles politiques.

Plus tard encore, en novembre 1967, le nombre de bulletins d'entreprise se développant (environ quatre-vingts), nous fûmes contraints d'en faire paraître la moitié une semaine et l'autre moitié la semaine suivante. Il nous fut alors techniquement et politiquement relativement facile de publier la *Voix ouvrière* imprimée sur huit pages chaque semaine.

Pour cette *Voix ouvrière* hebdomadaire, nous avions abandonné le local de Bonsergent et celui de Corbeil pour le 29, rue de Château-Landon à Paris dans le 10e, qui était le siège de la rédaction et de l'administration. À cette époque, Voix ouvrière organisait de nombreuses permanences, tant à Paris qu'en banlieue et en province, à Besançon, Bordeaux, Lyon, Brive, Clermont-Ferrand, Lille, Dijon, Grenoble, Marseille, Rouen, Saint-Chamond, Saint-Étienne, Saint-Nazaire, Sochaux, Toulouse, liste qui était publiée dans *Voix ouvrière.*

Je le répète, ceux qui écrivent que nous sommes « clandestins depuis 1939 » feraient mieux, avant d'écrire, de tourner cent fois leur plume dans l'encrier.

C.B. : *L'alliance avec Lambert a duré combien de temps ?*

R.B. : L'alliance proprement dite autour des bulletins a duré un peu moins de deux ans, mais nos rapports ont duré bien plus longtemps : six ou sept ans au total.

L'arrêt des bulletins communs n'a, en effet, pas mis fin à notre collaboration. Par exemple, en février 1962, nous avions à faire face, à la Saviem à Saint-Ouen, en Seine-Saint-Denis, où existait un bulletin *Voix ouvrière*, à une situation difficile. Les nervis du PCF essayaient d'empêcher par la force chaque diffusion de nos tracts et agressaient régulièrement nos camarades qui les distribuaient à la porte. Nous avons décidé, après avoir fait la démonstration que ce n'était pas nous qui recherchions la bagarre, d'envoyer une équipe de protection dissuader les cogneurs du PCF. Nous avons pu, pour cela, compter sur les militants du groupe Lambert. Pierre Lambert était d'ailleurs, comme moi-même, présent personnellement. Les staliniens nous ont traités d'agents de l'OAS. Ils ont transformé l'avenue Victor-Hugo, à Saint-Ouen, en décharge d'ordures, en utilisant des poubelles métalliques comme projectiles. Mais lors des diffusions suivantes, ils se sont assagis [1].

Je dois dire que, du côté du groupe que dirigeait Pierre Frank, nous n'avons pas trouvé la même aide. L'organe de ce groupe, *La Vérité des travailleurs*, a au

1. Événements rapportés dans la brochure *Pour la démocratie ouvrière*, signée *La Vérité* et *Lutte de classes*, éditée par la SPEL (gérant : P. Lambert) en mars 1962.

contraire publié un petit article, critiquant certes l'attitude du PCF, mais affirmant que si nous et le groupe Lambert étions moins « sectaires » vis-à-vis des militants du PCF, cela n'arriverait pas [1] ! Notre « sectarisme » consistait à défendre les idées des communistes révolutionnaires devant l'ensemble des travailleurs, ce que le groupe Frank se refusait à faire.

Le type d'aide que nous a apporté le groupe Lambert à cette occasion nous semblait tout à fait naturel. Et nous-mêmes, nous avons par exemple, à la même époque, assuré la protection d'une diffusion de tracts de la CFTC (organisation syndicale chrétienne, dont nous étions évidemment bien loin de partager les orientations) aux portes des usines Simca de Poissy, dont la direction entretenait un « syndicat maison » de cogneurs patentés.

C.B. : *Le groupe de Pierre Lambert était alors membre du Comité international pour la reconstruction de la IV^e Internationale, qui rivalisait avec le Secrétariat international de la IV^e Internationale. Lambert vous a-t-il proposé de rejoindre le Comité international et de fusionner avec son groupe ?*

R.B. : Bien sûr. Il a formulé son offre en 1963. Pendant toutes ces années, nous avons eu des relations, des contacts, des réunions de cellules communes, des pourparlers d'unification. Nous avons été invités à la « Conférence de reconstruction de la IV^e Internationale » à Londres au printemps 1966, organisée par la SLL (Socialist Labour League), la section britannique

1. *La Vérité des travailleurs*, n° 124, mars 1962, p. 14.

du Comité international dirigé par Gerry Healy et le groupe Lambert.

C.B. : *Que s'est-il passé ?*

R.B. : Le premier contact fut très correct, voire chaleureux. La conférence se tenait dans les locaux des militants de la section anglaise de Gerry Healy. Il nous fit visiter son imprimerie. En effet, la SLL était très fière d'être depuis quelques mois la première organisation trotskiste au monde à éditer un presque quotidien (paraissant cinq jours par semaine).

Au départ, l'objectif de la conférence était de « reconstruire la IV^e^ Internationale ». Sur le principe, nous étions d'accord. Mais les nombreuses interventions des premiers jours nous déçurent très vite. Une fois de plus, les groupes présents et invitants refaisaient pour la énième fois le procès du Secrétariat international (de Pierre Frank). Le « pablisme » était rendu responsable de l'échec des grèves des fonctionnaires en France en 1953, de l'échec des mouvements révolutionnaires dans les pays de l'Est, sans parler de celui des mouvements d'émancipation coloniale. Tout était la faute de Pablo. Le tout assorti de considérations prétendument théoriques. Mais rien sur les causes réelles de la faillite de la IV^e^ Internationale et de l'incapacité d'aucune de ses sections à intervenir dans les événements sociaux et politiques.

Comme nous avions critiqué cette attitude, nous fûmes interpellés un matin à l'ouverture de la séance par Gerry Healy, qui nous dit en substance « Comment prétendez-vous reconstruire l'Internationale

alors qu'elle existe et qu'elle a glorieusement résisté au ver du pablisme ? » Il s'ensuivit une incroyable discussion sémantique sur la différence entre « reconstruire » et « rebâtir ». Cela fit le désespoir du camarade de l'OCI chargé de la traduction. Ou, plus exactement, son hilarité...

« *Get out! get out!* » nous enjoignit alors Gerry Healy, nous désignant d'un doigt accusateur.

Ce que nous fîmes avec bonheur.

C.B. : *Au milieu de la séance ?*

R.B. : Oui, ça nous a permis de visiter Londres ! On était une demi-douzaine.

Nos rapports avec le groupe Lambert se sont terminés là, en 1966. Après, cela a été la rupture totale. C'est pourquoi nous n'avons pas eu l'occasion d'y rencontrer Lionel Jospin !

C.B. : *En 1966, le courant de Pierre Lambert s'était sensiblement étoffé. Il avait notamment fondé en 1965 l'Organisation communiste internationaliste.*

R.B. : De fait, c'était un changement d'étiquette, plus qu'une augmentation réelle d'effectifs.

C.B. : *Vous m'avez dit tout à l'heure que le groupe Lambert était largement composé de travailleurs. Qu'en était-il de Voix ouvrière ? Les anciens de l'Union communiste étaient tout de même plutôt des intellectuels.*

R.B. : Les militants qui restaient de l'ancienne Union communiste étaient en majorité des travailleurs et des ouvriers. Dans les années 1953 à 1960, nous avons recruté des jeunes qui venaient des lycées, des facs, amenés à la politique par la guerre d'Algérie. Beaucoup provenaient d'organisations communistes, socialistes, juives. Par rapport à nos camarades ouvriers, c'étaient des gens plus jeunes, ayant beaucoup moins d'expérience militante. Mais sans ces jeunes camarades, nous n'aurions pu ni créer nos bulletins, ni les diffuser aux portes des usines et aux quatre coins de la France. Nous avons construit des groupes en province. Jusqu'à l'accord avec Lambert, nous étions une organisation exclusivement parisienne. Grâce à Lambert, nous nous sommes ouverts sur la province.

C.B. : *Dès le milieu des années 1960, on parle davantage de l'agitation sur les campus que des revendications ouvrières. Vous restez cependant pour le moins réservés à l'égard des mouvements étudiants.*

R.B. : Nous n'avions rien contre le recrutement d'étudiants ou de lycéens de classes terminales, au contraire, mais nous privilégiions l'implantation dans les entreprises.

Et un petit groupe ne peut tout faire. Nos camarades ont participé à toute l'agitation contre la guerre d'Algérie, entre 1958 et la fin de la guerre, et contre l'OAS. Par contre, ils ne militaient pas dans les syndicats étudiants, autour des revendications catégorielles concernant uniquement les étudiants. Étudiant est

une condition qui ne dure pas et quand on devient enseignant, avocat, ingénieur ou médecin, on n'a plus les mêmes motivations.

Aujourd'hui, nous avons des camarades qui militent depuis des dizaines d'années. Quand les sociologues parlent de nous, ils disent parfois que nous sommes un groupe vieillissant. C'est peut-être vrai. Certains citent Peugeot Montbéliard, Sochaux... Effectivement, nous avons là-bas, comme nous avions à Billancourt, des gens qui militent depuis trente ans parce qu'ils restent. Nous avons aussi de nombreux jeunes militants. Mais ils ne se montrent pas. Et pour cause ! Quand vous entrez dans une entreprise avec un contrat à durée déterminée, vous n'avez pas intérêt à mettre sur votre CV que vous êtes à Lutte ouvrière.

Pour trouver du travail et même pour le garder, vous êtes forcé de taire votre appartenance. Nous avons même des camarades qui évitent, au début, de militer dans les syndicats, pour ne pas se faire remarquer. Ils attendent d'être titularisés, d'avoir un contrat à durée indéterminée, d'être bien vus professionnellement. C'est exactement ce que nous leur disons. Et un militant doit aussi être estimé professionnellement par ses camarades de travail. Il faut être quelqu'un de bien. Il ne faut pas fayoter mais pas non plus tirer au flanc. Pas être celui qui se saoule ni le fumeur de joints.

C.B. : *Vous exercez pour votre part la profession de visiteur médical. Où en êtes-vous sur le plan professionnel ?*

R.B. : Depuis 1953, j'étais toujours visiteur médical, pour les laboratoires Ucépha. Au bout de cinq ans, vers 1958, dans ce laboratoire j'ai eu à participer, aux côtés des responsables médecins, à la formation des nouveaux délégués et la direction me demanda de compléter cette formation sur le terrain. Cela consistait à effectuer des visites « en duo » avec eux afin de faciliter leurs débuts, discuter éventuellement de ce qui n'allait pas, les encourager et renforcer leurs connaissances. C'était évidemment une activité ponctuelle, car je ne tenais pas à être tout le temps sur les routes, loin de Paris.

Un visiteur médical, à l'époque, était payé sensiblement comme un ouvrier qualifié de la métallurgie et plutôt moins que plus. Cela dépendait évidemment de l'ancienneté, de la taille et de la richesse du laboratoire. J'étais parmi les plus mal payés et ce n'est que vers les dernières années que cela s'est amélioré.

Comme je vous l'ai dit, dans cette même période, en mai 1959, nous avions engagé une activité commune avec le PCI Lambert pour créer des bulletins d'entreprise *Voix ouvrière* avec des camarades de cette organisation, à Paris et dans la région parisienne, mais aussi dans un certain nombre de villes de province. Le fait que j'étais relativement autonome dans le choix de mes voyages professionnels et que je touchais des indemnités de déplacement me permit de faire profiter mes camarades de ces facilités pour mettre en route cette activité politique. Nous pouvions voyager à plusieurs en voiture et j'emmenai quelquefois Pierre Lambert. Les frais de repas – normaux – qui m'étaient remboursés permettaient de se

nourrir – très frugalement – à deux ou trois, et cela arrangeait bien les choses.

Dans les années 1960 et 1961, cette activité commune se poursuivit, elle nous permit de développer nous-mêmes une activité en province en recrutant des militants dans des secteurs où nous n'étions jamais allés jusque-là et mes facilités de déplacement nous servirent beaucoup.

On pourrait dire, pour imiter le style de certains journalistes actuels, que nous étions alors financés par l'industrie pharmaceutique. En fait, ces activités-là étaient financées sur ma paie et c'était, en quelque sorte, de ma part, une « cotisation ». J'ai été le seul dans toute l'histoire de Voix ouvrière ou de Lutte ouvrière à donner au mouvement une si grande part de mes revenus.

Cependant, à Pâques 1966, j'ai demandé un congé pour aller à la conférence de Londres du Comité international pour la reconstruction de la IV^{e} Internationale. Mais ce congé me fut refusé car le laboratoire avait changé de directeur et le nouveau ne m'appréciait pas beaucoup ; et j'ai dû démissionner de mon poste. J'ai eu la chance de ne pas parler en premier, ce qui fait que j'ai échangé ma lettre de démission contre un chèque. C'est ce chèque qui me permit par la suite de m'installer comme travailleur indépendant.

J'ai créé alors une école de formation médicale par correspondance pour préparer à la profession de visiteur médical. Je lui donnai le nom de OPPM – Office de préparation à la publicité médico-pharmaceutique. Mais « publicité » faisait mauvais effet et était mal vu

dans l'industrie pharmaceutique. Je gardai donc le sigle en changeant l'intitulé pour « propagande », qui était alors le terme usité. De plus, j'appris qu'il était légalement obligatoire d'avoir le mot « privé » dans l'intitulé. Je me trouvai donc avec trois « P » à intégrer dans le sigle. J'y renonçai pour mettre l'intitulé en conformité sans changer le sigle. Cette école devint donc « l'Office privé de préparation à la propagande médico-pharmaceutique », mais le sigle resta OPPM.

Le premier problème qui se posait à moi était de dénicher un local dont le loyer soit très faible, car c'est une charge incompressible. J'eus l'opportunité de trouver, par annonce, un bail à vendre pour une boutique à Aubervilliers. À l'époque, c'était des baux « 3-6-9 » qu'on ne pouvait pas rompre en dehors de ces échéances, et le propriétaire, de son côté, ne pouvait pas augmenter le loyer de façon conséquente avant neuf ans. Le locataire titulaire du bail avait le droit, lorsque ce n'était pas expressément interdit dans le contrat, de transférer ce bail à la personne de son choix, moyennant finances, et le propriétaire ne pouvait ni changer la durée du bail, ni changer le loyer.

J'ai donc payé aux anciens titulaires la somme de quinze mille francs pour qu'ils transfèrent leur bail à mon nom, devant un notaire, lequel était d'ailleurs le propriétaire de l'immeuble. Je ne les revis jamais car, une fois une telle opération effectuée, il n'y a plus de raison de maintenir des relations, quelles qu'elles soient. Étant donné toutes les âneries qu'on a répandues à ce sujet, il n'est pas inutile de rappeler ces

banalités qui ne devraient pas être ignorées de ceux qui prétendent écrire sur cette question.

Je me suis donc retrouvé locataire d'une boutique, pas très reluisante, dans un quartier populaire d'Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), à deux pas du métro Quatre-Chemins.

Cette boutique ne dépassait pas vingt mètres carrés et il y avait, en guise d'arrière-boutique, un réduit de deux mètres sur deux, sans fenêtre et donc sans lumière du jour, dont j'ai fait mon bureau. Le reste de la boutique a servi de bureau à une camarade qui me seconda comme secrétaire à mi-temps, et pour installer une machine « Sam », c'est-à-dire un duplicateur à encre sur papier en bobine. La boutique était presque remplie par la réserve de papier et par les cours, les exercices et les corrigés, ainsi que les documents administratifs nécessaires. J'étais aidé aussi par un étudiant en fin d'études de médecine qui corrigeait les cours et m'aidait quelquefois à les rédiger. Nous étions nos propres patrons, c'était le seul avantage car on ne peut pas dire que ce fut une réussite professionnelle puisque, à la fin 1966, entre l'achat du bail, les frais de fonctionnement et ma propre subsistance, je me suis retrouvé sans le sou. Alors, pour ne pas faire faillite, j'ai cherché à nouveau du travail comme salarié dans l'industrie pharmaceutique et, fin 1966, j'ai trouvé, toujours par annonce, une place d'animateur national dans un laboratoire dont le siège était alors à Cachan (94), le laboratoire Jouveinal. Tous les soirs, lorque je n'étais pas en voyage, je quittais donc Cachan pour me rendre à Aubervilliers par les boulevards des Maréchaux car le périphérique était en

construction, ce qui ne facilitait pas la circulation. Et là, je m'occupais de concevoir des documents de formation et de les éditer.

Je tins comme cela toute l'année 1967. Début 1968, ce fut de plus en plus intenable mais, heureusement pour moi, j'obtins alors de mon employeur de travailler à mi-temps. Du coup, les événements de mai 1968 ne m'ont trouvé rivé que la moitié du temps à ma chaîne alimentaire. Cependant, c'était encore trop. Ne tenant plus, je dus démissionner, au grand soulagement de mon employeur, en décembre 1968, mais cette fois sans aucune indemnité. Je me remis donc à la tâche de conception et de rédaction des cours, dans mon luxueux bureau d'Aubervilliers dont, heureusement, le faible loyer compensait l'absence de confort.

9.

Mai 68 et l'interdiction de Voix ouvrière

CHRISTOPHE BOURSEILLER : *J'ai l'impression que vous vous situez à des années-lumière de mai 68 et de ses revendications « poétiques », si j'ose dire, ou du moins axées sur la vie quotidienne. On peut dire de façon certaine que Voix ouvrière n'est absolument pas un groupe soixante-huitard.*

ROBERT BARCIA : C'est vrai ! Mais il faut dire que ni nous ni personne n'avions vu venir de tels événements. Et des « revendications poétiques », face à la situation générale dans le monde, ne nous venaient pas à l'esprit. En quoi nous avons eu tort car, sans être une révolution sociale, mai 68 fut quand même une secousse pour le régime gaulliste et au moins une révolution dans les esprits et les mœurs.

Pourtant, le début de l'année 1968 avait été marqué par toute une série d'événements aussi importants que spectaculaires, dont nous avons rendu compte dans *Voix ouvrière* et dans notre presse d'entreprise. Mais ces événements ne semblaient pas toucher la population française et, même au premier trimestre 1968, rien ne permettait de prévoir la nature et l'importance des manifestations étudiantes.

En janvier, au Japon, l'organisation étudiante Zengakuren organisa une manifestation gigantesque contre l'arrivée du plus grand porte-avions du monde à l'époque, l'*Enterprise* (US), à la base navale de Sasebo. Les heurts avec la police furent extrêmement violents. *Voix ouvrière* écrivait, à propos de cette manifestation et des étudiants : « Les militants révolutionnaires se doivent de saluer leur courage et l'exemple qu'ils donnent [1]. »

Début février, les forces nord-vietnamiennes déclenchaient l'offensive du Têt contre les grandes villes du Sud-Vietnam. Elles firent ainsi prendre conscience au peuple américain que la guerre était sans issue et que, pour la première fois, un petit peuple du tiers-monde allait contraindre la première puissance de la planète à reculer. L'éditorial de nos bulletins d'entreprise fut alors consacré à la bataille de Hué.

Le 18 février, à Berlin, les étudiants mobilisés contre la guerre du Vietnam organisèrent une grande manifestation internationale de solidarité avec le peuple vietnamien, qui vit resurgir de nombreux drapeaux rouges accompagnés de grands portraits de Hô Chi Minh, Che Guevara et des « 3 L » (Lénine, Karl Liebknecht, Rosa Luxemburg). *Voix ouvrière* y consacra une pleine page.

En mars, des mouvements étudiants éclatèrent à Tokyo, Madrid, Berlin, Alger, en Italie, aux États-Unis, en Égypte. En mars encore, en Tchécoslovaquie, Dubcek, nouveau secrétaire général du Parti depuis janvier, entrait en lutte pour évincer Novotny.

1. *Voix ouvrière*, 24 janvier 1968, p. 5.

En mars toujours, les étudiants polonais entraient en lutte à leur tour.

Mais, pour l'essentiel, cela se passait à l'étranger et ne remuait pas le pays. Ce qui fait que, six semaines avant que la jeunesse estudiantine embrase les rues du Quartier latin, Pierre Viansson-Ponté intitulait son éditorial du *Monde* du 15 mars 1968 : « Quand la France s'ennuie... »

Une semaine plus tard, à Nanterre, les membres du comité Vietnam national étaient arrêtés, Daniel Cohn-Bendit fondait le Mouvement du 22 mars. C'était le début des événements de mai 1968. Le 2 mai, l'université de Nanterre était fermée. Le 3 mai commença l'occupation de la Sorbonne. Une semaine plus tard, le 10 mai, c'était la nuit des barricades au Quartier latin, avec 200 blessés et 500 arrestations. Puis, le 13 mai, la journée d'action syndicale contre les brutalités policières.

C.B. : *Vous avez, je crois, participé aux manifestations et aux barricades. Aviez-vous alors des groupes dans les facultés ?*

R.B. : Nous ne faisions pas de travail en milieu étudiant. C'est-à-dire que nous ne militions pas dans les syndicats étudiants, même si nos camarades en étaient membres, et n'avions pas de structures politiques spécifiquement étudiantes. Nous avions des camarades dans toutes les facs, mais leur activité politique principale n'était pas tournée vers la pénétration du milieu étudiant comme le faisait la Jeunesse communiste révolutionnaire d'Alain Krivine, nos camarades

s'efforçaient de recruter des étudiants, certes, mais surtout des travailleurs. Comme nous placions toutes nos forces dans les entreprises pour une activité politique et syndicale, nous délaissions de ce point de vue l'activité proprement étudiante. Nous essayions de recruter des intellectuels susceptibles d'être gagnés à nos idées, mais à ceux que nous gagnions, nous demandions de consacrer leur activité à celle qui était le centre de gravité de notre organisation. En 1968, nous n'avons absolument pas été en pointe. Nous avons suivi.

C.B. : *Certains mouvements trotskistes, telle l'OCI de Pierre Lambert, ont purement et simplement refusé de participer aux manifestations étudiantes.*

R.B. : Nous, nous n'avons pas refusé d'y participer. Au début, on n'y croyait pas. On ne croyait pas que ça pouvait aller très loin. Ces barricades nous paraissaient sans débouché politique important. Quand on n'est pas vraiment dans le milieu, on ne voit rien venir. La JCR non plus n'avait rien vu venir, mais elle a réagi plus vite que nous. Cependant, elle n'a pas joué un rôle déterminant car les véritables leaders étaient Alain Geismar (secrétaire général du SNE-Sup), Jacques Sauvageot, alors président de l'UNEF, et Daniel Cohn-Bendit, du Mouvement du 22 mars.

C.B. : *Les barricades vous semblaient dérisoires ?*

R.B. : Non ! Les étudiants se battaient courageusement. La répression des manifestations était violente.

Mais il nous semblait qu'elles ne conduisaient à rien, parce que les travailleurs étaient absolument en dehors du mouvement.

Quand il y a eu la grève générale étudiante, les travailleurs sont restés en dehors. Mais il y a quand même eu une intervention ouvrière. La CGT et le PC ont appelé à une grève générale de vingt-quatre heures pour le 13 mai. Mais à Nantes, les militants de l'organisation de Lambert ont appelé à poursuivre la grève à Sud-Aviation. Cela a été une traînée de poudre. La grève s'est étendue à toute la France en un rien de temps. En voulant éteindre le feu, la CGT avait déclenché l'incendie.

Sartre est alors allé manifester à Billancourt, à la tête d'un cortège. C'était dérisoire. À Billancourt, il n'y avait pas un ouvrier. Il n'y avait qu'une centaine de membres du PCF qui, goguenards, regardaient les étudiants du haut des murs. Ils avaient verrouillé les portes de peur que les étudiants ne cassent tout, disaient-ils, et « détruisent l'outil de travail ».

C.B. : *Donc, les militants lambertistes ont joué un rôle important dans la « prolétarisation » de la grève.*

R.B. : Oui, ils ont joué un rôle de déclencheur. Mais ils n'ont rien dirigé. Ils étaient trop peu nombreux à l'échelle nationale pour faire face au PCF et à la CGT.

Le 19 mai, nous avons signé – et ce fut ma troisième rencontre avec Pierre Frank – avec les représentants du PCI de Pierre Frank et la JCR d'Alain Krivine, auxquels se joignit le groupe de Michel Pablo, un

appel [1] recommandant aux militants de nos organisations « d'entrer partout en contact afin de coordonner leur action ».

L'énorme succès du meeting organisé le 27 mai, à Paris, au stade Charléty, par les organisations du mouvement étudiant, nous a conduits à penser qu'il fallait répondre à l'attente des dizaines de milliers de participants, étudiants ou jeunes ouvriers, qui occupaient non seulement les tribunes, mais aussi toute la pelouse de Charléty, et qui se tournaient vers les idées révolutionnaires (et un tel nombre de jeunes n'existait évidemment pas que dans la région parisienne).

Ces dizaines de milliers de jeunes, étudiants ou travailleurs, qui venaient de faire connaissance avec les idées révolutionnaires, se tournaient vers l'extrême gauche. Mais la plupart ne se reconnaissaient pas spécialement dans un des groupes alors existants. Nous pensions qu'il était nécessaire que ces groupes présentent le visage le plus uni possible, ce qui n'aurait évidemment empêché personne de défendre ses idées propres.

C'est pourquoi j'ai proposé à Pierre Frank et à Krivine de nous réunir dans un parti commun. À l'époque, ce n'aurait pas été une réunion d'appareils sans militants, comme cela le serait aujourd'hui, mais le cadre unitaire dans lequel auraient pu se retrouver des dizaines de milliers de jeunes et de moins jeunes. Nous avons défendu l'idée d'un regroupement de tous les révolutionnaires, qui aurait pu accueillir tous les

1. Publication de cet appel dans *Voix ouvrière*, 20 mai 1968, p. 4.

jeunes mis en mouvement par les événements de 1968, et au sein duquel ils auraient pu choisir entre les idées des uns et des autres. Mais nous avons été les seuls à défendre une telle orientation. Chaque groupe croyait qu'il serait capable d'être le pôle autour duquel se regrouperaient ces jeunes.

Et le paradoxe de cette situation, c'est que le PCF, qui semblait tellement ébranlé par les événements, en a finalement recueilli le maximum de fruits, en termes de recrutement. Nous avons certes beaucoup discuté avec la Ligue communiste d'Alain Krivine de la meilleure manière de collaborer, mais celle-ci traversait alors ce que ses propres dirigeants ont qualifié par la suite de période « triomphaliste », et il n'en est, au bout du compte, rien sorti.

Le seul acquis de cette politique, c'est que nous avons éduqué les jeunes camarades qui sont venus à nous en mai-juin 1968 et dans les années qui ont immédiatement suivi, dans un esprit qui est tout le contraire du « sectarisme » dont nos adversaires politiques nous taxent si facilement alors que c'est souvent le leur.

Nous sommes donc restés seuls...

C.B. : *En juin 1968, plusieurs organisations d'extrême gauche sont interdites. Voix ouvrière figure parmi les bannies.*

R.B. : Voix ouvrière a été interdite et dissoute.

C.B. : *Ça vous a surpris ?*

R.B. : Pas entièrement.

C.B. : *Mais enfin, VO n'était pas le groupe le plus en pointe sur les barricades ?*

R.B. : Non, mais ce n'était pas le critère choisi par le gouvernement. Ils ont interdit et dissous tous les groupes gauchistes. Ils ont arrêté celui de nos camarades qui était responsable de la publication de *Voix ouvrière*, Maurice Schrœdt, alias François Duburg. Il a été envoyé au fort de Vincennes où il a retrouvé Pierre Frank et un certain nombre d'autres responsables plus ou moins connus, Jean-Louis Argentin, Yves Dorey... Ils sont restés détenus neuf jours. D'autres militants, même très en vue, comme Alain Krivine, n'ont pas été inquiétés, Lambert non plus.

C.B. : *Et vous ?*

R.B. : Moi non plus... Dès que *Voix ouvrière* a cessé de paraître, *Lutte ouvrière* lui a succédé, avec juste une semaine de retard par rapport à la date de parution normale, le temps de faire le nécessaire légal. Nous étions préparés à une telle éventualité depuis la guerre d'Algérie.

C.B. : *Vous avez transféré le local ?*

R.B. : Nous avons vidé celui que nous avions et, dans le numéro 1 de *Lutte ouvrière*, nous avons indiqué une adresse mise à notre disposition, au 54, rue Monsieur-le-Prince, avec Michel Rodinson comme

responsable de la publication. Nous ignorions cependant jusqu'où irait la répression et si nous n'allions pas être inculpés de « reconstitution de ligue dissoute ».

C.B. : *Aujourd'hui même, ce local où nous nous trouvons est pour le moins dénudé. On a l'impression que vous pourriez vider les lieux en cinq minutes.*

R.B. : Cela n'a rien à voir. Le bail du local que nous avions rue d'Hauteville s'est terminé et n'a pas été renouvelé. Celui-ci est donc un local provisoire en attendant d'en trouver un autre plus grand. Nous avons toujours rencontré des difficultés pour louer des locaux. Il est quasi impossible de louer un local commercial au nom de Lutte ouvrière. On ne peut le faire qu'au nom d'une société comme les Éditions d'Avron, mais si nous recevons du courrier pour Lutte ouvrière, les locataires de locaux commerciaux du même immeuble voient cela d'un très mauvais œil car ils craignent que cela ne rejaillisse sur leur image. C'est pourquoi, après nous être vu souvent refuser une location pour cette raison, nous avons utilisé une boîte postale pour recevoir notre courrier, mais toutes les rédactions ont toujours connu notre adresse et notre téléphone, même si elles ont prétendu les ignorer.

Bien qu'on dise de nous que nous sommes hypercentralisés, nous avons toujours été très décentralisés. Cela nous a servi après la dissolution. Chaque bulletin avait sa propre rédaction, son infrastructure, son lieu d'hébergement. Chaque bulletin était autonome.

C'est pourquoi, du jour au lendemain, tous nos bulletins ont pris des noms différents, variés. Ils ont donc continué à paraître, sans aucune interruption.

C.B. : *Dans cette période incertaine, vous bénéficiez de l'aide du Parti socialiste unifié. Pourquoi ?*

R.B. : Pas de l'aide des principaux dirigeants, mais de certains responsables locaux qui le faisaient par solidarité devant l'interdiction.

Vous m'avez demandé une fois si nous avions fait de l'entrisme dans le PSU. Nous n'en avons jamais fait au sens propre. Mais après 1968, lorsque nous avons été dissous, certains camarades sont entrés au PSU avec l'aval de ses responsables. Nous ne savions pas jusqu'où allait aller la répression, je vous l'ai dit, et c'est une technique classique pour une organisation interdite de se mettre à l'abri au sein d'une organisation proche, mais non dissoute. Cela permet par exemple de justifier les réunions.

C.B. : *Ces camarades ont-ils créé un courant au sein du PSU ?*

R.B. : Non, pas du tout. Ces camarades étaient entrés avec l'aval du PSU, qui acceptait de nous protéger, et nous n'allions pas y mener une activité fractionnelle.

10.

Lutte ouvrière

CHRISTOPHE BOURSEILLER : *D'un coup de baguette magique, si j'ose dire, vous remplacez Voix ouvrière par Lutte ouvrière en juin 1968. Y a-t-il néanmoins des différences entre les deux groupes ?*

ROBERT BARCIA : Pas du tout ! Voix ouvrière n'était pas différente de ce qu'est Lutte ouvrière. Nous avons essayé de continuer l'Union communiste. Nous voulions être dans la continuité de l'UC, tout comme Barta avait voulu être dans celle de la IV[e] Internationale de Trotski ou de l'Internationale communiste à ses débuts.

C.B. : *Il existe tout de même une différence entre Voix ouvrière et Lutte ouvrière. Lutte ouvrière se trouve confrontée à un grand afflux militant. Vous bénéficiez des retombées immédiates de mai 68.*

R.B. : Oui et non. En 1968 et après, nous avons connu une progression mais, du fait de notre absence des syndicats d'enseignants et d'étudiants, nous avons progressé infiniment moins que les autres organisations d'extrême gauche. De plus, la Ligue communiste

révolutionnaire bénéficiait de l'héritage du Parti communiste internationaliste de Pierre Frank et de la IV[e] Internationale, ce qui fait qu'elle avait de nombreux sympathisants et ex-militants que les événements ont réactivés. Il est vrai que nous avons gagné du monde, et il a fallu assimiler ces camarades, les intégrer à nos petits noyaux. L'organisation n'était plus alors vraiment centralisée. En effet, dès que nous avons été dissous, le 12 juin 1968, chaque section est, par sécurité, devenue totalement autonome. Ce n'était pas par goût de la clandestinité. Nous voulions tout simplement continuer notre activité, sans prêter le flanc à une éventuelle accusation de « reconstitution de ligue dissoute ». Nous n'avons donc reconstitué l'organisation que très progressivement. L'autonomie a prévalu longtemps, au moins deux ou trois ans. Pendant cette période, Paris avait peu de contacts avec la province. Nous avons simplement maintenu des contacts individuels. Il arrivait que des camarades parisiens aillent en province, ou que des camarades de province viennent à Paris. Mais nous évitions les réunions larges. Donc, pas de réel Comité central.

Ce ne sont pas la dissolution et ses conséquences qui ont le plus marqué notre organisation, c'est la situation créée dans le pays par les événements de mai 1968 eux-mêmes, et les possibilités politiques que cette situation ouvrait. Les idées révolutionnaires avaient resurgi. Alors que, depuis des années, les cortèges des partis de gauche n'arboraient plus que le drapeau tricolore, ne chantaient plus que *La Marseillaise* ou *Le Chant du départ*, voilà que les drapeaux

rouges du communisme et les drapeaux noirs de l'anarchisme flottaient sur toutes les manifestations, que le chant de *L'Internationale* y retentissait. Mais ces idées révolutionnaires, ces symboles, étaient véhiculés par une nébuleuse de groupuscules, séparés par des divergences qui, pour fondées qu'elles étaient, semblaient parfaitement incompréhensibles à la grande majorité des jeunes, étudiants comme ouvriers, qui se tournaient vers l'extrême gauche.

Peu à peu, nous avons reconstitué une organisation qui était un peu plus large que Voix ouvrière. Nous avons commencé à essayer de la structurer. Cela nous a pris plusieurs années. Par la suite, bien des gens que nous avions connus en 1968 ont abandonné, quand l'enthousiasme est retombé. D'autres sont venus. Les soixante-huitards proprement dits étaient rétifs à toute organisation car la génération de mai 68 était surtout spontanéiste. Nous avons tout de même essayé de les organiser et de réconcilier ces camarades avec une activité politique sérieuse et « professionnelle ».

C.B. : *En quoi consiste cette activité « professionnelle » ? Les militants diffusent-ils les bulletins d'entreprise, les tracts, le journal ?*

R.B. : Je me suis mal exprimé. Il ne s'agit pas d'une activité professionnelle, il s'agit d'une façon professionnelle d'effectuer l'activité. Pas en amateur, mais comme un bon professionnel qui fait bien son travail.

Il y a des tâches militantes. Pour cela, la discipline, si l'on peut dire, est comparable à la discipline au tra-

vail, à la discipline « professionnelle ». Au travail aussi, il faut arriver à l'heure, faire ce qu'on s'est engagé à faire, et le faire sérieusement. Par contre, alors qu'on est obligé de travailler pour gagner sa vie, l'activité militante, elle, est un choix volontaire. Personne n'est forcé d'aller vendre le journal. Personne n'est obligé d'aller diffuser un tract. Chacun décide du montant de sa cotisation, la seule chose impérative c'est la régularité, afin de pouvoir établir un budget. Et, lorsqu'on a accepté une tâche, nous demandons de l'accomplir ponctuellement et jusqu'au bout. « Professionnellement », je le répète. C'est cela notre seule discipline, en dehors des choix politiques évidemment.

C.B. : *Au début des années soixante-dix, lorsque les soixante-huitards affluent, le thème de la libération sexuelle devient récurrent. On voit notamment surgir tout un mouvement homosexuel. Lutte ouvrière n'est vraiment pas en pointe sur la question de la libération des mœurs.*

R.B. : La libération des mœurs, en 1968, ne se résuma pas au mouvement homosexuel et nous n'avions pas attendu cette époque pour combattre tout ce qui était conformisme moral, social ou culturel, exemple, le mariage ! Dès le début des années soixante-dix, nous nous étions beaucoup investis, et Arlette Laguiller la première, dans le mouvement des femmes pour le droit à la contraception et à l'avortement (le MLAC). En ce qui concerne le mouvement homosexuel, la plupart de ses militants étaient, à cette

époque, bien plus préoccupés, et cela s'explique, par leurs problèmes propres que par ceux de la classe ouvrière, mais nous les avons toujours soutenus contre l'oppression dont ils étaient victimes. Par exemple, nous soutenons leur droit de se marier. Bien que nous combattions le mariage, nous ne sommes pas pour que la société et la loi le leur interdisent.

C.B. : *Il y a un aspect très frappant à Lutte ouvrière. Il y a dans vos rangs énormément de femmes. Était-ce déjà le cas à l'époque de Voix ouvrière ?*

R.B. : Oui, ça a toujours été le cas. À l'Union communiste, du temps de Barta, il y avait relativement beaucoup de femmes aussi. Nous avons toujours cherché, non seulement à recruter des femmes, mais encore à faire en sorte qu'elles exercent des responsabilités. C'est d'ailleurs pourquoi on nous accuse aujourd'hui de « séparer les couples ». Parce que effectivement, par la force des choses, des camarades qui exercent des responsabilités ne militent pas forcément en couple. C'est le cas d'ailleurs dans l'immense majorité des activités professionnelles. On demande donc à nos camarades d'exercer séparément leurs responsabilités.

Il ne faut pas fermer les yeux sur le fait qu'il y a une pression sociale sur les femmes, surtout dans les milieux populaires, pour qu'elles s'alignent sur leur compagnon, et nous voulons qu'elles échappent à cette pression et choisissent elles-mêmes, que ce soit dans le domaine de l'activité ou des idées. Mais, bien évidemment, nous ne séparons pas les couples, pas

plus que nous ne les empêchons de se former à leur guise. Le plus souvent, nous ignorons cet aspect de la vie privée de nos camarades.

C.B. : *Vous touchez là un point délicat. On vous a justement reproché une trop grande intrusion dans la vie privée.*

R.B. : Là aussi c'est une invention basée sur des textes tronqués.

Le Monde du 30-31 août 1998 a reproduit une phrase d'un de nos bulletins intérieurs, à propos d'une discussion interne, et qui était isolée du texte, de telle façon qu'on lui faisait dire le contraire de ce qu'elle exprimait. *Le Monde* publiait la phrase suivante : « Il n'y a pas de domaine qui soit réservé : on ne demande pas des rapports à chaque membre d'un couple pour savoir comment cela se passe chez lui, mais, malgré tout, il n'y a rien qui échappe à la discipline de l'organisation. » Cela a entraîné un droit de réponse d'Arlette Laguiller [1] qui écrivait : « Vous ne citez pas la phrase qui précède : " Par exemple, nous ne nous mêlons pas de la vie personnelle des camarades, mais s'il y avait un camarade qui battait sa femme, on l'exclurait. " » Et elle ajoutait : « ce qui éclaire d'un tout autre jour un découpage peu digne de vos colonnes. » Évidemment, *Le Monde* avait reproduit sans vérification aucune un texte d'un confrère « bien intentionné ».

1. « Une lettre d'Arlette Laguiller », *Le Monde*, 7 septembre 1998, p. 7.

On nous dit : « Vous interdisez le mariage et vous déconseillez à vos cadres de faire des enfants... »

Les enfants, il n'est guère possible de les élever correctement et de leur assurer la tendresse et la présence voulues tout en menant une vie militante à un certain niveau d'activité. À moins d'avoir une bonne ou d'en laisser toute la charge à sa compagne, ou à son compagnon, ce qui est bien plus rare. Nous n'interdisons donc pas à nos militants d'avoir des enfants. Ce choix leur appartient, mais avoir et élever des enfants, si on n'est ni riche ni aidé par des domestiques, empêchera de se qualifier réellement et de se consacrer à notre lutte. Pour les mêmes raisons, en particulier parmi les intellectuels, artistes ou scientifiques, beaucoup renoncent à avoir des enfants pour se consacrer à leur carrière professionnelle, comme l'a dit elle-même Céline Dion pendant des années, ou comme Maurice et Katia Kraft, célèbres vulcanologues, qui firent explicitement ce choix (ils périrent tous les deux en 1991 lors d'une éruption volcanique au Japon).

Quant au mariage, nous ne l'interdisons pas. Nous sommes contre ! Mais socialement, de façon militante, au sens où Marx était contre – ce qui ne l'a pas empêché de se marier, ni de faire des enfants. Nous sommes philosophiquement hostiles au mariage – ce que nous reprochent les bien-pensants et les partisans de l'ordre moral – mais nous n'empêchons pas nos militants de se marier. Par contre, nous estimons qu'un cadre de Lutte ouvrière qui se marie ne défend pas nos idées. Cela n'implique pas d'être un moine. D'ailleurs, il y a en France trois millions de personnes

qui vivent en couple sans être mariés. Ils ne sont pas, malheureusement pour nous, tous trotskistes...

Oui, nous critiquons le mariage, depuis toujours. Nous ne sommes pas les seuls car cela date des débuts du socialisme. Je pourrais citer les écrits de Karl Marx et de bien d'autres socialistes mais, pour ne citer qu'elle, je reprendrai quelques phrases du *Deuxième Sexe*, de Simone de Beauvoir :

« Le drame du mariage, ce n'est pas qu'il n'assure pas à la femme le bonheur qu'il lui promet – il n'y a pas d'assurance sur le bonheur – c'est qu'il la mutile, il la voue à la répétition et à la routine. Les vingt premières années de la vie féminine sont d'une extraordinaire richesse ; la femme traverse les expériences de la menstruation, de la sexualité, du mariage, de la maternité ; elle découvre le monde et son destin. À vingt ans, maîtresse d'un foyer, liée à jamais à un homme, un enfant dans les bras, voilà sa vie finie pour toujours. Les vraies actions, le vrai travail sont l'apanage de l'homme : elle n'a que des occupations qui sont parfois harassantes mais qui ne la comblent jamais [1]...

« ... le principe du mariage est obscène parce qu'il transforme en droits et devoirs un échange qui doit être fondé sur un élan spontané [2]... »

De nos jours, en France, je le répète, d'innombrables couples ne sont pas mariés. Dans la littérature, dans le spectacle et bien d'autres professions, de tels couples se forment, partageant avec Brassens

1. Simone de Beauvoir, *Le Deuxième Sexe*, t. II, Galllimard, Folio, 1976, p. 323 (1re édition Gallimard 1949).
2. *Id.*, p. 254.

cette profession de foi : « Ne mettons pas nos noms au bas d'un parchemin. »

Et puis, des couples non mariés, il y en a même dans le gouvernement Raffarin et ils n'en font pas mystère : Michèle Alliot-Marie, ministre de la Défense, dernière présidente du RPR, vit maritalement avec Patrick Ollier, député, président de commission parlementaire et l'un des ténors du RPR. Même chose pour Tokia Saïfi, secrétaire d'État au développement durable, qui vit avec un membre de son cabinet, Amo Ferhati.

À gauche, François Hollande et Ségolène Royal forment le couple non marié le plus connu de l'ex-gouvernement Jospin.

Nous sommes donc en bonne compagnie !

En sens inverse, à la veille de son élection en 1981 et en prévision de celle-ci (Régis Debray, entre autres, l'a raconté), Mitterrand avait enjoint aux ténors de l'Union de la Gauche de régulariser leur situation : Fabius, Marchais furent de ces « mariés électoraux ». Françoise Gaspard a relaté, à la télévision, qu'on lui avait demandé de se marier. Elle refusa. Après le second tour, quand Mauroy proposa sa liste de ministres, Mitterrand y raya le nom de Gaspard. En vivant entre ses deux ménages (situation connue des politiques et des journalistes mais pas révélée, à juste titre, pour respecter la vie privée), Mitterrand, lui, mariait cependant l'hypocrisie à la « respectabilité » bourgeoise.

Si nous militons contre et dénonçons le mariage et la respectabilité apparente, on voit, avec le cas de Françoise Gaspard, que Mitterrand, lui, imposait sans

vergogne le mariage, ce qui évidemment n'a pas choqué les bien-pensants, hypocrites ou pas !

C.B. : *Lutte ouvrière a participé à toutes les campagnes en faveur de la légalisation de l'avortement. Les militantes de Lutte ouvrière militaient-elles alors dans des groupes féministes ?*

R.B. : Militer, c'est beaucoup dire car on ne peut militer dans deux organisations à la fois. Et notre politique, contrairement à celle de la LCR, dont un journal a écrit – à tort ou à raison – que ses militantes étaient « urticantes », n'est pas de noyauter les groupes, même involontairement, ou les associations. Notre priorité, et celle de nos camarades, était de construire une organisation prolétarienne. Cependant, nos camarades, filles et garçons, soutenaient les luttes du MLAC.

C.B. : *À partir de 1971, Lutte ouvrière prend une initiative audacieuse. Elle organise chaque année une grande fête, artistique et politique.*

R.B. : Tout est parti d'une anecdote. L'Organisation communiste internationaliste de Pierre Lambert prétendait avoir rassemblé, si ma mémoire est bonne, huit mille personnes lors d'un meeting au Bourget. Certains de nos camarades étaient très impressionnés par cette capacité mobilisatrice. Et nous avons été plusieurs à répliquer : « Même si ce chiffre est vrai, nous sommes capables de faire autant, sinon mieux. »

Nous avons alors songé à une grande fête populaire, calquée sur celle de *L'Humanité*. Nous avons choisi la Pentecôte, parce que ce week-end dure trois jours et qu'il est précédé du pont de l'Ascension, qui nous permet d'installer le matériel. Et voilà comment est née la première fête. Cela a été une réussite. Nous nous attendions à un déficit et, au contraire, nous avons eu une rentrée d'argent. Au fil du temps, nos bénéfices se sont amenuisés, parce que les artistes se sont fait payer de plus en plus cher. Dans les premières années, c'était l'immédiat après-68, de nombreux artistes sont venus gratuitement ou presque.

Notre fête n'a pas eu, et n'a toujours pas, l'importance de la Fête de l'Humanité, mais les deux événements ont en commun leur public populaire.

C.B. : *La Fête de Lutte ouvrière demeure chaque année un événement atypique, dans la mesure où vous offrez des stands à la majorité des mouvements d'extrême gauche, français ou étrangers. Pourquoi donnez-vous ainsi la parole à des groupes qui, bien souvent, vous attaquent ?*

R.B. : Oui, ils ne se gênent pas, et cela ne nous gêne pas. Nous avons été les premiers et les seuls à faire de la sorte, et nous le sommes encore. Et comment peut-on dire que, d'un côté, nous faisons ainsi la preuve d'une ouverture totale à la critique, bien ou mal fondée, et que, d'un autre côté, personnellement, au sein de Lutte ouvrière, je ne supporterais ni critique ni contradiction ?

Nous avons préféré inviter tous les groupes, parce que nous sommes des militants sérieux, j'allais redire

« professionnels ». Nous voulons que notre public puisse connaître ces groupes, qu'il connaisse leurs publications, qu'il puisse discuter avec leurs militants et puisse les comparer avec les nôtres. Pour nous, pour être conscient il ne faut pas se faire une opinion de seconde main, par ouï-dire. Malheureusement, le nombre de groupes se réduit d'année en année. Parce qu'il y a objectivement moins de groupes politiques.

C.B. : *Je n'ai pas l'impression qu'il y ait moins d'organisations politiques qu'auparavant...*

R.B. : Mais si. Il y a peut-être autant de sigles, mais pas toujours quelque chose derrière. Ces organisations ont de moins en moins de militants. Certaines ne publient plus rien. D'ailleurs, certains groupes qui nous demandent un stand ne l'occupent pas toute la durée de la fête car ils n'ont pas assez de monde pour le tenir. Pour nous, un groupe politique d'extrême gauche doit avoir une publication, c'est une condition pour être invité. On ne discute pas l'activité militante, mais nous voulons des groupes qui ont une publication parce que c'est la preuve d'une existence politique. En outre, bien que nous n'exercions pas de censure, cela permet de vérifier les idées. Trotskistes, anarchistes, tout le monde est invité, sauf ceux qui défendent des idées réactionnaires ou confessionnelles.

C.B. : *À la Fête de Lutte ouvrière, on côtoie toutes les nuances de l'extrême gauche, des mouvements les*

plus sérieux aux nébuleuses les plus loufoques. Certains prônent la lutte armée, d'autres la légalisation de la marijuana...

R.B. : Lorsqu'ils sont trop farfelus, cela nous attriste car cela donne une piètre image de l'extrême gauche, voire du marxisme dont ils prétendent se réclamer. Chaque groupe reçoit un stand en fonction de son importance. Le stand le plus important revient généralement à la LCR.

C.B. : *Les groupes paient?*

R.B. : Rien du tout. Leurs militants paient leur entrée et ce qu'ils mangent. Sinon, c'est gratuit, on leur fournit un stand préinstallé mais pas décoré. On leur offre également la possibilité de s'exprimer pendant une heure dans un emplacement de forum. Ils peuvent aussi intervenir dans nos forums et dans ceux des autres, exposer leurs idées, discuter... Ils peuvent montrer, vendre ou offrir leurs propres publications mais uniquement les leurs, et seulement sur leur stand. Et ils n'ont pas le droit de distribuer leurs tracts dans la fête parce que ce sont nos camarades qui ramassent, en permanence, les canettes, les mégots et les papiers.

Nous n'invitons pas que les groupes gauchistes, nous invitons aussi un grand nombre de personnalités des lettres, des sciences, de la presse, de la littérature, à venir faire des conférences sur lesquelles nous n'exerçons aucun contrôle. Et la plupart de ces personnalités n'ont aucun rapport avec Lutte ouvrière.

C'est ainsi qu'ont participé à l'une ou l'autre de nos fêtes Brice Lalonde, Bertrand Tavernier, Romain Goupil, Edwy Plenel. J'en passe et d'aussi bons.

C'est pourquoi ceux qui disent que nous sommes « sectaires » ou peu ouverts feraient bien de venir à notre fête et d'y ouvrir leurs yeux et leurs oreilles.

C.B. : *La première fête se tient en 1971, à Presles.*

R.B. : Oui, la première fête a eu lieu à Presles, en 1971. Au programme : Mouloudji, Nougaro, Francis Blanche, Monique Morelli, le Théâtre du Soleil, et bien d'autres. Cette première fête a été hébergée sur un terrain appartenant à une collectivité que le gestionnaire nous a prêté. Mais vu le succès, ce terrain s'est révélé trop petit et, dès 1973, nous avons loué un terrain proche, à Mériel, où nous sommes restés plusieurs années, jusqu'en 1980. Il était très pittoresque, mais nous en avons été expulsés pour faire passer une route à quatre voies. Nous avons alors loué le parc du château de Bellevue, à Presles.

C.B. : *Voici un château qui fait couler beaucoup d'encre. Certains y voient l'antre d'une secte. D'autres y perçoivent une juteuse opération financière. Qu'en est-il exactement? Dans quelles circonstances avez-vous acquis ce château?*

R.B. : Il a fait couler un peu d'encre, et surtout beaucoup de fiel. D'abord, qu'y aurait-il d'extraordinaire à ce qu'une organisation comme Lutte ouvrière possède une propriété ? Presque tous les par-

tis en ont, les organisations syndicales aussi, pour en faire des centres de stages politiques ou syndicaux. De plus, ce n'est pas Lutte ouvrière qui a acheté ce château et nous n'en sommes toujours pas propriétaires. Les propriétaires sont des militants associatifs qui voulaient créer un centre à mettre à la disposition d'organisations ou d'associations de gauche ou défendant la libre pensée, c'est-à-dire combattant les religions et les Églises. Si certains de ces militants étaient membres de Lutte ouvrière, d'autres en sont depuis devenus proches et d'autres encore ne le sont toujours pas. Ils se sont donc groupés pour créer une société qui a acheté la propriété. Leur premier client a été Lutte ouvrière, mais ils n'ont pas atteint leur objectif et maintenant nous sommes la seule organisation à l'utiliser.

C.B. : *Vous voulez dire que ces militants n'ont finalement pas construit le centre associatif dont ils rêvaient ?*

R.B. : Il faut dire que les années 1980 ont vu diminuer le nombre des associations qui auraient pu l'utiliser. De plus, ils n'ont pu faire les investissements nécessaires pour rendre le « château » conforme aux normes de sécurité et de confort imposées pour un tel usage, normes qui sont d'ailleurs en perpétuel changement. C'est pour cela que, seuls utilisateurs, nous l'avons considéré comme étant, selon l'expression consacrée par la loi, dans le « périmètre du parti », sans que LO en possède la moindre parcelle.

C.B. : *Qu'entendez-vous par le « périmètre du parti » ?*

R.B. : Cette notion est apparue avec les lois sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales. Un parti politique doit déclarer ses ressources et ses biens tels qu'immeubles, sociétés. Et les biens sont considérés comme entrant dans le périmètre du parti lorsque ce dernier, tout en n'étant pas entièrement propriétaire, a une part prépondérante dans les décisions concernant sa gestion.

Lutte ouvrière, je le répète, ne possède pas la moindre parcelle du parc et du « château » de Bellevue. Mais nous en sommes les seuls locataires, et nous en assurons l'entretien. Si demain nous organisions la fête dans un autre lieu, les propriétaires ne pourraient pas l'entretenir et seraient contraints de vendre. C'est pourquoi nous avons considéré qu'indirectement nous y avions une influence déterminante. C'est donc un choix volontaire de l'avoir inclus dans le « périmètre » de Lutte ouvrière.

Mais tout le monde ne fait pas un tel choix et l'immeuble de la place du Colonel-Fabien à Paris n'est pas, à notre connaissance et si bizarre que cela puisse sembler, dans le périmètre du PCF. Le PCF fournit les comptes de ce bien en annexe de son bilan, pour montrer sa bonne foi, mais la loi est la loi et cette magnifique construction due à l'architecte de Brasilia, Oscar Niemeyer, n'entre pas dans le périmètre du PCF.

Par ailleurs, même si la propriété dans laquelle nous organisons notre fête annuelle se nomme « le

château de Bellevue », elle n'est ni une demeure luxueuse ni un monument historique. Sa valeur est réduite car c'est une simple bâtisse prétentieuse, sans doute construite à la fin du siècle dernier, et qui était la demeure d'un seul couple bourgeois avec enfants et domestiques. Les meubles des anciens propriétaires sont partis avec eux et, depuis, elle n'est meublée et équipée que de façon rudimentaire. Aujourd'hui, malgré le temps qui a passé, elle est loin d'atteindre la valeur des appartements parisiens de bien des hommes politiques de droite ou de la gauche ex-gouvernementale. Sans parler des appartements ou des propriétés parisiennes des véritables grands bourgeois. Rappelons que, durant la fête, la librairie est installée au rez-de-chaussée du « château », que tout le monde peut ainsi visiter. Ce n'est pas la première fois que nous expliquons clairement cela en détail, Lutte ouvrière a publié deux articles sur cette question, l'un en avril 1988 et l'autre en avril 1995. Mais il n'y a pas pire aveugle que celui qui ne veut pas lire.

C.B. : *Que devient le château de Bellevue, en dehors de la fête ?*

R.B. : Aujourd'hui, on y organise des stages. C'est également là que se réunit, parfois, notre congrès.

C.B. : *C'est quand même un bel ensemble immobilier.*

R.B. : D'apparence, mais en réalité !... C'est vraiment un lieu extrêmement spartiate, type colonie de

vacances à l'ancienne, avec des lits métalliques, des salles d'eau communes, des réfectoires, etc. D'ailleurs récemment, pour une question de succession, l'ensemble de la propriété n'a été évalué qu'à trois millions de francs.

C.B. : *Ce n'est pas cher, pour un château.*

R.B. : C'est sa valeur ! C'est un château en très mauvais état, où beaucoup de choses sont à réparer, dont la toiture. L'estimation a été faite par un expert professionnel et un notaire et admise par le fisc. Un journaliste, pour les besoins de ce qui est plus un roman qu'une enquête, a écrit que « des spécialistes l'auraient évalué entre cinq et dix millions de francs » – 1 500 000 euros – car il serait « convoité pour y installer un hôtel de luxe ou un relais-château [1] ». Je crois que ce journaliste serait bien en peine de citer qui sont ces prétendus spécialistes qui ignoreraient tout de l'état du château et qui ignoreraient, surtout, que le terrain est absolument inconstructible et que le parc est considéré comme terrain agricole.

C.B. : *Parlez-moi de l'économie de Lutte ouvrière. Les militants doivent-ils donner une partie de leur salaire ?*

R.B. : Ils paient une cotisation, bien sûr, comme dans toutes les organisations qui n'ont pas de financement occulte.

1. François Koch, *La Vraie Nature d'Arlette*, Le Seuil, 1999, p. 72.

Mais les cotisations ne sont pas fixées sur un pourcentage ou une fraction fixe du salaire. C'est très variable. Il n'y a pas de cotisation déterminée. Chacun fixe le montant de sa cotisation. Dans le temps, les militants des organisations ouvrières donnaient une heure de salaire par mois, ou plus dans certaines organisations politiques. À Lutte ouvrière, il y a de larges différences de cotisation car il y a des disparités importantes dans les revenus et les situations sociales, depuis le Rmiste jusqu'à l'enseignant en fin de carrière ou l'ingénieur. De plus, on peut avoir un même salaire et des niveaux de vie bien différents. Alors, chacun fixe volontairement le montant de sa cotisation et le change si ses conditions de vie changent. Mais, comme je vous l'ai dit, il faut cotiser régulièrement. On ne peut participer à l'élection des délégués au congrès que si l'on a ses cotisations en règle. Par contre, il y a des situations sociales pour lesquelles on dispense évidemment de cotisation.

C.B. : *On vous attaque sur vos activités professionnelles. Mais aviez-vous besoin de travailler? Vous auriez pu vous contenter d'un salaire de permanent.*

R.B. : D'abord, je n'aurais pas eu à me « contenter » d'un salaire de permanent car mes revenus ont été longtemps bien inférieurs au salaire d'un ouvrier, même pas professionnel.

Ensuite, il aurait fallu que nous puissions payer des permanents. C'était évidemment impossible en 1953 lorsque, en sortant de sana et de postcure, j'ai commencé à travailler et que Voix ouvrière n'existait

même pas. À la création de Voix ouvrière, en novembre 1956, c'était tout aussi impossible. Avec moins de trente militants, comment voulez-vous qu'on paie des permanents ? Cela l'était tout autant dans les années qui ont précédé et suivi 1968. Dans les années 1970, Lutte ouvrière n'en a guère plus eu les moyens. Et quand nous avons pu le faire, nous n'avons pas multiplié les postes de permanents au-delà des nécessités strictes, nous avons utilisé nos ressources pour financer en priorité nos activités ; et nous avons réservé les postes indispensables à des camarades qui utiliseraient tout leur temps pour militer et, surtout, pour se former politiquement en exerçant des responsabilités.

Tous nos camarades étaient salariés : Arlette Laguiller, Pierre Bois... Tout le monde. Plus tard, on a eu en tout et pour tout trois permanents : les rédacteurs du journal.

C.B. : *Et aujourd'hui ?*

R.B. : Il y en a cinq.

C.B. : *Ils sont bien payés ?*

R.B. : Mille cinq cents euros brut, soit à peu près dix mille francs par mois. Nous avons beaucoup de dépenses pour financer nos activités extérieures. Et les réunions, les meetings, les déplacements pour certaines activités, les caravanes d'été, les stages, tout cela coûte cher. De même, la participation aux élections est une partie importante de nos dépenses. Dans

les premières années, nous n'avons jamais été remboursés et aujourd'hui nous ne le sommes pas toujours, loin de là.

La LCR a eu dès le départ beaucoup de permanents. D'ailleurs c'est un point qui nous sépare. La Ligue a eu, après 1968, un afflux de militants bien plus important que LO. À cette époque, elle devait compter dix fois plus de cotisants que nous. Elle a eu aussi beaucoup plus de permanents, jusqu'à 145 entre 1976 et 1979 lors de la tentative de faire de *Rouge* un quotidien. Elle engageait à temps partiel certains de ses camarades étudiants, qui, grâce au salaire et à l'horaire réduit, pouvaient financer leurs études, mais pas forcément se qualifier politiquement.

Pour nous, un permanent est quelqu'un qui non seulement doit être employé à plein temps et donner de son temps libre pour faire fonctionner l'organisation, comme tous les autres camarades, mais doit aussi utiliser le maximum de son temps à se former, à se qualifier politiquement et à former les autres. En fait, nous n'avons jamais eu besoin que de très peu de permanents parce que certains de nos camarades n'avaient qu'un nombre réduit d'heures de travail et pouvaient donc consacrer tout le reste de leur temps à l'activité politique. Ce qui nous a permis de fonctionner quasi exclusivement sur le bénévolat.

Pour revenir à mon activité professionnelle, je vous rappelle qu'après avoir été visiteur médical pendant plus de treize ans, j'ai créé, en 1966, dans des conditions difficiles, une école par correspondance pour former des visiteurs médicaux.

En fait, mon véritable projet était de proposer aux laboratoires pharmaceutiques des supports pédago-

giques conçus sur mesure pour la formation de leurs visiteurs médicaux. En effet, les visiteurs médicaux venaient d'un peu tous les milieux et étaient le plus souvent sans connaissances scientifiques. Ils pouvaient en acquérir, mais encore fallait-il concevoir un enseignement qui débutât aux bases pour aboutir à des connaissances qui pouvaient être très pointues sur les médicaments à présenter.

Mon expérience passée m'avait montré que les formateurs des laboratoires étaient le plus souvent des médecins qui, tout au long de l'année, avaient bien d'autres obligations que la formation et n'avaient guère le temps de se soucier de méthodes pédagogiques.

Mon idée était donc de leur proposer des supports de formation médicale spécifiques adaptés aux visiteurs médicaux et conçus « sur mesure » en fonction des objectifs.

Bien entendu, avant de convaincre les formateurs, mon problème était d'arriver jusqu'à eux afin de pouvoir leur démontrer l'intérêt de ce que je leur proposais. Or je n'étais pas connu. Pour cela, j'utilisai l'école par correspondance.

Cette école fut pratiquement la première dans ce domaine et réputée pour son sérieux et son efficacité. Tous les élèves qui arrivaient au terme de cet enseignement l'avaient assimilé. Ils étaient alors convoqués à Paris pour un examen. Pour constituer le jury, je faisais appel à au moins un directeur médical de laboratoire et à des directeurs de la visite médicale, le jury étant toujours présidé par le médecin. Il m'était plus facile d'accéder à ces cadres en leur proposant de par-

ticiper à un jury, car cela les intéressait immédiatement, que d'aller les démarcher pour leur proposer mes idées.

J'arrivais donc sans peine à constituer des jurys pour chaque session d'examen, environ trois ou quatre par an. La difficulté de cet examen mettait vraiment en valeur les élèves.

Il y avait un écrit et deux oraux. Le deuxième oral était particulièrement difficile. Chaque membre du jury distribuait à un candidat une notice qu'il avait apportée, concernant un de ses produits. Bien évidemment les candidats ne connaissaient pas ces produits. Ils avaient deux heures pour se préparer à présenter au jury le médicament en question, comme ils auraient dû le faire lors d'une visite médicale. Ils devaient aussi répondre à toutes les objections ou les questions, sans oublier les éventuelles contre-indications. Énorme avantage pour les élèves, tous les reçus étaient engagés sur-le-champ ou dans les jours suivants par les membres du jury, et même certains qui n'étaient pas reçus avaient aussi des propositions.

C'est ainsi que je me suis fait connaître, sur le plan professionnel et pédagogique, d'un certain nombre de responsables de la formation des visiteurs médicaux des laboratoires pharmaceutiques.

Donc, à partir de 1969, trois ans après m'être installé, je prospectais les responsables de la visite médicale, j'allais voir ceux qui voulaient bien me recevoir et dont le barrage téléphonique des secrétaires cédait à mon insistance, pour leur expliquer les méthodes pédagogiques que j'avais mises au point et leur proposer d'élaborer des documents de formation sur

mesure correspondant à leurs besoins (choix des matières, progression pédagogique, etc.).

J'ai ainsi pu progressivement asseoir ce travail et permettre à l'OPPM d'exister et de nous faire vivre, quelques camarades et moi, au travers des années et des aléas de l'activité politique.

Cette situation dura au total cinq ans, d'avril 1966 à novembre 1971. À ce moment-là, notre activité en direction des laboratoires était devenue plus importante. Elle parvenait non seulement à me nourrir, frugalement – je gagnais toujours moins qu'un ouvrier –, mais aussi à rétribuer des camarades compétents pour collaborer à ce travail.

C'est alors que, l'activité commençant à permettre de tenir, même sans dégager de bénéfices, je n'ai pas voulu posséder personnellement cette affaire. Je tenais à ce qu'elle appartienne plus à des camarades qu'à moi-même. C'est une éthique qui a été incompréhensible pour certains journalistes, mais elle est conforme à mes convictions militantes. En 1971, nous décidâmes donc de nous associer à cinq pour former une société, une SARL, la plus simple possible des sociétés, dont nous avions chacun, à égalité, un cinquième des parts. Cette société a pris un autre nom que celui de l'école mais gardé le même sigle pour bénéficier de sa notoriété. C'était une société commerciale, mais elle fonctionnait comme une coopérative et il aurait suffi qu'un seul s'oppose à une décision pour bloquer cette dernière. Cependant l'école continua à exister sous son nom d'origine.

En 1973, nous avons décidé de séparer l'activité « école » de la prestation envers les laboratoires et

nous créâmes alors une autre petite société à laquelle j'apportai, pour constituer le capital social légal, le droit au bail de la petite boutique d'Aubervilliers, le sigle OPPM et le fonds de commerce. Cette société prit le nom de l'école par correspondance. Elle était, en réalité, destinée à disparaître à terme. Je n'en étais ni gérant ni salarié. Comme nous avions loué pour cela un autre local, celui d'Aubervilliers ne nous servait plus à rien et, en mars 1974, nous avons donc vendu le droit au bail aux Éditions d'Avron, la société éditrice du journal *Lutte ouvrière*, qui en avait besoin pour ses stocks. Soit dit en passant, car cela n'a aucun rapport, c'est cette année-là qu'Arlette Laguiller s'est présentée pour la première fois à l'élection présidentielle.

Le 1er février 1975, nous avions perdu les trois quarts du capital, parce que nous mettions progressivement l'activité par correspondance en veilleuse. Quelques mois plus tard, je rechutai une fois de plus de la tuberculose et je fus alors hospitalisé à l'hôpital Beaujon. Heureusement pour moi, les traitements avaient évolué et une trithérapie antituberculeuse vint rapidement à bout de cette rechute. Depuis, j'ai sans doute croisé le bacille de Koch mais sans que jamais, jusqu'à présent, il ne m'atteigne à nouveau. En 1977, au printemps, le jour de son anniversaire, ma mère mourut, après des mois d'une longue maladie, comme on dit.

C.B. : *Vous venez de me dire qu'en mars 1974, l'OPPM a cédé pour 15 000 francs un bail à la société des Éditions d'Avron. Il y a une interpénétration manifeste entre l'OPPM dont vous étiez actionnaire et les Éditions d'Avron.*

R.B. : Pourquoi une interpénétration ?
Je connaissais évidemment les Éditions d'Avron, qui éditent *Lutte ouvrière*, et son gérant, Michel Rodinson, mais cela ne signifie pas qu'il y ait eu interpénétration entre LO et la mini-société dont j'étais actionnaire, et non gérant.

C.B. : *Vous cédez un bail. Il y a un accord commercial.*

R.B. : Non ! Ni OPPM ni les Éditions d'Avron ne sont devenues propriétaires ou locataires l'un de l'autre. Il s'agit d'un « droit au bail ». OPPM n'avait plus besoin de son local d'Aubervilliers. Les Éditions d'Avron cherchaient un local. OPPM leur a donc vendu le « droit au bail », c'est-à-dire le droit de louer le local à sa place.

C.B. : *Existait-il des liens entre votre activité professionnelle et l'organisation politique Lutte ouvrière ?*

R.B. : Comment entendez-vous cette question ? S'agit-il de dire que les entreprises en question ont rémunéré fictivement des dirigeants de Lutte ouvrière, ou que des dirigeants de LO ont eu des emplois fictifs ? Tous les militants de Lutte ouvrière qui y ont été salariés travaillaient vraiment, moi compris.

C.B. : *Maurice Schrœdt, alias François Duburg, était-il lui aussi un formateur ?*

R.B. : Il a fait des études de médecine et avait été visiteur médical et responsable régional dans cette branche. Notre activité nécessitait des gens qualifiés. Dès le début, j'avais besoin d'aide. Maurice Schrœdt, surtout depuis 1969, m'a apporté cette aide. Il valait mieux, pour nous, travailler ensemble, que pour un patron auquel nous aurions dû rendre des comptes. À compétence égale, on préférait simplement travailler avec des camarades. Mais ces entreprises n'ont pas financé Lutte ouvrière. Elles ne l'auraient d'ailleurs pas pu.

C.B. : *Parlez-moi de la société EPMED (Études et publicité médico-pharmaceutiques), qui a été créée en 1968. Est-ce vous qui l'avez fondée?*

R.B. : Cette affirmation est une invention, voire un mensonge pur et simple. Cette société a bien été créée en 1968, mais par des gens que je ne connaissais pas. Même si son siège était à Aubervilliers, je n'ai pas créé cette société, ni en 1968 ni à aucun moment. J'en suis seulement devenu salarié, bien plus tard, en 1980.

En fait, en 1980, le patron d'un petit laboratoire d'Aubervilliers n'arrivait pas à trouver le temps et les moyens de s'occuper de ses visiteurs médicaux. Il avait engagé quelqu'un pour le faire mais s'en était séparé. C'est pourquoi il me demanda si je voulais bien m'occuper de cette gestion. Il avait créé pour cela, douze ans auparavant, en 1968, une société, la S.A. EPMED, dont l'objet social était, entre autres, la publicité médico-pharmaceutique, ce qui comprenait

la visite médicale. Il me proposa d'être engagé par cette société pour recruter, former et diriger son petit réseau de visiteurs, une vingtaine. Je pouvais le faire – j'avais l'expérience de ce travail dans deux laboratoires et les compétences voulues.

Mais je refusai tout d'abord car j'avais besoin de ma liberté, chèrement conquise, c'est-à-dire de pouvoir organiser mon temps à ma guise. Finalement nous nous mîmes d'accord pour que je sois chargé de cet encadrement tout en ayant toute liberté pour gérer mon travail.

À ce moment-là j'avais pas mal d'années de sanatorium et de maladie derrière moi et, bien que cette activité ne soit pas de tout repos, la perspective d'avoir, avec les garanties sociales, une activité et un salaire réguliers sans avoir à courir derrière les clients ou à les convaincre, et d'être assez libre pour militer, cela me convainquit. Je devins donc salarié de cette société, en septembre 1980, en qualité de directeur du réseau de visiteurs médicaux. Mais, je le répète, je ne l'avais pas créée et n'en étais pas actionnaire.

Ce n'est que neuf ans plus tard encore, en 1990, donc vingt-deux ans après la création d'EPMED, que certains des actionnaires me demandèrent de racheter leurs parts, ce qui me fit alors prendre une participation de 20 %. Et, en novembre 1993, à soixante-cinq ans, pour prendre ma retraite, je quittai mes fonctions dans la société EPMED. J'y ai gardé jusqu'en avril 1998 une participation et le poste d'administrateur bénévole que j'avais accepté en 1994 pour assurer la transition.

EPMED et OPPM n'étaient pas des sociétés industrielles, elles restèrent toujours marginales et bien

des fois leurs exercices se terminèrent en perte. Elles n'ont jamais distribué de bénéfices. Quand il y en avait, ils étaient provisionnés pour une éventuelle année noire à venir.

Ces sociétés n'ont jamais été en situation de financer Lutte ouvrière, de quelque façon que ce soit. Ceux des militants de Lutte ouvrière qui en ont été salariés, l'étaient pour une véritable activité et uniquement parce que nous préférions travailler ensemble. Peut-être faudrait-il préciser, pour ceux qui écrivent des fables, que ces micro-PME n'étaient pas cotées en Bourse !

C.B. : *Si je comprends bien, vous étiez à la fois un militant révolutionnaire et un patron. Est-ce compatible ?*

R.B. : D'abord, je n'étais pas vraiment patron. J'ai été gérant, salarié puis bénévole, d'OPPM Service, et je n'étais pas P.-D.G. de la SA EPMED.

De plus, vous pouvez être dirigeant d'une entreprise sans être du côté du patronat. Michel Rodinson est gérant des Éditions d'Avron. La société Rotographie qui édite *Rouge* est une SARL qui a des actionnaires et un gérant. Selon le *Journal officiel*, elle a plus d'activités commerciales en dehors de la LCR qu'avec elle. Est-ce que le gérant de Rotographie est un patron ? On peut être gérant de société, ce qui était mon cas, sans être du côté du patronat ! Lorsque vous souhaitez, pour des raisons fiscales, juridiques ou morales, exercer votre activité, une activité quasi artisanale, sous forme de société, ça

ne veut pas dire pour autant que vous passez dans le camp du patronat.

OPPM, la société dont j'ai été gérant de 1971 à 1987, n'a presque toujours eu que quelques salariés, presque tous des camarades. À la fin des années quatre-vingt, quand je n'étais plus gérant, quand OPPM a engagé des salariés qui n'étaient pas de Lutte ouvrière, c'est parce qu'ils avaient des compétences que n'avaient pas nos camarades. Ce fut le cas, en particulier, de médecins, mais nous n'avons pas dépassé dix salariés au total. L'OPPM avait des clients qui étaient des cadres salariés et nous avons eu avec eux les rapports qu'on a avec des clients.

EPMED a eu plus de salariés, mais est restée une PME. Mes fonctions, dans cette société, étaient identiques à celles que j'avais exercées, une vingtaine d'années auparavant, d'abord chez Ucépha, puis chez Jouveinal. Je m'occupais de la sélection et du recrutement des visiteurs médicaux, et, aux côtés de médecins, de leur formation initiale. Il fallait leur enseigner tout ce qui concernait les produits qu'ils auraient à présenter. Ensuite, je devais les suivre du point de vue de leurs connaissances, soit en organisant des réunions, soit en les accompagnant sur le terrain ou en demandant à des médecins de l'OPPM de les y accompagner. Ces médecins, dans l'optique qui me guidait, s'occupaient bien plus de leurs connaissances, de leur façon de s'exprimer, du sérieux de leurs visites que du nombre de celles-ci ou même de tout ce qui concernait l'administratif.

C.B. : *Comment avez-vous vécu le fait que* L'Express *dise de vous que vous étiez un « businessman aux côtés de la très capitaliste industrie pharmaceutique » ?*

R.B. : Personnellement, j'étais depuis longtemps habitué aux calomnies des staliniens. Mais là, cela visait Lutte ouvrière et Arlette Laguiller au moins autant que moi, et c'était allusif et malveillant.

Quant au journaliste auquel vous faites référence, il a une bien curieuse façon de s'exprimer ! Nous avons déjà vu qu'il m'avait attribué des sociétés paramédicales sans même vérifier le sens de ce mot. Mais voyez un peu cette phrase : « Businessman aux côtés de la très capitaliste industrie pharmaceutique [1]. »

L'industrie pharmaceutique est capitaliste, bien sûr, comme toutes les sociétés industrielles ou commerciales du monde. Mais pourquoi ajouter « très capitaliste » ? L'est-elle plus que bien d'autres ? Plus que le trust Vivendi-Universal, alors propriétaire, via le trust Havas, de l'hebdomadaire *L'Express* ? Et s'il avait été vrai que j'étais « aux côtés » de l'industrie pharmaceutique, il y a des journalistes qui, eux, sont alors bel et bien au cœur du très capitaliste trust Vivendi-Universal.

Mais la campagne contre nous n'a pas démarré avec *L'Express*. Depuis 1995, nous avons eu droit aux calomnies plus ou moins délirantes de bien des organes de presse, et elle s'est poursuivie depuis.

Parmi les âneries qui eurent un grand succès lors de la campagne du premier tour de l'élection présidentielle de 2002, il y a la « découverte » que fit *L'Huma-*

1. François Koch, *cit.*

nité dans nos comptes publiés, comme ceux du PCF, par le *Journal officiel* d'argent mis de côté par Lutte ouvrière et placé à la Poste. Du coup, toutes les publications du PCF reprirent cette information qui les faisait hurler de plaisir et cela déclencha, bien sûr, une avalanche de reprises plus ou moins fantaisistes, jusqu'à ceux qui parlèrent du « magot » et même du « matelas d'Arlette ». Matelas de billets, bien sûr, sur lequel devait dormir notre pauvre camarade.

Lutte ouvrière tente évidemment d'avoir des économies pour financer ses activités. Avant de nous lancer dans une campagne électorale, nous devons avoir l'argent voulu car nous ne sommes jamais sûrs de voir nos frais de campagne remboursés, et d'ailleurs ils ne l'ont été que rarement. Jamais aux législatives, et pas plus aux présidentielles de 1974, de 1981 ou de 1988. C'est dire que si Lutte ouvrière n'a pas fait faillite, c'est parce que nous sommes suffisamment économes pour avoir mis de côté de quoi financer nos activités.

Ces attaques perfides n'ont pas porté chance à Robert Hue : n'ayant pas atteint 5 % des suffrages, il n'a pas été remboursé de ses frais de campagne et le PCF a dû mendier pour trouver l'argent et essayer de s'acquitter de ses dettes. S'il avait été prudent, il aurait fait comme nous : il aurait mis de l'argent de côté. Mais voilà, le PCF entretenait une armée de permanents et il a d'ailleurs dû en licencier beaucoup. Il payait un loyer énorme pour le Colonel-Fabien et avait des biens immeubles un peu partout en France, sans parler de ses périodiques non rentables qu'il tenait à bout de bras avec, en particulier, cette pauvre

Humanité qui avait déjà fait appel aux capitaux du trust Lagardère.

C.B. : *Tout de même, on vous accuse d'opacité. On suggère que Lutte ouvrière est un groupe sans réel débat interne. On évoque des discours fleuve que vous prononcez lors des congrès, et que nul n'oserait discuter ni contester. Qu'en est-il exactement ? Ou, si vous préférez : comment traitez-vous vos militants ?*

R.B. : Mais qu'est-ce qu'un discours fleuve ? Cela vient de deux membres de la LCR qui ont assisté à deux de nos congrès. L'un d'eux est passé immédiatement après au Parti socialiste et le second n'a fait que répéter ce que disait le premier. Pour le reste, ce que je dis est souvent contesté ou critiqué par nos camarades, parfois en termes vifs ou même violents.

Je crois que vous êtes déjà venu à la Fête de Lutte ouvrière, où il y a des dizaines de milliers de participants qui peuvent rencontrer librement tous nos militants ou nos dirigeants, moi compris, sans compter des ex-militants et sympathisants qui me connaissent personnellement. Comment croyez-vous que, ne serait-ce qu'à cette occasion, ils ne pourraient pas contester ou discuter mes opinions ? Je n'ai aucun garde du corps pour les empêcher de m'approcher, voire de m'interpeller, lorsque je suis installé à une table pour manger ! Ce genre d'affirmation est ridicule.

On ne peut pas nier que nous soyons peu connus. Un des problèmes, c'est peu connus de qui ? Certains journalistes, quand ils ont un blanc dans un article en

cours de rédaction, veulent pouvoir le combler immédiatement au téléphone sans chercher à se documenter vraiment.

Par exemple, nous avons envoyé à l'AFP, en décembre 2001, la liste des membres du Comité central élus par notre congrès. Aucun journal ne s'y est intéressé et on continue à écrire que notre direction n'est pas connue. Seule une journaliste y a consacré deux articles, l'un pour dire qu'on ne m'y trouvait pas, l'autre pour, renseignements finalement pris auprès de nous, dire que j'y figurais sous mon nom de plume. Par contre, Pierre Bois ne l'a absolument pas intéressée, pourtant il y figurait sous son identité.

Et puis, sommes-nous la plus opaque des organisations politiques ?

Nous utilisons des pseudonymes à l'intérieur de l'organisation, c'est vrai. Mais la question que devraient se poser ceux qui nous prêtent une opacité particulière, c'est : est-ce que les autres organisations comparables n'en font pas autant et est-ce que nous sommes plus opaques que les autres ? Est-ce que nos militants sont moins connus, dans leur milieu d'activité, sous leur véritable identité, que ceux des autres organisations semblables à la nôtre ? Non !

Je ne souhaite pas critiquer le Parti des travailleurs ou la Ligue communiste révolutionnaire, mais sommes-nous vraiment plus opaques que le PT ? Qui connaissait Gluckstein avant la présidentielle de 2002 ? Est-ce que le PT n'utilise pas des surnoms pour tous ses membres ? Même Lionel Jospin avait le sien – paraît-il – et son frère aussi.

Le principal dirigeant du PT est connu depuis des décennies sous le nom de Pierre Lambert, mais il a

fallu qu'il se présente à l'élection présidentielle de 1988 pour qu'on sache publiquement que son identité véritable était Pierre Boussel. Il ne le cachait pas vraiment puisqu'il était connu dans certains milieux. Mais même parmi ceux qui s'intéressent à la politique beaucoup ne le savaient pas. Est-ce un fonctionnement moins opaque que le nôtre ?

De plus, chacun sait que, pour les grands partis, tout se règle en coulisse à huis clos ou autour d'une table de restaurant, avant le congrès, lequel ne devient qu'un grand cirque à l'usage des journalistes et du bon peuple.

En juin 2000, la LCR a consacré la moitié de ses trois jours de congrès à des huis clos et, peut-être, à des tractations pour l'élection du Comité central. À son congrès précédent, en janvier-février 1998, elle avait décidé d'abandonner l'usage des pseudonymes. *Le Monde*[1] et *Libération*[2] y avaient consacré des articles. Cela n'a pas dû être appliqué puisque, deux ans et demi plus tard, au congrès de juin 2000, elle a jugé nécessaire de prendre à nouveau la même résolution.

Apparemment, la LCR n'applique pas ses décisions puisque la liste des membres du Comité central élus à ce dernier congrès – parue dans un supplément de la revue *Critique communiste* réservé aux militants – ne comporte que des prénoms ou des pseudonymes, avec seulement une indication des départements de domi-

1. Pascale Sauvage, « La LCR s'engage dans une mutation en douceur mais garde son nom », *Le Monde*, 3 février 1998.

2. Renaud Dely, « À la LCR, la révolution c'est marier rue et urnes », *Libération*, 29 janvier 1998.

cile [1]. À lire cette liste, on pourrait croire que ni Alain Krivine ni Olivier Besancenot ne sont membres du Comité central. Aucun journaliste n'a évoqué ce fait, même ceux qui étaient invités au congrès. Or, ces deux militants figurent sous les pseudonymes de « Tinville » pour Alain Krivine et de « Lucien » pour Olivier Besancenot.

Alors, sommes-nous plus opaques que la LCR ? Non ! On a seulement la réputation que nos adversaires politiques nous font. Le seul avantage de la LCR sur nous, c'est qu'elle a en permanence un responsable – souvent le même – prêt à répondre aux journalistes sur elle... et sur nous.

C.B. : *Plus généralement, comment expliquez-vous les multiples campagnes hostiles dont vous avez été l'objet dans la grande presse ?*

R.B. : Je crois que l'on nous attaque parce que nous sommes des communistes. On est calomniés, mais pas autant que le PC dans les années vingt. On a même du retard par rapport à ce qu'il a encaissé pendant la guerre froide...

Lutte ouvrière est en effet une organisation communiste et elle n'a pas l'intention d'abandonner ce choix politique. Elle est une libre association de femmes et d'hommes, de jeunes et de moins jeunes, réunis sur la base de la défense d'un même programme politique et social, celui du marxisme révolutionnaire.

1. *Critique communiste*, numéro spécial 157-8, juin 2000.

Mais tout le monde assimile le communisme à ce qu'était la dictature stalinienne ou au régime de ses successeurs. C'est comme si on assimilait le régime de Pétain, ou celui de Napoléon I[er], de Napoléon III ou de Thiers, aux idéaux révolutionnaires de 1789.

Il est vrai que la révolution russe de 1917, qui éclata en réponse à l'épouvantable massacre de la Première Guerre mondiale, a connu l'affreuse dégénérescence stalinienne. C'est pourquoi nous définissons aussi nos idées par l'action et l'œuvre de Léon Trotski qui, seul des dirigeants de 1917, a non seulement défendu, jusqu'à son assassinat, l'idéal communiste mais a de plus analysé les causes et la nature de cette dégénérescence. Il est aussi celui qui a analysé le plus scientifiquement le phénomène fasciste, analyse indispensable de nos jours. Et dès 1940, juste avant sa mort, s'il ne prévoyait pas les chambres à gaz, construites à partir de 1942, il écrivait que les Juifs d'Europe seraient les principales victimes de la guerre.

Bien entendu, les militants de Lutte ouvrière n'acceptent pas sans inventaire le capital politique marxiste, ils ne sont pas de ces gens qui parlent du marxisme, du communisme ou de la révolution sans savoir de quoi ils parlent. Nous ne faisons pas lire des « digests » rédigés par nous sur le marxisme, mais nous incitons nos camarades à lire directement les ouvrages de tous les fondateurs du mouvement ouvrier. Chaque militant fait un effort important pour se cultiver lui-même, et chacun aide les autres à le faire. Tous ceux qui nous approchent peuvent trouver auprès de notre organisation les moyens de s'ins-

truire, pas seulement politiquement, mais aussi sur le plan général, social, littéraire ou scientifique. Nous ne sommes pas les adorateurs des écrits de quelconques maîtres à penser du passé ou du présent.

Nous engageons nos camarades à se cultiver dans tous les domaines et nous leur en donnons les moyens. Il n'y a pas un monopole des idées d'un côté et l'ignorance suiviste de l'autre.

Nous ne faisons pas lire un « petit livre rouge » d'un « grand timonier » quelconque ! Nous proposons à nos militants et à nos sympathisants de se cultiver par la lecture et nous leur conseillons des ouvrages d'auteurs aussi étrangers au communisme, et *a fortiori* au trotskisme, qu'Anatole France, John Steinbeck, Zola, Balzac, Hemingway, Sartre et bien d'autres, parmi des centaines. On essaie tout simplement d'inciter à lire.

N'avez-vous pas remarqué que la culture tient une place énorme à notre fête ? Nous accueillons des conférenciers scientifiques ou autres, qui, pour leur immense majorité, ne sont pas trotskistes et encore moins de Lutte ouvrière !

Bien sûr, partout en France, nous organisons des cours de formation politique. Il s'agit surtout de cours sur les œuvres marxistes. Parce que trop de gens se disent marxistes, léninistes ou trotskistes, et plus nombreux encore sont ceux qui en parlent, sans même avoir lu une ligne de Lénine ou de Trotski. Quant au « Cercle Léon Trotski », qui réunit chaque mois dans la grande salle de la Mutualité à Paris près d'un millier de participants, et aux « Groupes d'études ouvrières » dans les villes de province, ils sont plutôt

orientés vers l'actualité politique. On organise par exemple des conférences sur le thème « Les intellectuels et le communisme », ou « L'histoire de la Palestine », ou encore « Le Front populaire ». On y traite de l'actualité, mais sous un angle plus historique ou culturel.

Il existe chez nous de nombreux accès à la culture. Nous organisons des stages qui durent plusieurs jours. Ils se déroulent généralement à Presles. Il s'agit le plus souvent de stages à thème. Par exemple, nous venons d'organiser un stage consacré à divers écrits d'un certain nombre d'auteurs socialistes du XIX^e siècle dont, pour donner un exemple, un texte de Marx portant sur la guerre civile américaine.

C.B. : *À quoi cela sert-il, en 2003, d'étudier les écrits de Marx sur la guerre civile américaine ?*

R.B. : Pour l'expliquer précisément, il faudrait que nous lisions ensemble ce texte. Mais en gros, cela sert à montrer que Marx avait une pensée bien plus large, bien plus diverse que celle qu'on lui prête ou que celle des marxistes d'aujourd'hui. Il a écrit sur toutes les luttes politiques qui se sont déroulées en son temps, de la France à l'Allemagne, en passant par l'Inde et la Pologne. Engels a même écrit un long texte sur la guerre de conquête de l'Afghanistan par la Grande-Bretagne – qu'elle a perdue. Déjà !

C.B. : *J'ai l'impression d'entendre Maximilien Rubel, qui conseillait de ne pas écouter les marxistes, mais de lire Marx.*

R.B. : Je suis tout à fait d'accord avec cette affirmation. Si on veut connaître ce que Marx pensait, il vaut mieux le lire que lire ceux qui s'autoproclament marxistes. Malheureusement, Rubel ne croyait pas ou plus à la possibilité pour le prolétariat de changer la société et, à la fin de sa vie, Barta, comme il l'a écrit, partageait ce point de vue [1].

Outre les incitations à la lecture, les cours et les stages, nous proposons à nos membres et sympathisants des sorties culturelles.

C.B. : *En quoi consistent ces sorties ?*

R.B. : Ce sont par exemple des visites de musées ou d'expositions. Cela peut être sur la peinture et l'art ou des sujets scientifiques, des sorties à la Cité des Sciences, au Museum d'histoire naturelle, au Palais de la Découverte et en province dans bien d'autres musées.

C.B. : *Ce souci culturel s'inscrit-il à vos yeux dans la tradition du mouvement trotskiste ?*

R.B. : Il s'inscrit plus généralement dans la tradition du mouvement ouvrier, et en particulier dans celle de la II^e^ Internationale et des débuts de la III^e^. En fait, la culture, qu'elle soit politique ou pas – et cela comprend l'histoire –, littéraire ou scientifique, nous semble indispensable pour deux raisons.

La première, c'est que nous voulons homogénéiser par le haut la culture de nos camarades intellectuels et

1. Lettre de Barta à Jean-Paul Boussac du 8 mai 1976.

celle des travailleurs. Bien sûr, nous ne faisons pas de tous nos militants des agrégés ou des professeurs d'université, mais nous essayons de faire en sorte que tous aient une large ouverture sur le monde ; les intellectuels sur le monde du travail, et les travailleurs sur les connaissances qu'ils n'ont pas eu la chance d'acquérir autrement.

La deuxième raison, tout aussi fondamentale, c'est que, pour exercer pleinement des droits démocratiques, pour participer pleinement à la vie d'une organisation, pour discuter et décider de ses orientations, il faut pouvoir tout discuter et ne rien recevoir sans le passer au crible de la critique. C'est donc aussi pour que nos camarades soient capables de juger, de voter en connaissance de cause, que nous voulons leur donner l'envie de se cultiver et que nous faisons l'effort de leur en donner les moyens matériels.

C.B. : *Vous m'avez dit, précédemment, qu'il n'y avait pas de différences entre Voix ouvrière et Lutte ouvrière. Lutte ouvrière se distingue cependant par la taille et les moyens. À quel moment avez-vous eu l'impression d'atteindre un pic au niveau des effectifs ?*

R.B. : Peut-être dans les années quatre-vingt, dans la période des années Mitterrand. Il y a eu une poussée à gauche... et la démoralisation due aux licenciements et au chômage n'était pas encore ce qu'elle fut à la fin des années Mitterrand. Ensuite, nous avons eu des accroissements d'effectifs par périodes entrecoupées de stagnation. Mais nous n'avons jamais connu de vrai recul.

C.B. : *Vous avez recruté des déçus du socialisme, à une époque où l'on disait l'extrême gauche sur le déclin ?*

R.B. : C'était l'époque de la déception face à la gauche. Des jeunes, des syndicalistes sont devenus sensibles aux critiques que nous formulions à l'égard de la social-démocratie et du PCF. Nous avons surtout recueilli des déçus du PCF et des péripéties de l'Union de la Gauche et de sa politique, dont le blocage des salaires.

C.B. : *Revenons-en à la « spécificité » de l'Union communiste. En quoi votre structuration diffère-t-elle de celle des autres groupes trotskistes ?*

R.B. : Globalement, notre structuration ne diffère ni des autres groupes trotskistes, du moins de la LCR, ni des autres groupes politiques. Nous avons un Comité central, ou une direction nationale si vous préférez, nous avons un Comité exécutif, que d'autres nomment Bureau politique. Ces organismes sont élus à chaque congrès. En dehors de cela, nous avons des structures locales ou régionales. La principale différence avec les autres groupes ou partis, c'est que nous sommes la seule organisation politique à tenir un congrès chaque année.

Le fonctionnement interne de Lutte ouvrière est très simple : chacun peut s'exprimer librement, à tout moment, au sein de notre organisation. Il peut le faire oralement, autour de lui, dans les organes de base, cercles ou cellules, dans tous les organismes auxquels

il appartient et, en particulier, dans des assemblées locales qui se réunissent chaque mois. De plus, s'il le souhaite, il peut librement et à tout moment s'adresser, par écrit, à l'ensemble de l'organisation sous la forme et le ton qui lui conviennent, critiquer ce qu'il juge bon de critiquer et qui il veut. Aucune autre organisation politique ne fait cela.

Les tendances peuvent se créer librement, à tout moment et pas uniquement quelques mois avant un congrès, comme cela se fait dans certaines autres organisations politiques soi-disant plus démocratiques. La seule condition est qu'elles se constituent sur une base politique et programmatique et non sur un simple désaccord secondaire ou circonstanciel.

À tous les niveaux, les décisions sont prises, en général à la majorité simple, mais nous recherchons le plus souvent un consensus (ce qui a conduit certains à critiquer ce qu'ils considèrent comme une unanimité suspecte, montrant par là qu'ils méprisent ce que peut être une attitude respectant le plus possible les points de vue minoritaires).

Les décisions concernant la vie courante de l'organisation sont prises par les organismes de base, par les sections ou les fédérations, selon les cas et la nature des décisions à prendre. Les décisions sur les questions d'orientation générale sont prises par nos congrès annuels.

Ceux-ci sont préparés par des assemblées locales ou régionales, où on discute de la politique présente et à venir de l'organisation, de ses prises de position, de l'orientation de son activité et de toute autre question

que les militants souhaitent discuter. C'est dans ces assemblées locales que sont élus les délégués au congrès.

Chaque année, la direction élue l'année précédente remet ses mandats aux délégués, et ses membres, s'ils veulent être réélus, doivent se représenter aux suffrages du congrès. Aucun élu du Comité central ne l'est donc pour deux ou trois ans comme dans les autres partis et, *a fortiori*, pour quatre, cinq ou neuf ans comme dans les différentes institutions électives de la République.

Nos congrès sont ouverts, dans la mesure des places disponibles, à ceux de nos militants qui souhaitent y assister. Ils se déroulent le week-end et avec un horaire qui permet à nos camarades de province de faire le voyage aller-retour sans empiéter sur leurs journées de travail.

Certains comparent notre façon de procéder à celle de la LCR. Celle-ci tient ses congrès tous les deux ans – voire deux ans et demi comme entre les deux derniers. Elle peut donc se permettre de faire des congrès de trois jours, ce qui laisse la possibilité d'en ouvrir une partie à la presse.

Eh bien, nous préférons des congrès fréquents, même s'ils sont courts, pour que nos militants puissent y participer largement et pour que cela permette un contrôle rapproché de la base sur la politique de l'organisation.

C.B. : *Il existe donc un Comité central large, et un Comité exécutif, plus restreint.*

R.B. : Oui ! Le congrès élit le Comité central devant tous les présents, délégués ou non, lequel élit de la même façon le Comité exécutif.

Le Comité central se réunit trois ou quatre fois par an. Il regroupe plusieurs dizaines de camarades. Le Comité exécutif est une instance plus restreinte, qui se réunit chaque semaine. Mais il faut noter que le Comité exécutif n'a pas autorité sur le Comité central. À chacune de ses réunions, le Comité central peut changer tout ou partie des membres du Comité exécutif. Cela n'est jamais arrivé, mais c'est possible. Le Comité central ne peut en aucun cas être démis par le Comité exécutif. Seul le congrès a ce pouvoir.

C.B. : *Qu'en est-il du secrétariat ?*

R.B. : Il n'a rien à voir avec le secrétariat général du PC de l'Union soviétique dont Staline était secrétaire. Le secrétariat n'a qu'un rôle administratif de coordination. Quand on décide de faire quelque chose, ce n'est pas le secrétariat qui décide, c'est le Comité exécutif. Le secrétariat se contente de transmettre la décision à tous les camarades. Il assure les communications de bas en haut et de haut en bas, et vérifie l'exécution des tâches et les problèmes rencontrés.

Il y a des secrétariats à tous les niveaux de l'organisation, dans chaque région comme dans chaque groupe.

À Lutte ouvrière, comme à la LCR, il n'y a aucun des titres particuliers propres à la plupart des partis politiques, tels que « secrétaire général », « secrétaire

national », « président », etc., qui conféreraient une autorité particulière. La seule fonction particulière est celle de porte-parole de Lutte ouvrière qu'exerce Arlette Laguiller.

Ce que nous appelons le centralisme démocratique, terme souvent présenté de façon déformée, est simplement le fait que toutes les décisions, quel que soit le problème, sont discutées librement avant, pendant et même après qu'elles sont prises, mais, une fois la décision prise, tout le monde doit l'appliquer, même ceux qui n'étaient pas d'accord.

La République française, son gouvernement, son parlement, ne fonctionnent pas autrement : une fois une loi votée, tout le monde doit l'appliquer, même les députés qui étaient contre et, *a fortiori*, tous les citoyens. Mais, au sein de Lutte ouvrière, il n'y a ni tribunaux ni prisons pour les y obliger.

C.B. : *Vous vous dites donc ouverts à la critique interne ?*

R.B. : Et même à la critique extérieure. La critique est une nécessité. Elle est synonyme de discussion. Un point de vue ne peut s'élaborer, se modifier et s'approfondir – ou être abandonné – qu'au travers de la discussion. Ce sont tous les camarades qui corrigent, qui choisissent et qui décident.

C.B. : *Georges Kaldy a été présenté comme votre « dauphin ». À tort ou à raison ?*

R.B. : Là encore, ce sont des ragots. Un pays comme la France et des organisations politiques

comme Lutte ouvrière ne sont pas des monarchies héréditaires. Il est vrai que j'ai lu qu'Attac, qui revendique trente mille adhérents et qui a tenu les 30 novembre et 1er décembre 2002 son assemblée générale à La Rochelle, n'a pas eu, si on en croit la presse [1], à vraiment choisir son nouveau dirigeant, Jacques Nikonoff, car celui-ci avait purement et simplement été désigné, en mai 2002, par Bernard Cassen, le président d'Attac depuis sa fondation, pour assurer sa succession.

Mais à Lutte ouvrière, cela ne se passe pas comme cela. Je ne peux pas désigner qui que ce soit comme dauphin ou comme successeur car je n'ai rien à lui transmettre, pas même le crédit que m'accordent un certain nombre de camarades. Ceux qui dirigeront – tout comme ceux qui dirigent actuellement – le feront après avoir gagné leur crédit. Il est ridicule de penser que la personne que je désignerais, quelle qu'elle soit, gagnerait pour autant la confiance des camarades.

Il est vrai que, dans les années soixante, j'ai joué un rôle déterminant. Mais depuis quelques années, des gens comme Arlette Laguiller, Georges Kaldy, Michel Rodinson, François Duburg, Colette Bernard, Henriette Mauthey, Jean-Pierre Vial, Dominique Chablis, sont tout aussi déterminants. Et là, je ne cite que des camarades parisiens, mais il y en a bien autant qui, dirigeant des fédérations de province, en seraient tout aussi capables.

1. Caroline Monnot, « Attac se refuse toujours aux avances de la gauche », *Le Monde*, 1er-2 décembre 2002.

Tout dépend aussi des circonstances politiques, on révèle ses capacités dans certaines circonstances et pas dans d'autres et, selon les circonstances, c'est un individu ou un autre qui se révèle.

C.B. : *Vous m'avez dit tout à l'heure que Lutte ouvrière avait longtemps fonctionné de manière décentralisée. Mais n'y a-t-il pas toujours eu un Comité exécutif?*

R.B. : En 1956, pas vraiment! En 1968, oui!

C.B. : *Il existe des textes des années soixante, faisant référence à un « Comité exécutif de l'Union communiste ».*

R.B. : Ne vous laissez pas abuser par les titres sur le papier. Pendant l'Occupation aussi, le groupe Lutte de classes (Barta) signait ainsi les correspondances avec le PCI.

C.B. : *Vous aviez donc un Comité exécutif, et peut-être une commission de contrôle? Vous fonctionniez selon un schéma léniniste?*

R.B. : Une commission de contrôle, non. Il n'y a d'ailleurs pas de schéma léniniste de l'organisation d'un parti à ce niveau. Il y a une définition léniniste de ce que doivent être ses membres. On peut être une organisation léniniste et ne pas avoir de Comité central ni de commission de contrôle, qui sont parfois des mots vides de sens. En 1968, nous nous connaissions

tous. Lorsque nous avons été dissous, nous avons volontairement éclaté. Nous avons réellement supprimé toute centralisation, pour éviter une éventuelle répression.

C.B. : *Vous n'êtes tout de même pas devenus un groupe anarchiste.*

R.B. : Cela n'a rien à voir ! L'anarchisme est une doctrine sociale et politique. On peut être un groupe anarchiste et être extrêmement structuré et discipliné. Ce fut le cas des groupes anarchistes qui se sont lancés dans le terrorisme.

En 1973 ou 1974, nous avions un Comité exécutif dépendant du Comité central élu chaque année, et qui était chargé d'appliquer pratiquement, entre deux sessions de ce dernier, la politique qu'il avait définie en fonction des décisions du congrès.

C.B. : *Cette souplesse tactique, qui se double d'un certain sens de la discipline, rappelle les pratiques de l'Union communiste de Barta.*

R.B. : Mais non ! Le Groupe communiste de l'époque avait moins de quinze militants. Un congrès et un Comité exécutif ne se justifiaient pas. Lutte ouvrière était, au début des années soixante-dix, une organisation plus importante, donc elle s'est structurée un peu plus, mais nous avons toujours veillé à ce que l'ensemble de nos camarades ait le plus grand contrôle sur le fonctionnement de l'organisation.

C.B. : *Vous manifestez un constant souci d'adaptation aux circonstances. Mais n'est-il pas dangereux de structurer un groupe en fonction de sa taille ? Si les rapports intersubjectifs ne sont pas médiés par un règlement ou une constitution, vous ouvrez la porte à l'affect, à l'emprise, aux sentiments.*

R.B. : D'une part, nous ne sommes pas figés. Et nous agissons, nous nous structurons en fonction de nos besoins réels.

Car la constitution n'est pas une panacée. Ce n'est pas parce que l'on formalise que l'on empêche les dérives ou que l'on évite les problèmes. Je sais bien que si l'on ne formalise pas, il y a des risques. L'affect, les sentiments, sont aussi des ciments d'une organisation. Mais, quand on formalise, surtout quand on formalise le vide, il y a encore plus de risques. Le risque d'avoir des coquilles vides, des sigles qui ne signifient rien. Lorsqu'on est un petit groupe, on peut, comme nous, utiliser la démocratie directe, ou presque. Lorsqu'on formalise dans un petit groupe, on finit par retrouver les mêmes en tant que délégués au congrès, élus au Comité central et membres d'un comité exécutif, quand ce ne sont pas les dirigeants d'une Internationale fictive. Nous essayons de ne formaliser qu'en fonction des besoins. Et de le faire le moins possible.

C.B. : *Vous m'avez dit que la structuration de Lutte ouvrière s'était effectuée très progressivement. Depuis le score d'Arlette Laguiller lors de l'élection présidentielle de 1995, êtes-vous confrontés à de nouvelles vagues d'adhésions ?*

R.B. : Il ne faut pas croire que le succès électoral de 1995, tout relatif d'ailleurs, nous ait amené énormément de monde et encore moins par « vagues ». Voter n'est pas adhérer... On dit souvent que nous sommes pessimistes. Je dirais plutôt que nous assumons la réalité.

Lutte ouvrière est toujours une organisation très décentralisée. Par exemple, chaque groupe local édite sa presse d'entreprise, ses tracts, et les diffuse de façon autonome. En ce qui concerne la presse d'entreprise – les « bulletins » –, il y a un éditorial commun à nos trois cents publications pour maintenir une identité politique à l'échelle du pays. Mais tout ce qui concerne l'entreprise est rédigé localement.

Les organismes de base sont constitués, sur une ville, une entreprise, un secteur d'activité, par des cercles ou des cellules ou par des réunions de rédaction des bulletins.

Le bénévolat et cette façon décentralisée de fonctionner nous permettent de nous passer d'un lourd et coûteux appareil administratif de permanents, contrairement à presque tous les partis.

Pour adhérer à Lutte ouvrière, il faut en manifester le désir, être en accord avec son programme et pour cela, évidemment, l'avoir étudié sérieusement, accepter ses statuts, être parrainé par au moins deux autres membres et que l'adhésion soit approuvée par une des instances de Lutte ouvrière.

Les règles normales dans une organisation politique s'appliquent aux membres de Lutte ouvrière : payer régulièrement ses cotisations, assister à ses réunions et participer à ses activités générales ou à celles

décidées d'un commun accord dans l'organisme de base dont on est membre.

Les activités ne sont d'ailleurs pas les mêmes pour tous nos camarades. Par exemple, un militant d'entreprise, même s'il est par ailleurs militant syndicaliste comme la plupart de nos camarades salariés, n'affichera pas forcément vis-à-vis de son employeur son appartenance à Lutte ouvrière. C'est pourquoi, par exemple, il ne diffusera pas un bulletin « Lutte ouvrière » à la porte de son entreprise ni même à la porte d'une autre, non seulement pour des problèmes de discrétion mais aussi, évidemment, pour des problèmes d'horaire. De telles diffusions reposent surtout sur des camarades étudiants ou enseignants. Ces bulletins sont distribués gratuitement mais leur financement est assuré par des collectes aux portes des entreprises.

Comme notre presse d'entreprise dénonce toutes les iniquités de l'exploitation quotidienne dans ces entreprises, le patronat la supporte mal et, si l'activité syndicale est tolérée, l'activité politique est interdite par la plupart des règlements intérieurs des entreprises. C'est pourquoi nous protégeons nos camarades et nos sympathisants de cette répression patronale en n'affichant pas leur appartenance, bien que beaucoup d'entre eux soient connus parce qu'ils se présentent aux élections.

Bien sûr, partout où c'est possible, nos camarades mènent une activité syndicale, principalement à la CGT, mais aussi dans d'autres syndicats, car les travailleurs doivent se défendre quotidiennement contre les pressions du patronat, contre l'exploitation. C'est cela la lutte de classes.

Nombre de nos camarades sont des étudiants, des enseignants ou des travailleurs intellectuels, mais beaucoup d'autres travaillent dans de grandes entreprises de la chimie, de la métallurgie ou de l'automobile, ou dans des services publics ou privés : des banques ou des compagnies d'assurances, à la SNCF, à la Poste, aux télécoms, dans les hôpitaux.

Nous faisons un effort particulier vis-à-vis de nos camarades femmes pour qu'elles exercent le maximum de responsabilités et, si les partis de la bourgeoisie ont besoin de se voir imposer des quotas, cela fait bien longtemps qu'à Lutte ouvrière nous avons de nombreuses femmes à tous les postes de responsabilités et comme candidates aux élections. Arlette Laguiller en est la meilleure illustration. Elle fut la première femme présentée par son parti à une élection présidentielle. Les Verts ont présenté une femme, Dominique Voynet, en 1995, mais pour 2002 ils se sont empressés de choisir un homme, malgré leurs proclamations féministes.

Notons que la LCR n'a pas pu, pour remplacer Alain Krivine comme candidat à l'élection présidentielle de 2002, trouver une seule de ses militantes pour la représenter et incarner l'idéal féministe qu'elle proclame. Comme la plupart des autres partis, elle a préféré choisir un homme.

C.B. : *On parle évidemment beaucoup de Lutte ouvrière depuis 1995. Qu'avez-vous donc fait, entre 1968 et 1995 ?*

R.B. : Dans les années qui ont immédiatement suivi 1968, nous avons structuré et étendu notre organisa-

tion. Mais, comme pour Voix ouvrière, il y a eu des étapes dans le développement de Lutte ouvrière, des étapes marquées par ses interventions politiques.

Ce fut le cas au moment de la constitution de l'Union de la Gauche. Rappelons que, en réponse à la situation politique du moment, en 1971, au congrès d'Épinay, Mitterrand fit main basse sur la SFIO et devint le dirigeant du nouveau Parti socialiste. Mitterrand avait absolument besoin des voix des électeurs du PCF. Par contre, il voulait s'engager le moins possible à infléchir sa politique ou même ses promesses en fonction de cet électorat. Il se sentait plus responsable envers la bourgeoisie qu'envers les travailleurs. Il l'a prouvé par la suite.

Au début de l'année 1972, dans la perspective des élections législatives de 1973, le PCF diffusa largement, à des millions d'exemplaires, un texte qu'il appela « Programme pour un gouvernement démocratique d'union populaire ». Il appelait tous les travailleurs à réaliser l'union des partis de gauche sur un programme commun de gouvernement.

Lutte ouvrière répondit par une critique de ce texte, qui fut diffusée dans les entreprises à un million d'exemplaires. Nous voulions démonter l'escroquerie du programme commun car toutes les propositions du PCF, dans ce texte, étaient moins favorables au monde du travail que ce qu'il proposait antérieurement. Pour ne donner qu'un exemple, alors que *L'Humanité* du 4 février 1972 déclarait qu'on ne pouvait pas vivre avec moins de 1 500 francs par mois, dans ce texte du PCF il était dit « qu'aucun salaire ne devrait être inférieur à 1 000 francs par mois ». C'est-

à-dire qu'avant même de négocier avec ses partenaires gouvernementaux, le PCF était en retrait d'un tiers sur les revendications minimales des travailleurs.

Et sur chaque question intéressant le monde du travail, que ce soient les 40 heures, l'échelle mobile des salaires face à l'inflation – très importante à l'époque –, la sécurité de l'emploi ou les conditions de travail, il en allait de même. Le programme que le PCF prétendait imposer à ses partenaires de l'Union de la Gauche était très en retrait par rapport à ses propres revendications.

Nous critiquions le Parti communiste et surtout ses futurs partenaires, en premier lieu le Parti socialiste de Mitterrand.

Aux élections législatives de 1973, nous nous sommes présentés dans 171 circonscriptions, ce qui nous donna un temps d'antenne, très réduit, à la radio et à la télévision. C'est là qu'Arlette Laguiller est intervenue pour la première fois comme notre « porte-parole ». Même si les scores de nos 171 candidates et candidats ne furent pas importants, les interventions d'Arlette Laguiller firent mouche dans les milieux populaires.

Parallèlement à cela – car les élections ne sont pas tout – nous continuions notre travail de recrutement et de développement au sein des entreprises. Ce qui se traduisit principalement par l'augmentation du nombre de nos bulletins et de travailleurs qui y étaient associés.

En 1971, nous en avons déjà parlé, nous avions organisé notre première fête nationale. Par la suite, d'autres fêtes fondées sur les mêmes principes furent

organisées et le sont toujours, chaque année, dans de nombreuses villes de province, à Lille, Lyon, Marseille, Toulouse, Montbéliard, Mulhouse, Rennes, Saint-Nazaire, Angers, Tours, Dijon, Grenoble, Bordeaux, Orléans, Bourges, Limoges, Creil... Cela nous a permis de rassembler nombre de nos sympathisants, ceux qui nous connaissaient sans nous connaître vraiment, ceux qui avaient envie de nous rencontrer dans ces fêtes locales, car la plupart n'avaient pas la possibilité de venir à la fête de Paris. Ces fêtes locales réunissaient et réunissent encore, à elles toutes, autant de monde, si ce n'est plus, que la fête nationale.

Début 1973, à la suite de grèves de lycéens contre la loi Debré, nous avons entraîné – et nous avons été les seuls à le faire – les jeunes des collèges techniques. Nous avons organisé un grand nombre de ces derniers au point de pouvoir créer une organisation spécifique, « Ceux du technique », avec un périodique qui leur était propre. Cela ne dura pas très longtemps, car la population des collèges, comme celle des lycées et des facultés, est une population qui, par définition, se retrouve quelques années plus tard noyée dans la société. Cependant l'effort que nous avions fait au niveau des jeunes de Ceux du technique, s'il ne permit pas le maintien de cette organisation, nous permit de retrouver un bon nombre de ses adhérents, à titre individuel, plus tard, dans le monde du travail, ce qui contribua à développer notre activité d'entreprise.

En 1975, imaginant qu'il restait quelque chose du courant de 1968, nous nous sommes posé la question de savoir si, en dehors de notre rayonnement physique, pour vendre Lutte ouvrière, il n'y aurait pas un

public sur toute la France. Nous avons alors essayé de modifier la formule de notre hebdomadaire pour traiter un peu plus de sujets de société. Nous avons augmenté les pages culturelles mais surtout, chaque semaine, nous avons publié un dossier sur un sujet particulier et fait de la publicité payante dans certains hebdomadaires et à la radio. Anecdote : l'un de ces dossiers traitait des méfaits du tabac et de sa dangerosité. Cette semaine-là, notre publicité nous fut refusée par la régie publicitaire d'Europe 1 car la Régie des Tabacs faisait aussi partie de leurs annonceurs [1]. Leurs responsables craignaient de perdre le budget des marchands de mort. Le danger du cancer était sans doute moins grave que la perte de recettes publicitaires.

Aux élections législatives de 1978, nous fîmes de gros efforts pour nous présenter dans toutes les circonscriptions. Nous recherchions moins le score – nous le prévoyions de toute façon négligeable – que le contact avec la population de tout le pays, ce qu'une campagne de terrain, sur tout le territoire, pouvait nous donner. Faire connaître nos idées et réaliser un score très faible furent les deux objectifs atteints !

À peu près à la même époque, en septembre 1979, dans la région parisienne, la situation des transports en commun était particulièrement désastreuse : métros et trains aux wagons surchargés et avec de nombreux retards, alors qu'ils ne passaient déjà pas souvent. Pareil pour les bus ! Cette situation aggravait considérablement les conditions de vie de l'ensemble

1. *Lutte ouvrière*, n° 355 du 21 juin 1975, p. 12.

des travailleurs, après une journée de travail longue et harassante. Elle avait été bien décrite dans un film réalisé par Gérard Pirès, *Elle court, elle court, la banlieue*, d'après le roman de Brigitte Gros. Nous, nous avons créé des « comités d'usagers » sur chaque ligne et l'association « Les comités d'usagers des transports en commun de l'Ile-de-France » (CUTCIF). Pour recruter pour ces comités et les faire connaître, nos camarades et ceux qui s'étaient associés à cette activité prenaient la parole dans les wagons des trains de banlieue. À l'époque cela surprit, intéressa, fut souvent approuvé et même applaudi.

C.B. : *En 1981, vous vous êtes lancés dans une entreprise assez surprenante. Peu de gens le savent, mais vous avez créé une station de radio : La Bulle. Pourquoi avoir créé Radio La Bulle ?*

R.B. : 1981, c'était l'essor des radios libres. Nous nous sommes dit qu'une radio libre pouvait devenir un bon support politique. À l'époque, la bande FM était vraiment sauvage et anarchique. Nous avons trouvé une fréquence libre et nous nous sommes installés, sans en avoir vraiment les moyens logistiques et rédactionnels. Nous n'avons pas voulu que Lutte ouvrière soit directement mêlée à l'entreprise. C'est pour cela que nous l'avons appelée La Bulle.

C.B. : *Où étaient les studios ?*

R.B. : À Paris, rue Sainte-Anne, au siège social de l'époque des Éditions d'Avron. Nous avions une

équipe de cinq personnes qui se relayaient. Mais si nous dominions les problèmes techniques, grâce en particulier à un camarade très compétent, personne ne connaissait l'animation d'une radio. L'outil n'était absolument pas maîtrisé. On a arrêté quand cela a commencé à se réglementer. Poursuivre nous aurait demandé trop d'efforts. Il nous a semblé aussi que les radios libres n'avaient pas vraiment d'avenir. On sentait qu'elles allaient devenir des radios privées commerciales, que la plupart d'entre elles disparaîtraient, à moins de s'intégrer ou d'appartenir à un groupe financier. Cependant Radio-Libertaire dure encore, mais cela doit être la seule de ce type.

Parmi nos autres activités des décennies 1970, 1980 et 1990, il y eut la permanence d'un effort intensif de recrutement individuel. Nous sommes une organisation qui n'a jamais cru qu'il suffisait, pour recruter, d'un bon score électoral, ou de la participation à telle ou telle manifestation dont les médias parlent. Nous nous présentons systématiquement aux élections, par principe : nous voulons saisir ces occasions afin de défendre, dans la mesure de nos forces, une politique correspondant aux intérêts du monde du travail. Nous participons aux manifestations que nous décidons de soutenir. Mais nous n'avons jamais espéré recruter au travers de ces actions.

Nous savions que le recrutement ne pouvait se faire, dans cette période, autrement que de la façon dont nous l'avions fait jusque-là. Et nous disposions d'un peu plus de moyens humains pour le faire. Alors, à partir de 1982, nous avons commencé des efforts de recrutement vis-à-vis des lycéens des classes termi-

nales, des jeunes qui étaient à l'âge où l'on se pose, justement, des problèmes concernant les injustices de la société. Bien sûr, tous ne nous donnaient pas raison dans nos choix, mais beaucoup d'entre eux nous considéraient comme des gens dévoués à leurs idées et fermement engagés pour les défendre. Nous nous sommes adressés, et c'était presque un slogan, « aux meilleurs élèves des meilleures classes des meilleurs lycées ». Grâce à cette activité, nous avons recruté des générations de jeunes qui constituent aujourd'hui notre ossature intellectuelle et militante.

C'est d'ailleurs une activité qu'avec des hauts et des bas nous continuons, dans les lycées comme dans les milieux universitaires. Mais toujours sans participer aux syndicats d'étudiants, voire d'enseignants, quoique nos militants évidemment y adhèrent.

Dans la période qui suivit, nous avons continué nos efforts de recrutement, cette fois vers les petites villes qui séparaient les îlots où nous avions des groupes. Nous voulions réaliser un maillage de notre implantation. Ces efforts nous amenèrent à créer des bulletins d'entreprise dans nombre de petites et moyennes entreprises, alors que jusque-là nous sélectionnions plutôt les grandes.

C.B. : *À combien estimez-vous actuellement le potentiel militant de Lutte ouvrière ?*

R.B. : Après la campagne des élections municipales de 2001, où nous avons présenté 129 listes dans différentes communes, soit plus de cinq mille candidats, nous avons considérablement renforcé nos groupes

dans ces villes. Ce développement a été conforté et élargi au travers des campagnes pour la présidentielle et pour les législatives. En effet, lors de cette dernière campagne, nous avons rencontré beaucoup de sympathies, qui se concrétisent par de nouvelles structures. À l'heure actuelle, nous réunissons de nombreux groupes de ville, où il y a des militants et des sympathisants plus ou moins actifs. Militants et sympathisants confondus, nous sommes plusieurs milliers de cotisants.

C.B. : *Dans les années soixante, vous avez tissé des liens avec le groupe Lambert. Plus tard, vous avez longuement négocié avec le Secrétariat unifié de la IV^e Internationale. Dans les années quatre-vingt, vous vous rapprochez enfin d'un courant international dirigé par l'Argentin Nahuel Moreno. Dans quelles circonstances avez-vous approché ces différents groupes ?*

R.B. : Nous avons eu des relations avec l'organisation « moréniste » implantée en Argentine, après la chute de la junte militaire qui suivit la défaite de la guerre des Malouines.

Si nous nous sommes toujours refusés à proclamer des organisations n'existant que sur le papier, nous n'avons par contre jamais conçu notre développement et notre organisation comme étant exclusivement français, c'est-à-dire nationaux. Nous avons recherché toutes les occasions de nous rapprocher des autres organisations trotskistes existant en France et dans le monde. Ce qui voulait dire, entre autres, nous rapprocher des différentes fractions de la IV^e Internationale qui menaient des vies concurrentes.

Je vous ai déjà raconté les relations que nous avons eues avec le groupe Lambert, des relations cordiales au début, qui ont tourné au vinaigre quand Lambert nous invita à faire ménage à trois avec le groupe de Gerry Healy, lors d'une conférence internationale à Londres qui devait, au départ, « reconstruire » la IV[e] Internationale et, à l'arrivée, la « continuer » en reconnaissant Healy et Lambert comme les uniques continuateurs. Comme nous n'avions aucune raison de cautionner cela, ce fut la rupture.

Notre histoire commune avec la IV[e] Internationale version Pierre Frank, c'est-à-dire le Secrétariat unifié, auquel adhère la LCR, est plus longue et plus riche en micro-événements parsemés de ruptures et de réconciliations.

Cette liste risque d'être fastidieuse, mais je ne peux la passer sous silence car chaque réconciliation fut de notre fait, et presque chaque rupture du leur.

Cette longue histoire débute en 1968, quand nous avons proposé, sans succès, à Pierre Frank et à Alain Krivine de former un parti réunissant toute l'extrême gauche. Politique unitaire qui continua en 1969 lorsque nous soutînmes la candidature de Krivine à la présidentielle.

La même année (1969), nous avons participé en tant qu'observateurs à un « congrès mondial » du Secrétariat unifié. La plus grande partie de ce congrès fut consacrée à la stratégie qui consistait à allumer des foyers de guérillas en Amérique latine en espérant que ces foyers embraseraient les masses paysannes. C'est alors que le congrès décida que les groupes latino-américains du SU devaient créer de tels

« foyers », ce qui provoqua le massacre d'un certain nombre de militants, et l'exclusion de ceux qui s'opposaient à cette politique suicidaire... pour les autres.

Par la suite, nous assistâmes à deux autres congrès du Secrétariat unifié.

En mars 1970, Lutte ouvrière réitéra les propositions unitaires que Voix ouvrière avait faites en 1968. En septembre 1970, une délégation de près de 250 camarades de Lutte ouvrière participa à une conférence à Bruxelles appelée par la LCR et les Jeunes Gardes socialistes (Belgique) sur le thème de l'Europe rouge opposée à l'Europe des trusts.

En janvier 1971 : signature d'un protocole d'accord Ligue-LO. Le 12 septembre 1972 : LO relance l'unité avec la Ligue. Mars 1973, sur proposition de LO : accord de répartition des circonscriptions pour les législatives de 1973. Février 1976 : adresse de LO au mouvement trotskiste appelant à mettre fin à l'émiettement du mouvement trotskiste mondial. Mai 1976 : discussion entre LO et le Secrétariat unifié. Novembre 1976 : LO repose le problème de l'unité avec Rouge. Janvier 1977 : accord Ligue-LO et l'OCT pour présenter des listes communes aux élections municipales de mars. Décembre 1977 : tribune libre d'Alain Krivine dans *Lutte ouvrière* sur les élections législatives à venir et réponse de LO... Il n'y aura pas d'accord.

Novembre 1978 : LO fait le point (dans *La Lutte de classe*) sur les relations internationales telles que les conçoit le Secrétariat unifié. Décembre 1978 : LO appelle les révolutionnaires à participer ensemble aux

élections européennes. Mai 1979 : accord LO-LCR pour ces élections. En juin 1979, la Fête de Lutte ouvrière devient une fête commune LO-LCR dans le cadre de la campagne commune des européennes. La liste commune « Pour les États unis socialistes d'Europe » obtient 3,08 % des suffrages. En juillet, nouvelle mise au point sur les relations avec le Secrétariat unifié.

Par la suite, nous avons réitéré à plusieurs reprises la proposition à la LCR de publier un hebdomadaire commun, proposition qu'elle a refusée avec, comme contre-proposition, un simple supplément commun encarté dans nos publications respectives, qui se réalisa plus tard et dura quelque temps.

Une nouvelle période de relations avec le Secrétariat unifié s'ouvrit en 1983 quand il évoqua la possibilité pour LO d'être associée de façon permanente en qualité d'observateur à ses réunions. Nous n'avons jamais eu l'occasion de nous y ennuyer car, après trois ans de tergiversations, le Secrétariat unifié fit marche arrière et abandonna la proposition ou, plus exactement, la subordonna à la conclusion d'accords électoraux avec la LCR, dont nous n'approuvions pas la politique suiviste à l'égard de l'Union de la Gauche.

Dans cette période, par deux fois, en 1983 et 1985, nous avons associé la LCR à notre fête annuelle. Aux municipales de 1983, nous avons présenté des listes communes LO/LCR dans 80 villes. Nous avons eu, pendant une certaine période, des réunions de cellule en commun avec la LCR. En 1984, nous avons participé à une réunion du bureau européen du Secrétariat unifié, puis à son congrès mondial la même année.

Nous avons envoyé une de nos camarades à leur école de formation internationale qui se tenait à Amsterdam et nous avons participé à une de leurs délégations pour rencontrer les sandinistes au Nicaragua.

Je fais observer, à propos de l'élection présidentielle, que si, en 1969, nous avons choisi de soutenir Krivine et que nous l'avons fait loyalement malgré nos différences politiques et surtout malgré le caractère de la campagne de Krivine, la politique de la LCR a toujours été, surtout à la présidentielle, la recherche d'alliés en dehors de nous ou d'une locomotive à laquelle accrocher son wagon. En 1974, alors que la candidature d'Arlette Laguiller avait été déjà annoncée, la LCR chercha à promouvoir la candidature de Piaget, militant du PSU connu pour l'affaire Lip. Et lorsque ce dernier refusa de se présenter, la LCR se résolut à présenter la candidature de Krivine. En 1981, la LCR ne présenta pas de candidat. En 1988, elle soutint la candidature de l'ex-porte-parole de Marchais, Juquin, opportuniste s'il en fut, en rupture de ban avec le PCF. En 1995, où de nouveau elle ne présenta pas de candidat, la LCR appela à voter indistinctement pour Robert Hue, Dominique Voynet ou Arlette Laguiller.

Aussi, alors que la LCR s'est toujours gardée, pendant des années, de nous proposer une campagne commune, à la présidentielle de 2002, quand nous l'avons refusée, nous sommes devenus – selon eux – les plus sectaires d'entre les sectaires.

Il advint une autre mésaventure à la LCR dans sa recherche d'alliances à tout prix. En 1996, Chirac avait été élu un an plus tôt. Le Parti communiste pro-

posa aux organisations de gauche une campagne de forums dans tout le pays, qui devait se terminer en apothéose à Bercy afin de préparer les législatives qui devaient avoir lieu en 1998. Toute la gauche y participa. Y compris la LCR. Et c'est ainsi qu'en avril 1996, sur la scène du Palais omnisports de Bercy, on a pu voir, côte à côte, Robert Hue, Lionel Jospin, Dominique Voynet, Alain Krivine, Jean-Pierre Chevènement et je ne sais plus quelle autre sommité pour les radicaux. Toute cette brochette de beau monde salua la foule et là, Krivine n'était pas sectaire du tout... Et il crut que, dorénavant, la LCR allait faire partie de la gauche plurielle. Malheureusement, en avril 1997, Chirac eut la malencontreuse idée de dissoudre l'Assemblée. Prise de court, la gauche plurielle se rassembla, Voynet, Hue, Jospin, etc., mais laissa Alain Krivine sur le bord. Se montrer à Bercy n'avait servi à rien. La LCR n'osa quand même pas s'adresser à Lutte ouvrière pour qu'elle lui tende un mouchoir... ou un parachute.

Pour les régionales de mars 1998, le protocole que la LCR voulut nous faire signer lui réservait le droit d'intégrer dans ces listes des « associatifs ». Nous n'étions pas contre le principe, mais quand nous avons demandé qui ils étaient, la LCR nous a répondu qu'elle ne le savait pas encore. En fait, elle voulait notre signature pour les trouver et les attirer, et elle a semblé ne pas comprendre que nous ne voulions pas d'un protocole dont elle remplirait les blancs par la suite.

La dernière en date des déconvenues de la LCR, dans ses recherches d'alliances, intervint en sep-

tembre 1998. Nous lui avions proposé de faire une campagne commune aux élections européennes de 1999. La réponse ne vint pas immédiatement car la LCR avait cru percevoir, émanant du PCF, des offres d'alliance. Les espoirs de la LCR s'effondrèrent dans la boue de la Fête de l'Humanité, particulièrement pluvieuse cette année-là, où Christian Picquet et Alain Krivine, qui pensaient avoir un rendez-vous formel, piétinèrent sans rien voir venir [1]. Sœur Anne voyait au moins « la route qui poudroie ». Eux n'eurent que leurs pieds à regarder. Le surlendemain, la LCR annonça par voie de presse qu'elle faisait campagne avec Lutte ouvrière. Elle ne s'était pas inquiétée de savoir si, étant donné son dédain, notre proposition tenait toujours. C'est ainsi qu'il y eut une liste commune en 1999, qui permit à la LCR d'avoir deux députés au Parlement européen. Nous en avons eu trois, mais nous attachons à cela beaucoup moins d'importance qu'elle.

Alors, quand Krivine et Besancenot, à la présidentielle de 2002, ont quasiment fait campagne en disant à qui voulait les entendre que nous serions sectaires, soit ils ont vraiment la mémoire courte, soit ils ne sont pas particulièrement de bonne foi. Je ne dis pas cela pour Olivier Besancenot qui n'a pas tout connu, mais pour Alain Krivine qui l'a entièrement vécu.

Les sectaires, ce sont eux car, depuis le temps que la LCR fait des avances à tout ce qui s'agite et remue en France ou dans le monde et qu'elle se dit ouverte, aucune organisation un tant soit peu significative ne l'a rejointe, même le temps d'une campagne électo-

1. *Rouge*, « Fête de l'Humanité », 17 septembre 1998, p. 4

rale. En fait, l'insistance mise à ses propositions doit paraître bien suspecte aux associations auxquelles la LCR fait les yeux doux et qui doivent craindre le noyautage. Nous avons rencontré un problème voisin avec les organisations dites « internationales » qui parlaient de « coopération » mais pensaient « annexion ».

Pour en revenir à Nahuel Moreno, ce fut un peu avant le milieu des années 1980 que nous avons eu des contacts avec son groupe. Il y avait à cette époque au moins trois « organisations » internationales se réclamant du trotskisme.

L'organisation argentine de Nahuel Moreno, le MAS (Movimiento Al Socialismo), était alors devenue un grand mouvement, numériquement très important, du moins à l'échelle des organisations trotskistes. C'était certainement à l'époque la plus importante des organisations trotskistes. C'était en outre la plus populaire. Le MAS était très implanté dans les milieux ouvriers. Nous avons donc noué des relations avec Moreno. C'est lui qui nous avait contactés. Il nous avait envoyé son « représentant pour l'Europe »... Toujours la manie des titres ronflants. On a pris contact. On a même échangé des camarades.

C.B. : *Qu'entendez-vous par ces échanges de militants ?*

R.B. : On a envoyé des camarades hispanisants, dont Henriette Mauthey, en Argentine pour militer à la base. Ils ont rencontré les militants du MAS. En

retour, le MAS pouvait nous envoyer un nombre équivalent de ses camarades, afin de constater ce que nous faisions concrètement et pas simplement sur des textes programmatiques. Et, comme la Ligue internationale des travailleurs (la IV^e Internationale de Moreno) avait des groupes au Brésil, en Colombie, nous y avons envoyé aussi des camarades.

C.B. : *Comment se sont dénoués les liens avec Nahuel Moreno ?*

R.B. : Nous avons coopéré pas mal de temps. Je suis allé le voir quelques jours à Buenos Aires en 1986. Les échanges de militants ont eu lieu dans cette période. Mais la direction de l' « Internationale » moréniste considérait que notre façon de vouloir juger sur le terrain n'était pas la bonne par rapport à des accords « programmatiques » au sommet. Elle y mit donc fin. Nos rapports ne furent pas rompus mais « congelés », suivant l'expression même du MAS.

Moreno est décédé en janvier 1987, ce qui interrompit formellement nos relations. Henriette Mauthey porta un message de condoléances à ses obsèques. Par la suite, ses successeurs nous ignorèrent, et d'ailleurs cette organisation a presque disparu.

Parallèlement à ces relations avec les différentes et concurrentes « Internationales » trotskistes, nous avons toujours aidé nombre de militants, dans d'autres pays étrangers, sans pour autant prétendre construire une Internationale. C'est ainsi qu'en plus de nos relations avec le groupe américain Spark, nous

avons des liens avec le groupe Combat ouvrier de la Martinique et de la Guadeloupe, l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes en Afrique noire, l'Organisation des travailleurs révolutionnaires de Haïti, avec un groupe à la Réunion, un en Angleterre, en Belgique, en Espagne et en Turquie. Nous baptisons ce regroupement l'Union communiste internationaliste, mais nous ne nous considérons pas comme une Internationale.

Alors, je ne comprends pas comment on peut, de bonne foi, prétendre que Lutte ouvrière est une organisation refermée sur elle-même qui aurait refusé toute ouverture et tout contact.

Nos camarades ont participé, depuis que Lutte ouvrière existe, à des centaines de mouvements sociaux, petits ou grands – quand ils ne les ont pas dirigés – et cela tout à fait ouvertement. En plus, comme on vient de le voir, Lutte ouvrière a eu de nombreuses activités publiques dans bien des domaines, et en tout cas a fait de nombreuses tentatives.

Nous éditons une presse d'entreprise régulière, bimensuelle, dans plusieurs centaines d'entreprises, surtout des grandes, du pays. Elle est connue de plusieurs centaines de milliers de travailleurs.

Vous m'avez cité la Fête de Lutte ouvrière, et j'ai pu vous rappeler que ce n'est pas seulement une fête nationale et que nous organisons bien d'autres fêtes dans de nombreuses autres villes de France.

Vous avez cité Radio La Bulle, qui était un essai, mais nous avons créé aussi un mouvement de jeunes de l'enseignement technique, Ceux du technique.

Nous avons engagé une lutte pour l'amélioration des transports en commun dans la région parisienne. Nous avons fait l'effort de nous étendre dans de petites villes où nous n'avions aucune implantation – effort que nous continuons aujourd'hui. Nous avons recruté de façon volontariste dans les milieux lycéens et étudiants et dans les milieux de jeunes travailleurs. Nous avons pendant au moins deux ans élargi la vente de notre journal par les NMPP en faisant de la publicité à la radio et dans la presse. De plus, nous avons participé à d'innombrables campagnes électorales, vingt-cinq en trente ans dont sept avec la LCR, sans parler de celles qu'elle a refusées (car elle a refusé bien plus de campagnes communes, dont deux européennes, que nous).

Voilà donc ce que nous sommes et voilà pourquoi nous espérons construire, avec tous ceux qui voudront se rallier à cette tâche, un véritable parti qui défende réellement et uniquement les intérêts politiques présents et à venir de tous les exploités.

11.

Arlette Laguiller

CHRISTOPHE BOURSEILLER : *Comment avez-vous fait la connaissance d'Arlette Laguiller ?*

ROBERT BARCIA : On a connu Arlette en 1961. Elle était au Parti socialiste unifié. Sa rencontre avec nous s'est passée dans des circonstances assez drôles. Un de ses amis, alors membre du PSU, lisait *France Observateur* dans l'autobus. Un des nôtres, aujourd'hui décédé, placé face à lui, l'a abordé et ils ont engagé la discussion en évoquant les attentats de l'OAS et la fin de la guerre d'Algérie. Notre camarade ne cessait pas la discussion, bien que l'autre lui dise qu'il était pressé car il devait déjeuner avec une amie. Comme il était en retard, il a invité notre camarade à venir et ils ont déjeuné tous les trois. L'amie était Arlette. Mais ce n'est qu'un an plus tard qu'elle a quitté le PSU pour rejoindre Voix ouvrière, avec d'ailleurs quelques autres membres du PSU... dont le lecteur de l'autobus.

C.B. : *Cela vous arrivait souvent, de faire du recrutement dans l'autobus ?*

R.B. : Je crois que c'est la seule et unique fois ! Nous recrutions là où nous pouvions. Nous allions « à la pêche à la ligne ». Nous n'accomplissions pas de travail de fraction dans une autre organisation. Nous recrutions, par un travail individuel, qui nous pouvions rencontrer, connaître autour de nous, au lycée, à la faculté, dans les bureaux ou les ateliers, dans les syndicats...

C.B. : *Combien étaient-ils, ces jeunes adhérents du PSU qui se laissèrent gagner par le trotskisme en 1962 ?*

R.B. : Cette fois-là, il y en eut une vingtaine ou une trentaine. Certains d'entre eux nous ont quittés rapidement. Au PSU, la fibre militante était de qualité variable.

C.B. : *Arlette Laguiller devait être une toute jeune fille.*

R.B. : Elle avait vingt et un ans quand nous l'avons rencontrée.

C.B. : *A-t-elle acquis des fonctions dans Voix ouvrière ?*

R.B. : Au début non, mais elle a participé à la direction de Lutte ouvrière quelque temps après 68.

C.B. : *J'ai pourtant lu qu'elle n'était qu'une simple marionnette, un porte-parole sans poids réel...*

R.B. : J'ai envie de vous dire qu'il vaut mieux choisir vos lectures ! Ceux qui ont écrit cela n'imaginent pas qu'une femme puisse penser par elle-même et exercer des responsabilités politiques. Ce ne sont que des phallocrates. Il faut croire qu'au XXIe siècle il en reste et qu'ils refont surface à la première occasion, comme le crin ressort d'un vieux matelas.

Diriez-vous, et y a-t-il un seul journaliste pour dire, qu'Olivier Besancenot n'est qu'une simple marionnette d'Alain Krivine ? Lui non plus n'était pas connu du public et des journalistes avant que la LCR le présente et qu'Alain Krivine le chaperonne. Par ailleurs, il n'avait dirigé aucun mouvement social, contrairement à Arlette Laguiller.

Arlette n'est pas une simple vitrine, comme ces gens-là ou d'autres l'ont écrit, mais l'incarnation d'un milieu social, le sien, un milieu qui s'est reconnu en elle et surtout dans ses propos. Elle était et est toujours l'image même de notre organisation et de nos idées. Mais il ne faut pas croire qu'elle s'est imposée sans combat. Vous ne citez là qu'une des nombreuses marques de mépris qui l'ont accueillie pendant des années et encore aujourd'hui.

Certains ont trouvé qu'elle s'exprimait mal, qu'elle parlait trop vite et qu'on ne la comprenait pas, en ironisant sur le fait qu'elle lisait son papier, qu'elle ne répondait pas toujours aux questions à double ou à triple détente des journalistes.

Un journaliste du *Figaro* a même écrit qu'Arlette « était à sa place comme secrétaire dactylo et qu'elle y reste donc [1] ». Le même écrivait un peu plus loin

1. *Le Figaro*, 22 avril 1974.

qu'« au moins un million de femmes auraient pu dire les mêmes choses mieux qu'elle ». Arlette répondit : « Je suis d'accord, mais pourquoi aucun des amis politiques de ce journaliste n'a-t-il donné la parole à l'une d'entre elles ? »

Il faut aussi ajouter à ce florilège les propos du général Bigeard, député de la respectable République française, qui déclara : « Celle-là, il faudrait la marier à l'un de mes parachutistes. » Traduit en termes de cantine pour sous-off, cela signifiait la traiter de « mal baisée ». « Pithécanthrope galonné », fut la réponse d'Arlette, ce qui n'était pas gentil pour feu les pithécanthropes.

Mais les gens du peuple trouvaient qu'elle parlait comme eux et surtout qu'elle disait ce qu'ils auraient voulu dire. Dans les cafés populaires, lors de ses passages à la télévision, toutes les conversations s'arrêtaient pour l'écouter.

En fait, ce qui a alors outré les milieux conventionnels, c'est que, pour la première fois, une femme, et qui plus est une femme simple, ose se présenter à une élection présidentielle. Pour eux ce n'était pas sa place.

C.B. : *J'ai lu également que vous aviez organisé une sorte de « casting », visant à dénicher l'oiseau rare.*

R.B. : Là aussi, c'est un tic de journaliste de chercher le mot qui choque ou qui fait vendre et qui, dans le contexte, est volontairement méprisant.

« Casting » est un terme de cinéma ou de théâtre et ce n'est pas notre monde. Les présumées porte-parole

de Lutte ouvrière n'ont pas défilé sur une scène en récitant chacune un bout de texte. Le choix d'Arlette Laguiller s'est déroulé plus naturellement. À la présidentielle de 1969, après la démission surprise de De Gaulle, la Ligue communiste révolutionnaire avait présenté Alain Krivine. Nous avions alors fait campagne pour lui, édité et collé des affiches, en appelant à voter Krivine. Mais sa campagne fut désastreuse. Il le dit lui-même aujourd'hui [1]. Son discours ne visait pas plus loin que les limites du Quartier latin.

Pour nous, la question s'est posée en deux temps. Lors des élections législatives de 1973, nous avons eu un temps de parole à la radio et à la télévision, et il fallut donc choisir un ou une porte-parole. Nous avions décidé *a priori* que ce serait une femme et une travailleuse. Nous étions encore sur la candidature d'Alain Krivine à la présidentielle de 1969 et nous ne voulions donc pas d'un intellectuel, même brillant. À ces législatives de 1973, nous n'imaginions pas qu'une élection présidentielle allait avoir lieu l'année suivante, Georges Pompidou était encore bien en vie, même s'il était déjà malade. Mais lors de la présidentielle de 1974, bien que la mort de Georges Pompidou nous ait surpris, nous étions prêts.

Lorsque nous avons choisi Arlette Laguiller pour être candidate à l'élection présidentielle, ce n'était donc pas la première fois qu'elle était notre porte-parole. Juste à ce moment, il y avait la grève des banques. Arlette Laguiller dirigeait le mouvement du

1. France Culture, « Fragments d'un discours révolutionnaire à l'école des trotskismes français », par Jean Birnbaum, émission du mercredi 28 août 2002.

Crédit Lyonnais, mouvement qui s'étendit à toutes les banques. Elle était donc en plein dans la grève. Pour nous, c'était une raison supplémentaire de la choisir, même si cela posait de graves problèmes de disponibilité et de préoccupations.

C.B. : *Vous êtes sûr que vous n'avez pris aucune part personnelle dans ce choix? J'avais cru comprendre qu'Arlette Laguiller était dans votre propre cellule.*

R.B. : Comment n'aurais-je pris aucune part personnelle? Vous pourriez poser cette question à des dizaines de camarades et aucun ne pourrait jurer qu'il n'a pris aucune part personnelle à ce choix. Elle faisait partie de ma cellule, mais cela ne veut rien dire, nous ne fonctionnons pas comme cela. Il ne faut pas croire que nos camarades n'ont pas d'avis. Ce ne serait tenable pour personne, les responsabilités qui ne seraient pas partagées deviendraient vite bien trop lourdes à porter.

C.B. : *Mais y a-t-il eu à l'époque d'autres propositions de candidature?*

R.B. : Oui, bien sûr. Pas vraiment des candidatures car personne ne s'est proposé, pas plus Arlette que d'autres. Ce sont d'autres camarades qui ont avancé des noms. Il y a eu en particulier celui d'une camarade qui travaillait chez Roussel et qui venait, elle aussi, du PSU. Elle était un peu plus âgée qu'Arlette. Elle travaillait en laboratoire chez Roussel. Mais elle

avait fait quelques études universitaires. Après avoir hésité, nous avons choisi Arlette. Cela ne veut pas dire que nous rejetons les intellectuels, mais nous voulions une candidature absolument représentative de ce qu'est Lutte ouvrière, par sa composition sociale, par ses choix politiques et sociaux. D'où le choix d'une femme travailleuse, ce qui était absolument nouveau dans le paysage politique.

C.B. : *C'est un handicap, à Lutte ouvrière, d'être un universitaire diplômé ?*

R.B. : Non, pas du tout. Les intellectuels sont précieux si leurs connaissances servent à élever le niveau de culture des autres. Mais ceux qui poursuivent des études longues n'ont pas forcément une disponibilité entière pour militer. Il y a donc parfois des responsabilités qu'ils ne peuvent endosser.

Mais nous avons des militants ou des sympathisants bourrés de titres qui ne dédaignent pas de faire des exposés à la Fête, voire d'y jouer le rôle de conseiller à la librairie des sciences.

C.B. : *À bien des égards, l'Union communiste est un mouvement qui peut surprendre. Vous professez une certaine austérité, une certaine modestie. Pourtant, Arlette Laguiller accorde des entretiens à* Gala *et passe à la télévision dans les émissions de variétés.*

R.B. : Contrairement à ce que vous croyez, Arlette Laguiller n'est pas souvent interviewée. Elle n'est sollicitée que dans les périodes électorales. Et encore...

Lors de l'élection présidentielle de 2002, elle a été constamment mise en accusation et LO a été l'objet de mensonges, de calomnies, voire d'injures véritables. Arlette n'a accepté de participer à des émissions de variétés, ou tout au moins à des émissions non politiques, que dans les périodes de creux, parce qu'elle n'était invitée nulle part. Mais elle n'accepte pas tout ce qu'on lui propose dans ce domaine.

C.B. : *Dès l'élection présidentielle de 1974, Arlette Laguiller recueille un score signifiant ? Pourriez-vous me donner un aperçu de l'évolution électorale de Lutte ouvrière ?*

R.B. : En fait, à partir de 1973 et surtout 1974, les scores que nous avons obtenus dans les campagnes électorales, y compris les présidentielles, nous ont valu un surcroît de notoriété.

En 1974, Arlette Laguiller était la première femme qui se présentait à l'élection présidentielle. Aucun parti, même ceux qui se disaient féministes, n'avait envisagé de le faire, ou ne l'avait osé. Bien que n'ayant obtenu que 2,33 % des suffrages, cela sembla une victoire, modeste mais une victoire quand même. C'était plus que le 1,06 % qu'Alain Krivine, pourtant bien connu comme un leader de 68, avait obtenu en 1969. Et en 1974, où tous les deux se présentaient concurremment, il n'obtint que 0,36 % contre les 2,33 % d'Arlette.

En dehors de sa personne elle-même, du fait qu'elle est une femme et une travailleuse, ce qui surprit beaucoup c'est qu'elle commençait toutes ses interventions par les mots « Travailleuses, travailleurs ».

On s'est beaucoup moqué de cette façon de s'exprimer. Des journaux, des hommes politiques en ont fait des gorges chaudes. Mais Arlette n'avait pas envie de dire « Mesdames, Messieurs », « Électrices, électeurs » ou encore « Citoyennes, citoyens », car elle n'avait pas envie de s'adresser de la même façon à Dassault ou Bouygues qu'à leurs ouvrières et ouvriers, en utilisant des expressions aussi éculées que mensongères.

C'est pourquoi elle choisit de dire simplement « Travailleuses, travailleurs », à ceux à qui elle voulait s'adresser.

Depuis 1974, c'est toujours de la même façon qu'elle commence ses interventions ou ses meetings car elle n'a pas changé, contrairement à bien d'autres, et malheureusement la société n'a pas changé non plus.

Le 20 avril 1974, elle commença donc ainsi sa première intervention de la campagne :

« Travailleuses, travailleurs,

« Eh bien, oui, je suis une femme et j'ose me présenter comme candidate à la Présidence de cette République d'hommes. (...)

« C'est légal et pourtant cela choque, pourtant cela paraît étrange.

« Certes, les grands partis se disent tous partisans de l'égalité de l'homme et de la femme. (...) Là comme ailleurs, ils mentent. La preuve, c'est qu'aucun grand parti n'a jugé une femme digne de le représenter dans ces élections. (...) À l'usine, au bureau, dans les services, les femmes n'ont que des emplois subalternes alors que la majorité des cadres sont des hommes. (...)

« C'est une Assemblée d'hommes qui depuis des mois, voire des années, discute pour savoir si les femmes ont le droit d'interrompre ou pas une grossesse non désirée. (...)

« Alors comme l'ont affirmé des centaines de milliers de femmes en signant une pétition récente : " Je ne suis pas un homme politique, je ne suis pas un médecin, je ne suis pas un juriste, je suis une femme et j'exige le droit de décider moi-même si je dois ou non avoir des enfants et combien. " (...)

« Et les femmes, toutes les femmes, y compris celles de la bourgeoisie, sont victimes de cette société d'exploitation.

« Bien sûr, certaines ont des cages dorées mais ce sont des cages quand même. (...) Et s'il y a des femmes à qui ça plaît, eh bien tant pis pour elles ! Ce n'est pas à elles que je m'adresse mais à toutes celles qui aspirent à être reconnues comme des êtres humains à part entière. (...) »

Arlette Laguiller appela à voter au deuxième tour de cette présidentielle pour François Mitterrand, mais uniquement par solidarité avec ceux qui, dans le monde du travail, en avaient assez de la droite et voulaient le voir élu. Cependant, au premier tour, elle ne mâcha pas ses mots pour dire ce qu'elle pensait de lui [1]. Elle rappela qu'il « fut ministre dans la plupart des gouvernements qui pendant sept ans menèrent la sale guerre d'Indochine, et (...) ministre de l'Intérieur au début de la guerre d'Algérie ; qu'aux aspirations à

1. Intervention télévisée du jeudi 2 mai 1974.

l'indépendance des peuples des colonies françaises d'Afrique, il répondait qu'il n'y avait " qu'une seule France, des Flandres au Congo ", qu'à la lutte des Algériens il répondait " L'Algérie c'est la France " et " La seule négociation c'est la guerre ". »

Et elle déclara que « Ceux qui ont eu vingt ans dans les Aurès ont de bonnes raisons de se souvenir de M. Mitterrand (...). " »

Après 1974, LO présenta des candidats, par principe, à peu près systématiquement dans toutes les élections, législatives, municipales, européennes, régionales.

Certains, peu au fait de l'histoire du mouvement ouvrier, s'étonnèrent, sincèrement ou hypocritement, qu'une organisation révolutionnaire se présente aux élections. En fait, tous les partis ouvriers du passé, de la social-démocratie française à l'allemande au parti bolchevique russe sous le tsarisme, les partis socialistes ou communistes se sont systématiquement présentés aux élections lorsque c'était possible. C'était même une règle de la lutte de ces partis. Il fallait utiliser toutes les possibilités légales, donc les circonstances électorales, pour défendre les intérêts des travailleurs et faire connaître les idées socialistes, dans des circonstances où la population se préoccupe un peu de politique.

Les scores d'Arlette Laguiller diminuèrent aux présidentielles qui suivirent 1974, celle de 1981 qui vit la victoire de Mitterrand et celle de 1988 qui vit sa réélection.

Ce n'est qu'en 1995 qu'il y eut, à notre échelle, une étape car un million six cent mille électeurs (1 615 552

exactement) votèrent Arlette, ce qui représentait 5,3 % des suffrages.

Cela donna une audience supplémentaire à Lutte ouvrière, mais surtout entraîna une explosion des calomnies qui avaient commencé à la veille de la présidentielle, à cause des sondages favorables.

Entre-temps, la croissance de notre organisation s'était poursuivie. Nous n'avions pas recruté massivement mais, entre 1973 et 1995, nous avons vu augmenter le nombre de nos militants et plus encore celui de nos sympathisants.

Le soir du premier tour de 1995, Arlette s'est adressée à ceux des électeurs qui avaient voté pour elle et, au-delà, à bien d'autres qui avaient voté pour le Parti communiste, voire pour le Parti socialiste, pour leur dire que nous luttons depuis toujours pour que se constitue en France l'instrument d'un changement véritable, c'est-à-dire un parti communiste révolutionnaire, un parti qui représente réellement les intérêts politiques et sociaux des travailleurs. Elle s'est adressée, puisqu'on lui tendait un micro dans une soirée privilégiée, à tous les travailleurs sensibles aux idées qu'elle avait défendues pour leur dire que, pour changer vraiment les choses, il fallait construire un tel parti.

Nous savions évidemment qu'il ne suffisait pas d'un simple appel pour que les masses affluent. Mais c'était une idée que nous expliquions depuis toujours autour de nous et l'occasion était propice pour essayer de la populariser encore plus.

Certains ont dit à l'époque, et disent encore aujourd'hui, que la candidature d'Arlette Laguiller

était une « opération médiatique », une « opération marketing ». Cela, c'est leur vocabulaire qui ramène tout à des marchandises, les femmes – surtout les femmes –, les hommes et les idées. Mais le succès – relatif – d'Arlette Laguiller n'est pas venu d'un slogan du type « La nouvelle société » de Chaban-Delmas, « La force tranquille » de Mitterrand, « La France d'en bas » de Raffarin, et j'en passe...

Si Arlette Laguiller a été choisie par notre organisation, choix renouvelé depuis des années par l'ensemble de nos militants et non pas désignée dans le secret « par on ne sait qui », c'est qu'elle est parfaitement représentative de notre organisation, de sa composition sociale, de celle de ses sympathisants, du milieu social dans lequel nous militons et dont nous voulons représenter les intérêts.

Nos publications politiques, *Lutte ouvrière* et *Lutte de classe*, ne sont lues qu'à quelques milliers d'exemplaires, mais des centaines de milliers de travailleurs nous lisent, connaissent nos idées et notre nom au travers de nos bulletins d'entreprise qui touchent tous les secteurs et toutes les catégories du monde du travail.

D'aucuns qui s'imaginent qu'il suffit de proclamer un parti pour le créer et prennent les déclarations pour des actions et les sigles pour des réalités, ont dit d'abord que nous voulions, dès le lendemain, créer un « grand parti » puis, plus tard, que « nous y avions renoncé ».

Bien sûr, quelques groupes gauchistes fossilisés se sont précipités en faisant semblant de croire que c'était eux qu'on appelait, mais comme ils ne repré-

sentaient qu'une étiquette et étaient plus riches de conseils que de militants, leur apport aurait été nul, ce qui leur a fait dire que nous ne voulions pas grandir.

La LCR, qui avait plus le sens des réalités, ne considéra pas cet appel aux travailleurs comme lui étant destiné, à l'exception d'une de ses tendances, la moins représentative.

Nous avons donc continué notre travail de recrutement, ainsi que notre travail politique dans les syndicats, dans les entreprises, avec nos bulletins et nos cellules d'entreprises.

Nous nous sommes présentés à toutes les élections qui ont suivi, avec des succès plus ou moins importants, mais qui montraient non seulement que nos scores par rapport aux élections comparables, c'est-à-dire de même type, n'avaient pas chuté, mais qu'ils accusaient au contraire une progression qui, pour faible qu'elle fut, était tout de même régulière et sensible.

C'est ainsi qu'aux régionales de mars 1998 nous avons obtenu vingt élus dans neuf conseils régionaux et des scores très élevés dans certains départements où malgré cela nous n'avons pas eu d'élus du seul fait de la loi électorale.

En 1999, aux européennes, une liste conduite par Arlette Laguiller et Alain Krivine recueillit un peu plus de 5 % (5,18 %), ce qui nous donna cinq élus, 3 LO et 2 LCR, au Parlement européen, dont Arlette Laguiller et Alain Krivine.

Plus tard, nous avons obtenu des scores plus importants dans les municipales de 2001 que dans celles de

1995, avec 4,37 % des voix en moyenne et 33 élus dans 25 villes et 18 départements.

Au premier tour de l'élection présidentielle de 2002, Arlette Laguiller a obtenu 5,72 % des voix, c'est-à-dire un score qui n'était pas conforme aux prévisions des sondages, mais sensiblement supérieur à son score de 1995. Or, se maintenir au même niveau sur une période de sept ans, alors que toute la gauche reculait, ce n'était pas si mal, compte tenu en outre de la concurrence de deux autres candidats d'extrême gauche mais qui, par leurs discours, se plaçaient sur un terrain politique et social assez différent du nôtre.

Par contre les législatives qui suivirent virent un énorme recul, mais largement partagé par toute la gauche.

Nous n'avions jamais cru aux sondages qui avaient donné à Arlette Laguiller des scores de l'ordre de 7, 8, 9, voire 10 ou 11 %. Arlette l'a affirmé au dernier meeting électoral qu'elle a fait au Zénith à Paris, le 14 avril 2002, devant six mille personnes.

Certains journalistes prétendent aujourd'hui qu'il s'agit d'une défaite... par rapport aux sondages !

Mais pour cette présidentielle 2002, aucun institut de sondage n'avait prévu que Lionel Jospin perdrait deux millions et demi de voix, Robert Hue un million et demi, et que Le Pen passerait devant Jospin. Ce qui, soit dit en passant, a permis à la gauche ex-gouvernementale de monter une spectaculaire opération de pseudo « lutte antifasciste » qui occupa tous les esprits et lui évita ainsi d'avoir à analyser publi-

quement pourquoi la gauche avait perdu quatre millions de voix.

C.B. : *En 2002, vous avez refusé d'appeler à voter pour Jacques Chirac lors du second tour de l'élection présidentielle, alors même qu'Olivier Besancenot et la Ligue communiste révolutionnaire se ralliaient au « front républicain » pour contrer Jean-Marie Le Pen. N'avez-vous pas craint à cette occasion de désarçonner votre électorat et de miner la popularité d'Arlette Laguiller ?*

R.B. : Nous ne participerons jamais à un quelconque « front républicain » avec des partis de droite. Nous ne savons pas si nous avons vraiment pris un risque lors de ce second tour, ni même pour la popularité d'Arlette Laguiller. Défendre la vérité, éclairer les travailleurs sur la politique véritable de la droite et de l'ex-gauche gouvernementale, c'est le rôle de tous ceux qui considèrent que l'intervention politique ne se confond pas avec l'intoxication collective. La LCR a choisi, après avoir hésité vingt-quatre heures, de suivre le vent dominant en se justifiant par une prétendue politisation de la jeunesse. Ce qui, même si cela avait été réel, ne justifiait pas une telle faiblesse de la part d'une organisation qui prétend éclairer la voie.

Même si nous avions été certains de désarçonner notre électorat, nous n'aurions pas appelé à voter Chirac, un homme de droite qui, fort de ses 82 % de voix, applique aujourd'hui quasiment la politique de Le Pen. L'appel à voter Chirac reposait sur un

mensonge. La LCR a écrit que le Front national, en l'occurrence Le Pen, était « sur les marches du pouvoir [1] ». C'est une énorme escroquerie ! La LCR a emboîté le pas à la gauche, qui était trop contente de trouver un épouvantail à agiter pour faire oublier que si Le Pen était au deuxième tour, ce n'était pas parce qu'il avait augmenté un peu ses voix mais parce que la gauche s'était écroulée. Quatre millions de voix perdues entre Jospin et Robert Hue, ce n'est pas rien et grâce au mensonge sur les chances réelles de voir Le Pen élu, ils ont occulté ce fait majeur et ont évité ainsi de s'expliquer devant leur électorat.

Et Chirac a donc été plébiscité à l'appel de la gauche dans des conditions honteuses, alors qu'il n'y avait aucun risque que Le Pen soit élu.

C.B. : *Vous avez pourtant autrefois appelé à voter Mitterrand.*

R.B. : Ce n'était pas du tout la même situation. Quand on a appelé à voter Mitterrand en 1974 et 1981, il se présentait comme socialiste et non comme dirigeant d'un parti de droite. La droite gouvernait depuis 1958. Mitterrand n'avait jamais été président, contrairement à Chirac à l'élection de 2002, et les travailleurs n'en avaient pas l'expérience depuis seize ou vingt ans.

Les classes populaires en avaient assez de la droite et voulaient changer. Arlette Laguiller a déclaré qu'au deuxième tour elle appelait à voter Mitterrand

1. Communiqué de la LCR du 24 mai 2002.

« sans illusion mais sans réserve ». Elle était sans illusion sur l'homme et sa politique, qu'elle avait dénoncés dans toute sa campagne, mais, comme elle l'avait dit avant, elle était solidaire avec tous ceux qui désiraient profondément un changement.

Par contre, nous n'avons pas appelé à voter Mitterrand lors de sa réélection en 1988. Il était au pouvoir depuis sept ans et les classes populaires avaient déjà eu largement le temps de le voir à l'œuvre.

Et que la gauche ait appelé en avril 2002 à voter Chirac est une véritable trahison. C'est avec la caution de la gauche que le gouvernement Chirac-Raffarin s'en prend à de nombreuses conquêtes sociales. Il est peut-être gênant d'avoir raison tout seul, mais un jour ou l'autre on peut avoir à rendre compte de ses actes.

La meilleure preuve est donnée par la LCR qui, par la voix d'Alain Krivine et d'Olivier Besancenot, affirme qu'elle n'a jamais appelé à voter Chirac. Ses porte-parole le nient en disant qu'ils ont seulement appelé « à battre Le Pen dans la rue et dans les urnes ». Dans la rue, on comprend, mais dans les urnes, que fallait-il donc faire ? Silence total là-dessus du côté de la LCR. S'ils nient, de fait, avoir appelé à voter Chirac, c'est bien qu'ils sont sinon honteux, du moins gênés d'avoir contribué à cautionner l'opération de la gauche et d'avoir montré leur opportunisme en cette circonstance.

Nous avons peut-être désarçonné une partie de notre électorat, ce qui, à l'expérience de la politique du tandem Chirac-Raffarin, est loin d'être certain. En

tout cas, dans notre public proche, nous avons été parfaitement compris.

Nous ne nous laissons pas entraîner par le courant, nous préférons être fidèles à nos choix et à nos idées en disant la vérité, même si on ne l'entend pas sur-le-champ.

12.

Aujourd'hui... et demain

CHRISTOPHE BOURSEILLER : *Le moins qu'on puisse dire c'est que vous vous inscrivez résolument sur le long terme. Comment percevez-vous aujourd'hui l'avenir de votre courant d'idées ?*

ROBERT BARCIA : Nous pensons que l'évolution des sociétés se fait par crises et que l'évolution des idéologies se fait plus par sauts qualitatifs que par lentes modifications. Peut-être que notre courant d'idées restera encore longtemps marginal, ou bien peut-être sera-t-il brutalement dépassé par une autre idéologie sociale. Pour le moment ce n'est pas le cas. Depuis soixante ans que j'ai commencé à militer, il ne se passe pas d'année sans qu'un ou plusieurs ouvrages, y compris de sommités politiques ou universitaires, soient consacrés à l'enterrement du marxisme. Je ne me prononcerai pas sur chacune de ces démonstrations mais rien que le fait qu'elles soient constamment renouvelées montre que, même pour ses détracteurs ou ses adversaires, le marxisme n'est toujours pas mort. À moins que ces gens-là veuillent l'enterrer vivant, ce qui ne m'étonnerait pas.

Nous sommes convaincus qu'il se trouvera des cir-

constances où le marxisme pourra se révéler un guide irremplaçable pour comprendre une crise sociale et s'y orienter.

C'est pourquoi nous avons choisi de maintenir ce drapeau, de maintenir cette idéologie, de maintenir ces idées et aussi de maintenir des femmes et des hommes qui les défendent dans la classe ouvrière et dans toutes les classes de la société.

Personne d'autre ne le fait et, si nous ne le faisions pas, personne d'autre ne le ferait et ce serait une disparition peut-être irrémédiable. Peut-être sommes-nous condamnés au long terme, peut-être rencontrerons-nous le succès plus tôt. En tout cas, nous aurons essayé.

Une anecdote historique, en passant : Lénine, en exil en Suisse, au cours d'une conférence avait déclaré : « Nous les vieux, nous ne verrons peut-être pas les luttes décisives de la révolution imminente [1]. » À peine quelques semaines plus tard, elle éclata en Russie.

Un des principaux apports de Marx est ce qu'il a appelé le « matérialisme historique », c'est-à-dire, en schématisant, qu'il a affirmé et montré que l'évolution des techniques dans le domaine de la production des biens nécessaires à la vie des hommes vivant en société détermine l'existence et l'évolution des classes sociales, et que toute l'histoire des sociétés est conditionnée par les rapports et les luttes entre ces classes.

On a beaucoup ironisé sur ce qu'on a présenté comme un déterminisme schématique, mécaniste. En

1. Lénine, *Œuvres*, t. 23, août 1916-mars 1917, Éditions sociales, Paris, 1977, p. 277.

réalité, la pensée de Marx était plus vaste et plus complexe, elle n'ignorait pas la contingence, le hasard. C'est bien parce que nous ne croyons pas à un déterminisme absolu que nous pensons que l'action volontaire, réfléchie, militante, en faveur de la transformation sociale est nécessaire. Mais le hasard joue parfois en faveur du progrès. C'est pourquoi les marxistes, s'ils croient au progrès technique et social de l'humanité, n'ont jamais prétendu prédire l'avenir.

C.B. : *Le plus important, c'est d'être les gardiens d'un certain nombre de valeurs ?*

R.B. : Il ne s'agit pas d'être seulement des gardiens passifs de valeurs morales. Nous sommes des militants pas du tout passifs et, de plus, nous défendons des idées qui contestent l'ordre établi. Si nous ne maintenions pas dans la classe ouvrière et dans toutes les classes sociales populaires des militants qui défendent les idées communistes, elles pourraient disparaître totalement ou être tellement transformées qu'elles n'auraient plus aucune efficacité.

Il s'agit de valeurs, certes, mais aussi d'idées sur la société, son devenir, et la nécessité et les moyens de la transformer.

Ces idées ont depuis des années été tellement déformées qu'elles ont disparu en grande partie de la conscience des travailleurs et des intellectuels qui s'étaient rangés à différentes périodes de l'histoire sous le drapeau du communisme. La génération de 1936 a évidemment disparu. Celle de l'immédiat après-guerre a bien vieilli et, à l'inverse, la génération de mai 1968, elle, a très mal vieilli.

Cette génération de 1968 a principalement fait la révolution pour elle, elle a fait carrière, elle est rentrée dans le rang. Ses deux principaux leaders, Alain Geismar et Jacques Sauvageot, se sont tellement bien rangés que plus personne ne sait très bien où. Quant à la figure emblématique du moment, l'anarchiste Cohn-Bendit, plus révolutionnaire que les plus révolutionnaires, il a participé en tant que Vert à la gestion de la municipalité allemande de Francfort, dont il est devenu maire adjoint, et aussi champion du conformisme social.

Avec la disparition des idées communistes et socialistes, disparaîtrait l'idée de la nécessité d'une révolution, d'un changement radical de la société, pour une gestion collective des grands moyens économiques ainsi que pour la participation directe de la population aux décisions politiques, pas seulement locales mais aussi nationales, voire européennes ou mondiales comme il le faudrait, par exemple, dans le domaine de l'écologie qui intéresse toute la planète.

Oh ! bien sûr, on parle beaucoup de l'écologie, on se plaint chaque année de la désertification, de la déforestation, de la pollution des sols et des eaux, chaque année plus grandes que l'année précédente. Mais on ne fait rien car on ne peut rien faire tant que le monde appartiendra à la société capitaliste qui ne fait pas la pluie et le beau temps mais la sécheresse et la désertification. Et cela sans parler de la répartition de l'eau potable qui est monstrueusement inégalitaire.

Les hommes politiques sont tous au service de ce système économique. C'est pourquoi nous disons qu'il faut une révolution pour changer les choses pour l'ensemble de l'humanité.

Ce sont ces idées que nous voulons maintenir et défendre mais, bien sûr, ce n'est pas nous qui pouvons faire la révolution ni même essayer. Aucun parti ne peut faire cela. Seules les masses populaires peuvent l'imposer.

Ce que Marx a appelé la dictature du prolétariat n'est pas la dictature sur les masses populaires de l'ex-régime de Staline. Marx utilisait ce terme, parce que – expliquait-il – la république la plus démocratique dans la forme repose sur la mainmise de la bourgeoisie sur les forces productives et sur les hommes politiques, c'est-à-dire qu'elle est la dictature sociale de la bourgeoisie. À cette dictature à façade démocratique de la bourgeoisie, il opposait la dictature démocratique du prolétariat par la collectivisation de tous les grands leviers économiques au moyen desquels la bourgeoisie domine la société.

Voyez ici, en France, la population a le droit d'élire tous les cinq ans des députés et un président de la République, voire de les changer. Qu'est-ce que cela change dans la société ? Rien !

Lorsque la droite s'était discréditée par sa politique, l'électorat a pu la remplacer par la gauche qui a continué fondamentalement la même politique, même si les mots et les phrases étaient un peu différents. Et inversement, en 2002, écœurés par le bilan de la gauche au pouvoir, les électeurs ont laissé élire la droite. Puis, lorsque la droite se sera déconsidérée à nouveau à son tour, le corps électoral pourra rappeler les partis de gauche.

Et ainsi de suite ! Gauche droite, gauche droite, on n'a que le droit de marcher au pas des élections. C'est

cela, cette démocratie où tous les grands moyens de production appartiennent à des décideurs privés qui peuvent licencier des milliers de travailleurs en ruinant une ville, voire une région. Et cela se décide souverainement dans une salle de réunion feutrée d'un conseil d'administration.

Tous les jours, on entend parler de l'achat d'un groupe par un autre, ou de la revente d'un troisième par morceaux. Que peuvent donc les électeurs dans ces opérations qui concernent pourtant l'économie d'un pays, voire de plusieurs? La presse est la propriété privée de quelques grands groupes qui se partagent tous les journaux. L'édition du livre est maintenant le quasi-monopole d'un seul groupe qui publiera les ouvrages qu'il voudra bien publier et qui, surtout, ayant le monopole de la distribution, vendra les livres qui lui plairont ou qui vont faire de l'argent, au détriment des autres éditeurs.

Voilà ce régime que nous trouvons vivable! Même s'il peut accorder à une grande partie de la population un niveau de vie acceptable, surtout quand on le compare au tiers-monde, tout le monde n'en bénéficie pas. Ce régime a fait en France quatre millions de pauvres sur les soixante millions d'habitants. Et les définitions officielles de la pauvreté ne représentent pas la réalité, car en vérité c'est plus de 10 % de pauvres qu'il y a en France. Pauvres parmi les pauvres, il y a les centaines de milliers de sans-abris, qu'on appelle pudiquement des sans domicile fixe alors qu'ils n'ont pas de domicile du tout.

Aujourd'hui, le Parti communiste qui était au gouvernement n'y est plus, mais il n'aspire qu'à y revenir pour gérer les affaires de la bourgeoisie et du grand patronat.

Il y a eu plus de privatisations sous le gouvernement de la gauche plurielle que sous les gouvernements de droite précédents et le chômage n'a pas vraiment diminué, loin de là. Le parti français qui se disait communiste, même si ce n'était qu'en paroles, a abandonné toute référence à cet idéal. Les gauchistes de 1968 ont presque tous disparu ou bien réduisent leur anticonformisme à circuler à vélo ou en rollers le dimanche.

Nous, nous voulons continuer à défendre et représenter les idées communistes. Comme nous sommes une petite organisation, peu nombreuse par rapport à ce qu'il faudrait être, nous privilégions l'action politique au sein des entreprises, de la classe ouvrière et parmi les travailleurs, car c'est la seule classe sociale qui pourra réaliser le changement que nous souhaitons et contrôler démocratiquement et la vie politique et la vie économique grâce à sa concentration.

C'est pourquoi, même si nous devons être les derniers à le faire, nous continuerons à défendre le programme communiste et la nécessité d'une révolution sociale dirigée par les travailleurs.

Nous continuerons à garder levé le drapeau du communisme.

Ce drapeau, le parti qui se dit encore communiste l'a abandonné depuis longtemps. Le fait de participer à un gouvernement de la bourgeoisie, comme l'a fait le parti de Robert Hue, et avant lui celui de Marchais, et avant encore celui de Thorez, est déjà en lui-même

une indication que ce parti n'est pas communiste, parce qu'on ne peut pas se poser en combattant de la société future et en même temps se ranger parmi les gestionnaires de la société actuelle. C'est-à-dire en respectant ses règles économiques.

Et, même si, aujourd'hui, la direction du Parti communiste remet le mot en service, quelle confiance peut-on faire à un parti qui ne radicalise son langage que lorsque la bourgeoisie le rejette après usage ?

Nombreux sont, je l'espère, à la base du PCF, les militants qui n'ont pas perdu leur conviction qu'une société égalitaire est possible. Ceux-là, je les considère comme des frères d'armes. Mais comment imaginer que la direction de ce parti puisse de nouveau incarner les idéaux communistes ?

Une partie de l'extrême gauche elle-même est aujourd'hui honteuse de sa filiation communiste. La perspective dans laquelle elle milite est celle du flou d'une gauche « vraiment à gauche » ou, comme elle dit pour tenter de ratisser plus large, « 100 % à gauche ».

La LCR n'aspire qu'à ôter « communiste » de son nom, peut-être en supprimant « révolutionnaire » dans la foulée. Son objectif est de réunir toutes les « assoces », comme disent ses dirigeants, dans un même parti. Ils disent aussi que les militants associatifs sont « orphelins de parti », mais depuis des années que la LCR se fixe cet objectif, toutes ces associations qu'elle considère comme politiques rejettent la politique et les partis, en particulier rejettent le communisme. C'est pourquoi la LCR a abandonné ses idées et son programme. Dans son appel au premier tour de

l'élection présidentielle ainsi qu'aux législatives, forte – croyait-elle – des 4,2 % obtenus par Olivier Besancenot, elle a dit à qui voulait l'entendre qu'elle était prête à tout pour créer ce parti, en renonçant au marxisme, à tout ce qui faisait son identité et en mettant sur un même plan la lutte pour le féminisme et l'écologie, et les revendications du monde du travail, comme si tous ces problèmes ne dépendaient pas d'un seul : l'existence de la société capitaliste. D'ailleurs, je vous l'ai déjà signalé, même sur le plan du féminisme, la LCR n'a pas jugé bon de chercher en son sein, parmi toutes ses militantes socialistes et féministes, une seule femme susceptible de la représenter à l'élection présidentielle et a, comme bien d'autres, choisi un homme, une fois de plus.

Bien malin celui qui saura distinguer le langage de cette gauche-là du langage nouveau que veut se donner la gauche du PS. Ce dernier ne cache d'ailleurs pas son ambition d'une OPA sur sa gauche. Et ce ne sont sûrement pas les thèmes de l'antimondialisme, du féminisme ou de l'écologisme qui le gêneront. Ce sont des mots utilisés justement pour servir de pont entre les différentes nuances de l'éventail qui se réclame de la gauche, mais dont le noyau sera de toute façon la gauche qui se dit à vocation gouvernementale, c'est-à-dire, pour parler clair, la gauche bourgeoise.

L'émergence d'une gauche tenant un langage plus radical n'est après tout pas impossible, si la droite est solidement installée au pouvoir et pour longtemps. Mais cela ne ferait que recréer, au mieux, une version moderne de l'ancien PSU, l'attitude courageuse de la dénonciation de la guerre d'Algérie en moins.

Eh bien, ce n'est certainement pas dans cette perspective que nous militons.

Il nous reste à incarner une autre perspective, celle d'un parti représentant réellement les intérêts politiques de la classe ouvrière. Il nous reste à œuvrer pour que se construise un parti qui ne vise pas à s'intégrer dans l'ordre social actuel, fût-ce avec la prétention stupide de pouvoir le faire évoluer dans le bon sens, mais qui, au contraire, combatte pour la transformation radicale de la société.

Un parti qui reste systématiquement dans le camp des exploités, des opprimés, sans abandonner ce camp pour quelque poste ministériel que ce soit.

Un parti qui n'abandonne pas ses convictions pour s'adapter à la politique des dirigeants réformistes, même lorsque ceux-ci sont dans l'opposition.

Un parti qui ne veuille pas dissimuler la réalité de la lutte des classes car cela ne sert que les intérêts de la classe exploiteuse qui, pour mener sa propre lutte de classe, n'a pas besoin de la nommer.

Mais un parti qui, au contraire, cherche à mettre le doigt sur le caractère de classe de la politique menée, pour que les travailleurs opposent à la lutte de classe de la bourgeoisie leur propre lutte.

Un parti qui ne se contente pas de dénoncer quelques abus du règne du fric ou de la domination des trusts sur une économie mondialisée, mais qui se donne pour objectif d'organiser la seule classe sociale, c'est-à-dire le prolétariat mondial, capable de mettre à bas le capitalisme et son sous-produit l'impérialisme. Un parti qui ne se contente pas de participer de temps à autre à une manifestation internationale,

mais qui milite jour après jour dans les entreprises, dans les quartiers populaires, pour organiser et instruire les travailleurs dans le but de transformer la société.

Il est bien plus difficile de militer dans les ateliers, les bureaux, dans les chantiers, auprès du monde du travail, que de militer auprès des intellectuels et surtout des étudiants. Un étudiant a les moyens et les loisirs de réfléchir, de discuter, de lire et on peut l'aborder et entrer en relation relativement facilement.

Avec un travailleur, il n'en va pas de même. Dans la métallurgie par exemple, il est pratiquement impossible de discuter plus de quelques minutes au travail. Il y a le bruit, l'intensité du travail, la fatigue. Et les quelques pauses ne permettent pas de réfléchir. Le matin, les travailleurs arrivent au dernier moment s'ils le peuvent, et le soir ils repartent très vite pour ne pas rater leur train, leur car et, surtout pour les femmes, avoir le temps de faire quelques courses avant de préparer le repas.

Alors convaincre, gagner, défendre des idées dans ce milieu-là, c'est très difficile. Ce n'est pas que les travailleurs soient fermés à ces idées, au contraire, mais ils n'ont pas l'occasion de les connaître s'ils ne rencontrent pas de militants qui en soient le support.

C'est pourquoi tous les groupes politiques d'extrême gauche se retrouvent finalement à militer essentiellement dans les milieux intellectuels. Là c'est plus facile, on peut discuter beaucoup, remuer des idées, surtout des idées qui n'engagent personne. Mais même lorsqu'on arrive à y gagner des militants,

c'est bien souvent pour peu de temps, le temps des études, car après, même si la vie d'un enseignant par exemple permet de se consacrer éventuellement à la vie militante, bien souvent les conditions sociales étant très différentes, les convictions restent superficielles. Se tourner alors vers l'activité en milieu ouvrier paraît largement au-dessus des forces de beaucoup d'entre eux.

C'est pourquoi, s'il y a une crise des idées révolutionnaires, elle provient moins des travailleurs que des intellectuels de gauche. Il y a bien longtemps, Trotski écrivait que « la crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire [1] ».

Et la crise de la direction révolutionnaire, c'est avant tout la défaillance des intellectuels de gauche. Beaucoup d'entre eux font un timide essai de quelques années, voire un engagement plus long d'une dizaine ou d'une quinzaine d'années; puis, voyant qu'ils ne sont pas immédiatement écoutés par les travailleurs, ils se disent que, décidément, le prolétariat n'est pas révolutionnaire et, comme Maximilien Rubel, concluent qu'il ne sera pas l'instrument de la transformation sociale.

Alors, oui, l'aspect fondamental de notre activité continuera à être la défense du programme d'émancipation de la classe travailleuse, le programme communiste. Défendre ce programme avant tout dans la classe ouvrière car c'est d'elle, et d'elle seule, que dépend sa réalisation future. Le défendre en particulier auprès des travailleurs qui se sont retrouvés pendant longtemps dans ou autour du Parti commu-

1. Léon Trotski, *Le Programme de transition*, septembre 1938.

niste et qui sont découragés, désorientés et à qui il faut redonner confiance et montrer que le courant communiste n'a pas disparu et que l'avenir lui appartient.

Nous voulons faire connaître ces idées à une génération de jeunes, de jeunes travailleurs aussi bien que d'étudiants. Il faut non seulement leur montrer que le monde qui est le nôtre est, d'une façon ou d'une autre, invivable pour tout le monde, que les concentrations de richesses entre quelques mains pendant que la pauvreté se généralise, sont insupportables. Comme est insupportable l'idée que la recherche du profit de quelques-uns conduit la terre vers une catastrophe écologique autant qu'économique.

Il est possible de transformer la société et chacun, travailleur ou étudiant, peut y jouer son rôle. Il faut éviter qu'ils soient abusés par ceux qui présentent de vieilles idées réformistes sous des couleurs modernes. Qui cherchent à les tromper en présentant quelques réformettes, une taxe par-ci, un allégement de dette par-là, comme des idées pour l'avenir, alors que tout cela est non seulement inefficace mais cautionne encore et toujours l'idée que le capitalisme serait réformable.

Eh bien non, le système capitaliste n'est pas réformable.

Voyez les milliards qui partent en fumée dans la crise boursière actuelle. Oh bien sûr, ce sont pour une large part des capitaux fictifs. Mais l'exploitation qui les a engendrés n'est pas fictive. Combien de souffrances, combien de vies d'exploitation pour que s'accumulent ces milliards qui, aujourd'hui, partent en fumée ?

Alors, nous ne savons pas si le fait que le gouvernement soit de droite amènera plus facilement les travailleurs à la conviction qu'ils ne peuvent rien en attendre. Nous ne savons pas si, après avoir subi les coups de la gauche puis ceux de la droite, ils ne se contenteront pas d'écouter, à nouveau, les bateleurs de foire de la gauche bourgeoise ou si, dégoûtés de tout, ils se réfugieront dans l'apolitisme, voire, pour certains, déjà trop nombreux, dans les idées à la Le Pen.

Nous ne savons pas plus par quelle voie, à travers quelles expériences politiques collectives, un regain de combativité conduira une partie du monde du travail vers les idées et le programme communistes.

Ce que nous savons, c'est que les idées que nous défendons aujourd'hui, il n'y a que nous pour les défendre. Alors, nous continuerons à les défendre quel que soit le sens des vents dominants.

Si j'ai servi un tant soit peu à la transmission de ces idées, ma vie n'aura pas été inutile.

Chronologie

Octobre 1939, premier numéro de *L'Ouvrier.*

15 octobre 1942, premier numéro de *La Lutte de classes, organe communiste* (IV[e] Internationale).

7 novembre 1942, *La Lutte de classes* n° 3 porte en sous-titre « organe du Groupe communiste » (IV[e] Internationale).

10 octobre 1944, *La Lutte de classes* n° 37 porte en sous-titre « organe de l'Union communiste » (IV[e] Internationale).

Octobre 1945, premier numéro de *La Voix des travailleurs,* bulletin interusines de l'Opposition syndicale.

13 février 1947, premier numéro de *La Voix des travailleurs* de chez Renault.

Août 1949, l'Union communiste se scinde en deux.

3 janvier 1950, premier numéro du *Bulletin d'information et d'éducation,* publié par le Groupe révolutionnaire communiste.

12 janvier 1950, reparution de *La Lutte de classes, organe de l'Union communiste (trotskiste),* sous le contrôle de Barta.

3 décembre 1951, premier numéro de *La Lutte révolutionnaire.*

Avril 1953, premier numéro du *Travailleur émancipé.*

Mai 1954, premier numéro de *Tribune ouvrière,* journal publié par un groupe d'ouvriers de la régie Renault.

Mars 1956, premier numéro de *Tribune ouvrière SNCF Paris-Lyon.*

14 novembre 1956, premier numéro de *Voix ouvrière Renault,* département 37.
24 novembre 1956, congrès de fondation de Voix ouvrière.
3 décembre 1962, premier numéro du journal national *Voix ouvrière.*
12 juin 1968, interdiction de *Voix ouvrière.*
26 juin 1968, premier numéro du journal *Lutte ouvrière.*
du 29 au 31 mai 1971, première fête de Lutte ouvrière. Au programme : Francis Blanche, Mouloudji, Claude Nougaro...
1973, *Lutte ouvrière* présente 171 candidats aux élections législatives et obtient 2,29 %. Son porte-parole est Arlette Laguiller.
1974, élection présidentielle : Arlette Laguiller obtient 2,35 %.
1981, élection présidentielle : Arlette Laguiller obtient 1,99 %.
18 mars 1994, l'Union communiste (trotskiste) est mentionnée dans le journal *Lutte ouvrière.* Elle figurera maintenant dans chaque numéro.
1995, élection présidentielle : Arlette Laguiller obtient 5,30 %.
2002, élection présidentielle : Arlette Laguiller obtient 5,72 %.

Cet ouvrage a été composé et imprimé par

FIRMIN DIDOT

GROUPE CPI

Mesnil-sur-l'Estrée

pour le compte des Éditions Denoël
en février 2003

On dit de lui qu'il est « le gourou » d'Arlette Laguiller. Certains voient même en lui « le despote invisible de Lutte ouvrière ».
Pour la première fois, Robert Barcia — alias Hardy —, l'un des principaux dirigeants de Lutte ouvrière, prend la parole et révèle à Christophe Bourseiller l'essentiel de son parcours militant depuis l'époque de l'Occupation.
Robert Barcia revient ensuite sur de nombreuses questions d'actualité sans hésiter à décrypter le fonctionnement interne de Lutte ouvrière. Il raconte notamment dans quelles circonstances Lutte ouvrière a recruté, puis décidé de présenter Arlette Laguiller à l'élection présidentielle dès 1974.
Il répond également longuement sur les attaques dont il fait l'objet. Est-il un « businessman de l'industrie pharmaceutique » ? Lutte ouvrière est-elle une secte prohibant le couple ? Pourquoi Arlette Laguiller a-t-elle refusé de rejoindre le « Front républicain » pro-Chirac entre les deux tours de l'élection présidentielle de 2002 ?
À toutes ces questions posées sans complaisance, Robert Barcia répond sans jamais se dérober, racontant pour la première fois, en détail, l'histoire méconnue et souvent étonnante de l'Union communiste, le nom politique de Lutte ouvrière.

Robert Barcia est membre de la direction politique de Lutte ouvrière.
Christophe Bourseiller, écrivain et journaliste, est l'auteur d'une vingtaine d'ouvrages parmi lesquels Les Ennemis du système *(Robert Laffont, 1989),* Les Maoïstes *(Plon, 1996),* Vie et mort de Guy Debord *(Plon, 1999).*

B 25422.9 02.03
ISBN 2.207.25422.4
17 €